CHINE PROMESSES AFRICAINES · SPÉCIAL 26 PAGES

SPÉCIAL BÉNIN 24 PAGES

N° 3109 – FÉVRIER 2022

jeune afrique

www.jeuneafrique.com

BURKINA
KABORÉ, CHRONIQUE D'UNE CHUTE ANNONCÉE

RWANDA
PAUL KAGAME
« Les coups d'État sont le fruit de la mauvaise gouvernance »

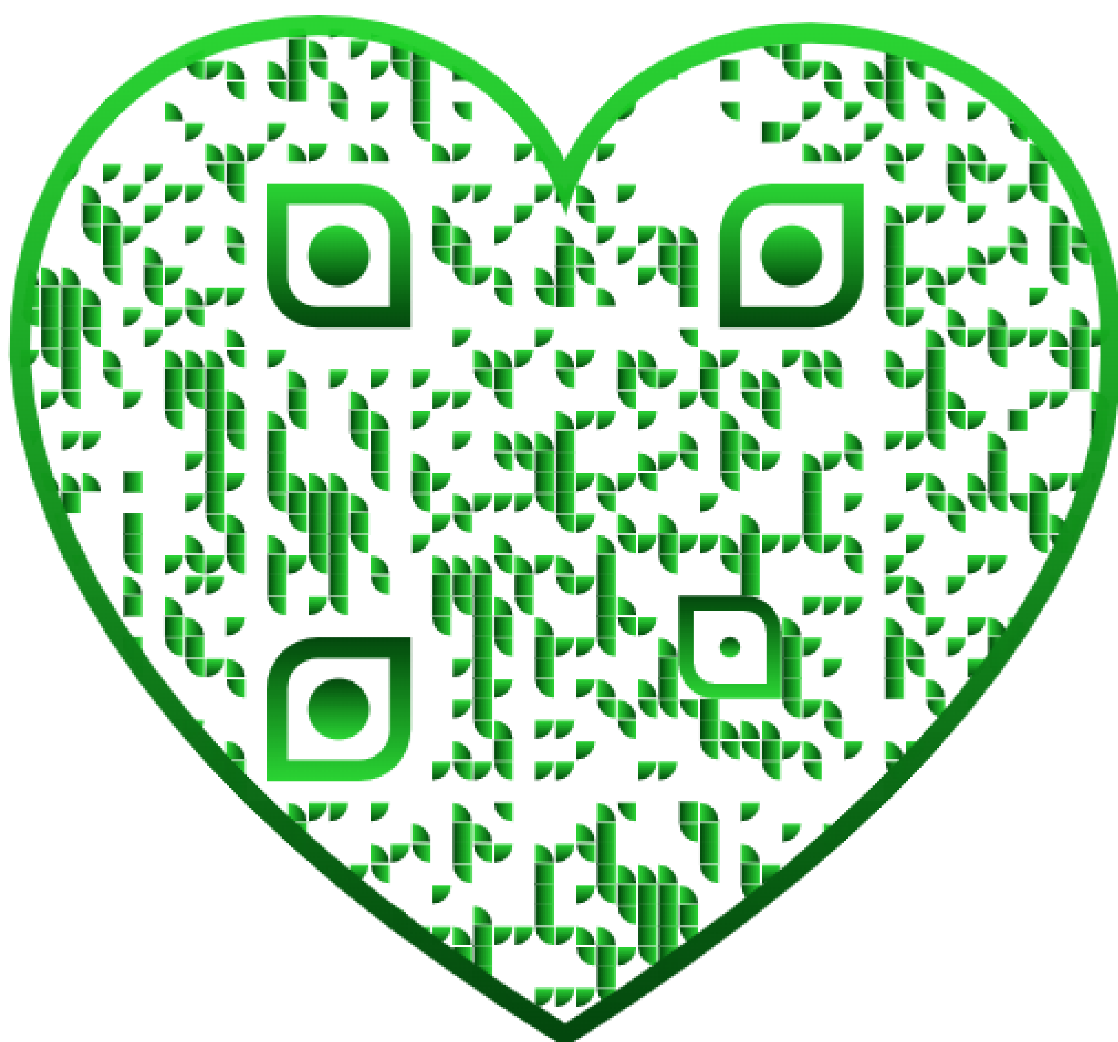
TUNISIE
Kaiser Saïed

MALI
ASSIMI GOÏTA
ENQUÊTE SUR L'HOMME QUI DÉFIE LA FRANCE

Qui est-il vraiment?
Jusqu'où ira-t-il?
Révélations sur un putschiste qui impose sa loi.

Allemagne 9 € • Belgique 9 € • Canada 12,99 $CAN
Espagne 9 € • France 7,90 € • DOM 9 € • Italie 9 €
Maroc 50 MAD • Mauritanie 200 MRU • Pays-Bas 9,20 €
Portugal 9 € • RD Congo 10 USD • Suisse 15 CHF
Tunisie 8 TDN • TOM 1 000 XPF • Zone CFA 4 800 F CFA
ISSN 1950-1285





ELSEWEDY ELECTRIC

INTEGRATED ENERGY SOLUTIONS

AUTONOMISER L'AFRIQUE



De nombreuses nations africaines sont en plein essor. Le deuxième plus grand continent du monde est en train de devenir une nouvelle plaque tournante pour les investissements. Les économies sont en pleine croissance. Les taux d'éducation et d'alphabétisation sont en hausse.

Et les pays du continent reçoivent plus d'investissements directs étrangers que jamais. Au milieu de tous ces bouleversements, Elsewedy Electric est déjà sur place. En tant que société basée en Afrique, nous avons l'expérience pour aider nos voisins à réaliser leurs plans de développement. De nombreux pays africains se tournent vers Elsewedy Electric, en tant que leader mondial du secteur, où nous ne nous contentons pas de fournir notre assistance, mais échangeons et localisons les connaissances nécessaires pour construire l'avenir de notre continent.



Plot No. 27, 1st district, 5th Settlement, P.O.Box 3, New Cairo 11853, Cairo - Egypt.
Tel.: (+202) 275 99 700 - Fax: (+202) 275 99 731 - E-mail: info@elsewedy.com

ELSEWEDY ELECTRIC



L'édito

Marwane Ben Yahmed
@marwaneBY

KABORÉ
Chronique d'une chute annoncée

« Je suis très heureux de la victoire de mon ami Roch. Nous sommes très liés, et nos destins, bizarrement, se sont recoupés. Nous avons été Premiers ministres, puis présidents de l'Assemblée nationale en même temps. Et voici qu'il rejoint la fratrie… » Feu Ibrahim Boubacar Keïta imaginait-il, quand il prononça ces mots au lendemain de l'élection de Roch Marc Christian Kaboré, en novembre 2015, que leurs trajectoires jumelles, des rives de la Seine, où s'est façonnée leur culture politique, notamment au sein de la fameuse Feanf, aux palais présidentiels qu'ils ont conquis, pousseraient le mimétisme jusqu'à leurs chutes respectives, précipitées par des militaires ?

L'épidémie de coups d'État se poursuit donc, qui frappe essentiellement l'Afrique de l'Ouest. C'est le sixième en seulement un an et demi. Une grande première depuis deux décennies. Au Mali par deux fois, au Tchad, en Guinée, au Soudan et donc aujourd'hui au Burkina. Étrange dénominateur commun des putschs ouest-africains : tous ont visé des dirigeants proches de l'Internationale socialiste, issus de la même matrice idéologique dans leur jeunesse parisienne, anticolonialiste et tiers-mondiste, proches les uns des autres, mais aussi de François Hollande quand celui-ci était à l'Élysée. De ce « club » de chefs d'État jadis soudés, seul le Nigérien Mahamadou Issoufou est parvenu à quitter le pouvoir normalement.

Boîte de Pandore

Après IBK et Condé, donc, la fin de Kaboré a des allures de chronique d'une chute annoncée. D'une part parce que la boîte de Pandore était grande ouverte. Les militaires maliens et guinéens ne donnent guère l'impression d'être intimidés et encore moins de mouiller leurs treillis devant les oukases de l'Union africaine (UA) ou de la Cedeao… Alors, puisque l'on peut déposer un président sans coup férir ni risque d'intervention militaire extérieure, si l'on peut devenir chef de l'État, se partager les postes, décider des contours ou de la durée des transitions et s'affranchir de toutes les règles jusqu'ici en vigueur, cela ne peut forcément que faire des émules. D'autant que ces prises de pouvoir par la force, la plupart du temps

Ce qui lui est reproché n'a rien à voir avec le népotisme ou la corruption.

acclamées (en tout cas, on ne se bouscule guère pour défendre les présidents en question), interviennent dans des contextes de contestation aiguë des dirigeants en place – révélant au grand jour le sentiment diffus que les élections ou la « démocratie » ne servent à rien car elles ne règlent pas les problèmes des citoyens – et →



Partisans des putschistes du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), le 25 janvier, à Ouagadougou.

SOPHIE GARCIA/AP/SIPA

→ même, plus largement, de toute la classe politique.

Aucun des acteurs traditionnels de l'échiquier ne trouvant grâce aux yeux de la population, il ne reste plus, hélas, qu'à se jeter dans les bras d'un obscur lieutenant-colonel qui promet la lune, le ciel et les étoiles. Dans le cas de Kaboré, ce qui lui est reproché n'a rien à voir avec le népotisme, la corruption, les atteintes aux libertés ou les élections tronquées, contrairement à ses anciens homologues de Bamako ou de Conakry. De tous, il est d'ailleurs certainement le mieux élu. C'est son incapacité à gérer la menace terroriste comme le désarroi de son armée qui est en cause.

Dimanche 23 janvier, alors que des mutineries avaient éclaté au camp Sangoulé Lamizana, le plus important de Ouagadougou, ainsi qu'à la base aérienne et à Kaya, dans le centre-nord du Burkina, tout laissait à penser que ce prurit de colère de la soldatesque risquait d'exploser. Depuis plusieurs mois, Kaboré était informé de l'exaspération des militaires, régulièrement pris pour cible par les groupes jihadistes. Et depuis l'attaque d'Inata, le 14 novembre 2021, qui avait fait 53 morts, le spectre d'une tentative de coup d'État planait. Le 10 janvier, le lieutenant-colonel Emmanuel Zoungrana avait d'ailleurs été mis aux arrêts, suspecté par les autorités d'avoir fomenté une tentative de putsch. Or le tombeur de Kaboré, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, faisait partie de la même promotion que Zoungrana…

Le début de la fin

Manque de moyens humains et matériels, défiance vis-à-vis de la hiérarchie en place, sentiment d'abandon… « Roch », celui que ses compatriotes aimaient à surnommer le « président-diesel », n'a pas su prendre la juste mesure de ce ressentiment. Celui qui a été élu pour incarner l'exact contraire de Blaise Compaoré, qui n'a jamais eu à faire face à des attaques terroristes et dont la poigne était connue, notamment grâce à son corps d'élite, le Régiment de la sécurité présidentielle (RSP), a buté sur la question sécuritaire. Laquelle s'était imposée à lui quelques semaines seulement après son investiture avec le premier attentat contre la capitale, et qui a pesé sur ses deux mandats telle une épée de Damoclès.

Depuis 2015, les exactions des groupes jihadistes ont fait plus de 2 000 morts (dont 400 soldats) et contraint plus de 1,4 million de personnes à fuir leurs foyers. « Nos concitoyens se posent des questions. Nous devons les rassurer et leur montrer que nous sommes capables de défendre notre pays », avait conclu Kaboré après Inata, qui marquera à l'évidence le début de sa fin. Critiqué pour sa faiblesse à l'intérieur du pays – des manifestations massives hostiles à son régime se sont déroulées dès la mi-novembre à Ouaga, Bobo-Dioulasso, Dori, Titao ou Kantchari – comme à l'extérieur, notamment parmi les principaux alliés du Burkina dans la lutte contre le terrorisme, dont Paris, Kaboré n'a pas obtenu le temps qu'il demandait. Le crin de cheval a fini par rompre. Exit donc le « président normal ». Mais si cela revient à lâcher la proie pour l'ombre…

Le constat d'échec des dirigeants (et des classes politiques en général) étant posé, et le débat sur les carences démocratiques ou institutionnelles en Afrique étant ouvert depuis belle lurette, reste à aborder l'épineuse question de l'après-coups d'État, ces transitions censées remettre ces pays sur les rails. Ceux qui applaudissent à tout rompre la chute d'un tel, prêts à lécher les Rangers du brillant officier à la tête de la junte victorieuse, feraient bien de se méfier. Moussa Dadis Camara et Sékouba Konaté (Guinée), Amadou Haya Sanogo (Mali), Salou Djibo (Niger), Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie), Gilbert Diendéré (Burkina), pour ne citer qu'eux, ont-ils démontré leur capacité à gouverner dans l'intérêt général, leur leadership ou leur probité ? N'est pas Thomas Sankara qui veut. En revanche, revêtir les oripeaux d'un Yahya Jammeh, le père Ubu de Banjul, c'est plus facile. Et plus probable. A fortiori dans des pays où les armées ne brillent guère par leur compétence ou leur efficacité.

Fibre nationaliste

Méfiance, donc. Et raison de plus pour encadrer autant que possible les processus destinés à restaurer l'ordre constitutionnel. Les principes de base, d'ailleurs, ont été édictés depuis 1999 et le sommet d'Alger de l'OUA. Délai raisonnable (six mois pour l'UA), sanctions ciblées contre le régime si refus d'obtempérer au-delà de ce délai, interdiction de se présenter aux élections, etc. Il est inacceptable, quelle que soit la situation, qu'un Goïta (double putschiste par ailleurs, contre IBK puis Bah N'Daw) ou qu'un Doumbouya, par exemple, s'arrogent seuls tous les pouvoirs, assurent directement la présidence, ne consultent personne et ne donnent aucun calendrier acceptable pour la fin des transitions en cours, le pompon revenant encore une fois à Goïta avec ses possibles cinq années de rab.

C'est aux citoyens concernés, Maliens, Guinéens et demain Burkinabè, d'y veiller, de leur mettre la pression, d'exiger des gages. Ils sont d'ailleurs les seuls, pour peu qu'ils se mobilisent massivement, à avoir une chance d'être écoutés. Tout ce qui émanerait d'ailleurs – institutions continentales, régionales ou communauté internationale (au premier rang desquelles la France) – n'a visiblement pour seul résultat que de provoquer les rodomontades de nos présidents-officiers, qui ont beau jeu de flatter la fibre nationaliste de leurs concitoyens, seriner que leurs pays n'ont de leçons à recevoir de personne et que leur seule préoccupation, c'est le bonheur de la population.

Dans le cas du Burkina, il semble impensable que les nouveaux maîtres du pays, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba en tête, puissent expliquer, après une révolution, une transition et deux élections (transparentes, elles), qu'ils ont besoin de plus de six mois pour « restaurer » les fondamentaux du pays. Le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) – décidément, les putschistes ne brillent guère par leur inventivité, les dénominations des juntes et les premières adresses télévisées à la nation se ressemblant furieusement – a déposé Roch Marc Christian Kaboré, car il en allait de la sécurité du pays. Cela tombe bien, c'est leur métier. Les Burkinabè n'ont donc plus aucune inquiétude à nourrir… ●

Ceux qui applaudissent à tout rompre la chute d'un tel feraient bien de se méfier.

Humour et sagesse

Pour réfléchir ou sourire, chaque mois, notre sélection des citations les plus marquantes, les plus intelligentes ou les plus drôles.
M.B.Y.

Tenez-vous loin des gens négatifs, ils ont un problème pour chaque solution.
Albert Einstein

Cela rend modeste de voyager. On voit quelle petite place on occupe dans le monde.
Gustave Flaubert

Un doute dans le cœur prend toujours plus de place que toutes les certitudes.
John Joos

Ce monde est rempli de personnes fausses, mais avant de juger, assurez-vous de ne pas en faire partie.
Tupac Shakur

Tourne-toi vers le soleil, l'ombre sera derrière toi.
Proverbe maori

J'aime beaucoup les mots. Il y en a qui font mal, mais il y en a qui soignent. Parfois ce sont les mêmes, ça dépend comment on s'en sert. C'est un peu comme quand un poison sert à fabriquer des médicaments.
Sandra Labastie

Le corps est purifié par l'eau. L'ego par les larmes. L'intellect par le savoir. Et l'âme par l'amour.
Ali Ibn Abi Talib

SOMMAIRE

3 **L'édito** Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

8 **L'homme du mois** Assimi Goïta, Monsieur Non
14 **10 choses à savoir sur…** Alphonse Kaputo Kalubi
16 **Le match** Abiy Ahmed *vs* Tedros Ghebreyesus
18 **Le jour où…** « Je suis entré en enfer », par Michel Thierry Atangana
20 **L'actu vue par…** Tierno Monénembo, romancier
22 **L'œil de Glez** Bientôt (toute) la vérité sur le complot contre Lumumba ?
24 **Le dessous des cartes** Bassin du Congo, le dernier poumon du monde

26 **Partis pris** Les « gilets jaunes » de Bamako, par François Soudan
28 Sous tous rapports, par Joël Té-Léssia Assoko
29 Football : l'Afrique sur la touche ? par Georges Dougueli

LA GRANDE INTERVIEW

30 **Paul Kagame** Président du Rwanda

ENQUÊTE

40 **Lotfi Bel Hadj** Lobbyiste à tout prix



OBJECTIF BÉNIN

88 **L'omniprésident**

INTERNATIONAL

124 **UA-UE** Enfin d'égal à égal ?

ÉCONOMIE

138 **Consommation** Surchauffe à tous les rayons
142 **Commerce** Senchan trouve sa voie à Touba
144 **Hausse des prix** Et si c'était une aubaine pour les banques ?
146 **La galaxie de** Sifca, leader ivoirien de l'agro-industrie
148 **Télécoms** La partition africaine de Stéphane Richard
151 **Finance** Branle-bas de combat chez BGFIBankr
152 **Tech** Mareme Dieng, la « Madame Afrique » de 500 Global
154 **Interview** Achim Steiner, administrateur du Pnud
157 **Tribune** En Afrique, la finance mondiale n'est pas à la hauteur, par Patrick Smith

POLITIQUE

52 **Cameroun** La guerre des clans aura-t-elle lieu ?
58 **La garde rapprochée de…** Mamadi Doumbouya, président de la transition en Guinée
60 **Côte d'Ivoire** Téné Birahima, l'autre Ouattara
66 **Rencontre avec** Eddy Kapend, gardien des secrets de Laurent-Désiré Kabila
70 **Tribune** Pourquoi l'Europe doit s'arrimer à l'Afrique, par Achille Mbembe
72 **Maroc** Au royaume des maths
76 **Algérie** Fennecs blues
82 **Tunisie** Kaiser Saïed

DOSSIER ASSURANCES

160 **Concurrence** Quand les « petits » font de la résistance

FOCUS AGROBUSINESS

172 **Agriculture** Produire plus pour… importer mieux ?



CULTURE

180 **Sami Tchak** Entretien avec l'écrivain togolais
186 **Gastronomie** Senda D. Waguena, une autobiographie culinaire
190 **Maroc** Des étoiles dans les yeux des enfants





GRAND FORMAT

193 **Chine** Promesses africaines

JEUNE AFRIQUE & VOUS

239 **Le tour de la question**
241 **Ce jour-là…**
242 **Post-scriptum**

jeuneafrique

Fondateur : Béchir Ben Yahmed, le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social : 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel : redaction@jeuneafrique.com

Directeur général : Amir Ben Yahmed
Vice-présidents : Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication : Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction : François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes : +33 (0)1 44 30 18 23

Abonnements : Service abonnements Jeune Afrique, 235 avenue Le-Jour-se-Lève 92100 Boulogne-Billancourt
Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel : abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris

Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel : regie@jeuneafrique.com

ACPM
LE TIERS DE CONFIANCE LA VALEUR DES MÉDIAS

Imprimeur : Siep – France
Commission paritaire : 1026 D 80822
Dépôt légal : à parution ISSN 1950-1285



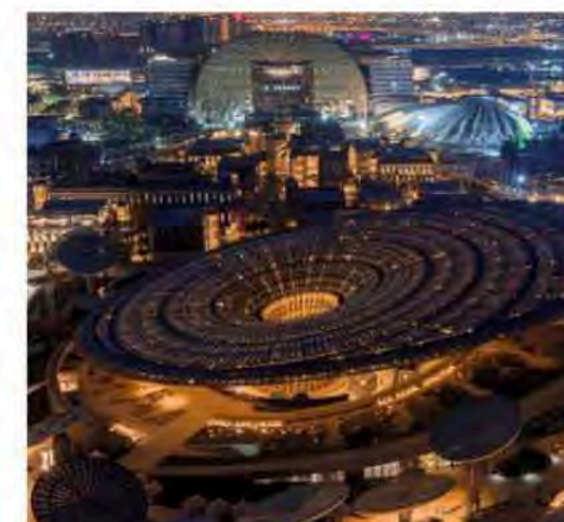
ÉDITION INTERNATIONALE, AFRIQUE DE L'OUEST ET MAGHREB & MOYEN-ORIENT : DAVID DESPAU/COLAGÈNE
ÉDITION AFRIQUE CENTRALE : PAUL KAGAME FLICKR



PARTICIPEZ À LA CRÉATION D'UN MONDE NOUVEAU







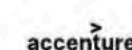


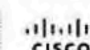


ACHETEZ VOS BILLETS MAINTENANT
expo2020dubai.com

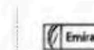
1 OCTOBRE 2021 – 31 MARS 2022







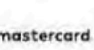




















À Bamako, le 18 septembre 2020.

MICHELE CATTANI/AFP

L'homme du mois

Assimi Goïta

Monsieur Non

Il était un parfait inconnu lorsqu'il a pris la tête de la transition malienne, en août 2020. Secret et discret, l'ex-commandant des Forces spéciales s'est engagé dans une épreuve de force sans précédent avec la Cedeao et la France. Jusqu'où ira-t-il pour se maintenir au pouvoir?

FATOUMATA DIALLO, À BAMAKO,
AVEC AÏSSATOU DIALLO
ET BENJAMIN ROGER

C'est le jour du Sacrifice. En cet Aïd-el-Kébir, la foule se presse dans la grande mosquée de Bamako. Partout dans la ville, l'heure est à la fête, et l'humeur des hommes venus se recueillir est badine malgré le déploiement des forces de sécurité: les plus hautes autorités sont en train de prier. Tout à coup, un homme surgit dans le dos d'Assimi Goïta. Il brandit un couteau, tente de l'atteindre à la gorge. Mais c'est à un colonel des forces spéciales qu'il s'en prend, un homme qui a chassé les terroristes dans le Nord, appris à se défaire de l'ennemi, combattu au corps-à-corps. Le militaire esquive. Imperturbable.

Ce n'est pas la première attaque à laquelle le président de la transition échappe. Il le sait déjà : ce ne sera pas la dernière. En quelques instants, ce 20 juillet 2021, l'assaillant est maîtrisé, et la sécurité personnelle du dirigeant malien quadrille les environs de la grande mosquée. « Que Dieu lui donne de la force! » scandent en bamanankan quelques badauds lorsque Goïta s'éclipse. À son retour au palais de Koulouba, entouré de quelques fidèles, le rescapé relativise. « Cela fait partie du jeu », dit-il, serein. Du jeu? Mais à quoi joue-t-il?

« Non à la Cedeao, non aux sanctions! » Six mois après cette tentative d'assassinat, le 14 janvier 2022, une foule immense défie la Cedeao. Elle a répondu à l'appel de son chef, qui a savamment orchestré cette démonstration de force en Conseil des ministres. Des millions de francs CFA ont été mobilisés pour que les Bamakois descendent dans les rues. La Cedeao voulait des élections le 27 février? C'est non. Elle consent à accorder à la junte un délai un peu plus long pour se maintenir au pouvoir, à condition qu'il n'excède pas six mois ou un an? C'est encore non. Ici, à Bamako, c'est Goïta qui commande. Et il fait ce qu'il veut.

Comment cet inconnu s'est-il retrouvé à la tête du Mali, engagé dans un bras de fer quasi insensé? A-t-il toujours rêvé des ors de Koulouba? Pour comprendre l'ascension de ce discret militaire, il faut revenir à la journée du 18 août 2020.

Visage poupin

Ce mardi-là, cinq colonels mettent en œuvre leur plan : en quelques heures, ils arrêtent et renversent le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), affaibli par plusieurs mois de contestation populaire. Les conspirateurs s'appellent Malick Diaw, Ismaël Wagué, Sadio Camara, Modibo Koné et Assimi Goïta.

Les trois derniers ont usé les bancs du Prytanée militaire de Kati, sont issus de la garde nationale et évoluent dans le cercle de certains des hommes les plus influents de l'appareil sécuritaire : Moussa Diawara, le patron de la sécurité d'État sous IBK, qui a étrangement disparu ce jour-là; le général Cheick Fanta Mady Dembélé, un ancien de Saint-Cyr, qui s'est illustré dans plusieurs opérations panafricaines de maintien de la paix, et Ibrahima Dahirou Dembélé, l'ancien ministre de la Défense. Le rôle de ces hommes, considérés par certains observateurs comme les cerveaux du putsch, n'a jamais été éclairci.

Le premier acte de leur coup réussi, les conjurés se réunissent à Kati, l'immense camp militaire situé à 15 km de Bamako. Il faut alors passer à l'acte II et choisir qui dirigera la transition. Malick Diaw lorgne le poste. Il est l'aîné et a de l'expérience : il a déjà participé au coup d'État du capitaine Amadou Haya Sanogo contre Amadou Toumani Touré, en 2012, et espère que son heure est venue. Mais il est clivant et passe pour être incontrôlable. Il ne fait pas l'unanimité parmi les putschistes. À trois reprises, le nom de Goïta apparaît.

L'intéressé se dit surpris. Il y a de quoi. Certes, en tant que commandant des Forces spéciales, il a l'habitude de mener des hommes, mais il n'a jamais vraiment confié à ses compagnons d'armes qu'il avait de l'appétence pour le pouvoir politique. Le colonel accepte pourtant sans ciller sa nomination. « En le désignant, les putschistes ont fait le choix du plus faible, juge



Gao, Tombouctou, Kidal, et même le Darfour : il a combattu sur les terrains les plus périlleux.

un diplomate installé dans la sous-région. Sadio Camara a influencé le vote parce qu'il croyait contrôler Goïta. »

Au lendemain du putsch, lorsqu'il apparaît publiquement pour revendiquer le coup d'État, rares sont les diplomates à avoir déjà vu cet homme au visage poupin. Les militaires maliens, eux, le connaissent bien : il n'a jamais vécu ailleurs que parmi eux.

Fils d'un officier originaire du cercle de Yorosso, à la frontière →



Durant une manifestation contre la France et les sanctions de la Cedeao, à Bamako, le 14 janvier.

FLORENT VERGNES

→ avec le Burkina Faso, Assimi Goïta a grandi dans le Camp du génie militaire de Bamako et s'est toujours imaginé marchant dans les pas de son père. Il a fait mieux. Diplômé de l'école des officiers au début des années 2000, il devient commandant en 2008 et arpente le désert du nord du Mali.

Responsable d'un groupe tactique mobile, il a d'abord pour mission de neutraliser les trafiquants et les groupes armés. C'est le début de près de quinze ans de combats durant lesquels le soldat Goïta s'illustre sur les terrains les plus difficiles : Gao, Kidal, Tombouctou, mais aussi au Darfour, ce qui lui vaut de nombreuses décorations.

En 2015, à la suite de l'attentat perpétré au Radisson Blu, à Bamako, on le charge de la coordination des « opérations spéciales » au sein du ministère de la Défense.

Juste avant le coup d'État d'août 2020, il dirigeait les Forces spéciales dans le centre du pays, là où la guerre contre les jihadistes est devenue le plus dure. « Il est extrêmement respecté car il a combattu sur les terrains les plus périlleux », commente un bon connaisseur des questions militaires maliennes.

Mener des hommes est une chose, diriger un pays en est une autre. Sanglé dans son treillis, Assimi Goïta montre d'abord un visage poli et aimable à une communauté internationale qui n'a pas vu d'un si mauvais œil la chute d'IBK. Cet homme élancé, à la barbe finement taillée, se tient en retrait, au point de parfois déstabiliser ses interlocuteurs. « Lors d'un rendez-vous, alors qu'un diplomate lui avait posé une question, il était resté muet. Son garde du corps s'en était excusé… », rapporte une source.

Sous son impulsion, les putschistes semblent conciliants. En septembre 2020, ils font mine de laisser une partie du pouvoir aux civils et nomment Bah N'Daw à la tête de l'État. Un choix qui fait les affaires d'Assimi Goïta : il connaît le vieux colonel-major depuis son enfance et le considère comme un oncle. Goïta devient vice-président, mais, dans l'ombre, fixe les choix stratégiques. C'est par exemple lui qui décide de l'attribution des portefeuilles ministériels. Et gare à ceux qui ne l'écouteraient pas.

Agenda caché

Le caractère emporté de cet homme à l'apparence posée éclate au grand jour le 24 mai 2021. Alors que Bah N'Daw et Moctar Ouane, le Premier ministre, tentent de marginaliser les putschistes en excluant Sadio Camara et Modibo Koné du gouvernement, Assimi Goïta et ses compagnons reprennent la main. C'est leur deuxième coup d'État.

« Les relations étaient devenues très tendues entre les putschistes et le président Bah N'Daw, qui n'entendait pas se laisser dicter sa conduite par des jeunes », poursuit l'expert militaire précité.

D'autres avancent une explication différente. Les tensions au sein du pouvoir allant croissant, Assimi Goïta aurait destitué Bah N'Daw pour le protéger. Quoi qu'il en soit, l'illusion aura duré à peine le temps d'une grossesse : neuf mois après l'éviction d'IBK, voilà Goïta prêt à assumer l'entièreté du pouvoir.

« C'est un stratège. Il fixe ses objectifs puis avance, fait remarquer une figure politique du M5-RFP. Il a toujours eu un agenda caché. À l'automne 2020, quand il a accepté le poste de vice-président sous la pression des dirigeants de la Cedeao, il avait déjà le 24 mai 2021 en tête. »

Depuis, installé dans le fauteuil présidentiel, Goïta se comporte en maître et ne compte pas ses heures. « Il arrive très tôt au bureau et le quitte très tard, note un ancien collaborateur. Il lit tous les dossiers. » Peu familier des subtilités administratives, il se fait conseiller par des hauts gradés. Le général Yamoussa Camara, qui fut son directeur au Prytanée puis ministre de la Défense sous Sanogo, et le général Ibrahima Dahirou Dembélé, arrêté lors du coup du 18 août 2020, murmurent à son oreille.

Ce colonel de 38 ans gère Koulouba avec rigueur et discipline. Au palais, le mutisme est de mise. Rien ne filtre. « Plutôt que de parler, Goïta préfère poser des actes concrets », analyse Cheick Oumar Sissoko, le leader d'Espoir Mali Kura (EMK).

Les ordres, il les a donnés dès sa prise de fonctions. Dans la nuit du 24 mai, c'est lui qui demande à Sadio Camara et au colonel Abdoulaye Maïga d'aller chercher les leaders du Mouvement du 5-Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) et de les réunir à Kati. Comme toujours, il s'esquive lors des pourparlers. Mais, comme toujours, il décide.

En juin, pour la nomination du Premier ministre, c'est encore lui qui tranche : ce sera Choguel Kokalla Maïga. Il prévient alors le nouveau chef du gouvernement : « Tu n'es pas le choix de tous [les colonels]. » Mais il est le sien.

« Contrairement à ce que tout le monde pense, Goïta est très intelligent. C'est un véritable joueur de poker », souligne un haut responsable de l'époque de la première transition. C'est encore lui qui a choisi Abdoulaye Diop comme ministre des Affaires étrangères. Maïga, Diop… À eux la lumière, les discours chocs et les bains de foule. Goïta préfère l'ombre, propice à la réflexion stratégique. Et il en faut, quand le combat devient plus âpre…

Avec le second putsch, en effet, la pression et les sanctions se renforcent. En tête des mécontents, la France exige des militaires qu'ils rendent au plus vite le pouvoir. C'est mal évaluer à quel point Goïta y a pris goût. Désormais, lui et ses hommes n'ont qu'un seul credo : ne se faire dicter aucune loi.



« Contrairement à ce que tout le monde pense, il est très intelligent. Un vrai joueur de poker. »

Pour être puissant, la technique, apprise sur les bancs du Prytanée, est simple : il suffit de repenser les alliances. Paris est furieux ? Moscou est bienveillant. Assimi Goïta favorise l'accélération du déploiement d'instructeurs russes dans le centre du Mali. Le rapprochement avec la Russie a été orchestré par Sadio Camara. Russophile assumé, le ministre de la Défense, qui a fait l'école de guerre de Moscou, en a été la tête pensante. Au point d'être un président bis, comme beaucoup l'imaginent ? « Camara est un poids lourd du régime, mais la stratégie militaire adoptée par le Mali est complètement assumée par Goïta. Personne ne l'y a contraint », assure un ancien collaborateur de la junte.

Hormis au sommet de l'État malien, où l'on dément formellement avoir signé un contrat de quelque nature que ce soit avec une société de sécurité privée russe, nul ne sait combien de ces hommes sont déployés au Mali. Beaucoup les soupçonnent d'être des mercenaires liés à la nébuleuse Wagner. « Le président de la transition n'a rien dit à ce sujet. Toutefois, sur le terrain, on constate que la présence de Wagner est effective », affirme Cheick Oumar Sissoko.

Ce simple soupçon suffit à déclencher les foudres de Paris, qui voit dans l'arrivée de ces rivaux à la réputation et aux méthodes controversées (ils sont accusés de violations des droits de l'homme) une menace pour ses intérêts. Après leur mainmise sur la Centrafrique, leur débarquement au Mali est inacceptable pour la France. Florence Parly, la ministre des Armées, proteste. Emmanuel Macron renchérit et menace.

Imprévisible

En face, Assimi Goïta ne cède pas. Il laisse ses lieutenants dénoncer le « néocolonialisme » et organiser des manifestations contre la présence française, flatte les sentiments souverainistes d'un peuple usé par une décennie de guerre et gagne en popularité.

« Dans ce contexte, le discours antifrançais fonctionne. Et l'arrivée de nouveaux acteurs [les Russes] est porteuse d'espoir pour certains Maliens », observe un diplomate ouest-africain. L'intransigeance de Goïta fera même avorter le voyage du président français au Mali, à la mi-décembre 2021.

L'homme fort de Bamako a compris que ce discours populiste le servait. Mais jusqu'à quel point souhaite-t-il changer la donne ? Si certains voient en lui un nouveau Thomas Sankara, lui ne se réclame d'aucune idéologie révolutionnaire.



À Bamako, le 14 janvier.

FLORENT VERGNES/AFP

Des hauts et des bas

À son tour, la Cedeao s'est frottée à cet homme imprévisible, se heurtant à la même rugosité et à la même tactique. Quand, le 9 janvier, les poids lourds ouest-africains ont décidé de fermer leurs frontières, de suspendre les transactions commerciales et de geler les avoirs des dirigeants maliens, Bamako s'est tourné vers de nouveaux alliés pour contourner le blocus. La bienveillance des régimes mauritanien et algérien comme celle de Mamadi Doumbouya, « frère de putsch » en Guinée, qui a clamé qu'il laisserait ses frontières ouvertes, suffiront-elles à éviter l'asphyxie ?

Des conjurés qui se divisent ?

« La junte ne pourra pas résister à ces pressions économiques et financières, car elle ne sera plus en mesure de payer les salaires des fonctionnaires, estime un ancien collaborateur d'IBK. Ce n'est pas avec sa popularité ni en mobilisant la rue que Goïta réglera les problèmes du quotidien. Il n'a d'autre choix que de revenir à un calendrier [électoral] raisonnable. »



À sa prestation de serment, l'apparition de sa femme, couverte de bijoux en or, a fait jaser.

En coulisses, les canaux de discussions restent ouverts. Le chef de l'État togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, qui, au sein de la Cedeao, se montre le plus compréhensif envers la junte, tente discrètement de trouver un terrain d'entente. En contact direct et quasi permanent avec Assimi Goïta, il a fait, en plein blocus et alors qu'il rentrait de Banjul, une escale secrète à Bamako, dans la soirée du 19 janvier, pour s'entretenir avec le président malien.

En rupture de ban sur la scène internationale, Assimi Goïta doit également jouer serré au sein de son cercle le plus proche. Selon plusieurs observateurs, dix-huit mois après le putsch d'août 2020, l'union des cinq colonels commence à se fissurer. Les anciens conjurés continuent de se réunir chaque jour pour discuter des questions stratégiques et de l'orientation de la transition, mais un climat de défiance s'installe.

La puissance de Sadio Camara, en particulier, fait grincer des dents. La proximité du ministre de la Défense avec Modibo Koné, le patron des services de renseignements, inquiète d'autant plus que Camara contrôle 500 hommes. Goïta, lui, n'en dirigeait que 250 au sein des Forces spéciales.

Parallèlement, Ismaël Wagué et Malick Diaw ne cachent plus leurs ambitions. Selon certaines sources, ils étaient, au sein de la junte, les plus favorables à une prolongation de la transition. Certains voient même en Diaw le successeur de Goïta. « Les colonels affichent une unité de façade, analyse un haut cadre à Bamako. Pourtant, ces derniers mois, Goïta a confié la protection de Sadio Camara et de Malick Diaw aux Forces spéciales, son unité d'élite. Cela montre à quel point ils se méfient les uns des autres. »

Combien de temps Assimi Goïta peut-il tenir ? Jusqu'où est-il prêt à aller pour rester à la tête du pays ? L'ivresse du pouvoir peut gagner même les plus ascétiques des militaires. En juin 2021, lors de sa prestation de serment en tant que président, l'apparition de sa femme, Lala Diallo, couverte de bijoux en or, a fait jaser. Le colonel passait jusque-là pour un homme au train de vie modeste.

« Dès le début, on a senti qu'il était intéressé par le pouvoir, estime un diplomate onusien qui l'a côtoyé. Il faut reconnaître qu'il ne se débrouille pas trop mal : il a réussi à prendre la tête du coup d'État, puis à s'imposer en en faisant un second. Il doit se sentir investi d'un destin. Même s'il finit par quitter Koulouba sous la pression [internationale], il essaiera d'y revenir par la suite. » ●



Dansa Kourouma
Ce proche de l'ancien Premier ministre guinéen Ibrahima Kassory Fofana a été nommé à la tête du Conseil national de transition par Mamadi Doumbouya.



Ousmane Sonko
L'opposant sénégalais a remporté la mairie de Ziguinchor, la ville où il a grandi, en battant l'édile sortant ainsi que le candidat de la majorité.





Jean-Marc Kabund-a-Kabund
Depuis l'annonce de sa démission du poste de premier vice-président de l'Assemblée nationale congolaise, ce pilier de l'UDPS (au pouvoir) est de plus en plus isolé.



Mohammed Ben Zayed
Le prince héritier d'Abou Dhabi a vu son émirat subir plusieurs attaques de drones et de missiles balistiques, revendiquées par les rebelles yéménites houthis.

DE HAUT EN BAS : ABOUBACARKHORAA/WIKIMEDIA COMMONS ; CLÉMENT TARDIF POUR JA ; GWENN DUBOURTHOUMIEU POUR JA ; GONZALO FUENTES/REUTERS



Alphonse Kaputo Kalubi

Sa nomination est venue mettre un terme au règne d'Albert Yuma, emblématique patron de la puissante Gécamines. Et il est aussi bien introduit dans les cercles du pouvoir que son prédécesseur était réputé proche de Joseph Kabila.

1 Katangais
Comme Albert Yuma, resté onze ans à la tête de la Gécamines, Alphonse Kaputo Kalubi est un Katangais. Natif de Lubumbashi, il est originaire du territoire de Kasenga (Haut-Katanga). Sa désignation est logique au regard du poids historique de l'entreprise dans cette région minière.

2 Réseau
S'il connaît bien Félix Tshisekedi, le nouveau président a surtout ses entrées auprès de Sama Lukonde Kyenge, qui était le directeur général de l'entreprise jusqu'à son accession à la primature, en février 2021. Ce dernier a d'ailleurs pesé en faveur de sa nomination.



DR

3 Inimitié
Ses relations avec Albert Yuma sont réputées glaciales. Les deux hommes avaient de nombreux désaccords, notamment sur les orientations stratégiques de la Gécamines. Kaputo Kalubi s'était même retrouvé mis à l'écart de la gestion quotidienne, en dépit du fait qu'il était membre du conseil d'administration. Cette inimitié a joué en sa faveur lorsque le chef de l'État a voulu remplacer Yuma.

4 Adjoint
Kaputo Kalubi pourra compter sur Bester-Hilaire Ntambwe Ngoy Kabongo pour le seconder. Ancien directeur général adjoint, il a assuré l'intérim de Sama Lukonde lorsque celui-ci a pris la tête de l'exécutif, et a depuis été confirmé dans les fonctions de directeur général. Lui non plus n'était pas en bons termes avec Yuma. Il est en revanche proche du Premier ministre, et son bras droit, Léon Mwine, entretient de bonnes relations avec Tshisekedi.

5 En terrain connu
Né en 1953, Kaputo Kalubi fait partie de la maison depuis près de quarante ans. Il a gravi un à un les échelons, occupant au passage le poste stratégique de directeur de la géologie.

6 Réindustrialisation
Selon de proches collaborateurs, il est en faveur d'une réindustrialisation du pays et d'une augmentation des parts de l'entreprise dans les futurs contrats. Il est le seul membre de la Gécamines à disposer d'un droit de veto.

7 Congo Hold Up
Sa nomination intervient dans un contexte bien particulier. Cité à de nombreuses reprises dans l'enquête « Congo Hold Up », Yuma était aussi dans le viseur de l'Inspection générale des finances (IGF). Un rapport sur sa gestion est attendu prochainement.

8 Cobalt
Un membre de son entourage affirme que Kaputo Kalubi n'est pas favorable à la poursuite des activités de l'Entreprise générale du cobalt (EGC), filiale de la Gécamines lancée en avril 2021. Soutenue par Trafigura, géant suisse du négoce de matières premières, l'EGC est présidée par Albert Yuma.

9 Pas sinophile
Alors que Tshisekedi a entrepris une remise à plat des contrats miniers, notamment ceux signés par son prédécesseur avec la Chine, différents collaborateurs du nouveau président du conseil d'administration assurent qu'il est lui-même opposé à l'omniprésence des investisseurs chinois, et qu'il soutient les audits lancés sous l'impulsion de la présidence. Une rupture avec Yuma le sinophile.

10 Audit
En août dernier, Kaputo Kalubi et Ntambwe Ngoy Kabongo avaient participé à la commission d'enquête chargée par la présidence d'évaluer les retombées pour la Gécamines du projet de Tenke Fungurume Mining, détenu à 80 % par le groupe China Molybdenum Co. ●

Romain Gras



ABIDJAN
13 & 14 JUIN 2022

RE | CONNECT
BOOT
SHAPE

INSCRIPTION
www.theafricaceoforum.com

CO-HOST

IFC International Finance Corporation WORLD BANK GROUP
Creating Markets, Creating Opportunities



ORGANISER




MISTRULLI/FOTOGRAMMA/ROPI-REA

Abiy Ahmed
– 45 ans –

ATOUT
Il a repris la main sur le terrain face aux groupes rebelles qui, il y a quelques semaines, menaçaient Addis-Abeba.

HANDICAP
Isolé sur la scène internationale, il ne compte plus beaucoup de soutiens.

VS



FRED MERZ/LUNDI 13 POUR JEUNE AFRIQUE

Tedros Ghebreyesus
– 56 ans –

ATOUT
Son poste lui offre une certaine caisse de résonance.

HANDICAP
Il a été contesté pour sa gestion de la pandémie de Covid-19, et ses relations avec la Chine, qui espère peser dans cette partie du continent, ne sont pas bonnes.

Frères ennemis

En lice pour un second mandat, le patron éthiopien de l'OMS doit composer avec l'hostilité du Premier ministre de son propre pays. Motif de la discorde : la guerre dans le Tigré.

Bras dessus, bras dessous, Abiy Ahmed et Tedros Adhanom Ghebreyesus ont l'air de deux amis. Ce 8 avril 2018, le Premier ministre éthiopien, nommé six jours plus tôt, s'affiche avec son compatriote, le patron de l'OMS, à Addis-Abeba. Au programme, des discussions pour « renforcer la coopération entre l'OMS et l'Éthiopie ». Au cours des mois qui suivent, les deux hommes affichent leur complicité.

Près de quatre ans plus tard, le ton a bien changé. Aux messages bienveillants ont succédé accusations et invectives. Dernier épisode en date, un communiqué au vitriol du ministère éthiopien des Affaires étrangères, publié le 13 janvier, demandant à l'OMS d'ouvrir une enquête sur son directeur. Addis-Abeba accuse notamment le « Dr Tedros », présenté comme un membre actif du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF, qualifié d'organisation terroriste), « d'ingérence dans les affaires intérieures du pays ». Et d'ajouter qu'il utilise sa fonction « pour mobiliser les Nations unies contre l'Éthiopie ».

Une virulence à la hauteur de l'agacement du Premier ministre. La veille, Tedros Ghebreyesus avait en effet estimé que « nulle part ailleurs dans le monde [on assistait] à un enfer comme au Tigré ». « C'est tellement épouvantable et inimaginable […] qu'un gouvernement refuse à son propre peuple l'accès à la nourriture, aux médicaments et à tout ce qu'il faut pour survivre », s'était indigné le patron de l'OMS. S'il s'était déjà exprimé sur le conflit au Tigré, soulignant en novembre dernier les conséquences du « blocus humanitaire » dans la région, rarement Tedros Ghebreyesus s'en était pris de manière aussi frontale à Abiy Ahmed.

Pari politique

Depuis le 4 novembre 2020, ce dernier mène une guerre à huis clos dans la région du Tigré contre le TPLF, dont les dirigeants étaient auparavant au pouvoir. Initialement présenté comme une « opération de maintien de l'ordre », le conflit s'est embourbé et semble, un an et demi plus tard, dans l'impasse. À mesure que la situation s'est dégradée, Abiy Ahmed, salué à son arrivée pour ses efforts réformistes et couronné, en 2019, d'un prix Nobel de la paix, s'est retrouvé sous le feu des critiques de la communauté internationale.

Ministre à deux reprises, sous Meles Zenawi puis sous Haile Mariam Dessalegn, longtemps cadre du TPLF, Tedros Ghebreyesus est devenu l'une de ces voix critiques. S'il tenait, dans les premières semaines de l'offensive, un discours neutre, affirmant n'être que « du côté de la paix », il a progressivement durci son discours vis-à-vis d'Abiy Ahmed. Et ce dernier en a fait autant.

Toutefois, au sein de la communauté internationale, l'hypothèse d'un soutien dans l'ombre du patron de l'OMS aux rebelles tigréens ne convainc pas. Un diplomate en poste à Addis-Abeba évoque une démarche « opportuniste », lancée au moment où « tout le monde commençait à s'interroger sur la situation humanitaire au Tigré ».

Le timing de cette nouvelle passe d'armes n'a en effet rien d'anodin. Car, en même temps qu'il accuse son compatriote, Abiy Ahmed tente, sur le plan intérieur, un surprenant pari politique. Le 7 janvier, pour Genna, le Noël orthodoxe éthiopien, il a amnistié 37 opposants, dont le leader oromo Jawar Mohammed et six cadres du TPLF. Ces libérations divisent, notamment parmi les soutiens amharas du gouvernement, mais elles doivent, selon le Premier ministre, « contribuer à l'effort de réconciliation nationale » et s'accompagner d'un dialogue.

Recommandée par plusieurs partenaires de l'Éthiopie, cette main tendue permet à Addis-Abeba de donner l'impression que le pays tourne la page, alors qu'aucun cessez-le-feu n'a été signé et que les seules frappes aériennes des autorités auraient, selon l'ONU, fait 108 morts depuis le début de l'année. Pas étonnant dès lors que le Premier ministre redouble d'efforts contre ceux qui pointent l'urgence de la situation. L'autre élément à prendre compte, c'est la position de Tedros Ghebreyesus à l'OMS. Entré en fonction en 2017, il est candidat à sa propre succession et ne compte pour l'instant aucun rival. Toutefois, et c'est inédit, il est en butte à l'hostilité du gouvernement qui l'avait désigné il y a quatre ans.

> **L'hypothèse d'un soutien de Ghebreyesus aux rebelles tigréens ne convainc pas.**

Abiy Ahmed peut-il menacer sa réélection ? Si son bilan à la tête de l'OMS et sa gestion du début de la pandémie ont fait (et font toujours) l'objet de critiques, Tedros Ghebreyesus compte tout de même plusieurs soutiens. « Les pays européens se sont déjà assurés d'un consensus assez large autour de sa candidature, et le changement d'administration aux États-Unis joue en sa faveur », explique un diplomate africain basé à Genève. Dès la fin de septembre, la France et l'Allemagne lui ont apporté leur appui pour l'élection qui se jouera en mai. Si l'administration Trump l'accusait de se montrer trop conciliant vis-à-vis de Pékin, celle de Joe Biden semble moins dans la confrontation avec le patron de l'OMS.

Intarissable sur la question de l'inégalité vaccinale, Tedros profite enfin de bonnes relations avec certains dirigeants africains, dont le Rwandais Paul Kagame ou le Kényan Uhuru Kenyatta. Cela sera-t-il suffisant pour remporter la mise ? Réponse en mai prochain. ●

Romain Gras

« Je suis entré en enfer »

Michel Thierry Atangana


JEAN-MARC PAU POUR JA

Détenu de manière arbitraire au Cameroun pendant dix-sept ans, cet ingénieur financier franco-camerounais raconte comment, un certain 12 mai 1997, son destin a basculé.

« C'était un lundi, le 12 mai 1997. Je venais de quitter la basilique de Mvolyé, à la sortie sud de Yaoundé, où j'avais assisté à la messe de 6 heures en compagnie de mon épouse de l'époque. Nous étions à huit jours de la fête nationale. Plongée dans un semi-état d'urgence, la ville était en ébullition et les rues grouillaient d'hommes en armes venus en renfort des provinces.

Pourtant, c'est l'esprit léger que je me dirigeais vers le nord de la ville. À la tête d'un important consortium franco-camerounais chargé de la construction d'axes routiers, je faisais partie des personnalités invitées aux festivités : défilé à la tribune présidentielle le matin, réception au Palais de l'unité en soirée. Je m'en réjouissais à l'avance. J'ignorais alors que ce jour me marquerait à jamais au fer rouge.

Vers 7 h 30, nous étions presque parvenus à destination lorsque les hurlements de sirènes se firent de plus en plus stridents. Au lieu-dit Carrefour-Bastos, notre véhicule fut subitement encerclé par une centaine de voitures et de motos des forces de l'ordre. Des communications au talkie-walkie, inaudibles, fusaient de toutes parts. Mes sens étaient comme anesthésiés. J'entendis néanmoins une voix menaçante éructer : "Les mains en l'air !" Avant l'annonce triomphale : "L'oiseau est dans la cage !"

Quelques semaines plus tôt, des rumeurs faisant état d'une enquête me concernant m'étaient parvenues. Je n'y avais accordé aucune importance, ne voyant pas ce qui aurait pu les justifier. De plus, je n'avais pas reçu la moindre convocation de la police, encore moins de la justice. Je priai l'agent de laisser partir mon épouse. "Donnez-nous les armes ! Où sont les armes ?" vociféra-t-il.

Puis, tandis que ses collègues fouillaient ma voiture, il m'en extirpa et me jeta sans ménagement dans une Peugeot familiale banalisée. Six molosses armés jusqu'aux dents m'encadraient. Leurs talkies-walkies braillaient dans une indescriptible cacophonie. Je compris à cet instant que toutes les forces de sécurité du pays, y compris la garde présidentielle, s'étaient lancées à mes trousses.

À présent que j'étais dans leurs filets, ils ne semblaient pas savoir ce qu'il fallait faire de moi. Alors, entre 7 h 45 et 11 h, toutes sirènes hurlantes, ils me firent faire le tour de la ville plusieurs fois. Des journalistes me demandent parfois si j'ai été molesté. Question saugrenue. Mes geôliers avaient le sentiment d'avoir réalisé la prise du siècle : un horrible gangster, doublé d'un dangereux terroriste.

> « Donnez-nous les armes ! Où sont les armes ? » vociféra-t-il en m'extirpant de mon véhicule.

Une nouvelle loi salutaire

Conduit dans les locaux de la police judiciaire, je découvris ce que l'on semblait me reprocher : atteinte à la sécurité intérieure, gangstérisme d'État, détournement de 150 milliards de F CFA… S'ouvrit alors une période de cinquante-deux jours de garde à vue rythmée par des navettes entre le réduit des grands bandits que j'occupais et le bureau du directeur de la sûreté pour des interrogatoires.

J'étais entré en enfer. La première nuit, je m'interdis de dormir de peur de ne pas me réveiller. Les douze premiers jours, je refusai de boire et de m'alimenter. Suivirent dix-neuf jours à la prison centrale. Jugé nuitamment et sans avocat le 4 octobre 1997, j'ai ensuite atterri dans un cachot de 7 m² aux sous-sols du secrétariat d'État à la Défense, où je suis resté jusqu'à ma libération, en 2014. Cette histoire a tué ma mère et paralysé ma sœur. Elle a aussi permis l'adoption, en France, le 22 décembre dernier, d'une loi accordant des réparations aux victimes françaises de détention arbitraire à l'étranger. J'ai au moins remporté une première victoire morale. »

Propos recueillis par Clarisse Juompan-Yakam

BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

J'ai été recruté et formé dans mon pays.

ALIM KAMATE,
AGENT TRANSIT

OFFRIR plus À LA JEUNESSE AFRICAINE

Avec 21 000 collaborateurs sur le continent Africain, Bolloré Transport & Logistics a fait de l'emploi local une priorité. Grâce à une politique RH forte en matière de relation écoles, d'accueil de stagiaires et d'alternants et de formation continue du personnel, 99% de nos collaborateurs sont employés dans leur pays.

NOUS FAISONS BIEN plus QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Tierno Monénembo

« Alpha Condé est responsable de sa chute »

Le romancier, qui vient de publier *Saharienne indigo,* s'est d'abord réjoui du coup d'État du 5 septembre en Guinée. Mais face à Mamadi Doumbouya, il a rapidement déchanté.

Jeune Afrique : Le renversement d'Alpha Condé était-il inéluctable ?

Tierno Monénembo : Oui. Il a tout fait pour ça, il est responsable de sa propre chute. Son arrogance, son penchant incompréhensible pour la tyrannie ont conduit à cette situation. C'est un monsieur qui n'a rien compris à l'Histoire, à son peuple, à son époque, alors que l'on espérait qu'il soit un démocrate.

Il a longtemps été opposant, en exil. Comment passe-t-on de l'autre côté, selon vous ?

Est-il passé dans l'autre camp ou était-il déjà dans ce camp-là ? Je n'en sais rien. Je l'ai pourtant bien connu, en France, en 1974. À la présidentielle de 2010, il n'a fait que 18 % au premier tour et il y a eu cinq à six mois avant le second. Pour moi, il a été élu parce qu'il était l'ami d'enfance d'un ministre français [Bernard Kouchner, alors aux Affaires étrangères].

Que pensez-vous de son séjour médical aux Émirats ?

Je souhaite qu'il soit bien traité. La Guinée doit rompre avec le système inhumain que Sékou Touré nous a légué. Alpha Condé n'a pas été tendre avec ses opposants, qui ont été interdits de voyager ou d'avoir accès à des établissements sanitaires dignes de ce nom. La démocratie doit profiter à tout le monde, même à ses ennemis.

Lors de l'arrivée au pouvoir de Mamadi Doumbouya, vous étiez plutôt optimiste. Il semble que vous ayez changé d'avis...

J'ai complètement changé d'avis parce qu'il a réhabilité Sékou Touré. Il a donné le nom de ce tyran sanguinaire à l'aéroport de Conakry. Je ne peux pas l'accepter.

Vous avez dit un jour que vous préfériez un coup d'État militaire à un coup d'État constitutionnel...

Oui, c'est plus honnête, plus franc. C'est aussi plus barbare, mais je préfère que les choses soient claires. Un coup d'État avec une plume, c'est plus lâche qu'un coup d'État avec une mitraillette.

Que pensez-vous des sanctions imposées au Mali par la Cedeao ?

On ne comprend pas grand-chose à la Cedeao. Ce sont des gens ambigus, opportunistes, qui sont au service des petits chefs du moment. Mais sanctionner Assimi Goïta, qui veut s'octroyer une transition de cinq ans, me paraît normal ! Cinq ans, c'est un mandat électoral. J'espère que la Cedeao fera la même chose en Guinée, car nos militaires vont faire exactement ce que font les militaires maliens : Doumbouya veut créer une dynastie militaire.

Avez-vous tout de même un peu d'espoir pour la Guinée ?

Il faut du temps, mais le peuple gagne toujours, à la fin. Il faudra néanmoins s'alphabétiser et se politiser, car l'assise de la dictature, c'est l'ignorance. ●

Nicolas Michel



EFFIGIE/LEEMAGE

AFRICA CEO FORUM
Awards
2022

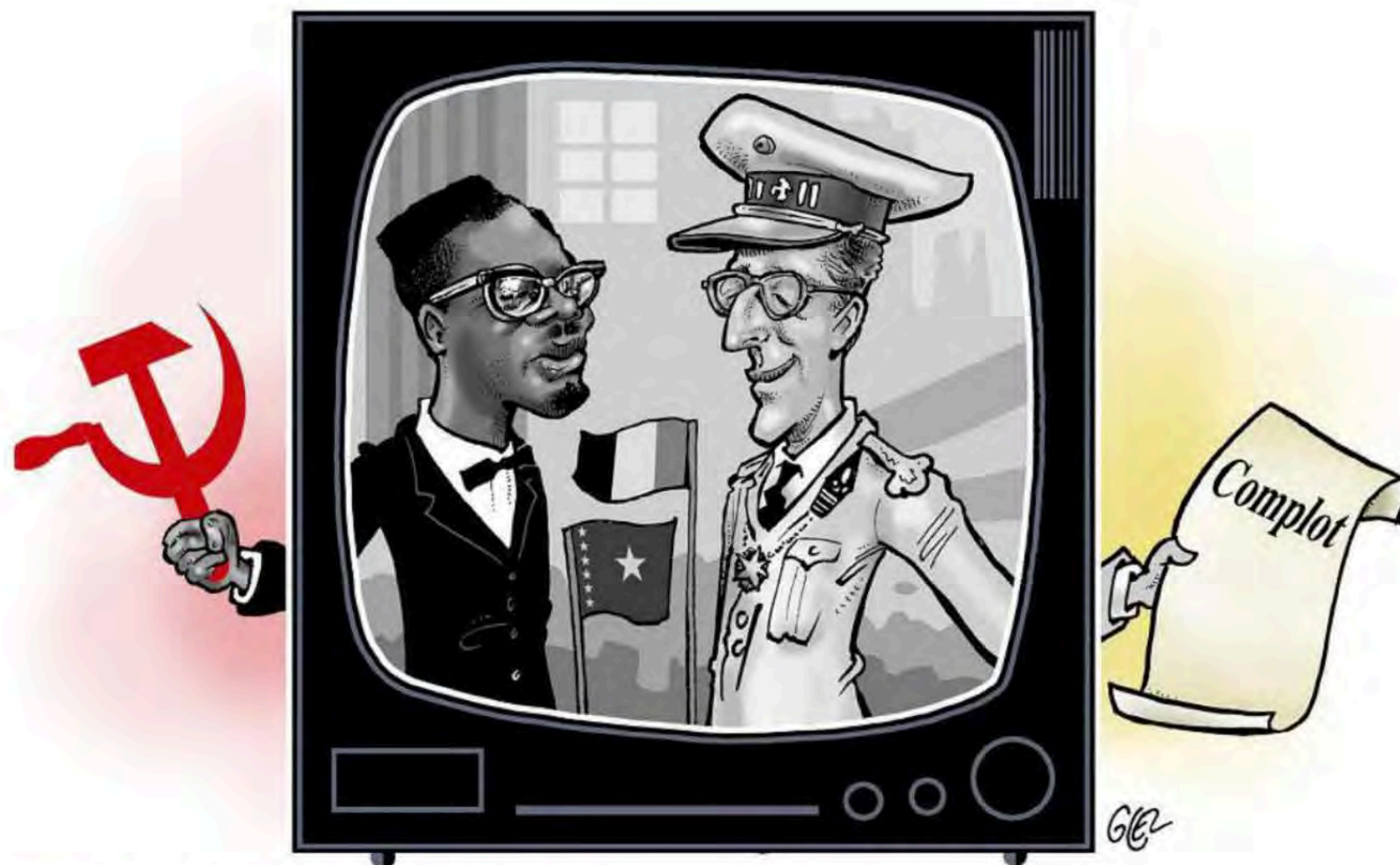
ABIDJAN
13&14 JUIN 2022

DISRUPTER OF THE YEAR
INTERNATIONAL COMPANY
GENDER LEADER
AFRICAN CHAMPION
CEO OF THE YEAR

Pour candidater :
awards.theafricaceoforum.com



En partenariat avec mazars



Bientôt (toute) la vérité sur le complot contre Lumumba ?

On se prendrait à rêver que les complots politiques finissent tous éventés au tamis de l'Histoire. Surtout ceux qui concernent les icônes panafricaines « immortelles » dans l'esprit des peuples. De même que l'usure du temps ne semblait pas devoir épargner les commanditaires de l'assassinat du Burkinabè Thomas Sankara (le coup d'État militaire perpétré à Ouaga changera-t-il la donne ?), les circonstances de l'élimination du Congolais Patrice Lumumba pourraient s'éclaircir davantage.

Le 17 janvier 1961, dans le sud-est du Congo, l'ancien Premier ministre est assassiné. Il a 35 ans. Son corps est dissous dans l'acide. À la suite d'investigations, des séparatistes katangais sont mis à l'index. S'ensuivent une enquête parlementaire, instruite en Belgique en 2000-2001, et une enquête judiciaire consécutive à la plainte déposée, à Bruxelles en 2011, par le fils aîné de Patrice Lumumba.

Comme lors d'autres recherches sur les sévices subis par des leaders prosoviétiques, un doigt – partiellement documenté – est pointé en direction de puissances occidentales, notamment la Belgique. La plainte de la famille Lumumba soupçonne « diverses administrations de l'État belge » d'avoir « participé à un vaste complot en vue de l'élimination politique et physique de Patrice Lumumba ».

Un « diable » à « éliminer »

Si des mercenaires belges ont clairement été impliqués dans la disparition du corps, de hauts responsables de l'État sont également suspectés. À la fin de 1960, des télex échangés entre Bruxelles et le Congo qualifiaient le nationaliste de « diable » et d'homme à « éliminer ». La « responsabilité morale » de la Belgique a déjà été retenue. Mais c'est pour exploiter de manière plus exhaustive l'enquête parlementaire de 2000-2001 que le Parquet fédéral belge vient de faire mettre sous scellés, au Parlement, 200 cartons de documents qui n'ont jamais été rendus publics. Parmi eux, le contenu de « 88 heures de réunions à huis clos ». Reste à voir si la justice autorisera le versement de ces documents au dossier judiciaire.

Dix personnes avaient été initialement ciblées par la plainte de la famille. Deux sont encore en vie : l'ancien diplomate Étienne Davignon et l'ex-haut fonctionnaire Jacques Brassinne de La Buissière. Ils sont respectivement âgés de 89 et 92 ans. Y a-t-il eu complicité entre un État et des mercenaires ? Encore un aspect qui résonne étrangement dans l'Afrique d'aujourd'hui. ●



BRUNO FAURE

ÉCO D'ICI
ÉCO D'AILLEURS

SAMEDI À 10H10 TU

Chaque premier samedi du mois dans le **Grand invité de l'économie**, Éco d'Ici, Éco d'ailleurs reçoit une personnalité du monde politique ou économique pour décrypter les enjeux de l'économie du continent africain

En partenariat avec
jeuneafrique

À (ré)écouter en podcast sur rfi.fr


Bassin du Congo
Le dernier poumon du monde

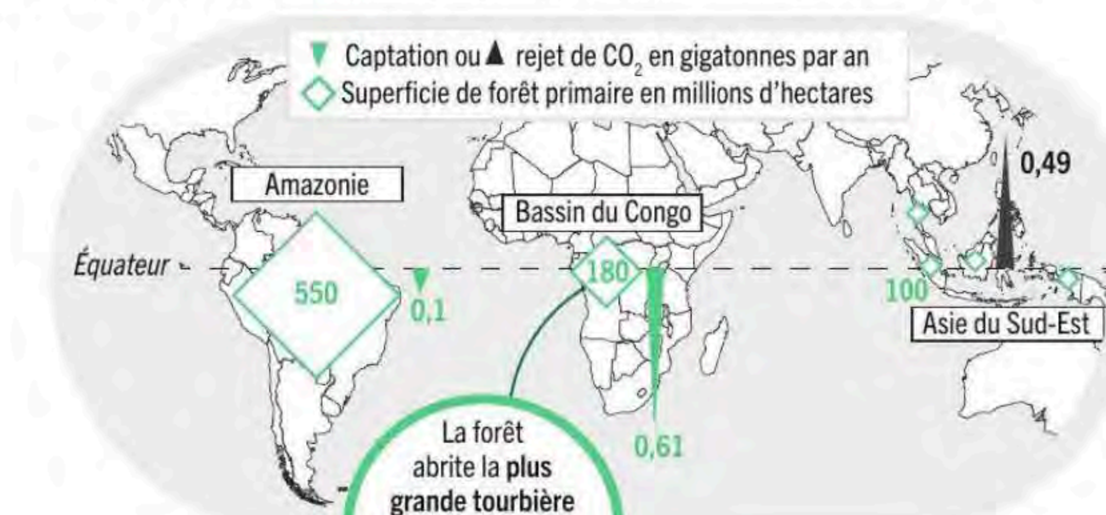
Joyau de la biodiversité mondiale, la forêt du bassin du Congo, qui s'étend sur six pays africains, est encore le parent pauvre sur la carte du financement de la protection de l'environnement. Entre 2008 et 2017, cette région n'a reçu que 11 % des financements destinés à la protection des forêts des zones tropicales. Jusqu'ici relativement préservé par les effets de la déforestation massive, le bassin du Congo est en danger. À la pression démographique s'ajoute celle des industries forestières, minières, pétrolières et agroalimentaires qui gagnent chaque jour plus de terrain. Pour inverser la tendance, les chefs d'État d'Afrique centrale ont mis en place différentes stratégies de protection et de valorisation de cet écosystème unique. Engagé depuis 1990, le Gabon a ainsi obtenu un financement de 150 millions de dollars sur dix ans dans le cadre de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (Cafi), multidonateur hébergé par l'ONU et dont la Norvège est le principal bailleur.

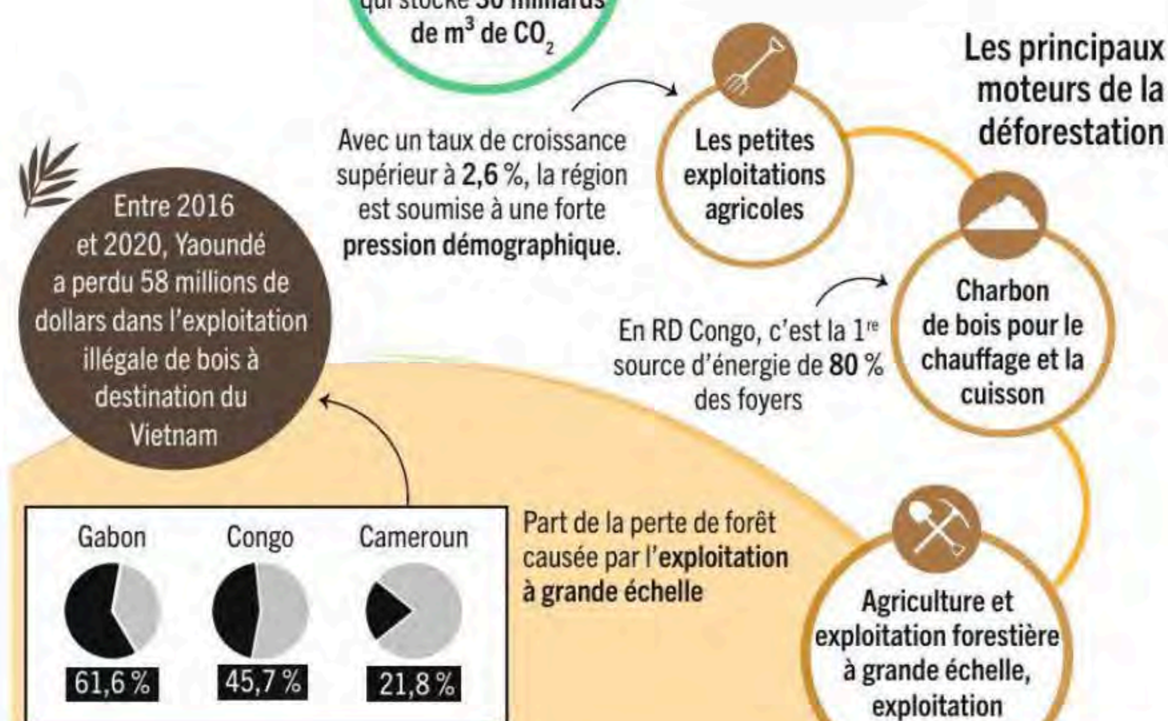
Mais les financements manquent cruellement, tout comme les connaissances. Seule une infime partie du bassin du Congo est aujourd'hui précisément cartographiée. Il a fallu attendre 2017 pour que des chercheurs découvrent qu'il abrite la plus grande tourbière tropicale du monde, capable de capter en carbone l'équivalent de vingt ans d'émissions de combustibles fossiles aux États-Unis. Lors de la COP26, Ali Bongo, Félix Tshisekedi et Denis Sassou Nguesso ont lancé un appel à la solidarité. Mais, s'ils ont obtenu d'importants engagements financiers, les belles promesses de la communauté internationale restent pour l'heure insuffisantes. ●

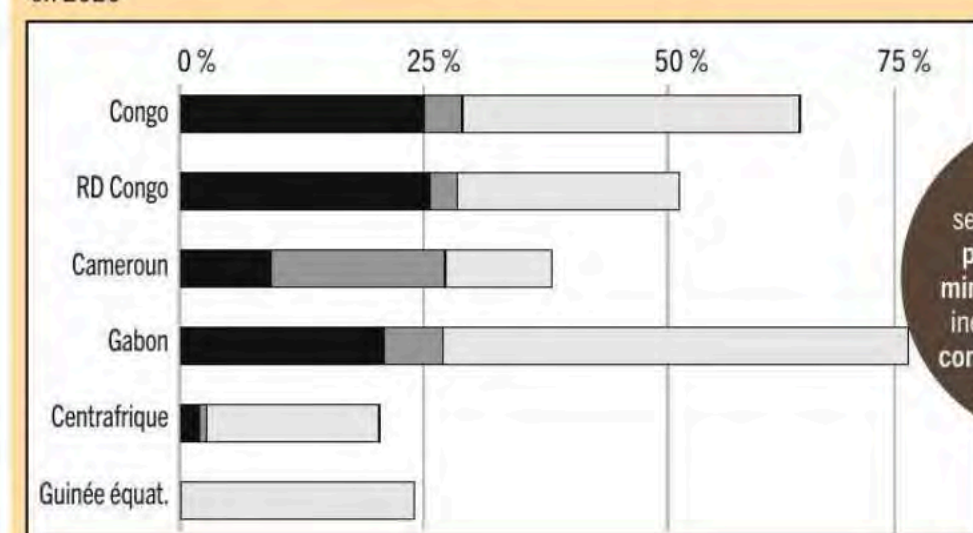
Marie Toulemonde

1er réservoir de carbone

Le bassin du Congo stocke, par hectare et par an, plus de CO_2 que l'Amazonie. Il abrite 10 % de la biodiversité et nourrit plus 60 millions de personnes



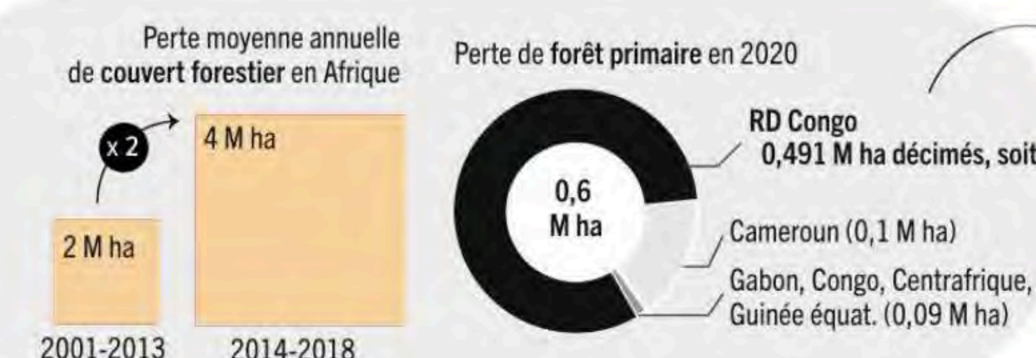




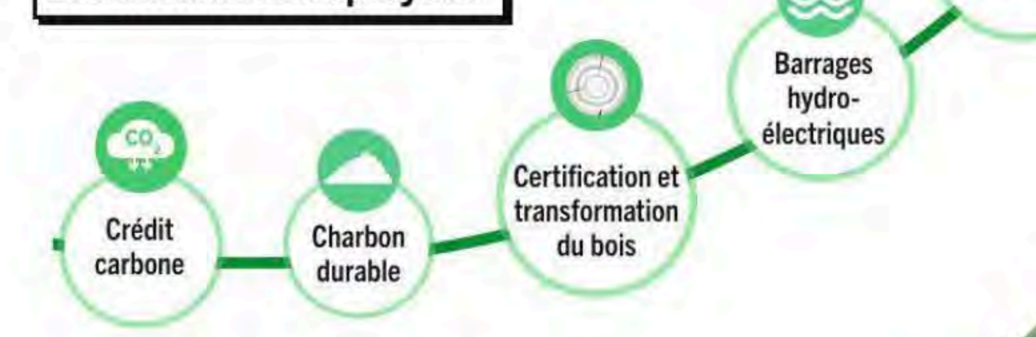


Les différentes menaces

Jusqu'ici relativement faible, la déforestation s'accélère

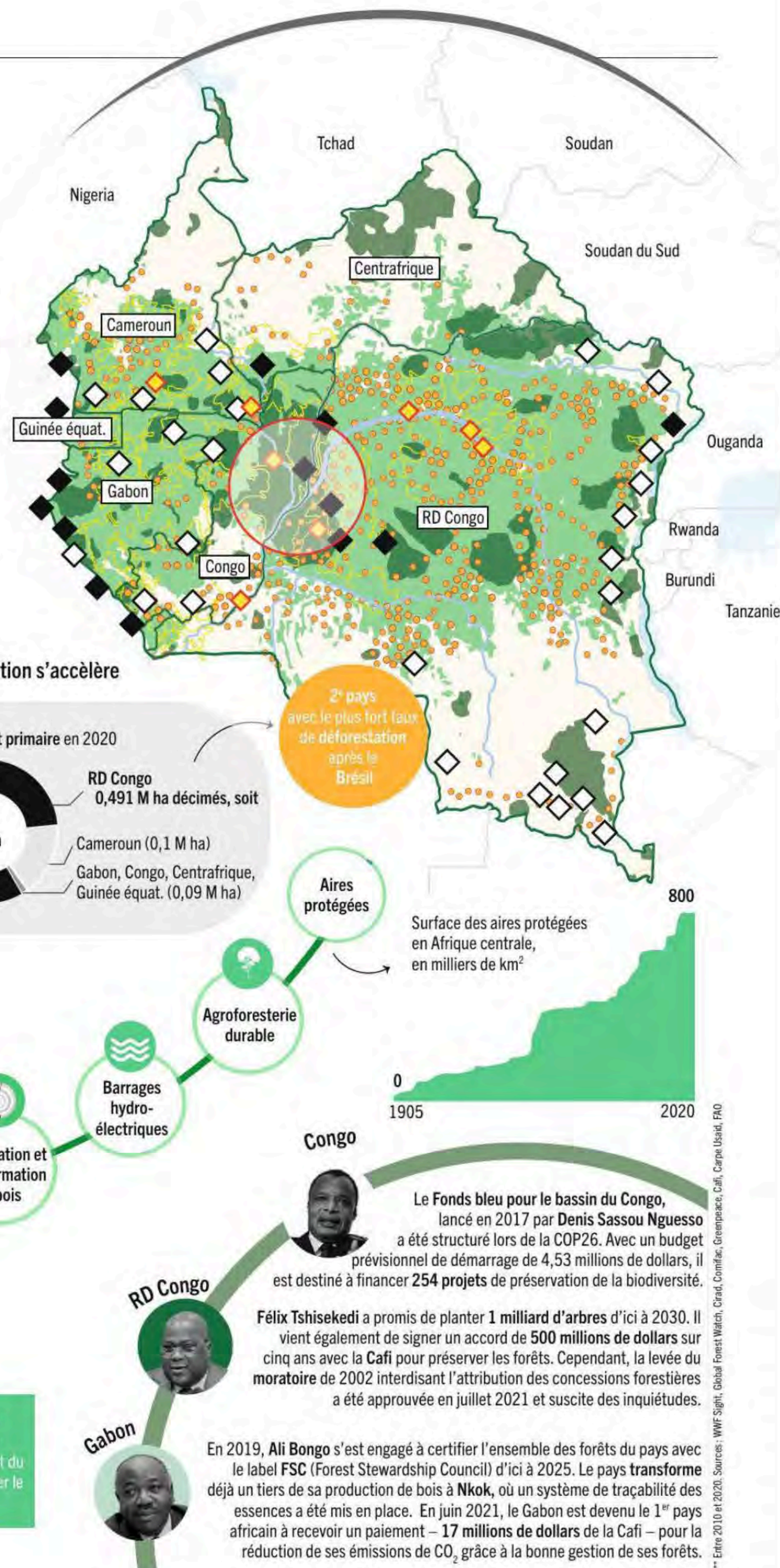


Les initiatives déployées



Les promesses





Le **Fonds bleu pour le bassin du Congo,** lancé en 2017 par **Denis Sassou Nguesso** a été structuré lors de la COP26. Avec un budget prévisionnel de démarrage de 4,53 millions de dollars, il est destiné à financer **254 projets** de préservation de la biodiversité.

Félix Tshisekedi a promis de planter **1 milliard d'arbres** d'ici à 2030. Il vient également de signer un accord de **500 millions de dollars** sur cinq ans avec la **Cafi** pour préserver les forêts. Cependant, la levée du **moratoire** de 2002 interdisant l'attribution des concessions forestières a été approuvée en juillet 2021 et suscite des inquiétudes.

En 2019, **Ali Bongo** s'est engagé à certifier l'ensemble des forêts du pays avec le label **FSC** (Forest Stewardship Council) d'ici à 2025. Le pays **transforme** déjà un tiers de sa production de bois à **Nkok,** où un système de traçabilité des essences a été mis en place. En juin 2021, le Gabon est devenu le 1er pays africain à recevoir un paiement – **17 millions de dollars** de la Cafi – pour la réduction de ses émissions de CO_2 grâce à la bonne gestion de ses forêts.

** Entre 2010 et 2020. Sources : WWF Sight, Global Forest Watch, Cirad, Comifac, Greenpeace, Cafi, Carpe Usaid, FAO

* Observatoire des forêts d'Afrique centrale

PARTI PRIS



Les « gilets jaunes » de Bamako

François Soudan

De quel manque, de quelle absence, de quel désespoir est mort Ibrahim Boubacar Keïta, le 16 janvier, lui que la maladie et cette forme de prostration, presque de renoncement, que donne l'approche de la fin avaient emporté dans un métavers peuplé des génies de son enfance, bien avant que le trépas qu'il ne redoutait plus le plonge dans la nuit éternelle? Seuls ses intimes le savent et peut-être aussi son camarade de quarante ans Alpha Condé. Le lendemain, 17 janvier, la seconde victime (avant le Burkinabè Kaboré) du temps des colonels putschistes embarquait sur un vol spécial à destination d'Abou Dhabi, là même où IBK avait l'habitude de traiter son cancer. L'histoire ne dit pas si, derrière la démarche vacillante du « Professeur », qui par fierté avait refusé qu'un véhicule le déposât au pied de l'échelle de coupée, se cachait la peine d'avoir perdu un compagnon, le seul avec qui il s'entendait encore. Mais c'est vraisemblable, tant la relation qui lie le Mali et la Guinée a tendance à s'incarner sous la forme de couples fusionnels et étrangement consanguins.

À l'origine était le tandem assemblé au début des années 1960 par Modibo Keïta et Ahmed Sékou Touré. Deux leaders se réclamant du socialisme et du panafricanisme. Deux pays formant entre eux (et avec le Ghana de Nkrumah) une éphémère Union des États africains. Deux monnaies nationales. Deux armées truffées de matériels et de conseillers venus de Moscou. Deux régimes en butte à l'hostilité et aux manœuvres déstabilisatrices de l'ex-puissance coloniale. Ce substrat commun de nationalisme et de défiance vis-à-vis de la France, des autres pays d'Afrique de l'Ouest et d'une Cedeao perçue comme un instrument de Paris (ce qui est largement inexact, puisque l'organisation comporte cinq pays anglophones, dont les poids lourds nigérian et ghanéen) persiste aujourd'hui. Un autre duo l'incarne : le binôme Assimi Goïta-Mamadi Doumbouya. Deux colonels de la même génération, issus des Forces spéciales, admirateurs de Sankara et de Rawlings, engagés dans des transitions « refondatrices » à durée indéterminée et placés sous sanctions internationales.

Les motifs réels pour lesquels ils se sont emparés du pouvoir relèvent au moins autant de leurs ambitions personnelles que des prétextes qu'ils ont mis en avant pour justifier leur coup de force. Mais ce sont ces prétextes – en l'occurrence, la mauvaise gouvernance – qui fondent leur popularité et leur tiennent lieu de légitimité. Face au « diktat » de la Cedeao, Goïta et Doumbouya n'ont pas d'autre choix que de se montrer solidaires, et cela même si toute homologie a ses limites. L'ancien légionnaire époux d'une gendarme française n'est pas si mal vu à Paris qu'on pourrait le croire, tant son prédécesseur avait fini par y être tenu à longueur de gaffe, alors que l'ex-pensionnaire des écoles militaires de Kati et de Koulikoro, à la formation purement malienne, est considéré comme un adversaire, aussi bien à l'Élysée qu'au Quai d'Orsay.

Crocodile

Entre le dipôle des années 1960 et celui des années 2020 s'est glissé, on l'a vu, un troisième couple guinéo-malien, celui des anciens de la Feanf et du Quartier latin, ex-sorbonnards passés par l'Internationale socialiste : Alpha et IBK. Leur lune de miel avec la France a duré tant que le camarade François Hollande y exerçait son mandat. Pas un seul séjour d'Alpha Condé à Paris sans qu'il soit reçu à l'Élysée. La familiarité était telle qu'il arrivait fréquemment au président guinéen de téléphoner depuis le salon doré à ses pairs africains pour leur passer en direct le titulaire des lieux et régler ainsi quelque chicanerie bilatérale.

Quant à Ibrahim Boubacar Keïta, nul n'a oublié l'image de sa main dans celle de François Hollande, au premier rang du cortège parisien formé pour dénoncer les attentats terroristes. C'était en novembre 2015 et, déjà, au ministère français de la Défense, un certain Jean-Yves Le Drian s'agaçait de l'inertie et des atermoiements d'IBK dans l'application des accords d'Alger, ainsi que de sa fâcheuse tendance à prendre des initiatives (ou à ne pas en prendre) sans l'aval de Paris. Entre le Mandingue et le Breton, c'était pourtant à tu, à toi et à services rendus. « Et dire que je suis intervenu à sa demande pour que les Rennais d'Oberthur obtiennent le marché des passeports électroniques! me confiait, amer, IBK un jour de 2018, les concurrents canadiens ne me l'ont pas pardonné. » Entre-temps, Emmanuel Macron avait succédé à Hollande à l'Élysée et Le Drian, à Jean-Marc Ayrault aux Affaires étrangères. Des rives de la Seine à celles du Niger, le courant ne passait plus ou presque, même si, lors de la présidentielle de cette année-là, Paris n'était pas allé jusqu'à soutenir Soumaïla Cissé, le candidat rival. Deux ans plus tard, IBK est renversé. Côté français, les larmes versées sur son sort sont celles d'un crocodile.

Domino

Même scénario ou presque avec Alpha Condé. Pendant deux ans, de 2017 à 2019, Macron et lui se parlent, échangent des SMS, plaisantent volontiers, et cela jusqu'à la controverse sur le troisième mandat du Guinéen. Le président français estime que ce n'est pas acceptable et ne félicite son homologue que du bout des lèvres, avec beaucoup de retard, pour sa réélection controversée en 2020. Le contact est rompu. Alpha Condé évite désormais de se rendre à Paris, et lorsqu'il est à son tour chassé du pouvoir, le 5 septembre 2021, son premier réflexe est d'y voir la main de la France.

Du fond de leur exil intérieur, l'un et l'autre feront l'expérience de la solitude des déchus. Personne, parmi leurs ex-amis français dont certains furent leurs obligés, n'a pris la plume ou la parole pour exiger leur libération, et rares ont été leurs anciens pairs africains à manifester leur sollicitude. La compassion n'est venue que d'une poignée de chefs d'État de la même génération, comme Alassane Ouattara, Denis Sassou Nguesso et Muhammadu Buhari. Les autres sont restés aux abonnés absents.

> **À court ou moyen terme, la France va devoir quitter le Mali. La pire des manières serait d'y être contrainte.**

À l'annonce du décès d'IBK, la relation entre Paris et ses deux anciennes colonies est apparue dans toute son ambiguïté. L'ambassade de France à Bamako fait le service minimum : un court post d'hommage sur sa page Facebook. Aussitôt suivi d'une avalanche de commentaires sur le thème « dégagez », « faites vos bagages », « gardez vos condoléances pour vous », qu'il a fallu filtrer. Accueillie à bras ouverts il y a neuf ans, lorsque les katibas jihadistes étaient aux portes de la capitale, l'opération militaire française la plus lourde depuis la guerre d'Algérie est désormais perçue comme inutile, voire comme un facteur de risque, par une frange significative et sans doute majoritaire des Maliens. Ces derniers ne comprennent pas pourquoi, en presque une décennie, les soldats de la meilleure armée d'Europe ne sont pas parvenus à éradiquer des bandes de jihadistes, ni même à enrayer leur montée en puissance, le tout sans aucun effet en matière de développement.

Pour fondées qu'elles soient, les explications françaises en la matière sont devenues inaudibles, surtout quand elles attribuent l'exacerbation de ce sentiment uniquement à des manipulations de la junte au pouvoir, relayées par la propagande russe. Que des groupes d'activistes anti-Français soient instrumentalisés, voire stipendiés à des fins politiques, n'est évidemment pas niable. Que l'intrusion des mercenaires du groupe Wagner constitue un facteur supplémentaire de déstabilisation et d'aggravation ne fait pas l'ombre d'un doute, surtout quand on connaît les piètres performances de cette milice face aux jihadistes du Cabo Delgado. Mais la France devrait aussi se dire que la vision qu'ont les Maliens de leur propre situation est aussi légitime que la sienne – en tout cas à leurs propres yeux. Or ces derniers ne sont pas naïfs : ils savent que, si l'armée française est intervenue chez eux et continue de s'y maintenir en dépit du franchissement de toutes les lignes jaunes, c'est avant tout parce que l'État français y voit son intérêt. Intérêt de défendre son statut de puissance et, au-delà, crainte d'une fragilisation, d'une contamination de pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, où les positions économiques françaises sont importantes, voire d'un effet domino dans toute l'Afrique de l'Ouest.

À court ou moyen terme, il est clair que les militaires français vont devoir quitter un pays où leur présence n'est plus souhaitée. La pire manière pour Paris serait d'y être contraint par la rue, sous la pression populaire des « gilets jaunes » de Bamako et d'ailleurs, sans avoir parachevé la montée en puissance des armées sahéliennes et en laissant la place à des soldats de fortune. Pour éviter ce scénario, la porte de sortie offerte par la proposition de médiation algérienne, dont les termes paraissent raisonnables tant pour le colonel Goïta que pour la Cedeao, et que l'Union africaine a avalisée le 14 janvier, apparaît pour l'instant comme la seule solution envisageable. ●



Joël Té-Léssia Assoko
Rédacteur en chef adjoint à Jeune Afrique

Sous tous rapports

Presque rien dans le monde moderne n'est aussi surcoté que le champagne et l'île de Gorée. Mais, pas très loin derrière, se retrouvent la plupart des rapports économiques publiés par grandes et petites institutions, centres de recherche, commissions spéciales… La plupart de ces rapports existent d'abord parce qu'ils font l'objet d'une commande et, ensuite, pour être commentés avec ferveur sans avoir été lus au-delà du résumé et du communiqué de presse. Pourquoi les lire en entier, de toute façon? Et comment y parvenir? Rédigés selon le style de l'Ancien Testament – sans point d'exclamation, ni trace d'humour –, ils oscillent trop souvent entre affirmations bombastiques tempérées en notes de fin ou volapük technique inaccessible au commun des mortels.

Pour être précis : ces rapports économiques et financiers sont malgré tout des mines d'informations pour chercheurs, journalistes, investisseurs, décideurs publics et même pour le grand public. La filiale congolaise d'un groupe d'Afrique australe avait lancé, l'an dernier, une chasse à la taupe qui avait fourni à *Jeune Afrique* des « informations confidentielles » sur ses opérations. Informations contenues dans le rapport annuel du groupe… en page 10. C'est la certitude que personne ne va jamais au bout de ces textes qui a convaincu un apprenti comique, diplômé de l'ENA, de glisser dans un rapport commandité par Bercy et le Quai d'Orsay cette phrase improbable : « L'hypothèse d'une déclinaison spécifique de notre dispositif d'appui vers le continent africain pourrait tout d'abord passer par le choix d'une forme spécifique de ce dispositif sur le continent africain. » Le mystère derrière cette autre formule, tirée du même document, est difficile à percer : « L'absence d'échec possible dans l'expérimentation d'un modèle économique, via sa réussite subventionnée sans discrimination, ne saurait correspondre à la semi-réussite du modèle ainsi testé, mais au contraire à l'échec de la construction de sa méthode de test. » La polémique née, fin décembre-début janvier, au sujet du « Rapport de suivi de la situation économique en Algérie », publié par la Banque mondiale et dénoncé par la presse d'Alger comme un coup bas, illustre ce dilemme. Malgré les admonestations du Premier ministre algérien, Aymen Benabderrahmane, qui a appelé à « une lecture approfondie du rapport », qui « regorge d'indicateurs positifs », la polémique a persisté. Ce n'est pas une surprise.

> **Ces circonvolutions tiennent à la nécessité de dire une amère vérité, inexprimable ouvertement.**

Charabia

Qui peut lire de façon « approfondie » une telle prose : « Les pauvres se concentrent dans la région pauvre des Hauts plateaux Centre… » ; « Le nombre d'enfants ayant reçu une instruction dans la petite enfance a augmenté » ? Pourquoi écrire en français, « le déficit public risque de pénaliser la relance économique », quand on peut le faire en « économien » ? Ce qui donne : « Malgré l'amélioration des conditions de liquidité, les besoins élevés de financement budgétaire et les préoccupations liées à la préservation de la stabilité monétaire limiteront la disponibilité du crédit pour financer la reprise. » Ces circonvolutions tiennent à la nécessité de dire de façon confuse une amère vérité que l'on ne peut exprimer ouvertement. Le charabia commençant par « l'absence d'échec possible, etc. » ne veut rien dire d'autre que Paris a dépensé « un pognon de dingue » sans grand succès dans des initiatives farfelues en Afrique. De même, le message le plus alarmant du rapport sur l'Algérie est qu'en dépit de la remontée des prix des hydrocarbures les sommes alimentant le Fonds de régulation des recettes – une réserve pour les mauvais jours – sont en réalité « utilisées la même année pour financer le déficit budgétaire ». Cette information – passée inaperçue – figure pourtant sur la première page de l'introduction. Ou plutôt : en note, au bas de la page. ●



Georges Dougueli
Journaliste à Jeune Afrique

Football : l'Afrique sur la touche ?

Ramener la périodicité du Mondial à deux ans, contre quatre actuellement : tel est le projet que nourrit le président de la Fédération internationale de football (Fifa), Gianni Infantino. Une réforme qu'il pourrait soumettre le 31 mars prochain à Doha, au Qatar, lors du 72e congrès de la Fifa. L'Union des associations européennes de football (UEFA) et la Confédération d'Amérique du Sud (Conmebol) y sont opposées. Quant à la Confédération africaine de football (CAF), sa ligne n'est pas éloignée de celle définie au siège de la Fifa, à Zurich.

Car à la tête de la CAF trône désormais le Sud-Africain Patrice Motsepe, un puissant homme d'affaires proche du patron italo-suisse du football mondial, que l'entraîneur français Claude Leroy critique pour son rapport à l'argent. « Je l'ai rencontré à plusieurs reprises : il ne parle pas de notre sport, il ne parle que de fric. » De fait, la réforme est présentée comme une opportunité financière. À chacune de ses 211 fédérations, la Fifa promet 19 millions de dollars (16,8 millions d'euros) supplémentaires par cycle de quatre ans si elle parvient à doubler la fréquence de la Coupe du monde à partir de 2024. Pour étayer ses prévisions, l'organisation a engagé le cabinet Nielsen, lequel a prédit que les recettes escomptées du Mondial se hisseraient alors à 4,4 milliards de dollars sur quatre ans, grâce à l'augmentation de la fréquentation des stades, aux droits TV et au sponsoring.

L'étude élude cependant les effets de cette inflation des matchs sur la santé des joueurs, de même qu'elle ne dit mot sur ce que les championnats nationaux y gagneraient. En revanche, un projet concomitant vise à limiter la fréquence de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui ne se jouerait plus que tous les quatre ans. Une guerre larvée et intestine est donc en cours, qui oppose de puissantes entités. Dernière escarmouche, une polémique opposant d'une part les clubs européens réticents à libérer les joueurs africains et, d'autre part, les fédérations nationales des pays qualifiés pour la CAN au Cameroun.

> **Dans la hiérarchisation des compétitions où l'argent fait la loi, la CAN compte pour du beurre.**

Seconde zone

C'est clair dorénavant : il existe une hiérarchisation des compétitions et, dans ce classement dont l'argent est l'un des critères d'appréciation, la CAN compte pour du beurre. Un point de vue qui met d'accord UEFA et Fifa.

Dans la construction de l'industrie mondialisée du football, le continent est une fois de plus cantonné au rôle ingrat de pourvoyeur de matière première. Il a même cédé une part de sa souveraineté. Entre la Fifa et la CAF, la vassalisation s'est opérée sans combat. Pour être certain d'être élu et réélu à la tête de la Fifa, Infantino contrôle l'instance, mais pas seulement. Il s'assure aussi la loyauté des 54 pays membres africains, à qui il fait miroiter les fonds Forward de son organisation – argent perfusé à des fédérations exsangues au titre du développement du football, mais aussi, et surtout, pour la constitution d'une clientèle électorale. Zurich a convaincu Motsepe de la pertinence d'une Super Ligue africaine réunissant les vingt meilleurs clubs du continent. Une telle compétition, estime-t-il, pourrait rapporter 2,5 milliards d'euros sur cinq ans, alors qu'une idée similaire portée par une douzaine de grands clubs européens a été rejetée sur le Vieux Continent. Si cette Super Ligue devait voir le jour en Afrique, « elle enrichirait les plus riches et appauvrirait les plus pauvres », affirment ses détracteurs. Alors que le paysage du ballon rond est en pleine mutation, les Africains hésitent à y prendre pleinement part. Il ne devrait pas être question pour eux d'importer des idées d'ailleurs mais de lutter pour imposer les leurs, afin de faire prévaloir leurs intérêts. ●

Paul Kagame

« Les coups d'État sont le fruit de la mauvaise gouvernance »

Prochain sommet UA-UE, putschs en Afrique, questions sécuritaires, présence du groupe Wagner au Mali, accès aux vaccins… Sur tous ces dossiers chauds, le président rwandais s'exprime sans fard en exclusivité dans JA.

À Kigali, pendant l'interview accordée à JA, le 20 janvier.

PAUL KAGAME FLICKR

LA GRANDE INTERVIEW

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS SOUDAN ET ROMAIN GRAS

À deux semaines d'un sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine (les 17 et 18 février à Bruxelles) pour la réussite duquel il s'est beaucoup investi aux côtés d'Emmanuel Macron, de Macky Sall et de Charles Michel, Paul Kagame a répondu aux questions de *Jeune Afrique* par visioconférence, depuis Kigali.

À la tête, depuis près de vingt-deux ans, d'un pays qui compte sur la scène panafricaine, interlocuteur respecté des gouvernements occidentaux, pour lesquels le Rwanda est un modèle de gouvernance économique et sociale – mais dont les performances démocratiques font toujours l'objet de vives critiques de la part des ONG et des médias –, ce président, âgé de 64 ans, s'efforce désormais de « fendre l'armure » : celle d'un homme intransigeant, dénué d'empathie, pour qui les résultats comptent davantage que les moyens utilisés pour y parvenir, les statistiques davantage que les hommes.

Ces traits, sous lesquels ses détracteurs continuent de le décrire, Paul Kagame ne s'y reconnaît pas. C'est ce qu'il explique dans cet entretien, au cours duquel ont été abordés les principaux dossiers (notamment sécuritaires) régionaux et panafricains de ce début de 2022.



Emmanuel Macron et Paul Kagame, à Kigali, lors de la visite officielle du président français, le 27 mai 2021.

PAUL KAGAME FLICKR

Jeune Afrique : Vous avez activement travaillé à la préparation du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, prévu les 17 et 18 février à Bruxelles. Qu'en attendez-vous ?

Paul Kagame : Aujourd'hui, il y a tellement de sommets que, pour certains participants, cela devient une forme de routine. Ils y viennent plus pour l'événement lui-même que pour les résultats qui peuvent en découler. Ce sommet nous offre la possibilité d'être plus pragmatiques. Je suis optimiste. L'UA a compris, je pense, qu'il fallait faire les choses différemment.

L'UE est sur la même ligne. Nous apprécions, en ce sens, le rôle joué par le président Emmanuel Macron, par Charles Michel, le président du Conseil européen, et par Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission. Avec d'autres leaders européens, ils ont œuvré pour que ce sommet amène un changement positif dans les relations entre l'Afrique et l'Europe.

Les deux continents partagent une histoire difficile. La meilleure façon d'avancer est de regarder le présent et l'avenir, d'avoir une relation fondée sur le respect mutuel. L'Europe peut être un bon partenaire pour l'Afrique, et vice versa, mais il faut s'y prendre différemment.

Parmi les thèmes abordés lors de ce sommet figurera le lien entre gouvernance et sécurité. Comment vous apparaît-il ?

Très fort. Quand la gouvernance est bonne, on peut gérer les problèmes de sécurité. Et quand on s'attaque aux causes de l'insécurité, on tombe très vite sur des questions de gouvernance. Nous devons donc résoudre simultanément ces deux problèmes. Nous constatons aujourd'hui, en divers endroits d'Afrique et du monde, que les difficultés des populations, quand elles s'accumulent, sont rapidement exploitées par des groupes extrémistes, que ceux-ci soient religieux ou ethniques.

La RDC, par exemple, est en proie à l'insécurité depuis de nombreuses années. Des missions de maintien de la paix de l'ONU y sont déployées depuis plus de vingt ans. Près de 35 milliards de dollars ont été dépensés. Mais pour quels résultats ? On ne peut pas continuer à dépenser de l'argent sans s'interroger sur le retour d'un tel investissement. Au sein de l'ONU ou des organisations régionales, un mécanisme devrait veiller à l'efficacité de ce genre d'opération. Certains d'entre nous ont l'intention d'en parler pendant le sommet.

S'agissant du partage des vaccins, plusieurs de vos pairs africains ont dénoncé l'attitude égoïste des pays riches, allant jusqu'à parler d'« apartheid vaccinal ». Partagez-vous leur point de vue ?

Chacun est libre d'utiliser les termes qu'il juge appropriés. Pour ma part, je préfère parler d'« inégalité vaccinale ». Il n'y a pas eu de distribution équitable des vaccins, c'est indéniable. Alors que, dans certains pays, il existe des stocks suffisants pour vacciner toute la population, d'autres n'ont, pendant trop longtemps, rien obtenu du tout. Une façon de régler ce problème serait sans doute de donner à ces pays délaissés les moyens de fabriquer leurs propres vaccins.

Un récent sondage, réalisé par Africa CDC, montre que 43 % des personnes interrogées ont le sentiment d'être utilisées comme des cobayes par les laboratoires occidentaux. Comment surmonter la réticence d'une grande partie de la population africaine à se faire vacciner ?

On rencontre ce problème dans de nombreuses parties du monde, et bien plus qu'en Afrique, même si ce phénomène existe aussi au Rwanda. Mais il s'agit d'un nombre

insignifiant de personnes. Notre véritable problème n'est pas la réticence aux vaccins : c'est l'accès aux doses.

Nous sommes confrontés à une pandémie à laquelle nous n'avions, au départ, aucune réponse. Puis la science a rendu possible la création d'un vaccin. Il ne résout pas tout, il y a toujours des variants et de nouveaux cas, mais il nous aide à les combattre. Il existera toujours des gens qui ne croient pas à la science. Tout en respectant les croyances de chacun, on peut néanmoins instaurer un dialogue et faire comprendre que notre meilleure chance [de nous en sortir] reste le vaccin. Le problème de l'accès aux doses n'aura pas disparu pour autant...

Trois ans après votre mandat à la tête de l'UA, êtes-vous satisfait de la mise en œuvre des réformes que vous avez engagées ?

Nous avons fait de réels progrès. La formule que nous avons trouvée, selon laquelle chaque pays contribue à la hauteur de son économie au budget de l'UA, a permis de mettre en place un fonds pour la paix doté d'environ 200 millions de dollars. Cela pourrait nous permettre d'attirer d'autres financements, mais il nous fallait d'abord un fonds propre à l'UA pour ne pas nous contenter de supplier les autres bailleurs de nous aider.

Par ailleurs, nous avons réussi à réduire le nombre de commissions et de postes au sein de l'organisation, et à lancer la Zlecaf [Zone de libre-échange continentale africaine], que les pays adoptent massivement parce qu'ils en comprennent l'importance.

Certains pays africains ont exprimé leur opposition à l'octroi à Israël du statut d'observateur à l'UA. Qu'en pensez-vous ?

Chaque pays a le droit d'avoir sa propre opinion. Certains n'ont aucun problème avec le fait que le statut d'observateur soit accordé à Israël, d'autres s'y opposent. Mon point de vue est le suivant : premièrement, la décision prise par le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, était correcte du point de vue de la procédure ; deuxièmement, Israël entretient des relations diplomatiques avec 46 pays africains, donc l'octroi du statut d'observateur à l'UA ne devrait pas poser de problème. Enfin, ce statut offre une opportunité de dialogue. Cela ne signifie pas que les problèmes soulevés par certains pays africains n'existent plus, mais, au contraire, qu'ils pourront être abordés avec les parties concernées.

> « La capacité insuffisante de l'Union africaine à gérer les situations de crise reste une faiblesse. C'est indéniable. »

L'année 2021 a été marquée par trois coups d'État militaires, au Mali, en Guinée et au Soudan, ainsi que par une guerre civile en Éthiopie. Chaque fois, l'UA a été quasi silencieuse et inefficace...

Dans le cas de l'Éthiopie, le conflit aurait pu être évité, mais il est désormais trop tard. Nous avons besoin d'une Éthiopie une et unie dans toute sa diversité. Nous espérons donc qu'un dialogue réel s'engagera.

S'agissant des trois coups d'État, je pense que ce type d'événement se produit avant tout parce qu'il y a, dans ces pays, des problèmes qui, depuis plusieurs années, ne sont pas résolus. C'est le cas du Soudan : il y avait des problèmes sous Omar el-Béchir, et ils subsistent depuis l'instauration de la transition.

Ce genre de situation est voué à se répéter, quelle que soit la position de l'Union africaine, parce que l'organisation n'a pas vocation à gérer les pays de manière individuelle, a fortiori pour régler des problèmes qui durent depuis longtemps.

Certes, l'UA et la communauté internationale peuvent apporter un soutien. Mais il arrive que les pays concernés trouvent leurs propres solutions, puis que les puissances étrangères tentent de dicter les leurs. La capacité insuffisante de l'Union africaine à gérer ces situations reste néanmoins une faiblesse, c'est indéniable.

Comment percevez-vous le retour des militaires sur la scène politique ? S'agit-il d'une régression démocratique ?

C'est, dans une certaine mesure, le résultat d'une défaillance dans la gouvernance. Ce n'est pas juste la faute des militaires, les civils ont aussi une responsabilité. Certes, le rôle des militaires n'est pas de conduire ce genre d'action, mais on ne peut ignorer que, dans certains cas, les civils commettent, eux aussi, des actes contestables.

Si, sous un gouvernement civil, la situation se détériore et que les gens meurent, que les problèmes s'accumulent et qu'en plus les autorités se servent des militaires pour truquer les élections, qui doit-on blâmer lorsque l'armée renverse ces gouvernements ? Je trouve inapproprié de ne critiquer que les militaires et de ne pas blâmer les civils qui les ont utilisés pour se maintenir au pouvoir. J'imagine que c'est à partir de ce genre d'analyse que certains disent qu'il y a des bons et des mauvais coups d'État.

Ensuite, même si l'armée trouve des justifications à son action et que les civils en sont au départ satisfaits, il reste une question : les militaires s'appliquent-ils réellement à mettre en place une transition pour régler les problèmes qui les ont amenés à faire leur coup d'État ? C'est cette situation que l'on va suivre de près en Guinée et au Mali.

Pensez-vous qu'un coup d'État soit impossible au Rwanda ?

Je ne le sais pas, mais laissez-moi présenter les choses autrement. D'abord, c'est aux Rwandais eux-mêmes de dire ce qu'ils en pensent, sachant d'où on est partis, ce qu'on a fait et ce qu'on fait.

Ensuite, je ne vois rien qui puisse mener soit des militaires soit des civils à un niveau de mécontentement et d'insatisfaction susceptible de provoquer un coup d'État. Notre système de gouvernance est, à mon sens, conçu pour répondre aux besoins des citoyens. Je ne vois pas de reproches que je puisse me faire ou faire aux institutions, et qui mèneraient à une telle situation.

La présence du groupe russe Wagner en Centrafrique, au Mozambique – où le Rwanda est aussi présent –, et au Mali est un sujet de préoccupation pour la France et l'UE. Elle est aussi une cause majeure de conflit entre la France et les autorités maliennes. Condamnez-vous l'intervention de ces groupes de sécurité privés en Afrique, ou pensez-vous que leur présence relève de la souveraineté des États ?

Les pays africains doivent choisir ce qui est bon pour eux et qui, dans le même temps, relève des normes acceptables par la communauté internationale, dont nous faisons tous partie.

J'aimerais qu'il y ait un moyen pour deux grandes puissances comme la France et la



Avec Félix Tshisekedi, au poste frontière séparant Gisenyi de Goma, le 26 juin 2021.

LA GRANDE INTERVIEW

Russie d'en parler directement et de résoudre le problème, car je ne vois pas comment le Rwanda pourrait s'en mêler sans se faire prendre en étau.

De notre côté, nous faisons ce que nous avons à faire et restons en dehors des problèmes auxquels on ne peut pas apporter de réelle contribution. Quel que soit le gouvernement en place au Mali, il devrait y avoir un moyen, pour l'UA et l'UE, de parler, notamment de la question de la présence du groupe Wagner dans ce pays.

L'intervention de l'Ouganda en RDC, dans une région (Nord-Kivu et Ituri) où les groupes hostiles au Rwanda sont nombreux, vous inquiète-t-elle ?

Le groupe terroriste des ADF [Allied Democratic Forces] constitue un vrai problème, qui n'est pas seulement celui de l'Ouganda. Cette situation touche la RDC et nous affecte aussi, comme le reste la région. Au sein des ADF, il y a des Ougandais, des Congolais, des Rwandais, des Burundais, des Kényans et des Tanzaniens.

Récemment, nous avons arrêté des terroristes, ici, au Rwanda. À l'origine, ces Rwandais n'étaient pas directement liés aux ADF mais plutôt affiliés à eux. Nous avons découvert qu'ils étaient formés et qu'ils recevaient des instructions par vidéo d'une personne basée en RDC et d'un Ougandais.

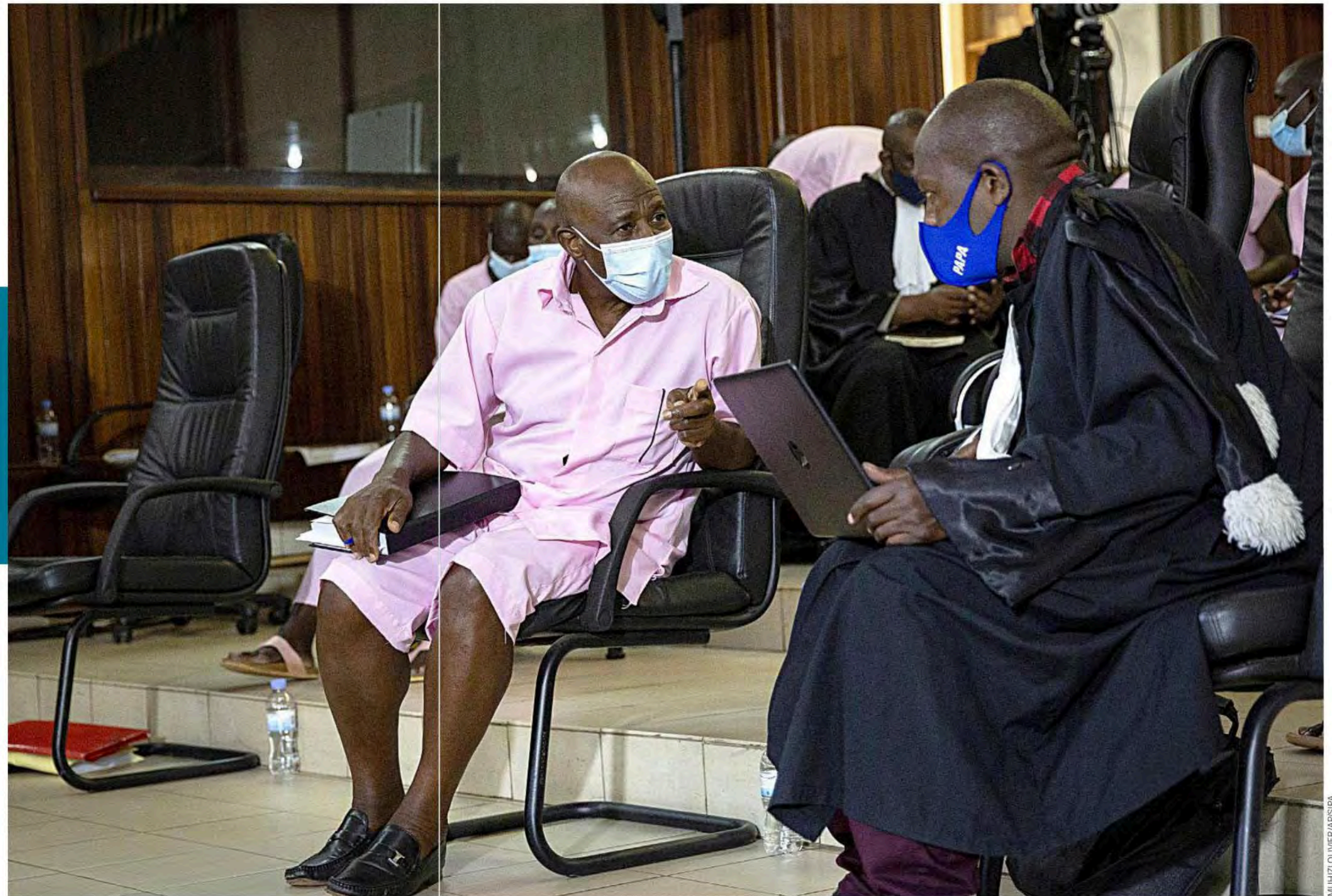
Selon nos informations, ils prévoyaient de commettre des attentats au Rwanda pour se venger de l'opération que nous menons au Mozambique, dans la province du Cabo Delgado. Tout cela prouve que ce problème concerne toute la région. Pour le résoudre efficacement, il doit y avoir un effort régional.

Le président Félix Tshisekedi vous a-t-il informé au préalable de cette intervention ?

Nous n'avons été prévenus ni par la RDC ni par l'Ouganda. Ce n'est qu'au bout d'un mois que l'on a reçu des explications.

D'ailleurs, avant que l'intervention soit officialisée, nous étions nous-mêmes en discussion avec le gouvernement congolais, avec lequel nous cherchons encore des solutions pour régler les problèmes que nous posent certains groupes dans l'est de la RDC.

C'est justement parce que ces mouvements veulent déstabiliser notre pays que nos intérêts dans la région n'auraient pas dû être négligés. Car, si l'opération contre les ADF n'était pas correctement conduite, cela pourrait renforcer ces rébellions. Il doit y avoir davantage de discussions et de coopération.



L'opposant Paul Rusesabagina, ancien directeur de l'hôtel des Mille Collines, lors de son procès pour terrorisme devant la Haute Cour de Kigali, en février 2021.

MUHIZI OLIVIER/AP/SIPA

Au début de novembre 2021, plusieurs attaques dans le Nord-Kivu ont été attribuées par l'armée congolaise à des ex-M23 installés au Rwanda. La présence de ces anciens rebelles sur votre sol n'alimente-t-elle pas l'instabilité ?

Quand le M23 s'est désintégré, certains de ses éléments sont venus au Rwanda, d'autres sont allés en Ouganda, d'autres enfin sont restés au Congo.

S'agissant de ceux qui sont au Rwanda, nous avons régulièrement parlé de leur sort avec le gouvernement de Joseph Kabila, puis avec celui de Félix Tshisekedi. Nous avons fait comprendre [à nos pairs] que nous avions désarmé ces individus, qu'on les avait mis dans des camps, et que nous devions surveiller leurs activités. Cette situation n'a que trop duré. Nous avons donc demandé aux Congolais de les reprendre, quel que soit l'endroit où ils les mettent.

Les Ougandais ont dû formuler la même demande, puisque beaucoup de membres du M23 se trouvent encore chez eux. Certains sont eux aussi dans des camps, mais un groupe, dirigé par Sultani Makenga, s'est installé près de la frontière commune entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, du côté ougandais. Il est là depuis deux ans et continue à mener des attaques en RDC. Nous en avons parlé avec les autorités congolaises, et une équipe de vérification a été emmenée à

l'endroit précis où ces éléments sont installés. Dire qu'ils sont associés au Rwanda est donc un non-sens.

Aujourd'hui, la RDC doit décider de quelle manière elle veut gérer cette affaire. Certains proches de ces rebelles sont au gouvernement, à Kinshasa, ou vivent en RDC. D'ailleurs, les autorités congolaises reconnaissent elles-mêmes que les éléments du M23 devraient être chez elles.

Le fils du président Museveni, le général Kainerugaba, que vous avez reçu le 22 janvier à Kigali, a récemment, dans un message, mis en garde ceux qui voudraient vous combattre. Vous avez également reçu un émissaire ougandais. S'agit-il d'un début de réconciliation entre Kampala et Kigali ?

Tout investisseur se doit de constamment évaluer ce qu'il gagne en contrepartie de l'argent qu'il dépense. Oui, nous avons des discussions, mais j'attends de voir si cela vaut encore le coup d'investir. Pour l'instant, je n'en vois pas le résultat et je le dis aux émissaires que je reçois. Certains se contentent de photos officielles et y voient une fin en soi. Ce n'est pas mon cas. Certes, j'apprécie les propos du fils du président Museveni. Mais j'espère qu'on pourra aller au-delà et dégager des solutions concrètes.

« Vous connaissez, vous, un pays où les dirigeants n'ont pas de détracteurs ? S'il existe, dites-le moi. Je suis impatient de le visiter ! »

Malgré quelques signes de réconciliation, vous n'avez toujours pas rencontré votre homologue burundais, Évariste Ndayishimiye. Qu'est-ce qui empêche ce rapprochement de devenir réalité ?

À mon sens, rien. Il n'y a pas de problème entre nous. Nos responsables de la sécurité et nos ministres des Affaires étrangères se sont vus. Notre Premier ministre a assisté à l'investiture du président Ndayishimiye. Cette rencontre aura lieu au moment approprié.

Le procès de Félicien Kabuga pour génocide et crimes contre l'humanité devrait s'ouvrir dans quelques mois à La Haye. Pensez-vous que les pays qui ont aidé cet homme à se cacher pendant vingt-cinq ans doivent être tenus pour complices ?

Cette question ne me préoccupe pas. Ce problème a duré pendant trop d'années. Le fait que Kabuga soit entre les mains de la justice est suffisamment satisfaisant. De très nombreuses personnes ont été impliquées dans sa cavale, mais je laisse la justice gérer ce dossier de la manière qui lui semble la plus appropriée.

Avez-vous renoncé, dans le cadre de vos bonnes relations avec la France, à voir évoluer le cas d'Agathe Habyarimana ?

Je n'y ai pas renoncé. La justice devrait pouvoir continuer à avancer dans ce dossier en même temps qu'évolue notre relation avec la France. Je ne pense pas que l'un de ces dossiers doive influer sur l'autre. Ils sont complémentaires.

La présence, au Niger, de huit Rwandais accusés de génocide, et acquittés ou ayant purgé leur peine, a récemment tourné à l'imbroglio. Où en est ce dossier ?

Le premier mensonge, dans cette histoire, c'est de dire que le Rwanda était informé que ces personnes allaient être emmenées au Niger. Personne ne nous a prévenus ! Nous ne l'avons appris que quelques jours après leur arrivée à Niamey. Pourquoi l'avoir caché si ce transfert était normal ?

Deuxième problème : rien n'a été mis en place pour s'assurer que ces individus ne seront plus impliqués dans des crimes similaires à ceux qu'ils ont commis par le passé. L'on observe, généralement, qu'ils mènent des vies apparemment paisibles puis recontactent les génocidaires qu'ils ont côtoyés et reprennent leur propagande contre le Rwanda, comme ils le faisaient auparavant. Quelqu'un trouve cela normal ? Pas moi, mais c'est le monde dans lequel nous devons vivre.

Le procès de Paul Rusesabagina, condamné en septembre dernier par un tribunal rwandais à vingt-cinq ans de prison pour avoir soutenu un groupe qui s'était rendu coupable d'actes de terrorisme au Rwanda, a attiré les critiques de l'UE et celles des États-Unis, qui jugent la procédure inéquitable. Pourquoi la justice rwandaise est-elle autant critiquée en dehors du Rwanda ?

Il faut commencer par s'interroger sur les raisons pour lesquelles ces pays s'impliquent dans cette affaire. Ce qu'a fait cet homme n'est pas acceptable au Rwanda, et pas davantage dans les pays qui le défendent. Dans ces pays-là, les plus « démocratiques », les

LA GRANDE INTERVIEW

individus qui commettent des actes similaires sont lourdement condamnés, voire abattus ou pendus, parfois sans procès. Et ce sont ces mêmes pays qui plaignent Rusesabagina aujourd'hui ! Aucune tentative de pression ne changera le cours des choses.

Son procès a été public, pas secret. Donc, soit les gens [qui nous critiquent] sont ignorants, soit ils choisissent d'ignorer la situation, soit ils sont indifférents aux problèmes des autres. Ils n'attaquent d'ailleurs même pas notre système judiciaire. Ils demandent juste que Rusesabagina soit libéré, qu'il soit coupable ou non.

La prochaine élection présidentielle est prévue en 2024. Y pensez-vous parfois ?

J'y suis obligé. Que je m'implique ou non dans celle-ci, cela fait partie de mon travail. Je ne dois pas penser qu'à aujourd'hui, mais aussi à demain. Je veux qu'en 2024 les Rwandais puissent faire leur choix et décider en toute sérénité.

Serez-vous candidat ?

Peut-être, je ne le sais pas encore. La Constitution m'y autorise.

Si l'on en croit vos détracteurs, vous restez un président glacial, intraitable, et votre pouvoir est vertical, sans contre-pouvoirs. En avez-vous assez de ces éternelles critiques ?

Comme c'est le cas pour n'importe lequel d'entre nous, il y a, d'un côté, ce que je suis et que je ne peux pas changer, et, d'un autre côté, toute une partie de moi-même sur laquelle je peux travailler. Je ne peux pas changer la génétique. Peut-être est-ce ce qui fait qu'on voit en moi quelqu'un de glacial, je ne sais pas. Mais je suis toujours prêt à travailler le reste.

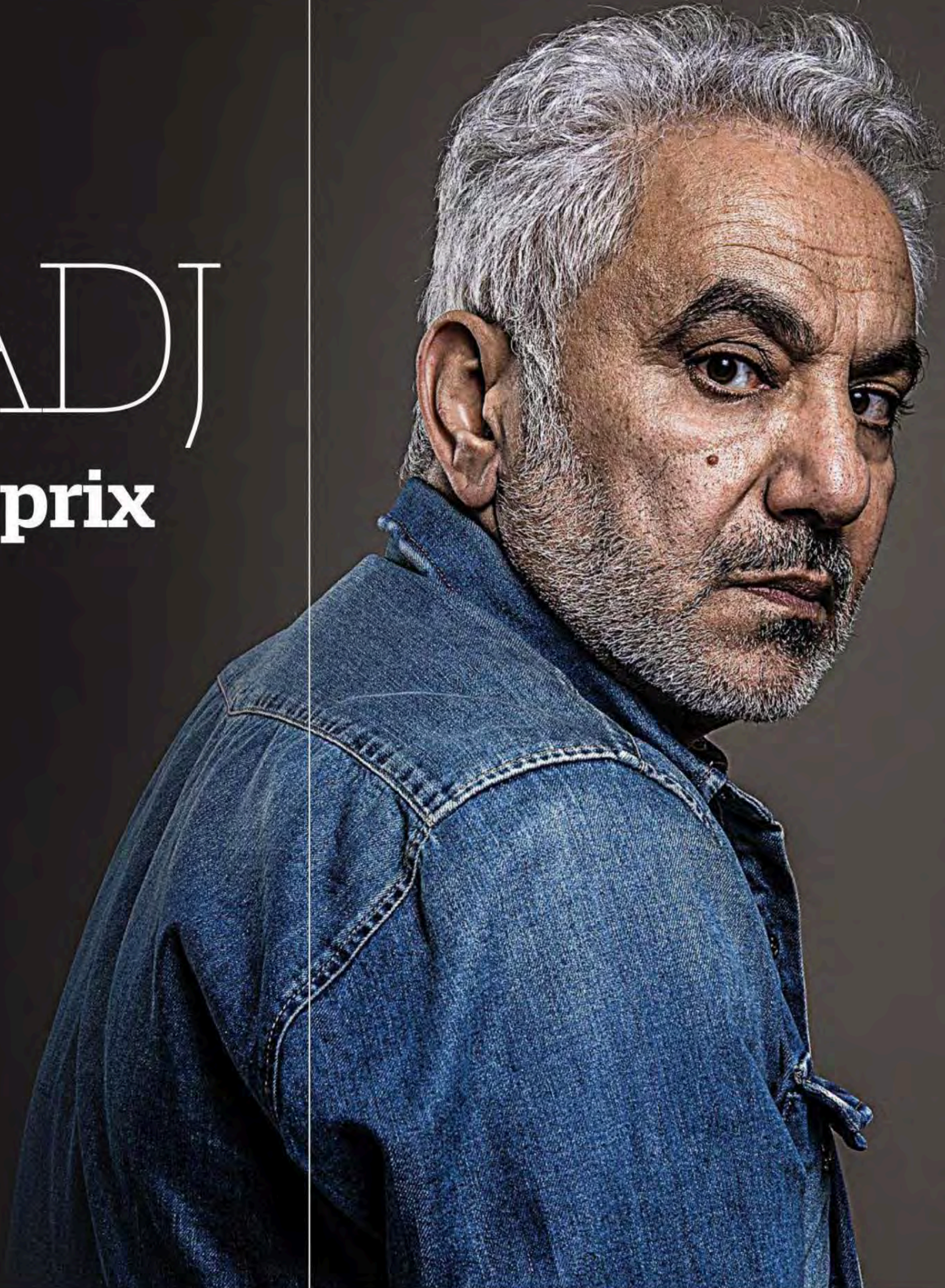
Quand j'étais jeune, j'étais extrêmement impatient. Au fil des ans, j'ai compris qu'on doit prendre son temps si l'on veut atteindre ses objectifs. J'ai appris à ralentir, à faire ce qui est faisable au moment opportun et à temporiser quand il le faut. Vous connaissez, vous, un pays où le président, les ministres, les chefs d'entreprise n'ont pas de détracteurs ? Si c'est le cas, dites-le moi. Je suis impatient de le visiter ! Je sais que ces critiques existent et que j'en suis l'objet. Mais je sais aussi que je suis loin d'être le seul dans ce cas. ●

SPORT Awards IMPACT
1ère édition des Sport Impact Awards récompensant les acteurs des projets Sport & Développement les plus impactants en Afrique.
22 MARS 2022
Hotel Pullman, Dakar
Pour plus d'infos : fb@sport-impact.org
www.sportencommun.org
Sport Impact SPORT en Commun AFD FONDATION JICA
JICA
Japan International Cooperation Agency
L'Agence Japonaise de Coopération Internationale est fière de soutenir Sport en Commun et les Sport Impact Awards.
Les actions de la JICA au sein de l'écosystème sport et développement sont notamment déployées via des initiatives de coopération technique et de volontariat sous le programme JOCV (Japan Overseas Cooperation Volunteers) particulièrement actif en Afrique.

LOTFI BEL HADJ

Lobbyiste à tout prix

Communicant hors pair pour les uns, manipulateur de haut vol pour les autres, cet homme d'affaires franco-tunisien, spécialiste de la cyberinfluence, ne laisse personne indifférent. Portrait-itinéraire d'un personnage atypique et secret qui vend ses services de Tunis à Kinshasa en passant par Abidjan.



SERGE PICARD / AGENCE VU

VINCENT DUHEM,
AVEC FRIDA DAHMANI, À TUNIS

C'est une douce soirée de mars à Dakar. Il y a encore quelques jours, les rues de la capitale sénégalaise étaient le théâtre de graves affrontements. Voitures calcinées, commissariats brûlés… Des scènes de guérilla urbaine déclenchées par l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko. Bilan : 14 morts. Pris de court, le président Macky Sall veut comprendre. Un coin du voile est levé ce soir-là à la lecture de plusieurs notes techniques de ses services de renseignements. Elles détaillent, preuves à l'appui, l'implication de 9000 comptes Twitter d'origine saoudienne dans ce soulèvement populaire qui s'est en partie joué sur les réseaux sociaux. L'information est gardée secrète pendant quelques mois par la présidence sénégalaise avant de fuiter dans une publication spécialisée.

Peu de gens le savent, mais l'homme qui est derrière cette découverte explosive n'est autre que Lotfi Bel Hadj. Macky Sall a sollicité en catastrophe ses services et ceux de sa société, UReputation, aux premières heures des manifestations. En quelques semaines, l'homme d'affaires franco-tunisien s'est montré à la hauteur de sa réputation. Depuis plus

d'une dizaine d'années, il a fait du digital sa spécialité. Gestion de crise, communication classique, promotion d'un pays, analyse de données collectées sur les réseaux, cyberinfluence : la palette des domaines où opèrent les nombreuses sociétés de Bel Hadj est large. « Il ne vend pas du vent. Un jour, il a fait une démonstration dans les locaux de notre ministère de la Sécurité. En une heure, ses deux techniciens ont réussi à pénétrer tous nos systèmes sécuritaires », raconte un conseiller à la présidence d'un pays d'Afrique de l'Ouest.

Selon des employés d'UReputation, ses clients sont aussi nombreux que variés : l'opposant guinéen Sidya Touré en 2010, la présidence gabonaise en 2016, Idriss Déby Itno en 2018, le candidat à la présidentielle comorienne Sali Saadi en 2019, Aïssatou Issoufou, l'une des deux épouses de Mahamadou Issoufou, en 2018, Henri Konan Bédié, Adama Barrow, Faure Gnassingbé, Macky Sall. Selon nos informations, Lotfi Bel Hadj a entamé des discussions avec Félix Tshisekedi dans la perspective de la prochaine élection présidentielle congolaise. Plusieurs rencontres ont notamment eu lieu à Kinshasa.

Le continent africain n'est pas son seul terrain d'activité. Lotfi Bel Hadj a ses entrées au Qatar. Proche du Franco-Tunisien Adel Aref, l'ex-directeur de cabinet du président du Paris Saint Germain (PSG) Nasser al-Khelaïfi, et du judoka Djamel Bouras, le président du PSG Judo, qui réside à Doha, il s'est occupé de la gestion des réseaux sociaux du club de la capitale française, détenu par l'émir du Qatar. Il travaille régulièrement avec les communicants français Emmanuel Dupuy, Marc Bousquet, Jean-Christophe Gallien ou Alain Napoléoni. Et est proche des avocats Francis Szpiner et Emmanuel Marsigny.

De Le Pen à Ramadan

Malgré cette belle carte de visite, Lotfi Bel Hadj n'était guère connu du grand public il y a quelques années, hormis en Tunisie. Né à Gabès en 1964 d'une mère tunisienne et d'un père algérien, il a grandi en Seine-Saint-Denis, au nord-est de Paris. En France, on se souvient qu'il a organisé un déplacement de Jean-Marie Le Pen à Argenteuil, en banlieue parisienne, en avril 2007, et qu'il fut l'un des soutiens de Tariq Ramadan. Son nom n'a vraiment émergé qu'en septembre 2020, date à laquelle le laboratoire américain d'investigation DFRLab (Digital Forensic Research Lab), rattaché à l'Atlantic Council, un think tank américain spécialisé dans les relations internationales qui compte George Soros parmi ses généreux donateurs, révèle que plusieurs centaines de comptes et pages Facebook liés à UReputation

IL AURAIT ENTAMÉ DES DISCUSSIONS AVEC FÉLIX TSHISEKEDI DANS LA PERSPECTIVE DE LA PROCHAINE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE CONGOLAISE.

ont été fermés par le géant américain, qui leur reproche leur « comportement mensonger coordonné ». Selon nos informations, c'est en fait une dizaine de milliers de comptes qui ont été fermés. Tous pour avoir été à un moment en lien avec Lotfi Bel Hadj.

En réponse, ce dernier a engagé plusieurs procédures judiciaires contre Facebook. Selon nos sources, une première plainte pour diffamation a été classée par le parquet de Paris. Une autre, déposée en septembre 2021 pour violation des données personnelles, est en cours d'instruction. « Facebook a non seulement transmis des données personnelles à Atlantic Council, mais aussi aux pays concernés. C'est illégal et immoral », affirme Me Jean-Baptiste Soufron, qui défend UReputation. Le rapport d'Atlantic Council met notamment en lumière le rôle joué par ces pages dans plusieurs pays africains où UReputation a travaillé, comme le Togo, la Côte d'Ivoire ou la Tunisie à l'occasion de l'élection présidentielle de septembre 2019.

Persona non grata en Tunisie

Lotfi Bel Hadj n'apparaît dans les milieux politiques tunisiens qu'en 2011, après la révolution. Il côtoie alors les cyberactivistes impliqués dans le mouvement populaire, comme Skander Ben Hamda, qui travaillera ensuite avec UReputation de 2015 à 2017. Homme de gauche, proche des milieux islamistes qu'il pousse à se moderniser – notamment de Lotfi Zitoun, l'ancien bras droit de Rached Ghannouchi –, il accompagne Mondher Zenaïdi, ancien ministre de Ben Ali, avant la présidentielle de 2014. Dans la perspective de celle de 2019, Bel Hadj reçoit presque tous les candidats potentiels dans une maison de Sidi Bou Saïd. Il entame des négociations en vue d'animer la campagne et de conseiller le Premier ministre d'alors, Youssef Chahed, mais c'est finalement sur Nabil Karoui, président du parti Qalb Tounes, qu'il jette son dévolu. Un contrat, que *Jeune Afrique* a pu consulter, est notamment signé en août 2019. Poursuivi pour blanchiment d'argent et fraude fiscale, Karoui est finalement arrêté à quelques semaines du scrutin. Qualifié malgré cela pour le second tour, il s'inclinera largement face à Kaïs Saïed. Le patron de Nessma TV a, depuis, choisi le chemin de l'exil.

Lui aussi persona non grata en Tunisie, Lotfi Bel Hadj s'est replié à Barcelone, où il possède des bureaux depuis quatre ans, et habite dans un bel appartement décoré d'œuvres d'art. Difficile de cerner cet homme au visage émacié, barbe et cheveux blancs, décrit comme secret et fantasque, toujours entre deux jets privés – loués 150 000 euros par mois. Certains le dépeignent comme un humaniste extrêmement cultivé, brillant et malin, d'autres comme un manipulateur colérique et dangereux. « Il est tout à la fois. C'est un personnage fascinant. Bel Hadj, on l'aime ou on le déteste », juge un homme qui le connaît depuis dix ans. « Ma collaboration avec lui a été un traumatisme personnel, financier et professionnel. Ce fut un véritable film d'épouvante », raconte un Tunisien ayant travaillé deux ans pour UReputation.

Passionné de philosophie, Bel Hadj apprend en ce moment l'allemand pour dévorer dans le texte ses penseurs favoris. Il a écrit plusieurs essais, notamment sur la taxe carbone ou sur le halal. Franc-maçon, grade 33 – le plus haut –, il a fondé la première loge musulmane. L'homme aime se démarquer, aller à contre-courant, quitte parfois à choquer, ce dont il s'amuse. Il honnit les costumes, même lorsqu'il dîne à la table d'un chef d'État, chez qui il se présente souvent en jeans, baskets et tee-shirt. Homme d'influence, un brin mégalomane, il immortalise sur son téléphone portable chaque rencontre avec un président.

Avant de se faire le chantre de la communication digitale, Lotfi Bel Hadj a eu plusieurs vies. Dans les années 1990, il arpente les chambres de commerce à la recherche de bonnes occasions. Aujourd'hui spécialiste des énergies solaires installé à Dubaï, Pierre Bonnard le rencontre en 1998 à la chambre de commerce de la place de l'Étoile, à Paris. « Je ne savais rien de lui. Je l'ai trouvé très intelligent, brillant. Mais quand j'ai vraiment découvert le personnage, j'ai tout fait pour l'exclure de la chambre de commerce », explique-t-il. Lotfi Bel Hadj ne se laisse pas faire. Il attaque Bonnard en justice, mais sera finalement débouté en juin 2008 par le tribunal de grande instance de Paris et condamné à payer 2 000 euros de dommages et intérêts. Il est alors défendu par l'avocat Karim Achoui, un ami, avec lequel il fondera plus tard en France la Ligue de défense judiciaire des musulmans.

Rencontre décisive

À la fin des années 1990, Lotfi Bel Hadj fait la connaissance d'un certain Philippe Salomon Hababou. À la fin de 2018, c'est avec ce lobbyiste et affairiste qui grenouille sur le continent depuis près de trente ans – il fut conseiller spécial de l'ex-président sud-africain Jacob Zuma – que l'ancien chargé de mission d'Emmanuel Macron, Alexandre Benalla, a fait ses premières armes dans le métier. Bel Hadj rencontre l'homme d'affaires franco-israélien une première fois à New York, où ce dernier s'est installé après quelques déboires judiciaires en France. Au début de 2000, les deux hommes décident de s'associer dans la finance. Direction Toronto, au Canada, où ils créent une société spécialisée dans l'introduction en Bourse. Par l'intermédiaire de Habadou, Lotfi Bel Hadj rencontre notamment Bernard Tapie et, en 2001, l'ex-officier de gendarmerie Paul Barril. Ancien commandant en second, puis par intérim, du GIGN


KAROUI AND KAROUI
PUBLICITE
COMMUNICATION
REKLAM LIMITED
MECLIS MAHALLESI
SEMIH SANCAR CAD
N11/1 SANCAKTEPE
ISTANBUL
Turquie

Facture N° 019/2020

Tunis, le 31 mai 2020

Assistance digitale et conseil en stratégie de communication numérique

Montant HT	40 000,00 euros
TVA	
Montant TTC	40 000,00 euros

Arrêtée la présente facture à la somme de quarante mille euros.

En votre aimable règlement sur le compte ci-dessous

Nom de la société : UReputation
Banque : SABADELL
IBAN : ES27 0081 0093 4400 0188 9489
SWIFT : BSABESBB

Après avoir envisagé d'animer la campagne de Youssef Chahed pour la présidentielle tunisienne de 2019, il jette finalement son dévolu sur Nabil Karoui, patron du parti Qalb Tounes.

NICOLAS FAUQUE POUR JA


L'homme d'affaires français et président de la Fondation Brazzaville Jean-Yves Ollivier, avec le président de l'Assemblée nationale sénégalaise Moustapha Niasse, le 11 mai 2018, à Diamniadio, au Sénégal.

ALIOU MBAYE/PANAPRESS/MAXPPP

– qu'il a contribué à créer en 1974 – et ex-chef de la cellule Afrique de l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand, il s'est reconverti dans la sécurité privée après avoir quitté la gendarmerie en 1984. Il fascine les deux novices, toujours là à flairer le bon coup.

Sollicité par Paul Barril

Venu à Toronto visiter leurs installations en 2002, Barril leur demande de venir l'aider en Centrafrique, où il conseille le président Ange-Félix Patassé. Le voyage s'effectue en jet privé, mais, à Bangui, l'atmosphère est déjà délétère : Patassé sera renversé par un coup d'État en mars 2003. Cette escapade sur les rives de l'Oubangui n'aura débouché sur rien, mais Barril revient à la charge quelques mois plus tard. À Genève, il présente Jean-Marie Gras à Bel Hadj et à Hababou. Pilote professionnel, à la tête jusqu'alors de sociétés spécialisées dans la réalisation de téléfilms, cet homme alors âgé de 39 ans ambitionne de reprendre la compagnie aérienne Aérolyon, une filiale de Nouvelles Frontières ayant déposé le bilan en 2001.

À la recherche de fonds, Gras se tourne vers la société canadienne de Bel Hadj et Hababou, qui verse les 8,2 millions d'euros nécessaires sur un compte de l'Arab Bank, à Vienne, où Paul Barril à ses entrées. La reprise est entérinée en avril 2002. Quelques mois plus tard, la nouvelle compagnie est elle aussi placée en redressement judiciaire pour des raisons à ce jour inconnues. Dans le même temps, la justice s'intéresse aux conditions de reprise et émet des doutes sur l'origine des fonds. N'ayant, officiellement, joué aucun rôle, Lotfi Bel Hadj n'est pas inquiété. Au contraire de son acolyte Hababou, qui est condamné, en avril 2007 à trois ans de prison ferme par le tribunal de commerce de Lyon pour « faux, usage de faux et escroquerie ».

Lorsque Hababou est libéré, un ami commun veut les réconcilier. Il s'agit de Christophe Giovanetti, organisateur, sous la présidence de Jacques Chirac, des Noël de l'Élysée et à qui l'on doit le design des pièces jaunes chères à Bernadette. La fine équipe se remet en quête d'une nouvelle affaire. Avec le Belge Carl-Eric Hennin, ils veulent implanter sur le marché africain ATI Petroleum, une entreprise détenue par un Vietnamien, le docteur Huu. Bel Hadj est notamment chargé de son introduction en Bourse sur le marché libre d'Euronext – un marché non réglementé où les critères exigés pour introduire une société sont infiniment plus souples que sur les autres places financières. Il en devient l'un des actionnaires. Avec Giovanetti, Hababou et Hennin, ils prospectent alors au Ghana, au Niger, en Guinée-Bissau et en Tunisie, où Bel Hadj fait jouer ses connexions via Akram Bouaouina, un neveu de Ben Ali. D'éventuelles signatures de permis d'exploitation pétroliers et gaziers sont évoquées dans la presse spécialisée, mais il n'en sera rien. En novembre 2007, les quatre hommes sont interpellés à Paris et mis en examen pour « escroquerie en bande organisée ». La justice les soupçonne d'avoir fait vivre le cours de l'action en achetant eux-mêmes les titres à très bas prix, avant de les céder à 3 ou 4 euros à de riches investisseurs auxquels des gains importants et rapides étaient promis. Plusieurs millions d'euros seront ainsi levés.



LAURENT VU/SIPA

PROCHE D'ADEL AREF, EX-DIRECTEUR DE CABINET DU PRÉSIDENT DU PSG, NASSER AL-KHELAÏFI (PHOTO), BEL HADJ S'EST OCCUPÉ DE LA GESTION DES RÉSEAUX SOCIAUX DU CLUB PARISIEN.

Bel Hadj sera finalement relaxé, au même titre que ses associés, et recevra même 50 000 euros de dommages et intérêts. « Nous n'avons rien fait d'illégal. Mais après ça j'ai décidé d'arrêter de faire des affaires avec lui », rigole aujourd'hui Philippe Salomon Hababou. Qui refuse d'en dire plus. Plusieurs sources affirment tout de même que Bel Hadj sera contraint de négocier une amnistie avec le fisc français. Pierre Bonnard, l'homme d'affaires avec lequel Lotfi Bel Hadj a eu un contentieux en France dans les années 2000, assure que le patron d'UReputation est parvenu à financer cette opération avec l'argent volé sur ses propres comptes bancaires. À l'époque, Bonnard s'était spécialisé dans le transport de pétrole entre divers ports de la Méditerranée et la Tunisie. Il a notamment comme associé l'homme d'affaires tunisien Ghazi Mellouli, qui fut le bras droit de Moncef Ben Ali, le frère du président. Décédé en 1996, ce dernier était considéré comme le chef de ce qu'on a appelé la « couscous connection », un réseau de trafic de drogue pour lequel il a été condamné par défaut, en novembre 1992, à dix ans de prison par un tribunal parisien.

Huit passeports diplomatiques

En 2007, Pierre Bonnard découvre, effaré, que ses comptes à la North African Bank, jusqu-là crédités de 1,5 million de dollars, ont été tout bonnement vidés. Pour lui, il ne fait aucun doute que Lotfi Bel Hadj est derrière cette escroquerie commise, selon ses dires, avec la complicité de la banque et de l'un des fils de la sœur de Zine el-Abidine Ben Ali. Il dépose plainte devant les tribunaux tunisiens. Bel Hadj est blanchi en première instance en 2009. Mais Pierre Bonnard ne lâche pas. Il fait appel et obtient finalement gain de cause à la fin de 2021. Bel Hadj est condamné à six ans de prison, selon un jugement consulté par *Jeune Afrique*. Dénonçant une décision prise par défaut, ses avocats, absents lors de l'audience, vont tenter de la faire annuler.

Quelle incidence aura cette première condamnation sur sa carrière ? Depuis deux ans, son activité avait pris un nouvel envol, en partie grâce à sa rencontre avec l'homme d'affaires français Jean-Yves Ollivier. À la fin de 2019, le président de la Fondation Brazzaville cherche la perle rare pour coordonner la mise en place de l'Initiative de Lomé, un sommet consacré à la lutte contre les faux médicaments qui s'est tenu les 17 et 18 janvier 2020 dans la capitale togolaise. Il en parle à l'un de ses amis, Jean-Christophe Bas, qui dirige l'institut de recherche Dialogue des civilisations (DOC), un think-tank installé à Berlin. « Lotfi Bel Hadj », lui répond-il. Séduit par la prestation de l'homme d'affaires franco-tunisien, Jean-Yves Ollivier le présente à Faure Gnassingbé, le président togolais. Bel Hadj lui vend son savoir-faire et signe un contrat avec la présidence. Jean-Yves Ollivier, 77 ans, et Lotfi Bel Hadj n'ont pas grand-chose en commun. L'un est tout en rondeur, diplomate. L'autre met les pieds dans le plat. Mais entre eux le courant passe immédiatement. Le premier décide de mettre son réseau à la disposition du second, qui pénètre dans le cercle très fermé des chefs d'État africains. Après Faure Gnassingbé, celui qui a en sa possession huit passeports diplomatiques l'introduit auprès de ses « amis », Denis Sassou Nguesso et Macky Sall. Chaque fois, Bel Hadj décroche un contrat et un petit surnom : « le gladiateur », « le joker » ou « le magicien ».

Interrogé par *Jeune Afrique*, Jean-Yves Ollivier précise qu'il ne travaille pas avec Lotfi Bel Hadj. « Nous ne sommes pas associés. Il m'offre, quand j'en ai besoin, une compréhension digitale que je n'ai pas et dont mes amis peuvent bénéficier », explique-t-il. De son côté, Lotfi Bel Hadj n'a répondu à aucune de nos sollicitations. Les deux hommes forment un duo atypique, presque inséparable, qui parcourt les capitales africaines. Toujours en jet privé, réglé par Bel Hadj. À la fin de 2021, ils se sont tous les deux rendus à Kampala, Oyo et Kinshasa. Devant les autorités locales, chacun prêche pour sa paroisse. Le dernier créneau visé par Bel Hadj, c'est la souveraineté numérique et la protection des données du continent. Depuis près d'un an, l'homme d'affaires se fait lobbyiste dans l'espoir que certains chefs d'État se saisissent du sujet, caressant même l'espoir que Macky Sall, qui vient, en ce mois de février, de prendre la présidence de l'Union africaine (UA), en fasse l'une de ses priorités. ●

Radiotrans
MOTOROLA SOLUTIONS
DISTRIBUTOR
ENTREPRISE D'INGENIERIE DE GROS EN
TELECOMMUNICATIONS A VALEUR AJOUTEE

Présence en Afrique depuis 1999

30 Ans d'expérience

Présent en Afrique,
Europe et Amérique

Assistance technique locale
via des distributeurs

www.radiotrans.com

radiotrans@radiotrans.com

+34 916851040


MOTOTRBO
Professional Digital Two-Way Radio System

La galaxie Lotfi Bel Hadj

Si la société UReputation, basée en Tunisie, a défrayé la chronique en 2020, Lotfi Belhadj dispose, selon un document interne obtenu par J.A., d'un réseau beaucoup plus large pour mener ses opérations de communication et de conseil en Afrique. Grâce à quelques discrets associés, il a organisé un maillage de sociétés – dont le capital cumulé atteindrait un million d'euros – en Tunisie, mais aussi en Espagne, à Barcelone, et en France, à Paris.



Les pays de domiciliation des entreprises

Tunisie France Espagne Chypre



SOURCE: JEUNE AFRIQUE

Côte d'Ivoire

Comment UReputation a mis son grain de sel

Scellée en 2019, la collaboration entre Bel Hadj et Henri Konan Bédié pour la présidentielle de 2020 s'est finalement soldée par un échec.

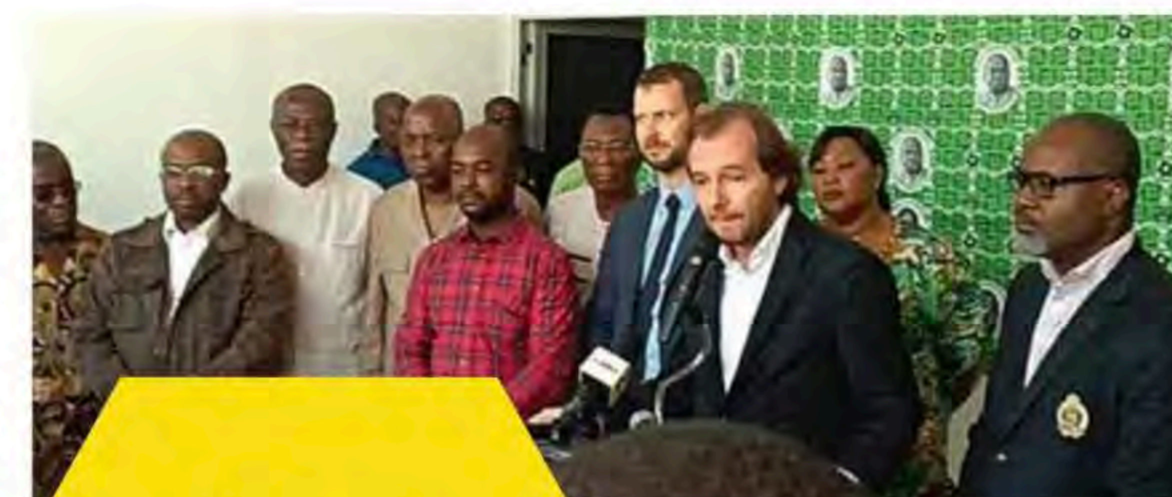
Confortablement installé dans un canapé en cuir de ses bureaux haussmanniens, un homme d'affaires proche d'Alassane Ouattara nous tend une photo imprimée au format A4. L'été 2020 touche à sa fin dans une capitale parisienne débarrassée pour un temps de l'épidémie de Covid-19. Notre interlocuteur paraît inquiet. « Qui sont ces hommes ? » demande-t-il. On reconnaît immédiatement Henri Konan Bédié, dans le bureau de sa résidence d'Abidjan. Plus difficilement les personnes qui l'entourent, les communicants français Alain Napoleoni et Jean-Christophe Gallien, ainsi que l'homme d'affaires franco-tunisien Lotfi Bel Hadj.

Présent à Lomé dans le cadre de son contrat avec la présidence togolaise, le patron de la société d'intelligence digitale UReputation, établie à Tunis, a emmené les deux communicants français chez un autre de ses clients, ivoirien celui-là. L'ancien président vient d'être triomphalement investi candidat du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA) pour l'élection présidentielle d'octobre 2020 par 99,7 % des militants. UReputation est chargé de l'accompagner dans son ultime combat.

Si notre homme d'affaires proche du pouvoir est soucieux, c'est que depuis l'annonce de sa candidature à un troisième mandat, en août 2020, Alassane Ouattara essuie de vives critiques. Sa décision a entraîné des mouvements de contestation qui ont dégénéré en violences intercommunautaires. Son image à l'international, et notamment en France, est alors écornée. À Abidjan, dans les couloirs de la présidence, il n'est pas rare de le voir piquer une colère. Qui résonne parfois jusque dans les bureaux parisiens d'Image 7, l'agence d'Anne Méaux, chargée de sa communication à l'étranger.

ADO veut en savoir plus sur cette agence tunisienne qui sape son image. Il fait passer le message à Faure Gnassingbé, qui avait fait appel aux services d'UReputation lors de sa réélection à un quatrième mandat, en février 2020. « Ouattara trouvait qu'on tapait trop fort sur lui », s'amuse aujourd'hui un employé d'UReputation.

Selon nos informations, c'est l'avocat français Me Emmanuel Marsigny qui a mis en relation Henri Konan Bédié et Lotfi Bel Hadj. Marsigny défend le PDCI en France depuis 2018. Il est par la même occasion un ami de longue date de l'homme d'affaires franco-tunisien. En septembre 2019, une délégation du PDCI se rend pendant deux jours à Tunis pour y rencontrer les équipes de UReputation. Lotfi Bel Hadj débarque à Abidjan en novembre pour sceller un contrat d'un an courant jusqu'après le second tour de la présidentielle, prévue en octobre 2020. Selon nos sources, son montant dépasse le million d'euros. La somme a été réglée en plusieurs fois par Bédié en personne.



FACEBOOK RADIO PDCI RDA

C'est l'avocat français Emmanuel Marsigny qui a mis en relation le patron du PDCI-RDA et le communicant.

> MONTANT DU CONTRAT : PLUS DE 1 MILLION D'EUROS. UNE SOMME QUE LE SPHINX DE DAOUKRO RÉGLERA LUI-MÊME, EN PLUSIEURS FOIS.

Mapping des réseaux sociaux

Un déjeuner est organisé à la résidence de Bédié, dans le quartier de Cocody-Ambassades, pour célébrer la signature. Outre le Sphinx de Daoukro et son nouveau communicant, flanqué de deux membres de UReputation, on retrouve à la table les anciens ministres Thierry Tanoh et Jean-Louis Billon, le secrétaire exécutif du parti Maurice Kacou Guikahué, sa responsable de la communication Djenebou Zongo et son spécialiste des élections Roland Adiko. Fidèle à lui-même, Bédié ne pipe mot. Les autres convives font connaissance et évoquent la stratégie à mettre en place lors de la prochaine échéance électorale.

Les équipes de UReputation sont notamment chargées de former les cyberactivistes du parti. Une cinquantaine de personnes suivront une formation au Togo pendant quelques

jours. Un mapping des réseaux sociaux est établi, permettant d'identifier les comptes importants. Le nom de domaine hkb220.com est déposé. UReputation a enfin la main sur les réseaux sociaux du PDCI et d'Henri Konan Bédié.

Flou complet

En mai 2020, Facebook décide de fermer plusieurs centaines de pages et de comptes Facebook liés à UReputation. Parmi les pages supprimées, plusieurs étaient directement liées au PDCI, comme « Je suis PDCI-RDA » ou « Tempête PDCI-RDA ». Le géant américain a également fermé le compte officiel du parti et celui d'Henri Konan Bédié. « On a dû tout reprendre de zéro », peste un communicant de UReputation, qui a depuis engagé une procédure judiciaire contre Facebook.

Le travail de UReputation n'est pas seulement axé sur le digital. La société doit mettre à disposition du PDCI les outils technologiques dont elle dispose. Des bases de données sont constituées pour alimenter le travail sur le programme du futur candidat et les angles d'attaque contre le pouvoir. C'est UReputation qui trouvera son slogan de campagne : « Un nouvel élan pour l'avenir ». « Lotfi connaît son travail. Mais nous n'avons pas pu mesurer son impact réel et ses vraies capacités, car nous ne sommes pas allés aux élections. Tout le travail de base de données, les sujets d'attaque contre le pouvoir, les cyberactivistes qui devaient entrer dans la danse pour tout amplifier : rien de tout cela n'a pu être fait car notre stratégie était bancale. Peu importe la puissance des outils dont on dispose, ils n'ont un impact que si le discours du candidat est puissant », explique un cadre important du PDCI. Ce fut l'une des grandes difficultés pour UReputation : travailler dans le flou complet, être informé à la dernière minute. « On a eu beaucoup de mal avec le PDCI. Par exemple, il nous a fallu plusieurs mois pour avoir le numéro personnel de Bédié », admet un employé de la société.

Comme c'est le cas pour chacun des contrats de sa société, Lotfi Bel Hadj ne s'occupe pas de l'opérationnel. Ce qui ne l'empêche pas d'intervenir directement auprès de son client pour lui prodiguer des conseils ou asséner des critiques. « Il lui est arrivé de dire ses quatre vérités à Bédié. Il lui a parlé cash car il s'est rapidement rendu compte qu'il était en décalage complet avec les réalités du terrain », explique l'un de ses collaborateurs. UReputation fait notamment réaliser plusieurs sondages par la société Opinionway, qui possède une filiale à Abidjan. Dans celui d'août, que JA s'est procuré, une série de questions générales sur les conditions de vie en Côte d'Ivoire est posée à un panel de 1000 personnes. Hypothétiques, car les candidatures n'ont pas encore été validées par la Commission électorale indépendante (CEI), les intentions de vote exprimées ne sont guère favorables à HKB. Ce dernier est donné troisième avec 19 % des suffrages, contre 23 % à Alassane Ouattara et 32 % à Laurent Gbagbo. Le dossier de candidature de l'ancien président sera finalement retoqué.

Quand le contrat est signé, en novembre 2019, personne ne sait encore qui sera le candidat du PDCI. Tanoh et Billon font partie des prétendants. Aux yeux des nouveaux communicants du parti, ils font figure de dauphins de Bédié. L'ancien président laisse les deux ambitieux espérer un moment avant de leur demander de le laisser concourir une dernière fois. Désigné candidat en juillet 2020, il est investi par le PDCI en septembre. Mais plus les semaines passent et plus la stratégie de Bédié est illisible. Déterminée à contrer la candidature d'ADO, qu'elle juge illégale, l'opposition tâtonne. Le 20 septembre, elle appelle ses partisans « à se mobiliser pour des manifestations sur l'ensemble du territoire », et Bédié lance le mot d'ordre de désobéissance civile.

« Il n'y aura pas d'élection », entend-on dans les rangs du PDCI. Une assurance partagée à l'époque par certains communicants de UReputation. « Quand Bédié a décidé qu'il n'irait pas aux élections, nous avons été prévenus au dernier moment. Après, nous avons dû tenter d'amplifier son message de désobéissance civile sur les réseaux sociaux. Le but inavoué, c'était de faire tomber Ouattara, concède l'un d'eux. Pour l'opposition, tout ça finira en eau de boudin : Alassane Ouattara sera réélu pour un troisième mandat. Quelques jours plus tard, plusieurs personnes sont interpellées au domicile d'Henri Konan Bédié. Morale de l'histoire du côté de UReputation : « On évite désormais de travailler avec l'opposition. » ●

Vincent Duhem

IL NE S'EST PAS PRIVÉ DE DIRE SES QUATRE VÉRITÉS À BÉDIÉ QUAND IL S'EST RENDU COMPTE QU'IL « ÉTAIT EN DÉCALAGE COMPLET AVEC LES RÉALITÉS DU TERRAIN ».

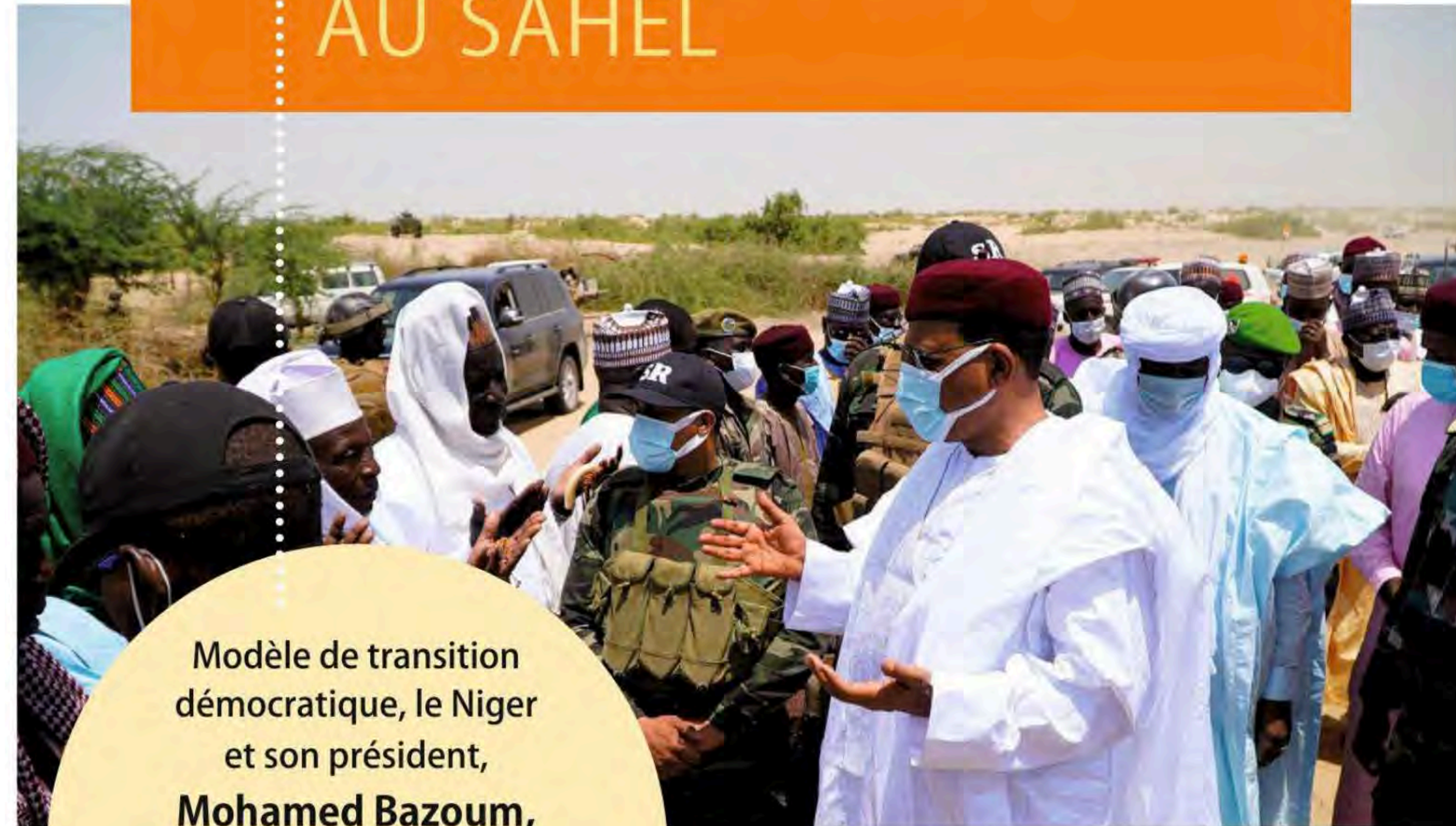


SIA KAMBOU/AFP

Henri Konan Bédié lors de son investiture comme candidat du PDCI-RDA à la dernière présidentielle, le 12 septembre 2020, à Yamoussoukro.

RÉPUBLIQUE DU NIGER

DÉMOCRATIE ET ENGAGEMENT TOTAL POUR LA SÉCURITÉ AU SAHEL



Le Président en visite de travail à Baroua (Région de Diffa, aux abords du Lac Tchad), pour l'opération de retour des déplacés internes, le 2 Juillet 2021.

Modèle de transition démocratique, le Niger et son président, **Mohamed Bazoum,** élu en février 2021, assument une place de plus en plus importante dans la lutte contre le terrorisme djihadiste au Sahel.



Mohamed Bazoum, candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), a prêté serment le 2 avril 2021 après avoir remporté l'élection présidentielle nigérienne, le 21 février, avec près de 56 % des suffrages exprimés au second tour. Dans son programme, « Renaissance acte III », trois enjeux affleurent au-dessus des autres : l'éducation, l'agriculture et la sécurité, ce dernier s'imposant au sommet de l'agenda depuis la multiplication des violences djihadistes dans le Sahel.

Une transition démocratique modèle

Parmi ses atouts, la transition démocratique réussie à la tête de l'État nigérien n'est pas le moindre. Le chef de l'État sortant, Mahamadou Issoufou, auréolé du prix Mo Ibrahim, a respecté la Constitution en quittant le pouvoir après deux quinquennats menés à terme depuis 2011. Lui-même avait été élu à l'issu d'un scrutin transparent. Cet atout prend toute son importance alors que le Mali ne parvient pas, suite à deux coups d'États, à se remettre sur la voie de l'ordre constitutionnel, que le Burkina Faso fait face à d'intenses attaques djihadistes et qu'un conseil de transition militaire assure la continuité de l'État tchadien depuis le décès du président Idriss Deby Itno.

Le président français, Emmanuel Macron, et la chancelière allemande, Angela Merkel, n'ont-ils pas répété que le Niger est un modèle qu'il conviendrait de dupliquer sur le continent ? « ***Il est vrai que le Niger est l'un des pays du Sahel qui progresse le mieux dans la maîtrise de sa propre situation sécuritaire et qui est politiquement l'un des plus stables, grâce à l'alternance démocratique qu'il a connue cette année*** », admettait le président de la République dans une interview à Jeune Afrique accordée en octobre dernier. Avant d'ajouter : « ***C'est la preuve que sécurité, démocratie et développement sont indissociables.*** »



Visite du président Mohamed Bazoum à son homologue français, Emmanuel Macron.



Visite de la zone de défense N°1 à Diffa, le 1er juillet 2021.

Une armée mieux formée et équipée

Le Niger est lui-même frappé par les crises sécuritaires qui touchent ses voisins : à l'est, depuis la Libye et le bassin du lac Tchad ; à l'ouest, depuis le Mali, au sud, depuis le Nigeria. Le Président Mohamed Bazoum, s'adressant au peuple nigérien à l'occasion des fêtes nationales de l'indépendance et de la proclamation de la République, respectivement, les 2 août et 17 décembre, a constamment fait de la sécurité l'un des thèmes majeurs de ses interventions.

Toutes les mesures sont prises pour rendre l'armée Nigérienne la plus performante possible. C'est à ce titre que le gouvernement a fait le choix de donner une formation de type forces spéciales à l'armée dans le cadre d'une coopération avec certains pays amis dont, les USA, la Belgique, l'Allemagne, le Canada et la France. Cette coopération vise à accroitre la part des forces spéciales dans l'armée et à leur permettre d'acquérir des compétences à la hauteur des défis terribles auxquels ils font face. Environ 12 bataillons de forces spéciales ont été formées.

À l'épreuve, ces forces spéciales, chaque fois qu'elles ont été déployées, ont eu un comportement totalement différent des forces qui n'ont pas acquis cette formation. À cet égard, on peut citer les combats héroïques et remarquables de Zaroumdarey, de Tankademi, de Tillia et de Bosso à l'issue des quels plusieurs dizaines de terroristes dont des grands chefs avaient été neutralisés. Ces formations de haute qualité sont assorties d'équipements et de matériels roulants blindés.

Alors que les effectifs de l'armée doivent augmenter, l'amélioration de l'entrainement et des équipements des soldats porte déjà ses fruits, si bien que les djihadistes de l'État islamique au Grand Sahara ne les attaquent plus frontalement. Dans ces régions, les autorités mènent également un travail de sensibilisation auprès des populations victimes des exactions, afin qu'elles fassent la distinction entre les groupes qui les agressent et la communauté à laquelle ils appartiennent.

L'AMÉLIORATION DE L'ENTRAINEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS DES SOLDATS PORTE SES FRUITS

Une place pivot dans la réponse internationale au terrorisme

Face à l'affaiblissement de ses voisins et à la transformation de l'opération militaire française Barkhane en un « *dispositif de coopération* » renforcé avec les armées nationales, le Niger prend une place prépondérante dans la réponse internationale au terrorisme. Lors d'une visite du président Mohamed Bazoum à son homologue français, Emmanuel Macron a sollicité le 9 juillet le transfert à Niamey du commandement opérationnel des forces barkhane, la capitale nigérienne devenant aussi la base de la task-force européenne Takuba.

La base aérienne 101 de Niamey abrite le dispositif français, dont la vocation est d'intervenir sur le territoire malien, alors que la base 201 d'Agadez abrite quant à elle des drones des États-Unis. Ancien ministre des Affaires étrangères, puis de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Mohamed Bazoum dispose de bons réseaux dans la sous-région et au Maghreb. À la fin du mois de juillet dernier, c'est à son homologue algérien qu'il a rendu visite, accueilli à l'aéroport par le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, qu'il connaît bien.

LE DIFFICILE MAIS NÉCESSAIRE RETOUR DES DÉPLACÉS DANS LEURS VILLAGES

Le président Mohamed Bazoum s'est personnellement engagé dans les opérations qui visent au retour dans leurs villages des personnes déplacées par les violences djihadistes. Près de 1800 ménages chassés en 2015 de Baroua ont pu faire leur retour chez eux, en juin dernier, sous l'escorte de l'armée. Conscients des risques de représailles dans cette zone du Lac Tchad, les militaires ont fait face dès le mois d'août à une attaque qui a conduit à la mort de seize d'entre eux. Leur résistance a néanmoins permis d'éviter toute mort civile ainsi que la neutralisation d'une cinquantaine d'assaillants. Depuis, les autorités n'ont de cesse d'améliorer les structures sanitaires et éducatives détruites, avec leurs partenaires, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).



Le président avec le président algérien Abdelmadjid Tebboune.

Lutte contre la corruption : un enjeu de développement

Alors qu'il a réinstauré le dialogue avec les syndicats, la société civile et l'opposition, Mohamed Bazoum a fait de la lutte contre la corruption un autre des enjeux de gouvernance de son mandat. Il s'est engagé à rendre opérants les multiples dispositifs administratifs et juridiques qui existent déjà au Niger pour prévenir et réduire ce fléau, notamment la Haute autorité de lutte contre la corruption et des infractions assimilées (HALCIA). Dans ce cadre, le résultat de l'affaire issue d'un audit en date du 23 septembre 2019 des marchés publics au Ministère de la Défense Nationale (MDN), conduit par l'inspection Générale des Armées et la Gendarmerie, sur instruction du Président de la République, un fait notable, était attendu.

L'ÉTAT, RENTRÉ DANS SES DROITS, SE DÉSISTE DE SON ACTION, MAIS L'ACTION PUBLIQUE SUBSISTE ET SE POURSUIT

Le rapport provisoire, qui avait fuité dans les médias, faisait état de 48 milliards de F CFA de surfacturation et 28 milliards de F CFA de matériel non livré. En décembre dernier, L'Agence Judiciaire de l'État (AJE), qui s'est constituée partie civile au nom de l'État, a fait un point d'étape transparent et salutaire pour le fonctionnement de la justice. Les investigations, après complément d'informations apporté par les entités mises en cause, a permis de vérifier que l'essentiel du matériel non livré, en raison essentiellement de la fermeture des aéroports et frontière du fait de la Covid-19, l'a finalement été ou est en train de l'être. Quant à l'étendue de la surfacturation, elle a été ramenée, après échanges contradictoires, de 48 à 16,4 milliards de F CFA et n'était fondée que pour un nombre limité de fournisseurs du MDN. L'État est finalement rentré dans ses droits puisque toutes les sommes qu'il réclamait ont été payées suivant divers protocoles transactionnels. Si, dans ces conditions, l'action civile ne se justifie plus, l'État se désistant de son action, l'action publique subsiste et se poursuit.



DIFCOM/DF - PHOTOS : PRÉSIDENCE DU NIGER.

Politique

La garde rapprochée de... Mamadi Doumbouya, président de la transition en Guinée
Côte d'Ivoire Téné Birahima, l'autre Ouattara
Rencontre avec Eddy Kapend, gardien des secrets de Laurent-Désiré Kabila
Tribune Achille Mbembe
Maroc Au royaume des maths
Algérie Fennecs blues
Tunisie Kaiser Saïed



CAMEROUN

LA GUERRE DES CLANS AURA-T-ELLE LIEU ?

Au pouvoir depuis bientôt quatre décennies, Paul Biya s'apprête à fêter ses 89 ans. Sa succession est dans tous les esprits, mais rares sont ceux qui ont pu afficher leurs ambitions sans en payer le prix. Certains, néanmoins, se préparent. En toute discrétion.

Le président et son épouse, Chantal Biya, au stade d'Olembé, à Yaoundé, pour l'ouverture de la CAN, le 9 janvier.

THEMBA HADEBE/AP/SIPA

MATHIEU OLIVIER

Aucun n'osera en parler ouvertement. Au Cameroun, où Paul Biya règne sans discontinuer depuis 1982, évoquer l'après- est considéré comme un crime de lèse-majesté. Une trahison morale. Une faute politique, surtout. À Yaoundé, les murs ont des oreilles, le chef de l'État a ses services de renseignements, et les différents prétendants au trône, leurs espions. Certains ambitieux ont succombé, manquant de prudence dans ce jeu de dupes. D'autres, plus discrets, ont survécu, gardant pour eux leur stratégie, adoptant le secret comme une seconde nature. Désormais, tous attendent, fébriles ou confiants, un signe, un indice. C'est certain, se disent les barons, Paul Biya, ce stratège politique que tous admirent, doit avoir un plan.

Mais ce « plan » existe-t-il seulement ? Que se passerait-il si, du jour au lendemain, d'une seconde à l'autre, Paul Biya se retrouvait dans l'incapacité de gouverner sans avoir au préalable fait part de ses intentions ? Alors que le chef de l'État célèbre ce 13 février ses 89 ans, le scénario peut difficilement être considéré comme improbable.

La Constitution est claire : en cas de vacance pour cause de décès ou d'empêchement définitif déclaré par le Conseil constitutionnel, l'élection du nouveau chef de l'État doit impérativement avoir lieu dans une période de cent vingt jours. Quatre mois durant lesquels le président du Sénat assure l'intérim à la tête du pays.

Sous l'œil de l'inamovible Marcel Niat Njifenji, 87 ans et diminué par la maladie, Yaoundé est-il condamné à regarder les différents clans s'affronter ? Un homme en tout cas fourbit ses armes. Secrétaire général de la présidence depuis 2011, Ferdinand Ngoh Ngoh est un ancien diplomate ayant officié aux États-Unis. Il détient, depuis de nombreuses années, une bonne partie des pouvoirs à Etoudi. Entré dans le saint des saints de la République sur recommandation de Martin Belinga Eboutou, l'ancien directeur du cabinet civil de Paul Biya, ce diplômé de l'Institut des relations internationales du Cameroun y a peu à peu tissé sa toile, plaçant ses hommes dans l'administration « sur hautes instructions du chef de l'État ».

Certes, Louis Georges Njipendi, qui en était proche, a récemment dû quitter son poste de directeur général de la Camair-Co. Mais Victor Mbemi Nyaknga (Société nationale de transport de l'électricité), Bertrand Pierre Soumbou Angoula (École nationale d'administration et de magistrature), Joseph Ngo (Agence de régulation des marchés publics) ou Jean-Paul Simo Njonou (Société nationale de raffinage) sont toujours en place. Ferdinand Ngoh Ngoh entretient en outre d'excellentes relations avec les Israéliens de la présidence, en premier lieu Eran Moas, influent conseiller en sécurité et fournisseur officieux du Bataillon d'intervention rapide (BIR), l'unité d'élite placée sous la responsabilité du secrétariat général de la présidence.

Des amis redevables

Côté sécurité, Ferdinand Ngoh Ngoh dispose d'un autre atout de poids en la personne de Paul Atanga Nji. Ministre chargé de mission à la présidence de 2010 à 2018, puis de l'Administration territoriale, poste auquel il a été nommé en partie grâce à l'influence de Ngoh Ngoh, Atanga Nji est également le secrétaire permanent du Conseil national de sécurité, où se réunissent les patrons des forces de police, de l'armée et des services de renseignements du pays. « Ngoh Ngoh a des relais dans les affaires et dans l'armée. Il a aussi des amis redevables au gouvernement », résume un proche du palais. Pourrait-il pour autant nourrir des ambitions en cas d'empêchement de Paul Biya ? Est-il en mesure de viser le pouvoir suprême, qu'il a longtemps côtoyé ? Dans l'hypothèse d'une guerre de clans, ses chances pourraient venir d'une alliée de longue date : Chantal Biya.

Originaire de la Haute-Sanaga, Ferdinand Ngoh Ngoh passe pour être un cousin de la première dame. L'ex-diplomate a vu le jour à Minta, à 60 kilomètres de Nanga-Eboko, la ville de naissance de Rosette Ndongo Mengolo, la défunte mère de Chantal Biya. « En 2011, lorsque Martin Belinga Eboutou le ramène avec lui de New York et le fait nommer à la présidence, c'est en partie pour se réconcilier avec Chantal Biya », se souvient une source au palais.

UN HOMME FOURBIT SES ARMES : FERDINAND NGOH NGOH, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENCE.

Le duo est d'une efficacité redoutable : Ferdinand Ngoh Ngoh étend son influence dans l'administration et la sécurité, tout en favorisant la nomination de proches au gouvernement (notamment Célestine Ketcha Courtès à l'Urbanisme ou Achille Bassilekin aux PME), tandis que Chantal Biya a fait de son Cercle des amis du Cameroun (le Cerac) un lieu de pouvoir sans pareil. Céline Ngoh Ngoh, l'épouse du secrétaire général, a d'ailleurs le bon goût d'en faire partie.

Depuis 2018, le tandem a même placé un homme au sein du cabinet civil du chef de l'État : le directeur adjoint Oswald Baboke. Neveu d'un ancien président de la Chambre d'agriculture du Cameroun, ce dernier est surtout originaire de Dimako, village de la région de l'Est où Chantal Biya a vu le jour. En d'autres termes, ce pasteur d'une Église de réveil est tout acquis à la première dame, qui a même tenté de l'imposer à la tête du cabinet du chef de l'État, mais sans succès. « Ce clan dit de Nanga-Eboko ne manque pas d'atouts. De fait, il exerce déjà une partie du pouvoir aujourd'hui : il est proche de Paul Biya, connaît les affaires et l'armée, compte des fidèles au gouvernement, énumère un diplomate en poste à Yaoundé. En cas de succession, il serait dangereux de ne pas le prendre au sérieux. » Mais est-il pour autant tout-puissant ?



Samuel Mvondo Ayolo et Ferdinand Ngoh Ngoh à la présidence, en novembre 2019, à Yaoundé.

MABOUP

« Ferdinand Ngoh Ngoh a de mauvaises relations avec plusieurs barons du régime », explique notre source à Etoudi, citant René-Emmanuel Sadi, l'actuel ministre de la Communication, ou encore Laurent Esso, chargé de la Justice. En témoigne ce bras de fer qui a opposé, tout au long de l'année 2021, le secrétaire général et le garde des Sceaux autour de la gestion du Port autonome de Douala (PAD) à travers le conflit entre Cyrus Ngo'o, patron du port et proche de Ngoh Ngoh, et l'administrateur Lazare Atou, réputé soutenu par Esso. Ferdinand Ngoh Ngoh est également en délicatesse avec le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, qui lui reproche de se comporter en chef de gouvernement – en créant notamment ses propres task forces à la présidence.

Autre adversaire du secrétaire général, Maxime Léopold Eko Eko, le redouté directeur général de la recherche extérieure. Comme le chef du gouvernement, il a peu apprécié de voir ses (discrets) efforts de médiation auprès des sécessionnistes ambazoniens réduits à néant par Ngoh Ngoh et Atanga Nji. « La crise anglophone a provoqué une fracture entre les "modérés", notamment Dion Ngute, et les "faucons", autour de Ngoh Ngoh, analyse un autre diplomate à Yaoundé. C'est un fossé supplémentaire. »

Marché de gré à gré

Ces inimitiés pourraient-elles sonner le glas des ambitions de Ngoh Ngoh ? Son nom est en tout cas apparu dans nombre d'affaires, du PAD aux chantiers de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en passant par l'utilisation des fonds consacrés à la lutte contre le Covid-19, et ses détracteurs se plaisent à le souligner.

Ferdinand Ngoh Ngoh est en effet à l'origine de l'ordre donné au directeur général du PAD de signer avec la société PortSec SA un marché de gré à gré portant sur la « sécurisation du périmètre et du contrôle des accès du port » pour un montant d'un peu plus de 25 milliards de F CFA (38 millions d'euros) – et même 31 milliards après un avenant – et une durée de deux ans. Or l'administrateur de cette

société immatriculée au Panama est un cabinet suisse, Kohli & Partners, lequel est également en affaires avec le fameux Eran Moas, dont le secrétaire général est proche. « Ces affaires fragilisent Ngoh Ngoh, admet un habitué du palais, et ses adversaires ne manquent pas de s'en servir. » Et ils sont nombreux.

Au deuxième étage du palais, dans son bureau situé directement sous celui du chef de l'État, un autre homme pense en effet à l'après-Biya : Samuel Mvondo Ayolo. Directeur du cabinet civil depuis 2018, l'ancien ambassadeur du Cameroun en France a succédé à Martin Belinga Eboutou alors que Chantal Biya tentait, en vain, de faire nommer Oswald Baboke à ce poste très convoité. Lui qui a passé une bonne partie de sa carrière à l'étranger, notamment à Libreville et à Paris, n'aura pas mis longtemps à se familiariser avec les joutes de pouvoir de Yaoundé. Au fil des mois, sa rivalité avec Ferdinand Ngoh Ngoh est devenue un véritable secret de polichinelle.

Si une guerre des clans venait à éclater, Samuel Mvondo Ayolo serait-il l'adversaire numéro un de Ferdinand Ngoh Ngoh ? « Il est en tout cas l'un des patrons du Sud, la région d'origine de Paul Biya, et l'un des principaux représentants des Bulus, la famille élargie du chef de l'État », admet l'un de ses proches. Né en 1957 à Sangmélima, Samuel Mvondo Ayolo est le fils de l'homme d'affaires Moïse Ayolo, un ami de Paul Biya, et il a grandi entre son village de Meyomessala et la capitale départementale. Il a gravi les échelons grâce à l'influence d'un autre confident du chef de l'État, Philippe Mataga, et il est aujourd'hui proche du fils de ce dernier, Christian. Surtout, il a noué une relation étroite avec Bonaventure Mvondo Assam, le neveu du président, et avec Franck Biya, le fils de Paul Biya.

Jeunesse dorée

Depuis plusieurs années, Franck Biya, qui a longtemps vécu aux États-Unis et en Afrique du Sud, a opéré un retour remarqué à Yaoundé. Lui aussi proche de Christian Mataga, il dispose de nombreux soutiens au sein de la jeunesse dorée camerounaise et entretient d'excellents rapports avec la star Samuel Eto'o, nouveau président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot), ou avec le ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey. Mieux, il est devenu au fil des mois l'un des conseillers privilégiés de son père, qui le consulte aujourd'hui régulièrement.

Franck Biya pourrait-il être un prétendant au trône ? « Il n'a jamais manifesté une telle ambition, mais il semble se prendre au jeu, affirme un proche d'Etoudi. Quelle que soit sa décision, il est pour le moment difficile de l'écarter, surtout si les Bulus du Sud décident de se ranger derrière lui pour contrer les "Nanga-Eboko". Samuel Mvondo Ayolo et Franck Biya peuvent fonctionner comme un tandem. La question est de savoir s'ils peuvent être soutenus par le reste de la famille. »

D'autant qu'un dernier homme espère jouer les premiers rôles. Il se nomme Louis-Paul Motaze. Actuel ministre des Finances, ancien titulaire du portefeuille de l'Économie, c'est un cadre du gouvernement depuis de nombreuses années qui se trouve être un neveu de Jeanne-Irène, la défunte épouse du chef de l'État. Bulu du Dja-et-Lobo, le département du président, il est tout aussi puissant dans le Sud que Mvondo Ayolo, avec qui il ne manque pas de rivaliser lors de chaque scrutin aux alentours de la capitale départementale de Sangmélima.

Disposant de réseaux non négligeables chez les patrons, Louis-Paul Motaze compte


MABOUP

Louis-Paul Motaze, ministre des Finances, à Sangmélima, en 2015.


VICTOR ZEBAZE

Franck Biya à Douala, en 2013.

également des relais dans le septentrion, son épouse Aïssa étant native du Logone-et-Chari. « Si Franck Biya ne se décide pas, Motaze est un candidat sérieux, résume un habitué du palais. Il est du Sud, fait partie de la famille Biya, a des liens avec l'Extrême-Nord et de l'expérience politique. » Est-ce suffisant pour rassembler le clan bulu ? « Il y a une rivalité locale entre Mvondo Ayolo et Motaze, comme entre Mvondo Ayolo et Jacques Fame Ndongo, le ministre de l'Enseignement supérieur [lui aussi originaire du Sud]. Mais cela passera au second plan s'ils ont besoin de se rassembler à Yaoundé », assure un proche.

« Le clan "Nanga-Eboko" a des atouts, mais celui du Sud n'en a pas moins », renchérit, à Yaoundé, un diplomate peu enclin à prendre le risque de parier sur le mauvais cheval. Au palais d'Etoudi, le patron de la garde présidentielle, Raymond Beko'o Akondo, entretient ainsi de bons rapports avec Samuel Mvondo Ayolo, tandis que Ferdinand Ngoh Ngoh a déjà tenté, maladroitement, de le faire remplacer. L'appui de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), l'un des plus gros pourvoyeurs d'argent de l'État, sera également déterminant. Son patron, Adolphe Moudiki – dont la femme, Nathalie, est réputée proche à la fois de Chantal Biya et de Samuel Mvondo Ayolo –, a lui aussi plusieurs fois échappé aux tentatives du secrétaire général pour lui trouver un successeur. « Mvondo Ayolo et Motaze passent également mieux à l'international, même si Ngoh Ngoh a soigné ses réseaux », ajoute notre diplomate.

Hypothétique congrès

Enfin (et surtout ?), le clan du Sud dispose de biens meilleurs atouts au sein du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), dont l'avis pèsera dans le choix du successeur de Paul Biya. « Même si Paul Atanga Nji est au comité central, Ngoh Ngoh est peu implanté au sein du parti au pouvoir, confie l'un de ses cadres. En revanche, René-Emmanuel Sadi et Jacques Fame Ndongo font partie du bureau politique. S'il fallait choisir un camp en urgence, le sien risquerait d'y manquer de soutiens. » Le renouvellement des organes du parti, entamé au cours de l'année 2021 et appelé à se poursuivre jusqu'à un hypothétique congrès national (qui n'a pas eu lieu depuis 2011), pourra-t-il rebattre les cartes avant que n'éclate la guerre de succession ?

« Bien sûr, l'après-Biya est dans toutes les têtes, même si personne ne le dit. Chacun veut se positionner, anticiper et s'arranger pour avoir le plus de soutiens possible dans les organes de décision au moment fatidique », confie notre source au sein de la formation au pouvoir, abandonnant pour un temps la langue de bois de rigueur. Les plus ambitieux des barons de Yaoundé seront-ils pour autant prêts pour la guerre des cent vingt jours, cette bataille qui pourrait s'ouvrir si Paul Biya venait à passer la main brutalement sans avoir dévoilé ses plans ? La partie s'annonce serrée. « Gouverner, c'est prévoir », disait l'ancien président français Adolphe Thiers. Et « ne pas prévoir, c'est déjà gémir », écrivait avant lui Léonard de Vinci. ●

« SI FRANCK BIYA NE SE DÉCIDE PAS, MOTAZE EST UN CANDIDAT SÉRIEUX », RÉSUME UN HABITUÉ DU PALAIS.

LA GARDE RAPPROCHÉE DE…

Mamadi Doumbouya
À vos ordres, mon colonel !

Pour asseoir son pouvoir, le président de la transition peut compter et s'appuyer sur un cercle de fidèles, qu'ils soient dans l'ombre ou en première ligne.

Plus de quatre mois après le coup d'État du 5 septembre 2021 mené par Mamadi Doumbouya, la composition exacte du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) n'a toujours pas été dévoilée. Certains visages connus des Guinéens, apparus aux côtés du numéro un de la junte lors des événements officiels ou s'exprimant en son nom via la diffusion de communiqués, en font néanmoins partie. Tout comme plusieurs civils, très discrets, qui usent – plus ou moins – de leur influence dans l'ombre. Ils ont l'oreille de Mamadi Doumbouya et pourraient bien jouer, par la suite, un rôle crucial. ●

Diawo Barry et Marième Soumaré



AFP

LES HOMMES D'INFLUENCE



DR

AMARA CAMARA

Les deux hommes se sont connus au sein de l'armée guinéenne. Désormais secrétaire général à la présidence, l'ancien porte-parole du CNRD passe au peigne fin toutes les décisions et valide les communiqués de presse avant leur publication. Alors qu'il est jugé « sanguin » par certains, quelques-unes de ses prises de position, peu diplomates, lui ont valu un certain ressentiment dans les cercles du pouvoir.



MAX PPP

ABOUBACAR SIDIKI CAMARA DIT « IDI AMIN »

Ministre délégué à la Défense, il fut le mentor de Doumbouya, qui lui doit son retour en Guinée et son intégration dans l'armée. Lui-même est rentré à Conakry après le coup d'État, dès le 13 septembre. S'il fut proche d'Alpha Condé, ce dernier, inquiet de sa montée en puissance, l'avait finalement éloigné en le nommant ambassadeur à Cuba en 2019. Le général retraité a participé aux discussions qui ont mené à la désignation du Premier ministre Mohamed Béavogui, avant d'être lui-même nommé au gouvernement.



DR

DANSA KOUROUMA

Le 22 janvier, il a été nommé président du Conseil national de transition (CNT). Ce proche de l'ex-Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana dirigeait jusqu'ici le Conseil national des organisations de la société civile et mettait sa connaissance des questions constitutionnelles et électorales au service de la transition. Il avait été chargé par Doumbouya d'étudier les dossiers des candidats potentiels aux différents postes dans les ministères ou l'administration.

DJIBA DIAKITÉ

Il est un ami de longue date du président de la transition. Leur relation remonte au séjour en France de Mamadi Doumbouya, alors légionnaire. Il occupe désormais le poste stratégique de ministre directeur de cabinet à la présidence.



DR

LES AMIS

OUSMANE DOUMBOUYA

Le président de la transition aurait rencontré Ousmane Doumbouya lors de ses pérégrinations en Europe, avant qu'il s'établisse en France et intègre la Légion étrangère. C'est lorsqu'il était en service à l'ambassade de Guinée à Londres en tant qu'agent local, chargé des services généraux, qu'Ousmane Doumbouya a rencontré le chef des Forces spéciales. Recruté dans les années 2010, il est resté à ce poste durant plusieurs années. Proche du chef du CNRD, l'homme d'affaires est rentré à Conakry dès le 5 septembre.

PAPA FOFANA

De son vrai nom Fodé Amadou Fofana, il est un ami de longue date du président de la transition. Il fut pressenti un temps au poste de ministre directeur de cabinet à la présidence, avant d'être écarté lors du processus de sélection. Son amitié avec Mamadi Doumbouya demeure néanmoins intacte.

LES PERSONNES DE CONFIANCE



DR

SADIBA KOULIBALY

Il a été promu par Doumbouya, le 12 octobre, chef d'état-major général des armées. Cet ami de Dansa Kourouma, avec lequel il a partagé le même banc à la faculté de médecine, a rencontré le président de la transition dans les rangs de l'armée.



DR

AMINATA DIALLO

Seule femme connue du CNRD, cette lieutenante-colonelle a évolué au sein de l'intendance militaire. Directrice adjointe des pensions militaires et des anciens combattants, elle a également été officiellement désignée le 13 janvier porte-parole du comité.



DR

BALLA SAMOURA

L'ex-directeur régional de la gendarmerie de Conakry a pris la tête du Haut Commandement de la gendarmerie nationale et de la Direction de la justice militaire. Cet « homme de terrain » a été vu aux côtés de Doumbouya dès les premières heures du coup d'État.

LES PILIERS DU GOUVERNEMENT

BACHIR DIALLO



DR

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile est considéré comme un proche d'Idi Amin, qu'il a connu à l'armée. Ancien attaché militaire à l'ambassade de Guinée à Alger, ce général à la retraite est devenu l'un des hommes de confiance de Doumbouya (tout comme le ministre de l'Administration du territoire, Mory Condé), qui l'a nommé à la tête de la commission interministérielle chargée de récupérer les biens de l'État.

MOHAMED BÉAVOGUI



DR

Le Premier ministre est le visage de la junte à l'international et auprès de la Cedeao. Censé faire bénéficier Doumbouya de son expérience et de son carnet d'adresses en dehors de la Guinée, le technocrate a déjà dû avaler quelques couleuvres. Si des rumeurs de démission ont couru lorsqu'il a critiqué la décision du CNRD de renommer l'aéroport de Conakry du nom de Sékou Touré, il semble prêt à « ravaler sa rancœur » et à continuer à assumer son rôle.

À Abidjan,
le 7 avril 2021.

CÔTE D'IVOIRE

TÉNÉ BIRAHIMA L'AUTRE OUATTARA

Discret mais incontournable, le frère cadet du président est sorti de l'ombre depuis sa nomination comme ministre de la Défense, en mars 2021. Certains voient en lui un potentiel successeur du chef de l'État. Ce que nient les intéressés.

BENJAMIN ROGER, À ABIDJAN

Ils étaient plusieurs centaines, massés dans des gradins décatis. Certains portaient des tee-shirts à l'effigie du héros du jour. D'autres des écharpes lui disant « merci ». Ce 30 décembre 2021, le petit stade municipal de Ouangolodougou avait fait le plein pour célébrer les « actions de développement » menées dans le Tchologo par le fils du pays : pas Alassane Ouattara mais son frère cadet, Téné Birahima.

Pendant longtemps, cet homme de 67 ans, surnommé « Photocopie » pour sa ressemblance physique troublante avec son aîné, a préféré rester dans l'ombre du président plutôt que de s'afficher dans de tels meetings. Rares sont les Ivoiriens à pouvoir prétendre connaître cet homme réservé, qui n'expose jamais sa vie privée – il a une femme et une fille adoptive. Mais le destin l'a poussé dans la lumière après les décès, survenus à quelques mois d'intervalle, du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly puis de son successeur, Hamed Bakayoko.

En mars 2021, après la disparition de ce dernier, Téné Birahima Ouattara est nommé au poste de ministre de la Défense, avec rang de ministre d'État. Figurant désormais en troisième position dans l'ordre protocolaire du gouvernement, l'homme, qui était jusque-là habitué à œuvrer en coulisses, se retrouve propulsé sur le devant de la scène.

« Il aurait préféré rester là où il était, mais on ne fait pas toujours ce que l'on veut, souffle l'un de ses intimes. Il s'est fixé comme devoir de toujours soutenir le président. Son frère a dû faire des sacrifices, il en fait aussi. »

Pour l'entourage du chef de l'État, ce choix était une évidence. Jusque-là ministre des Affaires présidentielles, Photocopie avait la haute main sur les dossiers sécuritaires au palais. Il chapeautait notamment les services de renseignements et siégeait au stratégique Conseil national de sécurité (CNS).

« Sa nomination n'est que la suite logique des choses, justifie un ministre. Depuis que nous sommes au pouvoir, il s'est toujours occupé des questions de défense et de sécurité. Après le décès de Hamed Bakayoko, personne n'était plus légitime que lui pour occuper ce poste, au-delà du fait qu'il est le petit frère du président. » Le placer à la Défense, c'était aussi jouer la sécurité. La →

CYRILLE BAH/ANADOLU AGENCY VIA AFP

→ Côte d'Ivoire sortait alors d'une période électorale tendue, marquée par la reconduction d'Alassane Ouattara au sommet de l'État et par une période de vives contestations lors de laquelle au moins 80 personnes avaient trouvé la mort. Au sein du pouvoir, beaucoup redoutaient une tentative de déstabilisation interne. « Nombre d'entre nous ont été soulagés de voir que c'était lui qui était nommé », résume une figure de l'exécutif.

À part Amadou Gon Coulibaly, qu'Alassane Ouattara considérait comme un « frère », personne n'est aujourd'hui aussi proche du chef de l'État que Photocopie. Entre eux règne une relation de totale confiance, quasi fusionnelle.

Quand le président quitte le pays, le cadet reste pour veiller au grain. Au sommet de l'État, nul n'ignore les liens très étroits qui unissent les deux frères. Lesquels veillent pourtant à respecter les formes lorsqu'ils sont en public et à afficher une certaine distance. « Alassane » et « Ibrahim », en privé, deviennent alors « M. le Président » et « M. le Ministre de la Défense ».

ENTRE EUX RÈGNE UNE RELATION DE TOTALE CONFIANCE, QUASI FUSIONNELLE.

« Il n'y a pas matière à débat »

« Téné Birahima Ouattara voue une grande admiration à son frère, presque un culte », estime un ministre. Depuis toujours, ce personnage discret fait montre d'une loyauté sans faille envers son aîné. Plusieurs le décrivent comme un authentique « légitimiste », comme l'était en son temps un certain Amadou Gon Coulibaly, dont Photocopie était aussi très proche. Suffisant pour voir en lui un éventuel dauphin?

Il n'en est pas question, jurent les Ouattara. Très attaché à son image et à l'héritage qu'il laissera derrière lui, le chef de l'État sait qu'il s'attirerait une avalanche de critiques. Dans une interview à *Jeune Afrique* publiée en septembre 2021, il s'était voulu très clair sur ce sujet sensible : « Il fait du très bon travail et n'est pas intéressé par autre chose que par les responsabilités que je lui confie. Il n'y a pas matière à débat. » « Le président ne lui demandera jamais de lui succéder, car il ne veut pas donner l'impression que nous sommes en monarchie. Téné Birahima est là pour remplir sa mission à ses côtés. Ni plus ni moins, jure l'un de ses intimes. En 2025, il aura 70 ans et il ne se voit pas rester au premier plan. »

Dans les rangs du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), nul doute que cette option susciterait des remous. « Quand Amadou Gon Coulibaly a été désigné, plusieurs avaient marqué leur désaccord, certains avaient même claqué la porte du parti. Imaginez un peu le bazar si, demain, le président choisissait son frère comme dauphin. Son choix serait inévitablement contesté », estime un baron du parti présidentiel. « Au sein du RHDP, poursuit l'un de ses bons connaisseurs, Photocopie est plus craint qu'aimé. Il pèse surtout par le haut, grâce à son patronyme, mais il n'a pas vraiment cultivé d'alliances en interne. »

Les opposants, eux, n'écartent pas l'hypothèse. « Cela serait évidemment choquant, mais nous avons vu tellement de choses avec ce pouvoir que cela ne nous étonnerait pas, raille un proche de Laurent Gbagbo. Avec eux, il faut s'attendre à tout. »

Un autre fidèle de l'ancien président estime qu'Alassane Ouattara pourrait ne pas avoir d'autre choix. « Il sait très bien que sa retraite pourrait être perturbée par plusieurs affaires : la rébellion, les crimes commis pendant la crise postélectorale de 2010-2011, les victimes du bras de fer autour du troisième mandat... S'il veut être tranquille, il n'a pas beaucoup d'options. Soit il meurt au pouvoir, soit il place quelqu'un qui ne trahira jamais ses intérêts. Téné Birahima Ouattara est peut-être le seul à pouvoir remplir ce rôle. »

« Une vraie légitimité au sein du parti »

Une solution intermédiaire pourrait émerger et permettrait à Alassane Ouattara d'éviter les accusations de népotisme tout en étant rassuré. « Il pourrait désigner quelqu'un pour lui succéder à la présidence, comme le Premier ministre, Patrick Achi, et placer son frère à un poste stratégique dans la future équipe », pronostique une source diplomatique.

Dernier de la fratrie derrière Gaoussou, Alassane, Rokia et Sita, Téné Birahima a toujours été en première ligne aux côtés de son aîné. En 1994, il fait partie du petit groupe qui fonde le Rassemblement des républicains (RDR). Signe de son rôle déjà capital, il en est désigné trésorier – fonction qu'il conservera jusqu'à la mise sur pied du RHDP.



Le président et son frère cadet lors du premier congrès du RHDP, le 26 janvier 2019, au stade Félix-Houphouët-Boigny, à Abidjan.

« Il n'est pas là juste parce qu'il est le "frère de", explique un ministre. Il a été de tous les combats. Il a une vraie légitimité au sein du parti, dont il est un des premiers militants. » Prompts à défendre son expérience politique, ses proches mettent volontiers en avant ses différents mandats : député, de 2011 à 2016, puis maire, de 2013 à 2018, de la ville de Kong, le fief familial; président du conseil régional du Tchologo depuis 2018. Jamais loin de son frère quand ce dernier est candidat, il maîtrise toutes les ficelles du métier. Ses détracteurs l'accusent, par exemple, de lancer des campagnes de presse pour polir son image ou écorner celle de ses adversaires.

Avant de s'engager à plein temps dans le sillage d'Alassane Ouattara, Photocopie a d'abord fait carrière dans la banque. Une fois sa maîtrise en économie obtenue à l'université d'Abidjan, il commence par travailler à la Société générale, dans les années 1980, avant de rejoindre la Banque Atlantique, en 1992.

En 1999, Henri Konan Bédié accuse

l'établissement d'être à la solde de son frère aîné, alors opposant, et le pousse à en démissionner. Puis survient le coup d'État du général Robert Gueï, en 1999, l'éviction de Ouattara de la présidentielle de 2000 au nom de « l'ivoirité » et l'élection de Laurent Gbagbo. Téné Birahima Ouattara, lui, a rebondi en créant une société d'import-export de noix de cajou. En 2002, quand la rébellion éclate et que le pays bascule dans la guerre civile, le régime de Gbagbo l'accuse de transporter des armes dans ses camions. Avec sa mère, Hadja Nabintou Cissé, et ses sœurs, il quitte Abidjan pour s'exiler au Mali. Ils n'y reviendront qu'en 2006, après le décès de leur mère.

Bataille d'influence

Démarre alors une longue campagne en faveur de son frère. Lors de la présidentielle de 2010, il se bunkérise avec lui et tout son état-major à l'hôtel du Golf. Ils n'en sortiront qu'en avril 2011, après trois mois de guerre et l'arrestation de Laurent Gbagbo. Direction le palais et la gestion des affaires de l'État. L'argentier du RDR est nommé directeur administratif et financier de la présidence, puis ministre des Affaires présidentielles. Il devient une personnalité incontournable du régime. « Le François Compaoré de Ouattara », sourit un opposant.

Après la réélection de son frère, en 2015, Photocopie se voit confier les dossiers sécuritaires au palais. Sa mainmise sur les services de renseignements fait grincer des dents, en particulier chez Hamed Bakayoko, nommé à la Défense en 2017. « Hamed estimait qu'en tant que ministre il devait tout contrôler. Mais il s'agissait plus d'une bataille d'influence dans leur domaine que d'une vraie rivalité », tempère un membre du gouvernement.

« IL QUITTERA LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL DU TCHOLOGO EN 2023. IL FAUT LAISSER LA PLACE AUX JEUNES. »

Il n'empêche. Les Ouattara se sont interrogés sur les intentions de Hamed Bakayoko. Un an après son décès, certains de ses rivaux au sein du régime l'accusent d'avoir détourné de l'argent pour assouvir ses ambitions. Officiellement, pas question de salir la mémoire du défunt. L'entourage de Téné Birahima Ouattara préfère saluer son « travail formidable pour remettre de l'ordre dans l'armée » après les mutineries du début de l'année 2017. « Aujourd'hui, les choses reviennent à la normale, et Hamed Bakayoko y a été pour beaucoup », assure l'un de ses proches.

Et puis Photocopie a d'autres préoccupations. La menace terroriste, en particulier dans le Nord, contre laquelle il « convient de faire face, sans paniquer », indique l'un de ses collaborateurs, mais aussi le plan de refonte de l'armée, avec pour objectif le rajeunissement des effectifs et le remodelage de la pyramide des grades... En 2022, 3000 soldats vont être recrutés, première vague d'un vaste plan de renforcement qui prévoit 10000 hommes supplémentaires d'ici à 2024.

Du pain sur la planche, donc, pour cet homme réputé méticuleux, voire pointilleux. « Pour l'instant, il fait le job », résume un diplomate étranger, même si l'opposition met plutôt en exergue son « fonctionnement opaque ». « Il y a eu des changements de fournisseurs et des nouveaux contrats signés depuis le décès de Bakayoko. Nous n'avons aucune visibilité dessus. Quand nous posons la question en Commission défense et sécurité à l'Assemblée nationale, nous n'avons aucune réponse. Tout est caché », critique un opposant membre de ladite commission. « Ministre de la Défense, c'est un poste enviable pour se constituer un butin de guerre, c'est bien connu, lance une figure pro-Gbagbo. »

Des accusations balayées par les proches de Photocopie, qui démentent tout détournement ou malversation. « Il est au contraire très vigilant sur les questions financières, assure une source gouvernementale. Il regarde les chiffres à la virgule près et fait très attention aux dépenses. La preuve en est qu'il a plutôt la réputation d'être pingre et de ne "pas donner". »

Si l'avenir de Photocopie reste largement suspendu à ce que décidera Alassane Ouattara, son entourage assure déjà qu'il ne briguera plus de mandat. « Il quittera la présidence du conseil régional du Tchologo en 2023. Il faut laisser la place aux jeunes », indique l'un de ses proches.

L'application du fameux « renouvellement générationnel » prôné par Ouattara ? Selon l'entourage de son cadet, les deux frères sont sur la même ligne, à savoir que les « personnes d'un certain âge ne puissent pas se présenter à la présidence ». En clair : la réintroduction de la limite d'âge à 75 ans pour briguer la magistrature suprême est bien sur la table, après avoir été retirée de la Constitution adoptée en 2016. De quoi permettre à Alassane Ouattara (80 ans) de régler définitivement les cas de ses rivaux Laurent Gbagbo (76 ans) et Henri Konan Bédié (87 ans). ●



L'ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE
DE LA CYBERSÉCURITÉ
ET DE LA DATA EN AFRIQUE

9 & 10 MAI 2022
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE

INSCRIPTION
www.cyberafricaforum.com



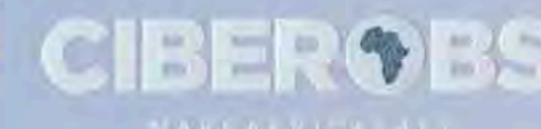
SUIVEZ-NOUS


@CYBERAFRICAFORUM


CONTACT@CYBERAFRICAFORUM.COM

ORGANISATEURS





POLITIQUE **RD CONGO**

RENCONTRE AVEC

Eddy Kapend, gardien des secrets de Laurent-Désiré Kabila

L'ancien aide de camp du président assassiné en 2001 a passé vingt ans derrière les barreaux. Gracié il y a tout juste un an, celui qui fut le détenu le plus célèbre du Congo s'est confié à *Jeune Afrique*.

ROMAIN GRAS, ENVOYÉ SPÉCIAL À KINSHASA

Eddy Kapend a retrouvé le plaisir des choses simples. Celui d'une après-midi au bord de la piscine d'une *guest house* de Kinshasa. Celui d'une gorgée bien fraîche de Simba, la bière brassée dans son Katanga natal, qu'il savoure entouré de ses proches et de son chien, Capitaine. « Il a le grade, mais il ne montera jamais plus haut », sourit l'ancien colonel.

C'est flanqué d'un simple garde militaire qu'Eddy Kapend se présente sur la terrasse d'un hôtel de Ma Campagne, l'une des communes de Kinshasa. L'homme qui nous reçoit en cette chaude matinée prend le temps de saluer le personnel. Il affiche une certaine décontraction. Il sait qu'il revient de loin. Principal accusé lors du procès de l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila, Eddy Kapend a été condamné aux côtés d'une trentaine d'autres personnes à la peine capitale en janvier 2003. L'image du verdict est restée célèbre. On l'y voit écouter la sentence, le regard droit, puis être « dégradé » en pleine audience, tandis que les photographes se battent pour immortaliser ce moment de l'Histoire.

Dix-huit ans plus tard, une casquette camouflage a remplacé le béret, mais Eddy Kapend a peu changé, s'appliquant toujours à ne laisser transparaître aucune émotion. « J'ai souffert en prison, mais pas plus que les autres », dit-il, évoquant ces premiers jours passés sous une cagoule dans le pavillon 1 de la prison de Makal. « Le pire dans la détention, ce n'est pas la faim, la persécution ou les moustiques. Ce qui fait mal, c'est d'être innocent et injustement persécuté. C'est une cicatrice indélébile. »

Jugés pour « attentat, tentative de coup d'État, complot, association de malfaiteurs, disparition d'armes de guerre, abandon de poste [et] trahison », Kapend et ses coaccusés encore en vie ont finalement bénéficié d'une grâce présidentielle, le 1er janvier 2021. « Félix Tshisekedi m'a libéré, souffle-t-il. J'étais mort, il m'a sauvé la vie. Je lui dois mon indéfectible loyauté. »

Depuis, l'ancien colonel, qui a toujours clamé son innocence, a fait le choix de la discrétion. Un « droit de réserve » qu'il dit observer de son plein gré, ne souhaitant pas rouvrir le livre de ces années au service du Mzee, pour qui il rappelle dès qu'il le peut son attachement.

> **« Félix Tshisekedi m'a libéré. J'étais mort, il m'a sauvé la vie. Je lui dois mon indéfectible loyauté. »**

Le jour du drame, Laurent-Désiré Kabila est en pleine discussion avec son conseiller, Émile Mota. Les deux hommes planchent sur la composition de la délégation qui doit accompagner le chef de l'État au sommet Afrique-France de Yaoundé lorsqu'un claquement de bottes à l'entrée du bureau attire l'attention du président. Il s'agit du soldat Rachidi Kasereka. En quelques secondes, tout bascule.

Trois balles à bout portant

Il n'est pas encore 14 heures, ce 16 janvier 2001. Le corps du président gît sur le fauteuil beige. Il a été touché par trois balles, tirées à bout portant. Alerté par les détonations, Kapend fait irruption dans la pièce. L'assassin, qui tente de s'échapper, est rapidement intercepté par un autre garde, qui lui tire dans les jambes. Mota, sous le choc, hurle en swahili qu'il s'agit de l'homme qui a tué le président. Selon le tribunal qui l'a condamné, c'est à ce moment-là qu'Eddy Kapend prend la décision de l'abattre.

Ce geste, l'ancien colonel nie l'avoir commis, tout comme il dénonce des « contre-vérités » répandues pour lui nuire. Mais lorsqu'on l'interroge sur le déroulement de cette journée, il élude : « Ce sont des questions clés auxquelles je suis le seul à pouvoir répondre et je ne peux pas donner des moitiés de réponse, sinon je laisse la voie libre à toutes les interprétations. » Les membres du cabinet du président sont prévenus au compte-gouttes. « Je les appelle un par un, mais je ne leur dis pas tout, simplement que quelque chose de grave s'est passé et qu'il faut qu'ils se rendent à l'hôtel Intercontinental, le plus sécurisé de la ville », raconte Kapend. À Kinshasa, dans les capitales voisines et à Bruxelles, l'information gagne en crédibilité. Kapend et d'autres prennent la décision d'envoyer le corps au Zimbabwe. Officiellement, Kabila n'est que blessé, mais Kapend le sait, il l'a vu : le Mzee n'est plus.

Un dispositif de crise se met en place. Le Congo n'a plus de président. Une réunion est organisée en urgence. Autour d'Eddy Kapend, Gaëtan Kakudji, le puissant et ambitieux ministre de l'Intérieur, Abdoulaye Yerodia, celui des Affaires étrangères, ou encore Mwenze Kongolo, chargé de la Justice. Des représentants militaires zimbabwéens et angolais sont aussi autour de la table. Il faut trouver un successeur qui fasse consensus. Kapend est-il tenté? Les Angolais, que l'aide de camp connaît bien, y seraient potentiellement favorables, mais le colonel décline. Craint-il de passer pour l'instigateur du meurtre? Devant ses juges, il affirmera n'avoir jamais eu l'intention de prendre le pouvoir. Mais un autre événement alimente les suspicions. Le jour même, il lance à la télévision nationale un appel au calme et intime aux militaires de rester dans leur caserne et de n'utiliser leurs armes « que sur ordre de la hiérarchie ».

Dernier rempart

« Personne d'autre que moi ne pouvait parler à la place de Kabila, se défend-il encore des années plus tard. En tant que chef d'état-major particulier, on est le dernier rempart du président. Ici, il n'y avait pas de Parlement. Donc, oui, j'avais plus de prérogatives que d'autres. Il n'avait que moi comme partenaire intime. » Le seul avion autorisé à atterrir à Kinshasa le lendemain est celui transportant Joseph Kabila. Arrivé du Katanga sous escorte zimbabwéenne, le fils du Mzee est âgé de 29 ans. Il est le plus petit dénominateur commun sur lequel les participants à la réunion de crise ont réussi à s'entendre. Galonné mais introverti, il prend la tête d'un pays au bord de l'implosion.

Une fragile transition s'amorce, entre urgence protocolaire et rivalités de palais. Quelques semaines plus tard, le 24 février, Eddy Kapend est mis aux arrêts. « Les gens politisent tout et ne comprennent pas ce qu'il s'est passé, s'agace-t-il. Moi, je sais qu'il y a eu un complot contre le président. Lui-même le savait, c'est pour cela qu'il mettait en place des stratagèmes secrets pour se protéger, que nous nous cachions parfois pour nous parler. »

Vingt ans après la mort du Mzee, cette journée demeure l'une des plus grandes énigmes de l'histoire du Congo. Qui a armé le bras →



« Le pire dans la détention, c'est d'être innocent et injustement persécuté », explique-t-il à Jeune Afrique (ici, en janvier 2021).

ARSENE MPIANA/AFP

→ de Rachidi Kasereka ? Laurent-Désiré Kabila a-t-il été trahi par son entourage ? Avait-il simplement trop d'ennemis ? « Pour comprendre pourquoi le président était anxieux, il faut savoir comment il en était arrivé là », justifie Kapend.

Retour en 1997. Le 17 mai, les troupes de l'Alliance démocratique pour la libération du Congo (AFDL), soutenues par Kigali et Kampala, pénètrent dans Kinshasa, signant la fin des trente-deux années de règne de Mobutu Sese Seko. Kapend est l'un des commandants des rebelles, dont l'offensive a été conduite par un puissant général rwandais, James Kabarebe.


ARSENE MPIANA/AFP

Le 8 janvier 2021, célébrant la grâce présidentielle qui lui a été accordée.

Influent et omniprésent

Laurent-Désiré Kabila entame une reprise en main musclée du pays. Kabarebe est nommé chef d'état-major. Kapend, lui, devient adjoint du directeur des communications à l'état-major général et assiste un certain John Numbi, dont il a fait la connaissance dans les années 1990. Un jour, Kabila lui demande d'interroger une liste de personnalités qu'il considère comme des traîtres potentiels. « Quelques jours après que j'ai rendu mon rapport, le président m'a convoqué. Il a dit qu'il voulait me nommer aide de camp. C'est James [Kabarebe] qui m'a appris le b.a.-ba du métier, puisqu'il a lui-même été l'aide de camp de Paul Kagame », se souvient Kapend.

À partir de la fin 1998, au palais de Marbre, le chemin menant au bureau du président passe par celui d'Eddy Kapend. Influent auprès des militaires, il est omniprésent, quoique toujours dans l'ombre. « Laurent et moi, on se connaissait. Il y avait de la confiance entre nous. Cela a beaucoup joué quand la guerre est arrivée. »

Car, entre le président et ses voisins, la rupture est inévitable. Kabarebe est limogé en juillet 1998. Quelques jours plus tard, le Mzee annonce mettre un terme « à la présence des militaires rwandais qui ont assisté [son pays] pendant la période de libération ». Le dernier avion militaire rwandais quitte la RDC le 31 juillet. Dans la soirée du 2 août, Eddy Kapend est alerté par un soldat que des tirs retentissent dans Kinshasa. « Je sors du palais et je vois des lumières rouges qui fusent dans le ciel. J'informe le président qu'il n'est pas prudent de sortir de chez lui », raconte Eddy Kapend. Les unités rebelles sont rapidement maîtrisées. « Pour nous, c'était terminé. »

Mais à l'autre bout du pays, le destin de Laurent-Désiré Kabila à la tête du Congo a déjà basculé. Les rumeurs d'une entrée prochaine de l'armée rwandaise se multiplient. Kabila convoque tous les commandants d'unité à Kinshasa. Objectif : s'assurer du moral des troupes et faire en sorte que chacun reparte, en avion, avec suffisamment d'armes et d'argent pour rester loyal. « Mais certains de nos commandants dans l'Est nous ont trahis pour enrichir la rébellion. Lorsque j'ai réussi à joindre l'un d'eux, il m'a répondu : "Colonel, sachez que je ne dépends plus de vous." »

À peine plus d'un an après son arrivée au pouvoir, le Mzee est empêtré dans une nouvelle guerre. Se doute-t-il que ses jours sont comptés ? « Après le 2 août, il a compris que le danger était réel. Il était bien placé pour savoir que ses ennemis étaient capables de renverser des régimes », poursuit Kapend.

Chaque jour, le chef de l'État est informé de l'état de l'avancée des rebelles. Lorsqu'il doute de sa sécurité dans son propre palais, il s'en extirpe pour brouiller les pistes, multiplie les voyages, dort à l'improviste dans des paillotes ou sous des tentes militaires. Il ne se sent plus à l'aise nulle part. Kapend en est convaincu : « Le pire est arrivé parce qu'il y a eu trahison. »

Il n'en dira pas plus. Le 16 janvier 2018, prenant la parole devant d'autres détenus le jour anniversaire de la mort de Kabila, il affirmera que « tous les assassins, les traîtres et les commanditaires sont en liberté » et que « ne sont en prison que les innocents ». Aucune réouverture du procès n'est pour autant à l'ordre du jour. Patient, l'ancien aide de camp s'est mis à la rédaction de ses Mémoires. Trois tomes qui, peut-être, permettront de lever le voile sur les zones d'ombre qui, vingt et un ans plus tard, entourent encore l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila. ●

OLYMPEMEDIA
linfodrome.ci lekiosque.ci
Les éclaireurs

365 jours d'info en continu à partager encore avec vous cette année. Restez connectés !

Bonne & heureuse année
2022



service.marketing@olympemedia.com
27 21 21 28 00



VINCENT FOURNIER/JA

Tribune

Achille Mbembe
Historien et politologue camerounais

Pourquoi l'Europe doit s'arrimer à l'Afrique

Au sortir de la guerre froide, l'on se serait attendu à ce que l'Europe développe une véritable stratégie globale avec l'Afrique. Tel n'est toujours pas le cas. En dépit des déclarations, le continent ne constitue toujours pas une priorité de l'agenda des Européens, qui ne disposent d'aucune analyse géopolitique significative le concernant. Bien qu'elle y affronte une rude concurrence issue des pays émergents, l'Union européenne (UE) persiste trop souvent à n'y voir qu'une vaste zone d'instabilité et d'insécurité et une région périphérique qui pourrait servir de point de ralliement négatif pour la défense des intérêts de ses États, à commencer par la lutte contre l'immigration.

Pour les années qui viennent, la Commission européenne a décidé de redéfinir la stratégie de l'UE avec l'Afrique sur la base de cinq partenariats thématiques : la transition verte et l'accès à l'énergie ; la transformation numérique ; la croissance et les emplois durables ; la paix et la gouvernance ; les migrations et les mobilités. Encore faut-il que ceux-ci résultent d'une véritable analyse géopolitique du continent sur le moyen terme (2050-2060).

Par ailleurs, en dépit de quelques avancées, de nombreux différends persistent. Avec près de 30 milliards d'euros annuels alloués à l'Afrique, l'UE demeure l'un des premiers bailleurs sur le continent, devant les États-Unis, le Japon ou la Chine. Elle y est aussi le premier investisseur. Mais cette position est loin d'être garantie. L'UE ne s'est pas seulement élargie. Les nouveaux États membres s'intéressent davantage aux Balkans et aux frontières orientales de l'Union qu'à l'Afrique.

De plus, les relations entre l'UE et l'Afrique sont plus complexes que les flux d'aide publique. Et, là encore, les contradictions sont nombreuses. Si les négociations entre l'Union et les ACP (incluant l'Afrique subsaharienne, les pays des Caraïbes et du Pacifique) ont débouché sur un nouveau « partenariat » post-Cotonou

> **Lors du sommet UA-UE, un engagement historique doit être pris entre les deux partenaires.**

en décembre 2020, les changements enregistrés sont, en réalité, dérisoires.

En outre, les relations commerciales sont définies à travers des accords avec les différentes sous-régions africaines, tandis que les pays d'Afrique du Nord font l'objet d'un traitement à part, dans le cadre des accords d'association réservés aux pays dits du voisinage, qui ont permis à l'UE d'imposer l'obligation de réadmission des migrants illégaux dans leur pays d'origine.

Fatales contradictions

En lieu et place d'une action internationale européenne commune, l'UE traite avec une multitude d'instances africaines par lesquelles passent la plupart de ses initiatives. En préconisant le maintien de relations euro-africaines bilatérales, elle s'interdit de repenser les échelles pertinentes des relations dans un contexte où, comme on l'a vu précédemment, la géographie internationale et économique des États africains est en pleine recomposition et où la priorité devrait être davantage accordée au transfrontalier.

Lors du prochain sommet UE-UA, un engagement historique doit donc être pris, en vue d'un véritable acte fondateur entre les deux continents. Un tel acte doit mettre à plat les politiques actuelles (commerciale, agricole, industrielle, migratoire, environnementale, scientifique et universitaire). Il doit surtout faire progresser l'intégration intra-africaine et développer les interconnexions avec l'Europe. Il ne peut pas être fondé sur le vieux socle de l'Eurafrique



MARY EVANS/SIPA

Pose des premiers rails du chemin de fer reliant Le Cap au Caire, près de la ville congolaise de Bukama, en 1914.

dont on a vu les fatales contradictions. Afin de tourner le dos aux approches fragmentaires et aux déséquilibres du passé, des mécanismes de gouvernance conjointe doivent être mis en place. Ils devraient déboucher sur la création d'une véritable commission euro-africaine permanente.

L'objectif stratégique doit être d'arrimer les deux continents l'un à l'autre. Une étape cruciale dans cette perspective est d'accroître significativement la connectivité intra-africaine. Cinq types d'alliance sont nécessaires : agricole, technologique et industrielle, numérique et culturelle, pour la démocratie ainsi que pour les infrastructures transfrontalières.

Comme les États coloniaux de la fin du XIXe et du début du XXe siècle l'avaient bien compris, le plus grand obstacle à la transformation de l'Afrique est la faiblesse en matière de connectivité physique et infrastructurelle. Celle-ci a toujours été l'un des plus grands obstacles au développement des marchés régionaux. Les grands axes transcontinentaux imaginés à l'époque coloniale, à l'exemple du transsaharien, de la transsahélienne ou du chemin de fer du Cap au Caire visaient précisément à surmonter ce goulot. Ils doivent être réactualisés. Que dire du coût des services maritimes ? Supérieur de 40 % à la norme mondiale, il pourrait être abaissé avec la décongestion des infrastructures portuaires, puis l'intégration entre les ports africains, et entre ceux-ci et leurs hinterlands régionaux.

Interconnexions

De considérables externalités positives pourraient aussi être dégagées grâce à l'interconnectivité des réseaux électriques nationaux. En effet, en matière énergétique, le renforcement des boucles électriques régionales pourrait, en combinaison avec le développement des énergies renouvelables, propulser les zones considérées à présent comme hostiles au développement.

Si la priorité doit être accordée à l'interconnexion des réseaux électriques, au développement des chaînes logistiques terrestres, aériennes et maritimes et à l'intégration des écosystèmes numériques africains et européens, un soutien équivalent doit être accordé aux investissements industriels en

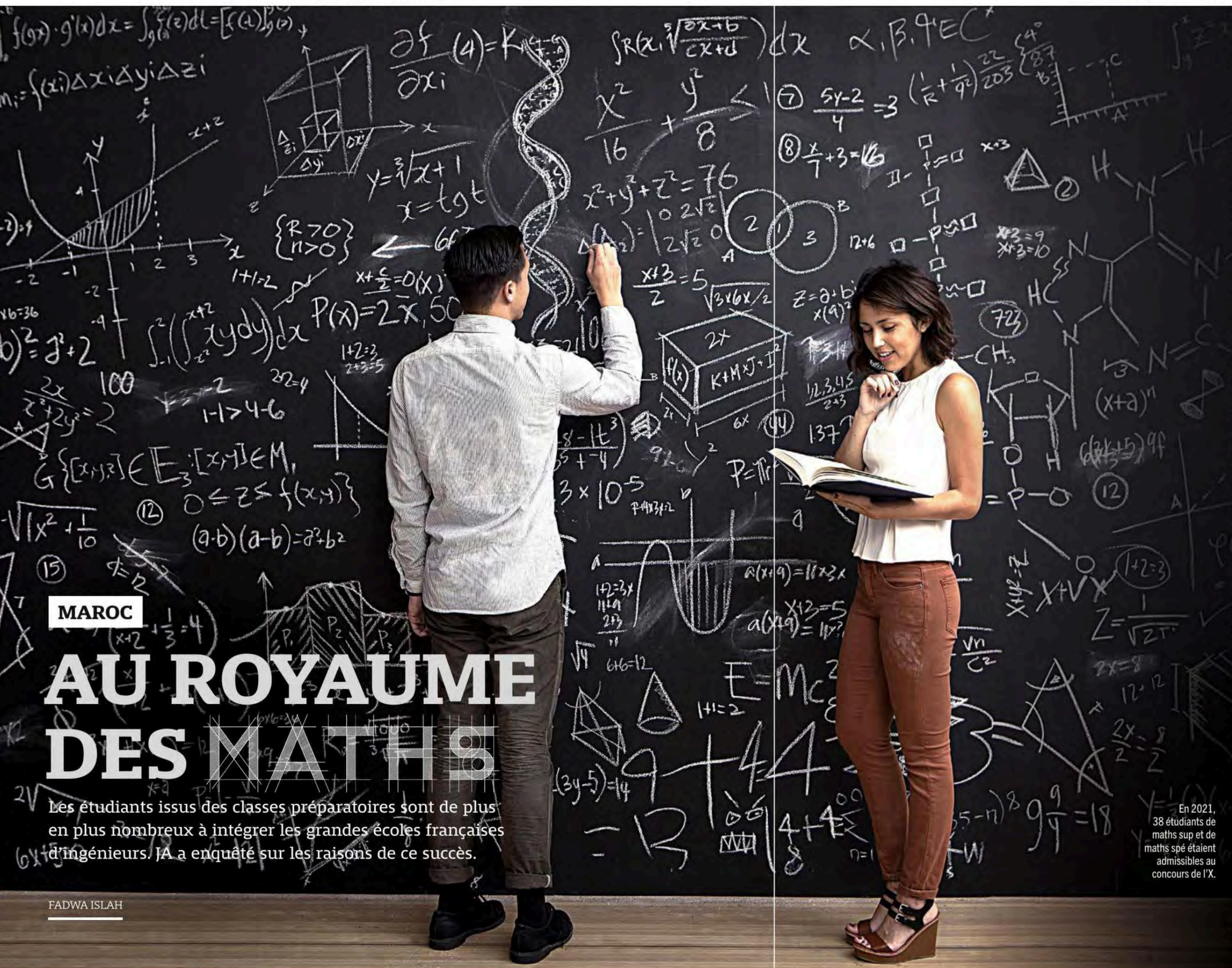
> **Bruxelles peut accompagner le continent dans un processus d'industrialisation.**

Afrique. Il est en effet possible de favoriser la constitution de filières industrielles intégrées à l'échelle euro-africaine. Au fur et à mesure que la Chine passera du statut d'usine du monde à celui de premier marché planétaire, de véritables investissements manufacturiers pourront se faire en Afrique, au-delà des zones franches chinoises en Égypte et en Éthiopie. Des chaînes de valeur régionales pourront voir le jour sur le continent lui-même. Elles reposeront sur des échanges de produits intermédiaires.

L'Union européenne peut accompagner le continent dans ce processus d'industrialisation. La transformation agro-industrielle, mais aussi des investissements dans les domaines de l'eau, de l'énergie solaire et du sol représentent de ce point de vue un point de départ privilégié puisqu'ils relieraient en un même faisceau les enjeux politiques, économiques, sanitaires et environnementaux.

Il n'y aura donc pas de refondation des relations entre l'Afrique et l'Europe sans une stratégie pour la connectivité. Mieux arrimer les continents africain et européen l'un à l'autre implique de soutenir la connectivité transafricaine en matière énergétique, physique et numérique. Il implique aussi de faire émerger une nouvelle alliance pour la démocratie, condition sans laquelle on bâtira sur du sable. ●

POLITIQUE **MAROC**



MAROC

AU ROYAUME DES MATHS

Les étudiants issus des classes préparatoires sont de plus en plus nombreux à intégrer les grandes écoles françaises d'ingénieurs. JA a enquêté sur les raisons de ce succès.

FADWA ISLAH

En 2021, 38 étudiants de maths sup et de maths spé étaient admissibles au concours de l'X.

C'est un fait désormais établi : de plus en plus de Marocains intègrent chaque année les grandes écoles françaises telles que Polytechnique (X), CentraleSupélec, Mines ou Ponts et Chaussées. En 2021, au concours de l'X, 38 étudiants issus des classes préparatoires maths sup et maths spé du royaume ont été admissibles. La prestigieuse école accueille aujourd'hui 160 élèves répartis entre le cycle d'ingénieur, le master et le doctorat. Un record qui a poussé le quotidien français *Le Figaro* à s'interroger, en décembre 2021, sur cette « insolente » réussite des Marocains et leur « incroyable » niveau en mathématiques.

Un article qui, pour beaucoup de Marocains, notamment les anciens élèves et les étudiants des grandes écoles d'ingénieurs, est mal passé. « Le papier utilise des mots très maladroits comme "insolent", laissant entendre que ce succès est déplacé. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il y aurait subitement une sorte de ruée vers les grandes écoles françaises ou, pis, un grand remplacement… ? Ou cette réussite serait-elle malvenue, car elle concerne des personnes issues d'un pays autrefois sous protectorat français ? » s'interroge un haut commis du royaume chérifien, ancien de l'X, qui souligne que « cet article n'est pas conforme à la réalité du terrain, et son timing est étonnant puisque la présence notable des étudiants marocains dans les grandes écoles d'ingénieurs n'est pas une nouveauté. »

Le circuit d'excellence des élites

En effet, depuis les années 1940 et 1950, nombreux sont les Marocains passés par le fameux circuit d'excellence classes préparatoires et grandes écoles françaises. Ils ont constitué et constituent toujours l'élite de l'État marocain et du secteur privé. Ministres, walis, gouverneurs, patrons de banque, grands industriels, chercheurs… Les ingénieurs diplômés de Polytechnique ou de Centrale représentent la colonne vertébrale de la technocratie du royaume. Qu'on en juge : l'ancien ministre et figure de proue de l'Istiqlal M'hamed Douiri (X), le conseiller royal Meziane Belfkih (Ponts et Chaussées), l'ex-PDG de la Royal Air Maroc Driss Benhima (X), l'ex-ministre de l'Éducation nationale Mohamed Hassad (X-Ponts), l'actuel ministre de l'Intérieur, Abdelouafi Laftit (X), le ministre de l'Éducation nationale, Chakib Benmoussa (X), l'ex-ministre des Finances Mohamed Boussaïd (Ponts et Chaussées), l'ancien ministre des Transports Karim Ghellab (Ponts et Chaussées), les frères Adil et Ismail Douiri (respectivement Ponts et Chaussées et X), l'actuel ambassadeur du Maroc à Paris,

GETTY IMAGES

POLITIQUE **MAROC**

Mohamed Benchaaboun (Télécom Paris), Rachida Benabdallah (X), l'administratrice du groupe Saham, Ghita Lahlou (Centrale)...

Le parcours professionnel des élèves marocains à la sortie des grandes écoles a de quoi faire rêver. « L'histoire contemporaine du Maroc est peuplée de ministres et autres grands commis de l'État diplômés de Polytechnique, Ponts et Chaussées... Cela motive les élèves comme les familles, quelle que soit leur origine sociale. Ceux issus des classes moins favorisées veulent mettre toutes les chances de leur côté pour s'en sortir, s'élever socialement. Pour ceux issus de l'élite, c'est une question de prestige et la possibilité d'être dans les cercles du pouvoir », nous explique Si Mohamed Koumtani, professeur agrégé de mathématiques qui a enseigné durant plusieurs années au Maroc, à Rabat. Les mathématiques sont certes un formidable carburant pour s'assurer un bel avenir professionnel dans le monde entier, mais la particularité du Maroc c'est que les familles comme les élèves en sont largement conscients et travaillent tôt dans ce domaine : « Dès le collège, les élèves sont entraînés à l'extrême en maths. D'ailleurs, même quand ils ont de bons résultats, les parents les poussent toujours à travailler plus, à prendre de l'avance sur le programme, ils leur paient des cours particuliers », ajoute le professeur Koumtani.

Un point de vue partagé par cet étudiant marocain en 3e année à CentraleSupélec qui a effectué sa prépa en partie au lycée Ibn Timiya de Marrakech, puis à Louis-le-Grand, à Paris : « Dès le plus jeune âge, au Maroc, un bon élève est un élève qui a de bons résultats en maths, contrairement au système français, qui a une approche plus polyvalente et met aussi l'accent sur d'autres matières, comme le français, l'histoire... Bien avant la prépa, les professeurs de mathématiques sont très impliqués. Le programme enseigné est costaud par rapport à celui qu'on trouve dans les manuels français. Ce qui, bien sûr, n'est pas en faveur des élèves moyens, mais va stimuler énormément les élèves brillants et les pousser à se dépasser. »

D'ailleurs, le nombre d'heures consacrées aux mathématiques en terminale scientifique est bien plus important au Maroc qu'en France, et l'écart s'est encore creusé ces dernières années avec la réforme des lycées dans l'Hexagone. « La France a un niveau très médiocre en maths. Elle occupe le 26e rang pour les élèves de 15 ans dans le classement international Pisa, très loin derrière les pays asiatiques, le Canada ou le Royaume-Uni. Cela contribue peut-être à expliquer la performance des Maghrébins aux concours... », rappelle ce polytechnicien, agrégé de mathématiques, aujourd'hui installé au Royaume-Uni. Ce que nous confirme Allal Chabchi, agrégé de mathématiques qui enseigne actuellement en classe préparatoire aux grandes écoles d'ingénieurs au Lydex de Ben Guérir, après plusieurs années au lycée Ibn Timiya de Marrakech : « Le programme marocain de mathématiques a l'avantage d'aller bien au-delà des notions de base de l'apprentissage de la logique et des notions usuelles de suites, de fonctions ou de probabilités enseignées habituellement en France. Dès la classe de terminale, on initie les élèves à des concepts abstraits d'algèbre ou de géométrie, comme les notions de morphisme, de groupes, d'anneaux, de corps ou d'espaces vectoriels, ainsi qu'une bonne dose d'arithmétique. »

Programme ambitieux

L'objectif de cette démarche, assumée par les enseignants marocains, est clair. Comme nous le précise le professeur Chabchi, qui a préparé plusieurs cohortes d'élèves à intégrer Polytechnique ou Centrale, il s'agit de « constituer une base solide pour les élèves afin qu'ils soient prêts à affronter le programme de mathématiques assez ambitieux des prépas ». Et de préciser que « le programme contient, en plus de celui des prépas françaises, d'autres notions plus théoriques comme la complétude, la convergence de variables aléatoires, l'holomorphie. Même si ces notions ne sont pas prévues aux concours français, elles offrent aux élèves brillants une meilleure visibilité et peuvent favoriser une résolution d'exercices ardus. »

Pour la majorité des personnes interrogées par JA, qu'elles soient d'anciens élèves, des professeurs en classes préparatoires ou des étudiants en grandes écoles, le niveau des Marocains en maths et leur réussite aux concours ne reposent absolument pas sur un supposé gène ou une prétendue bosse des maths, mais sur une série de facteurs comprenant à la fois la très grande motivation des élèves, le soutien des familles, un programme ambitieux en mathématiques, un travail colossal, ainsi qu'une connaissance très fine du système des concours français... « L'excellence et la réussite sont la conséquence immédiate de la détermination, de l'engagement et de la préparation de l'élève, quelle que soit son origine. Il y a des gens brillants et travailleurs partout. Mais il est probable que le fait qu'il y ait eu plusieurs générations de Marocains anciens élèves de grandes écoles favorise cette réussite. Non seulement ils représentent un modèle, mais leur expérience constitue aussi une source précieuse d'information sur les astuces et les méthodes utiles lors des concours. On trouve d'ailleurs des fratries, voire plusieurs générations au sein d'une même famille marocaine, de polytechniciens ou de centraliens », témoigne un ancien directeur de recherche au CNRS passé par le lycée Mohammed-V de Casablanca.

> Le nombre d'heures consacrées aux mathématiques en terminale scientifique est bien plus important qu'en France.



CHADI/XINHUA-REA

Examen du bac, le 3 juillet 2020, à Salé.

Un avis partagé par le professeur Allal Chabchi : « Les élèves marocains ont probablement une longueur d'avance sur pas mal d'autres candidats étrangers. Ils sont majoritairement bien informés sur les attendus pédagogiques des concours français grâce au retour d'expérience des anciens lauréats, mais aussi par le biais de leurs lycées, où certains professeurs sont eux-mêmes issus de ce parcours, et aujourd'hui par celui des plateformes web, les forums, les réseaux sociaux. »

Il rappelle au passage qu'à ces éléments vient s'ajouter le fait que les élèves des prépas au Maroc ont été sélectionnés parmi les meilleurs de toutes les régions, même les plus reculées : « La majorité des élèves est passée par des étapes éliminatoires [locales, régionales ou nationales], par les Olympiades de mathématiques, qui testent leurs capacités de modélisation et de résolution de problèmes concrets et complexes mobilisant plusieurs savoir-faire, ce qui stimule leur esprit d'analyse, d'autonomie, d'ouverture, et anime leur sens du défi et de la concurrence. De plus, ce genre de compétitions nourrit sans doute l'amour et l'attachement aux mathématiques chez les jeunes. Une autre particularité du pays : chaque année, à l'issue du baccalauréat, les élèves ayant obtenu la note 20/20 [ou très proche] dans une discipline scientifique sont sélectionnés pour passer un concours afin de décrocher des bourses au mérite. Ce type d'activité ne peut que motiver ces élèves à approfondir leurs connaissances et à se familiariser à l'esprit de concours une fois en prépa. »

Pris en charge de A à Z

À côté de ces aspects, il convient de mentionner aussi les efforts du ministère ou des associations civiles dans l'aide et la prise en charge des élèves lors de leurs déplacements en France pour passer les épreuves orales d'admission déterminantes. Mais si la réussite des Marocains aux concours des grandes écoles n'est pas nouvelle, le phénomène a pris beaucoup d'ampleur ces cinq dernières années. Surtout après la création du lycée pilote d'excellence de Ben Guérir (Lydex).

« Ce nouveau lycée pilote a sans doute contribué et contribuera à booster la totalité du système des classes préparatoires marocaines. Pas moins d'une trentaine d'élèves du Lydex ont intégré l'École polytechnique ces trois dernières années. Avec un tel palmarès, le système est devenu de plus en plus attractif, la concurrence plus rude, et le niveau des élèves n'a cessé de progresser ; les professeurs sont amenés à faire de plus en plus d'efforts pour maintenir ce niveau d'excellence, ce qui se traduit par les bons résultats enregistrés récemment », témoigne le professeur Chabchi.

« Les élèves sélectionnés pour entrer en maths sup au Lydex viennent de milieux divers et de tous les lycées du Maroc, ceux des villes comme ceux des régions les plus reculées. Ils bénéficient d'un cadre de vie agréable où ils n'ont pas à se soucier des contingences logistiques puisqu'ils sont pris en charge de A à Z, bichonnés, nourris, blanchis, sans aucun souci matériel, logés dans un endroit consacré au travail, loin de l'agitation des grandes villes. Et le plus important : ils sont encadrés et coachés par un corps professoral d'élite, issu des rangs de l'Éducation nationale et qui a une expérience importante de la prépa », raconte notre ancien directeur de recherche au CNRS, lui-même diplômé de Polytechnique et dont le fils est scolarisé au Lydex en prépa. Alors, les Marocains, des génies des mathématiques ? Pas vraiment. « Si on accomplit le même vaste travail de sélection et d'accompagnement en Algérie, en Égypte ou ailleurs, il est probable qu'on obtienne des résultats similaires », conclut le chercheur. ●



Malgré la désillusion, le sélectionneur national Djamel Belmadi, qui a fait de l'équipe nationale une machine à gagner, demeure extrêmement populaire.

ANS/APP/MAXPPP

ALGÉRIE

FENNECS BLUES

Dans un pays où les occasions de se réjouir se font rares, l'élimination prématurée des Verts à la Coupe d'Afrique des nations a pris des allures de drame national.

POLITIQUE **ALGÉRIE**



MOUSAAB ROUIBI/ANADOLU AGENCY VIA AFP

Retour triomphal des Fennecs à Alger, le 19 décembre 2021, après son sacre à la Coupe arabe, au Qatar.

FARID ALILAT

Fiasco, raclée, humiliation, rouste. Les Algériens n'ont pas de mots assez durs pour qualifier l'élimination surprise de l'équipe nationale dès le premier tour de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui se dispute jusqu'au 6 février, au Cameroun. Deux défaites, un match nul, un seul but inscrit pour quatre encaissés : le bilan résume le calvaire vécu par les champions d'Afrique 2019. Les « Guerriers du désert » se voyaient déjà défiler en bus à impériale à Alger, mais, ce soir du 20 janvier, c'est battus, abattus, que « les z'hommes » quittent la pelouse du stade Japoma de Douala, derniers d'un groupe qui comportait les modestes sélections de la Sierra Leone et de la Guinée équatoriale.

« On ne connaissait pas la défaite. C'est un sentiment amer, détestable, qui me tue de l'intérieur. » Devant les journalistes, Djamel Belmadi, sélectionneur national depuis 2018, a bien synthétisé l'immense déception ressentie après la défaite sans appel (3-1) contre la Côte d'Ivoire. Belmadi n'est pas le seul à être rongé par cette élimination prématurée. Après une incroyable série de 35 matchs sans défaite et une Coupe arabe remportée en décembre 2021, au Qatar, 44 millions d'Algériens attendaient un nouveau sacre. Au point, peut-être, de perdre de vue que la CAN était une compétition autrement plus relevée.

LES CHAMPIONS D'AFRIQUE SORTANTS RESTAIENT SUR UNE INCROYABLE SÉRIE DE 35 MATCHS SANS DÉFAITE. LA DÉCEPTION N'EN EST QUE PLUS AMÈRE.

La grande déprime nationale dans laquelle ont sombré les Algériens est à la mesure des attentes et de l'euphorie générale dans lesquelles baignait le pays depuis la conquête de ce premier titre arabe, après avoir notamment écarté en quart de finale le voisin marocain. Une victoire qui, dans le contexte de tensions exacerbées entre les deux pays, n'a pas échappé à la récupération politique.

L'opium du peuple

C'est que le football est plus qu'un simple passe-temps en Algérie, c'est l'opium du peuple. Si cette passion n'est pas nouvelle – à chaque Mondial et à chaque CAN, le pays s'arrête tout bonnement de fonctionner –, l'engouement pour les Fennecs est devenu général depuis que Djamel Belmadi a pris en main la sélection. Cette équipe nationale, ses performances, ses victoires et surtout le sentiment d'invincibilité qui l'a rapprochée du record absolu de l'Italie (invaincue sur 37 matchs) ont redonné de la fierté aux Algériens. Le fameux slogan « *One, two, three, viva* l'Algérie » des supporteurs a d'ailleurs donné naissance au néologisme « wantotrisme ». Un état d'esprit qui mêle bravoure, fierté, orgueil, force et honneur… et une grosse pincée de chauvinisme assumé.

Entre la fermeture des frontières avec les voisins, les visas français accordés au compte-gouttes et le sentiment général de vivre dans un pays paralysé et isolé, les exploits des Fennecs offrent à leurs compatriotes un bol d'air bienvenu, le sentiment d'être reconnus et valorisés à l'étranger. Et ces rares moments de joie et de fierté, les Algériens en ont su gré à Djamel Belmadi, qui s'est vu propulsé par l'opinion à la tête du « ministère du Bonheur » *(lire encadré)*. Compétence, transparence, langage du peuple, empathie, patriotisme chevillé au corps : ce qui séduit chez Belmadi,

les Algériens le recherchent désespérément dans la classe politique. Et cette dernière a bien compris tout le parti qu'elle pouvait tirer d'une telle popularité.

Oubliés, la cherté de la vie, la crise économique, le chômage, la pénurie de logements, d'huile ou de pommes de terre, la pandémie et ses contraintes ou encore le drame des harragas. Le foot agit comme un anxiolytique, mais les stades peuvent aussi se transformer en arènes politiques incontrôlables. C'est dans les tribunes d'un stade d'Alger qu'est née *Casa d'El-Mouradia*, bande sonore de la révolution du 22 février 2019 à l'origine de la chute de Bouteflika et de la « Issaba » (la bande mafieuse) qui a gouverné avec lui pendant vingt ans. Alors, quand il s'agit au contraire de marquer des points auprès du peuple, le pouvoir use et abuse *ad nauseam* de cet expédient.

RAREMENT UNE ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL AURA ÉTÉ À CE POINT INSTRUMENTALISÉE À DES FINS DE POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE.

L'équipe nationale est ainsi devenue un instrument pour tenter de ressouder les Algériens autour de leurs dirigeants, dont on ne peut dire qu'ils jouissent d'une grande popularité. Rarement une équipe aura été à ce point instrumentalisée à des fins de politique intérieure et extérieure. Non seulement le président Abdelmadjid Tebboune a reçu avec les honneurs les vainqueurs de la Coupe arabe au palais présidentiel – et s'est même vu offrir une médaille par l'un des joueurs –, mais il ne manque jamais de leur adresser un message de félicitations à chaque victoire.

Une réponse « ferme aux ennemis »

L'institution militaire n'échappe pas à la tentation de l'instrumentalisation. En juillet 2019, l'ancien patron de l'armée Ahmed Gaïd Salah félicitait les Verts après leur victoire à la CAN en évoquant « l'ancestralité du peuple fier ». Deux ans plus tard, Saïd Chengriha, son successeur, s'affiche avec le trophée arabe et s'enorgueillit de ce qu'il perçoit comme une réponse « ferme aux ennemis d'hier et d'aujourd'hui et à ceux qui tentent de remettre en question l'unité du peuple ». Vous avez dit « militarisation du football » ?

Sans désigner explicitement le Maroc, Chengriha n'en fait pas moins allusion au voisin de l'Ouest avec lequel les relations sont rompues depuis août 2021. La victoire en Coupe arabe contre ce dernier, obtenue dans un contexte de haute tension diplomatique, aura été l'occasion de doper la fierté nationale, de redorer l'image de l'Algérie à l'étranger. Quitte à ne pas s'embarrasser de rigueur historique. « Un million et demi de bravos à nos héros », en référence aux martyrs de la guerre d'indépendance (1954-1962), a ainsi tweeté Tebboune. Le *muntakhab* (la sélection nationale) devient l'armée de réserve de l'Algérie contre ses ennemis passés, présents et à venir. Rien d'étonnant à cela dans un pays qui avait une équipe nationale de football avant même d'obtenir son indépendance. Faut-il à présent s'attendre à des retombées sociales et politiques après l'élimination sans panache de la CAN ?

Pour l'heure, si les Algériens en sortent littéralement groggy, ils se montrent indulgents envers les Verts et reconnaissants à l'égard de Djamel Belmadi. À moins d'un spectaculaire retournement de situation, le coach devrait rester en poste pour préparer la double confrontation de mars face au Cameroun pour la qualification à la Coupe du monde 2022, au Qatar. En cas de succès, l'euphorie repartirait de plus belle et le « wantotrisme » serait à nouveau tendance. Une élimination, et « le ministre du Bonheur » prendrait certainement la porte. Mais qui d'autre que Djamel Belmadi pour rendre les Algériens heureux ? ●



THAIER AL-SUDANI/REUTERS

Après la sévère défaite face à la Côte d'Ivoire (1-3), le 20 janvier, au stade de Japoma, à Douala, au Cameroun.

BELMADI, MINISTRE DU BONHEUR À VIE

Si l'on devait créer un ministère du Bonheur et de la Réussite, et en remettre les clés à Djamel Belmadi, aucun Algérien n'y trouverait à redire. Jamais sélectionneur national n'a joui d'une telle popularité, bénéficié d'un tel capital de respect, de confiance et de bienveillance. Et ce n'est pas l'élimination prématurée à la CAN qui entamera l'aura qui entoure le coach.

Comment expliquer cette estime à faire pâlir d'envie les politiques ? Il y a d'abord les résultats. Depuis qu'il a récupéré cette équipe nationale à la dérive, le sélectionneur national en a fait une machine à gagner. Et aussi à ne pas perdre. Un an après sa nomination, il décroche la CAN 2019. Vingt-neuf ans que l'Algérie courrait derrière ce sacre après un premier trophée arraché sur ses terres en 1990. Cette victoire et le retour triomphal des Fennecs à Alger ont consacré Belmadi « roi d'Algérie ».

Au-delà du symbole de la réussite et de la gnaque qu'il représente, on apprécie la franchise de l'ancien international, sa droiture, son intransigeance. Le capitaine Ryad Mahrez arrive avec un peu de retard à un entraînement ? Il assiste au match suivant sur le banc des remplaçants. Belmadi parle sans cette langue de bois qu'affectionnent particulièrement les politiques, bouscule la bienséance, recadre les journalistes et défend ses joueurs comme un père ses enfants.

Sur le terrain, le sélectionneur vibre, virevolte, se prosterne, gesticule, vocifère. Depuis le banc de touche, il vit son match intensément et le fait vivre à ses compatriotes avec la même intensité. Belmadi est également populaire parce qu'il donne de son temps pour rendre visite aux enfants malades dans les hôpitaux. En septembre, lui et ses joueurs ont récolté 250 000 euros pour l'achat de concentrateurs d'oxygène afin d'aider des patients atteints de Covid.

Pas feinte, cette compassion fait mouche, si bien qu'il est le seul homme public représenté sur des fresques murales aux quatre coins de l'Algérie. Même s'il devait abandonner ses fonctions à la tête de l'équipe nationale, les Algériens lui seront éternellement reconnaissants. ●

F.A.

95.2 frissonsradio Cotonou

PROXIMITÉ
FIABILITÉ
CONVIVIALITÉ



frissonsradiocotonou.com

+229 61 28 28 28

Kaïs Saïed au soir du premier tour de la présidentielle, le 15 septembre 2019, à Tunis.

REUTERS/ZOUBEIR SOUISSI

TUNISIE

KAISER SAÏED

Depuis six mois, le président concentre tous les pouvoirs entre ses mains. Après avoir bénéficié au départ d'un préjugé favorable, le chantre de la démocratie directe se voit aujourd'hui accusé de dérive autoritaire.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS



YASSINE GAIDI/ANADOLU AGENCY VIA AFP

La manifestation contre le passage en force du président Kaïs Saïed, le 14 janvier dernier, à Tunis, a été marquée par des heurts et par de nombreuses arrestations.

COUP DE FORCE AVEC PRÉMÉDITATION ?

Dans une publication de mai 2021, le média en ligne *Middle East Eye,* lié au Qatar, dévoilait un document destiné à la directrice du cabinet présidentiel, Nadia Akacha, qui déroulait une à une toutes les étapes de la prise de contrôle du 25 juillet et excluait ainsi une initiative spontanée. L'article a été accusé de véhiculer des *fake news,* mais la suite des événements a offert quelque crédit à cette information. ●

F.D.

Par un simple décret, le président Kaïs Saïed a fait du 17 décembre, jour de l'immolation, en 2010, du marchand ambulant Mohamed Bouazizi, la date anniversaire de la révolution, en lieu et place du 14 janvier 2011, qui marqua la fuite de Ben Ali et l'effondrement de son régime, mais que le président assimile à un « avortement de la révolution ». C'est d'ailleurs dans la ville de Mohamed Bouazizi, Sidi Bouzid, que Kaïs Saïed a annoncé, le 21 septembre 2021, après huit semaines d'immobilisme, la mise en place de mesures transitoires pour gérer le pays. Le lendemain, la publication du décret 117 entérinait son passage en force du 25 juillet, où il s'était, de facto, arrogé tous les pouvoirs en invoquant l'article 80 de la Constitution pour faire valoir l'imminence d'un danger, justifiant ainsi le gel de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), la dissolution du gouvernement Mechichi, qu'il avait désigné, et la possibilité de légiférer par décret présidentiel.

À ses interlocuteurs internationaux qui craignent que le pays ne s'écarte du chemin de la démocratie, Kaïs Saïed oppose l'urgence sanitaire et l'état de déliquescence avancée de la classe politique. Face aux accusations de dérive autoritaire, il se justifie en citant l'exemple du général de Gaulle et de la V[e] République, sans oublier Montesquieu. L'état d'exception devient la règle, au moins jusqu'au 17 décembre 2022, date des prochaines législatives, selon le calendrier annoncé le 13 décembre dernier. Kaïs Saïed avait jusqu'alors refusé de produire la moindre feuille de route, arguant que ces demandes, émanant de partenaires et d'institutions internationales, constituaient une forme d'ingérence. Car, malgré des finances publiques exsangues, Kaïs Saïed se fait matamore, défie le FMI, les agences de notation internationales, qui ont le tort d'exprimer des doutes sur le climat des affaires, et tous ceux qui réclament des précisions sur ses objectifs et sur la méthode choisie pour les atteindre.

Usant et abusant des appels au « peuple », c'est bien le président, et lui seul, qui, à la faveur des mesures exceptionnelles, détient la totalité du pouvoir. Et qui choisit la date, chargée de symbole, du 17 décembre 2022 pour l'organisation des législatives. Tout comme celle du référendum qui doit avaliser la nouvelle Constitution, fixé au 25 juillet 2022. « Il veut s'approprier les dates de notre histoire ; le 25 juillet est la fête de la République et pas la célébration de son coup d'État », fulmine Anouar Abdelghani, du mouvement Citoyens contre le coup d'État. « De quelles législatives parle-t-il, alors que son souci est d'écarter les partis et toute forme d'opposition et que son projet revient à composer une Assemblée à partir d'un tirage au sort ? » dénonce un observateur de la vie politique, qui espérait que Kaïs Saïed en finirait avec les islamistes mais qui déchante au vu de la catastrophe économique.

Cette attitude récurrente du locataire de Carthage semble répondre à un souci d'effacer certains marqueurs de la Tunisie moderne pour s'inscrire dans l'Histoire comme un père fondateur. De même veut-il figurer au panthéon des grands bâtisseurs en proposant d'ériger une cité consacrée à la santé à Kairouan (Centre) et à celui des révolutionnaires en ressuscitant, en la puisant dans les courants idéologiques qui ont mis en effervescence l'université dans les années 1970, l'idée de démocratie directe. Le président s'inspire également du régime des comités locaux instauré par Kadhafi en Libye et des principes du mouvement conseilliste dérivé du trotskisme. « Kaïs Saïed tend vers un mix entre démocrature et basicrature, entendue comme pouvoir géré par une base. C'est une dérive populiste », commente une ancienne parlementaire.

Refonte de la pyramide du pouvoir

Avant sa campagne électorale, Kaïs Saïed avait précisé, en annonçant sa candidature dans les colonnes de *Jeune Afrique* en octobre 2018, les principes de ce système. « Il faut inverser la tendance avec une totale réorganisation politico-administrative de la pyramide du pouvoir et aller du local vers le régional, pour synthétiser les attentes et les différentes volontés. Des conseils locaux, composés de membres parrainés par des électeurs et des électrices, seront élus au suffrage universel après un scrutin uninominal à deux tours. Ils siégeront dans chaque délégation pour identifier les programmes de développement local. Leur mandat, basé sur la représentativité, sera révocable. Les projets seront présentés au conseil régional, issu des conseils locaux et auquel participent également les directeurs régionaux des administrations centrales. Ainsi, le plan de développement régional fera la synthèse des différents projets préparés au niveau local, avec une ergonomie dans les réalisations. Chaque conseil régional aura son représentant à l'Assemblée, et une alternance des membres dans les conseils régionaux permettra un autocontrôle pour se prémunir de la corruption et des dérives. »

Depuis son élection, il n'était jamais revenu sur cette organisation, se contentant de mettre en avant son slogan « le peuple veut ». L'ancien professeur, légendaire taiseux →



Le président Kaïs Saïed haranguant la foule, le 17 décembre 2019, à Sidi Bouzid, épicentre de la révolution.

AFP

→ mais encore assez populaire, aurait pu soumettre son projet au Parlement sous la forme d'une initiative juridique. Mais sans l'appui des partis et avec des prérogatives limitées, il partait perdant et a préféré attendre le bon moment pour sortir du bois. Finalement, Kaïs Saïed n'a rien fait qu'il n'ait déjà évoqué dans *Jeune Afrique* : « Une fois à la tête de l'État, je m'adresserai au peuple tunisien pour demander une révision de la Loi fondamentale. » Seulement, il n'avait jamais abordé les modalités de cette refonte ni annoncé sa volonté d'aller jusqu'à récuser la Constitution, qu'il a juré de respecter et qui lui a permis d'être élu. Ses soutiens ne semblent pas s'en émouvoir, mais Amine Mahfoudh, professeur en droit constitutionnel et membre du comité de constitutionnalistes chargé de la prochaine Loi fondamentale, est catégorique : il assure qu'« il ne soutiendra pas un projet qui ne consolide pas les principes d'un État de droit et de libertés ».

La Tunisie n'en est pas encore là, mais beaucoup s'interrogent sur la préservation de ses acquis démocratiques, sur l'utilité de revoir l'ensemble de la Constitution, sur le coût de ce bouleversement politique, et constatent la mise à l'écart de tous les corps intermédiaires par le président mais aussi par le gouvernement. La cheffe du gouvernement, Najla Bouden, a ainsi rappelé à l'ordre ses ministres en leur notifiant, à la mi-décembre, que les discussions avec les centrales syndicales devaient se faire par l'intermédiaire des services du Premier ministère et non plus en bilatéral, une manière de centraliser les décisions et d'ignorer les canaux sectoriels. Elle les a aussi avisés que les contacts avec les médias, devenus rares, devaient être soumis par chaque département à l'accord des services de communication de la Kasbah. Un tour de vis inattendu, alors que les problèmes économiques qui gangrènent le pays devraient figurer parmi les priorités de l'exécutif. L'équipe de Najla Bouden, qui travaille sous le contrôle direct de Carthage, dispose elle-même d'une marge de manœuvre très réduite.

BEAUCOUP S'INTERROGENT SUR LA PRÉSERVATION DES ACQUIS DÉMOCRATIQUES ET SUR L'UTILITÉ D'UNE RÉVISION DE LA CONSTITUTION.

Et quand le pouvoir agit contre la corruption et la spéculation c'est pour mettre en place un système particulièrement contraignant, un remède qui pourrait se révéler pire que le mal. Interdiction de voyager sans autorisation pour les hommes d'affaires et les politiques, arrestation en dehors de toute procédure de Noureddine Bhiri, l'ex-ministre de la Justice, baisse des prix des denrées alimentaires décrétée par le président... L'inquiétant le dispute à l'absurde. « Les placements en résidence surveillée et les interdictions de quitter le territoire injustifiés ainsi que les arrestations sur la base de suspicions constituent bien une forme d'autoritarisme, d'arbitraire et une tendance liberticide », décrypte un analyste qui craint que la chasse à la corruption et aux biens mal acquis que Kaïs Saïed prépare ne provoque d'importantes erreurs judiciaires et des drames. Le président, qui escompte impulser une dynamique économique grâce à la récupération des biens mal acquis, n'explique pas comment il va identifier ces fonds ni par quels mécanismes il va en exiger la restitution et leur affectation.

Isolement croissant

Depuis sa prise de pouvoir, aux allures de coup d'État étalé dans le temps, le président a accusé nombre de Tunisiens de malversations mais n'a jamais pu présenter un dossier dûment documenté. Une situation troublante alors que Kaïs Saïed affiche, depuis la fin d'octobre, sa volonté de mettre au pas la justice et sa détermination à en finir avec le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui refuse de se plier à ses exigences. Comme d'autres, cette instance constitutionnelle rebelle devrait passer à la trappe dans l'ordre nouveau tel qu'imaginé par le président, qui n'envisage pas l'existence de structures de contrôle, a fortiori celle de contre-pouvoirs.

Petit à petit, le malaise s'installe, le pays est à la croisée des chemins, mais il est si divisé qu'il semble impossible de voir émerger un front politique pour rétablir un équilibre et constituer une force de proposition pour sortir de l'impasse. Les soutiens du candidat Kaïs Saïed qui appelaient à la patience sont aujourd'hui excédés par l'absence de réalisations concrètes. Ils constatent que rien n'a été prévu sur le plan économique à part un projet encore flou de sociétés collectives chargées de conduire le développement régional. Aucune initiative n'a été engagée pour en finir avec l'économie de rente et une administration archaïque qui plombent le pays.

Entre les imprécisions et une feuille de route qui n'esquisse que les premières étapes d'une refonte du régime, les Tunisiens estiment ne pas avoir été entendus, même si une consultation à distance doit depuis janvier recueillir leurs propositions. « J'ai voté pour lui mais pas pour en arriver là », déplore un routier qui se souvient d'un Kaïs Saïed plein d'empathie pour le peuple tunisien et qui enlaçait tous les oubliés du développement qu'il recevait. Un geste qui faisait du bien en regard d'une classe politique vérolée par les querelles partisanes et la corruption. Mais c'était un autre temps. Celui dont les accolades étaient comparées à celles de la prêtresse indienne Amma a troqué les câlins contre la poigne de fer. Il déploie aussi un discours paroxystique, parfois violent, voire menaçant, et ne cesse de dénoncer les complots tramés par une nébuleuse de traîtres contre la Tunisie. Émerge peu à peu un clivage entre ceux qui soutiennent le président et ceux indignes d'être qualifiés de fils du pays.

Le candidat qui se proposait de réaliser les souhaits du peuple est devenu un président de plus en plus isolé qui met à exécution son projet de refonte de l'État. « Nous a-t-il jamais écoutés ? Le peuple veut travailler, vivre dignement, pouvoir se soigner et manger à sa faim », résume un diplômé chômeur qui s'indigne que le président ne mette pas en application la loi 38 sur le recrutement par la fonction publique de diplômés en recherche d'emploi, qu'il avait pourtant promulguée. Une déconvenue que les jeunes ne sont pas près d'oublier. « Kaïs Saïed se fourvoie au lieu de résoudre les problèmes économiques, conclut notre diplômé chômeur. Il veut imposer sa vision sans comprendre que nos demandes sont tout autres. » ●

2022, LA FEUILLE DE ROUTE PRÉSIDENTIELLE

- Maintien du gel de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) jusqu'à la tenue d'élections anticipées.
- Organisation d'une série de consultations populaires directes et à travers une plateforme en ligne entre le 1er janvier et le 20 mars.
- Création d'une commission chargée de réunir les propositions et les idées résultant des consultations.
- La commission doit présenter ses conclusions en juin.
- Présentation du projet de révision de la Constitution par référendum le 25 juillet.
- Tenue d'élections législatives anticipées le 17 décembre.
- Élaboration d'un décret relatif à la réconciliation pénale.
- Traduction devant la justice de tous ceux qui se sont rendus coupables d'atteinte à la sûreté de l'État et au peuple. ●

F.D.

OBJECTIF BÉNIN



Le 10 novembre, au palais de la Marina, à Cotonou, lors de la cérémonie de restitution par la France de 26 œuvres sacrées.

YANICK FOLLY/AFP

L'omniprésident

Réélu en avril 2021 pour un second et dernier mandat censé être « hautement social », Patrice Talon est chef de l'État, chef du gouvernement et chef des armées. Parviendra-t-il à maintenir l'unité de sa majorité ? Et la cohésion de la nation ?

MAURICE THANTAN, À COTONOU, ET MATTHIEU MILLECAMPS

C'est un petit morceau de bois sombre d'une trentaine de centimètres de long, tel le témoin que se passent de main en main les athlètes dans une course de relais. Un bâton que l'activiste togolais David Dosseh tend au président béninois, Patrice Talon. Ce dernier vient de le rejoindre à la tribune du Sommet citoyen sur la bonne gouvernance, que les collectifs Tournons la page et Togo debout organisent à Cotonou en ce samedi 10 juillet 2021. Deux chiffres sont gravés sur le bois : 1 et 2. Comme le nombre maximal de mandats présidentiels fixés par la Constitution. Le chef de l'État béninois, réélu quelques semaines plus tôt dès le premier tour avec 86 % des suffrages exprimés, se saisit du symbole avec un grand sourire.

A-t-il une pensée pour son homologue et voisin togolais, Faure Gnassingbé, qui en est à son quatrième mandat et avec lequel les relations sont si tendues ? Pense-t-il au Guinéen Alpha Condé, réélu un an plus tôt pour un troisième mandat – dont personne ne pouvait alors prédire qu'il se terminerait si abruptement deux mois plus tard ? Face aux militants qui discutent depuis des heures du « virus du troisième mandat », il promet : « Le troisième dimanche du mois de mai 2026 », il passera le relais « à celui qui aura eu la confiance du peuple béninois ».

Six mois plus tard, c'est devant les parlementaires qu'il réitère cet engagement. Un public pour le moins acquis, les députés issus des dernières législatives étant tous membres de l'Union progressiste (UP) et du Bloc républicain (BR), les deux partis de la mouvance présidentielle, les seuls autorisés à présenter des listes. « C'est le tout premier discours sur l'état de la nation de mon second mandat. Je n'ai pas dit le deuxième », lance le chef de l'État béninois en préambule. La précision sémantique est importante (le second est toujours le dernier) et surtout symbolique. Depuis la réforme engagée en 2019 sur son initiative, la Loi fondamentale béninoise est désormais la plus claire d'Afrique de l'Ouest sur le sujet : au Bénin, personne ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels « au cours de sa vie ».

Pourtant, lors de ce discours, Patrice Talon a déçu les espoirs de ceux, nombreux au sein de l'opposition béninoise, qui attendaient un geste de sa part sur les cas de Reckya Madougou et de Joël Aïvo. Depuis la rencontre entre Thomas Boni Yayi et Patrice Talon, en septembre 2021, beaucoup prophétisaient en effet une grâce présidentielle pour les deux opposants, condamnés respectivement à vingt ans et à dix ans de prison. Le geste attendu n'est pas venu.

« Les mesures de grâce interviennent traditionnellement avant la fête nationale », le 1er août, tempère un cacique de la majorité. « La grâce relève des prérogatives du président de la République, mais le ministère de la Justice et le Conseil supérieur de la magistrature se penchent également sur les dossiers », précise Wilfried Léonce Houngbédji, secrétaire général adjoint et porte-parole du gouvernement, avant de glisser que « pour obtenir une grâce il faut aussi savoir faire amende honorable ».

Passe d'armes diplomatique

Le dossier a valu à Cotonou de s'attirer les foudres d'une partie de la communauté internationale. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'est dit « préoccupé » et a affirmé avoir « fait pression fermement auprès des autorités béninoises », notamment lors de la visite de Patrice Talon à Paris, en novembre dernier. Washington a pour sa part fait état de ses « graves inquiétudes quant à l'ingérence de la politique dans le système de justice pénale du Bénin » et a dénoncé un « ciblage systématique des figures de l'opposition politique ». La passe d'armes diplomatique a suscité la colère de l'exécutif, qui, au lendemain de la présidentielle, s'était déjà emporté contre les « ingérences étrangères ». « Les préjugés sur l'histoire politique de l'Afrique voilent maintes vues, surtout à l'international, sur les grandes mutations démocratiques en cours au Bénin, balaie Orden Alladatin, député de l'Union progressiste. Washington devrait au contraire encourager les efforts en cours. »

Il n'en reste pas moins que l'horizon politique semble largement obstrué du côté de l'opposition. Paul Hounkpè, candidat malheureux au poste de vice-président sous les couleurs des Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE), a bien obtenu le poste de « chef de file de l'opposition ». Mais sans aucun élu à l'Assemblée nationale et avec seulement une poignée éparpillée dans les mairies, ses moyens sont pour le moins limités. « Nous ne regrettons pas d'être allé aux élections, assume cependant Alassane Soumanou Djimba, le président des FCBE et candidat de son parti à la présidentielle. Nous avons sans doute eu raison trop tôt : ceux qui appelaient au boycott sont en ordre de marche pour participer aux prochains scrutins. »

Après la présidentielle, la quasi-totalité des ministres ont été reconduits. « On ne change pas une équipe qui gagne »...

Du côté de l'opposition « radicale », Les Démocrates restent sur une ligne dure, à l'instar d'Éric Houndété, leader du parti créé par Thomas Boni Yayi, martelant qu'« il n'y a pas eu d'élection démocratique au Bénin ». Mais déjà des signes de divisions apparaissent, plusieurs membres ayant déserté pour créer un énième nouveau parti : Nouvelle Alliance. Irenée Agossa, candidat malheureux à la présidentielle, conteste sa légitimité mais reste ouvert au dialogue... y compris et surtout au sein d'une opposition

divisée. « Il faut des assises de l'opposition pour enfin construire une plateforme commune », plaide le patron de Restaurer l'espoir. « Le président de la République a eu des gestes d'apaisement après sa rencontre avec Thomas Boni Yayi », assure un ministre, qui cite l'exfiltration par Patrice Talon de deux députés du Bloc républicain, particulièrement décriés, qui avaient été élus dans le nord du pays, le fief de Boni Yayi. He Okounlola, député de Savé, et Adam Bagoudou, député de Tchaourou, ont ainsi respectivement été nommés ambassadeurs du Bénin en Russie et en Arabie saoudite. « Ils ont laissé leur place à leurs suppléants, moins clivants », assure notre interlocuteur.

C'est au sein de sa propre majorité que l'omniprésence du président-patron se fait le plus prégnante. Les législatives prévues en 2023 promettent d'être le théâtre de durs affrontements entre l'Union progressiste et le Bloc républicain, les deux principaux partis se réclamant de la mouvance présidentielle. « La réforme du système partisan, le code électoral et le parrainage ont pour vocation de canaliser les ardeurs qui pourraient naître, tempère Orden Alladatin. Que les grands partis s'affrontent pour la dévolution du pouvoir est justement l'un des principaux résultats attendus des réformes. »

Dauphins potentiels

Au-delà, c'est déjà 2026 que tous ont en tête. « Il y aura un candidat de l'UP, et un candidat du BR. C'est une certitude. La question, c'est de savoir qui. La réponse, c'est Patrice Talon qui la donnera », glisse un cadre du Bloc républicain. « C'est devenu une sorte de loterie politique, estime quant à lui un cadre de l'UP. Tout le monde se demande derrière qui il va falloir se ranger quand l'heure viendra... »

Pour le moment, le chef de l'État se garde bien de laisser filtrer le moindre signe de préférence, quitte à faire coexister au sein de son gouvernement des personnalités pourtant réputées pour entretenir une défiance mutuelle. Au lendemain de sa victoire, Patrice Talon a reconduit la quasi-totalité de ses ministres, au nom du principe selon lequel « on ne change pas une équipe qui gagne ». Parmi les quelques changements : Abdoulaye Bio Tchané, maintenu à son poste de ministre d'État chargé du Plan et du Développement, s'y est vu adjoindre la Coordination de l'action gouvernementale. Un poste de quasi-Premier ministre pour le patron du BR, qui pourrait ressembler à un début de passage de témoin... Sauf qu'Abdoulaye Bio Tchané, qui soufflera ses 70 bougies le 25 octobre prochain, sera trop âgé pour briguer la présidence en 2026.

Au sein de l'UP, on cite plusieurs noms. À commencer par ceux de deux quadras : Romuald Wadagni, le ministre des Finances, et Oswald Homeky, son confrère des Sports et de la Jeunesse. Le premier a pour lui

> **« Personne n'osera se déclarer tant que le chef n'aura pas lui-même désigné son successeur. Sortir du bois maintenant serait risqué », estime le politologue Steve Kpoton.**

son profil de jeune cadre dynamique, ses succès sur les marchés internationaux, sa proximité avec le chef de l'État... S'il assure à chaque occasion n'avoir en tête que les missions qui lui ont été confiées par le « patron », ses proches se font moins définitifs. « L'heure n'est pas venue d'en parler, souligne l'un d'eux. Mais beaucoup y pensent pour lui. »

Le second est un autre « jeune loup » auquel on prête des ambitions. Comme Romuald Wadagni, il est originaire du Couffo, dans le sud-ouest du pays. Mais lui est un habitué du terrain, sur lequel il a commencé à évoluer dès 2015, lorsqu'il militait contre Boni Yayi. Des rencontres informelles ont même été organisées, rassemblant entrepreneurs, chercheurs et militants. « C'étaient plus des cercles de réflexion que des réunions dont l'objectif aurait été la structuration d'un mouvement politique », confie l'un de ceux qui ont été « approchés ». Les noms de certains alliés historiques de Patrice Talon reviennent aussi régulièrement. Parmi eux, celui de l'ancien ministre de la Justice Joseph Djogbénou, qui préside la très stratégique Cour constitutionnelle depuis 2018. Les positionnements de deux autres personnalités du premier cercle de Patrice Talon sont également scrutés avec attention : Johannes Dagnon et Olivier Boko. Le premier dirige le Bureau d'analyse et d'investigation, organisme auteur d'audits très redoutés dans le milieu politique et économique béninois. Le second, cousin du chef de l'État, accompagne ce dernier dans quasi tous ses déplacements et est son émissaire auprès des personnalités politiques.

Revalorisation salariale

« Personne n'osera se déclarer tant que le chef n'aura pas lui-même désigné un successeur. Sortir du bois maintenant serait risqué », reconnaît le politologue Steve Kpoton. « Quatre ans et demi, c'est long. Ceux qui y pensent en se rasant en ont conscience. Et ceux qui sont engagés aux côtés de Patrice Talon savent que l'heure est au développement », résume Wilfried Léonce Houngbédji.

Sur ce plan, les chantiers sont nombreux. Contrer la poussée du risque jihadiste aux frontières avec le Burkina Faso et le Niger n'est pas le moindre. Sur le plan économique, si le Bénin a de bons résultats, les conséquences de la pandémie ont pesé sur l'inflation, et les fruits de la croissance retrouvée tardent à venir gonfler les poches des Béninois de la rue. Patrice Talon a promis de « relever les salaires des travailleurs » et d'investir dans des secteurs pourvoyeurs d'emplois. La mise en œuvre de la seconde phase du Programme d'action du gouvernement (PAG) doit, sur ce front social, permettre de « transformer l'essai » du premier mandat.

Une chose est sûre : d'ici à ce fameux troisième dimanche du mois de mai 2026, qui verra Patrice Talon transmettre le relais de bois sombre à son successeur, le mot d'ordre est clair : c'est « silence dans les rangs ». ●



ENTRETIEN

Camille G. Dansou

directeur général de la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)

« Notre objectif est d'assurer de meilleurs services d'eau potable à tous les Béninois en milieu urbain »

www.soneb.bj

Le Programme d'Action du Gouvernement II (PAG-2/2021-2026) du Président Patrice Talon entend assurer, d'ici 2024, l'accès de tous les Béninois à l'eau potable. Comment la SONEB s'inscrit-elle dans cette dynamique ?

Le Président de la République, SEM Patrice Talon, a clairement tracé le cadre stratégique pour l'atteinte de l'accès universel à l'eau potable au Bénin. S'inscrivant dans la vision du Président de la République de donner ainsi accès à l'eau potable à tous les Béninois, la SONEB s'emploie à mettre en œuvre efficacement le Programme d'Action du Gouvernement (PAG). À cet effet la SONEB s'investit dans la réalisation de projets structurants d'infrastructures d'alimentation en eau potable dans toutes les villes et agglomérations urbaines du Bénin.

Que faut-il attendre concrètement sur le terrain en termes d'ambitions du Gouvernement pendant les années à venir en milieu urbain ?

Les investissements structurants du PAG-1/2016-2021 ont fait passer le taux de desserte de l'eau potable de 54 % en 2016 à 70 % à fin 2020 en milieu urbain, grâce à un rythme accéléré d'investissements jamais enregistré dans le secteur : l'équivalent de quatre à cinq fois le montant de la période antérieure à 2016. La capacité de production d'eau potable de la SONEB a ainsi été accrue de 3 460 m^3/heure.

Le PAG-2/2021-2026 ambitionne de poursuivre les efforts engagés et de combler le gap devant permettre d'atteindre une couverture de 100 % dès 2024. À cet effet, des études techniques détaillées sont déjà engagées dans une cinquantaine de villes du pays, les travaux devant être lancés progressivement à partir de cette année 2022.

La SONEB, qui a en charge l'alimentation en eau potable en milieu urbain, est aussi engagée à tous les niveaux dans un processus de réformes et de modernisation de ses infrastructures et services. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Certifiée ISO-9001: 2015 en 2017 (renouvelé en 2020), la SONEB s'emploie depuis 2016 à mettre en œuvre d'importantes réformes à la fois institutionnelle, organisationnelle et de modernisation pour offrir de meilleurs services d'eau potable et dynamiser les performances de l'entreprise. Ainsi, outre une réforme gouvernementale de restructuration, d'importantes initiatives de modernisation continue des services d'eau potable de la SONEB sont en cours de mise en œuvre, notamment :

- La télégestion désormais systématique des usines de production d'eau, accompagnée d'une Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).
- La dématérialisation progressive des services et moyens de paiement de factures de consommation d'eau.
- La modélisation et numérisation des réseaux, avec un géoréférencement des abonnés.
- L'opérationnalisation d'un centre d'appels clientèle et autres moyens modernes de communication.



« La SONEB, c'est une vision et un engagement pour de meilleurs services d'eau aux populations en milieu urbain au Bénin »



JAMG - PHOTOS DR

Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)
92, Avenue du Pape Jean Paul II
01 BP : 216RP Cotonou
Tél. : (229) 21316258 / 21312272
Contact : info@soneb.bj
Facebook : facebook.com/Soneb.bj/

STRATÉGIE

Abdoulaye Bio Tchané

Ministre d'État chargé du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale

« Si on veut changer les mentalités, il faut montrer l'exemple »

PROPOS RECUEILLIS À COTONOU PAR FRANÇOIS-XAVIER FRELAND

En le nommant ministre d'État chargé du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale, Patrice Talon a fait d'Abdoulaye Bio Tchané (ABT) le numéro un de son gouvernement sans Premier ministre. À 69 ans, l'allure élancée, tiré à quatre épingles et toujours ponctuel, l'ancien banquier est l'incarnation parfaite du grand serviteur de l'État. Ministre des Finances (1998-2002), directeur Afrique du FMI (2002-2008), puis président de la Banque ouest-africaine de développement (2008-2011), ABT fonde son cabinet de conseil stratégique et d'ingénierie financière, Alindaou Consulting International, dès son retour à Cotonou, où il renoue avec la politique. Candidat malheureux à la présidentielle de 2011, puis à celle de 2016 il rejoint alors le président Patrice Talon. À ses côtés, depuis, il tient le cap des réformes.

Jeune Afrique : Quelles sont les priorités du deuxième quinquennat ?

Abdoulaye Bio Tchané : La priorité de ce gouvernement, c'est le capital humain, l'aménagement du territoire national et le développement des infrastructures, ainsi que la bonne gouvernance. Nous avons placé notre niveau d'ambition très haut au cours du premier quinquennat, et des efforts substantiels sont encore nécessaires.

Concernant le chantier de l'eau potable pour tous, par exemple, nous avions dit que ce serait une réalité avant la fin de 2021, avec neuf ans d'avance sur le terme fixé par les ODD [Objectifs de développement durable fixés par l'ONU]. Nous avons fait passer le taux global de desserte d'à peine 40 % en 2016 à 70 % en décembre 2020, et nous comptons atteindre 100 % d'ici à la fin de 2023.

> « Vous pouvez voir qu'il n'y a aucun filtre. Dans ce pays, on publie ce que l'on veut. Les dirigeants se font d'ailleurs régulièrement insulter, le chef de l'État y compris. »

Idem pour l'électricité. En 2016, il y avait des délestages presque tout le temps ; aujourd'hui, il n'y en a plus. Tout cela a été possible, entre autres grâce à l'inauguration de la centrale électrique de Maria-Gléta 1, en août 2019. Sur ce site, la construction d'une deuxième centrale est prévue. Désormais il s'agit de s'assurer que l'électricité soit bien distribuée à tous les ménages du pays. Nous mettrons aussi le cap sur le solaire, avec prochainement l'entrée en service d'une centrale photovoltaïque à Illoulofin, d'une puissance de 25 mégawatts [MW] dont nous avons déjà décidé de porter la capacité à 50 MW.

Nous allons aussi poursuivre nos efforts en matière d'infrastructures routières. L'objectif était de mailler l'ensemble du pays pour désenclaver ses 77 communes, il n'en reste plus que 7 pour que le défi soit relevé. Et nous allons généraliser l'asphaltage dans les villes secondaires, avec en prime un programme d'assainissement pluvial pour mettre fin aux inondations.

Et en dehors des infrastructures ?

Le numérique va nous permettre de passer à l'étape supérieure. Nous sommes aussi une économie de service. Lorsque nous aurons renforcé le très haut débit, à meilleur coût, les entreprises du monde entier vont accourir. Les investissements que nous faisons vont amplifier cette tendance et, demain, le Bénin peut jouer un rôle phare dans ce secteur.

Concernant l'agriculture, premier secteur de notre économie, nous voulons développer et renforcer notre position dans le coton, tout en diversifiant la production et l'exportation d'ananas, d'anacarde, de riz, de maïs, etc. Pour cela, nous devons investir dans la formation des agriculteurs de demain.

Plus généralement, quels sont vos objectifs en matière d'éducation ?

Il nous faut continuer d'améliorer l'école en général pour en démocratiser l'accès et généraliser le programme des cantines scolaires. Grâce à ce dernier, aujourd'hui, plus d'un enfant sur deux a un repas chaud par jour. Les élèves sont en meilleure santé, et les écoles ont de meilleurs résultats.

Nous voulons arrêter de former de futurs chômeurs et renverser la vapeur dans tous les domaines en apportant les formations appropriées au marché du travail. Nous allons former davantage de jeunes dans l'agriculture, la santé, la gestion de l'eau, le numérique, partout où nous savons qu'il y a des emplois à la clé. Nous voulons aussi former davantage d'entrepreneurs.

Certains considèrent votre politique très « à gauche », avec des mesures telles que la légalisation de l'IVG et l'assurance maladie universelle…

On ne peut qu'être satisfait de ce qui est en train d'être fait pour les femmes béninoises, autant à propos de l'IVG que des lois contre les mutilations génitales, le harcèlement, le viol, le mariage précoce ou forcé. Ce n'est pas une volonté de contrôler la démographie mais bien de protéger les Béninoises.

Côté santé, une grande réforme est en préparation, qui comprend la construction d'hôpitaux de zones ou de proximité, pour atteindre le ratio d'un hôpital pour 250 000 habitants. Quant au Centre hospitalier et universitaire de référence [Chur] d'Abomey-Calavi, en cours de réalisation, il sera doté de nombreux services de pointe et de 436 lits.

Enfin, la couverture sociale est pour nous un chantier prioritaire. Si nous voulons protéger nos compatriotes et qu'ils soient des acteurs économiques, il faut qu'ils aient des conditions de vie et une longévité acceptables.

Êtes-vous la « touche sociale » du chef de l'État ?

Je ne pense pas être plus social que le président. Il a mis en place une équipe, et nous obtenons des résultats avec pour principe la rigueur et l'esprit de suite. On a d'abord choisi nos priorités sans jamais promettre qu'on ferait tout, car nous n'avions pas le temps… Mais on a planifié, exécuté puis contrôlé, avec des conséquences lourdes pour les actes de mauvaise gestion que nous avons pu relever ici ou là. Avec ce deuxième quinquennat, sur le plan de la décentralisation, nous voulons modifier les structures institutionnelles, notamment en séparant plus nettement les fonctions politiques et les fonctions administratives.

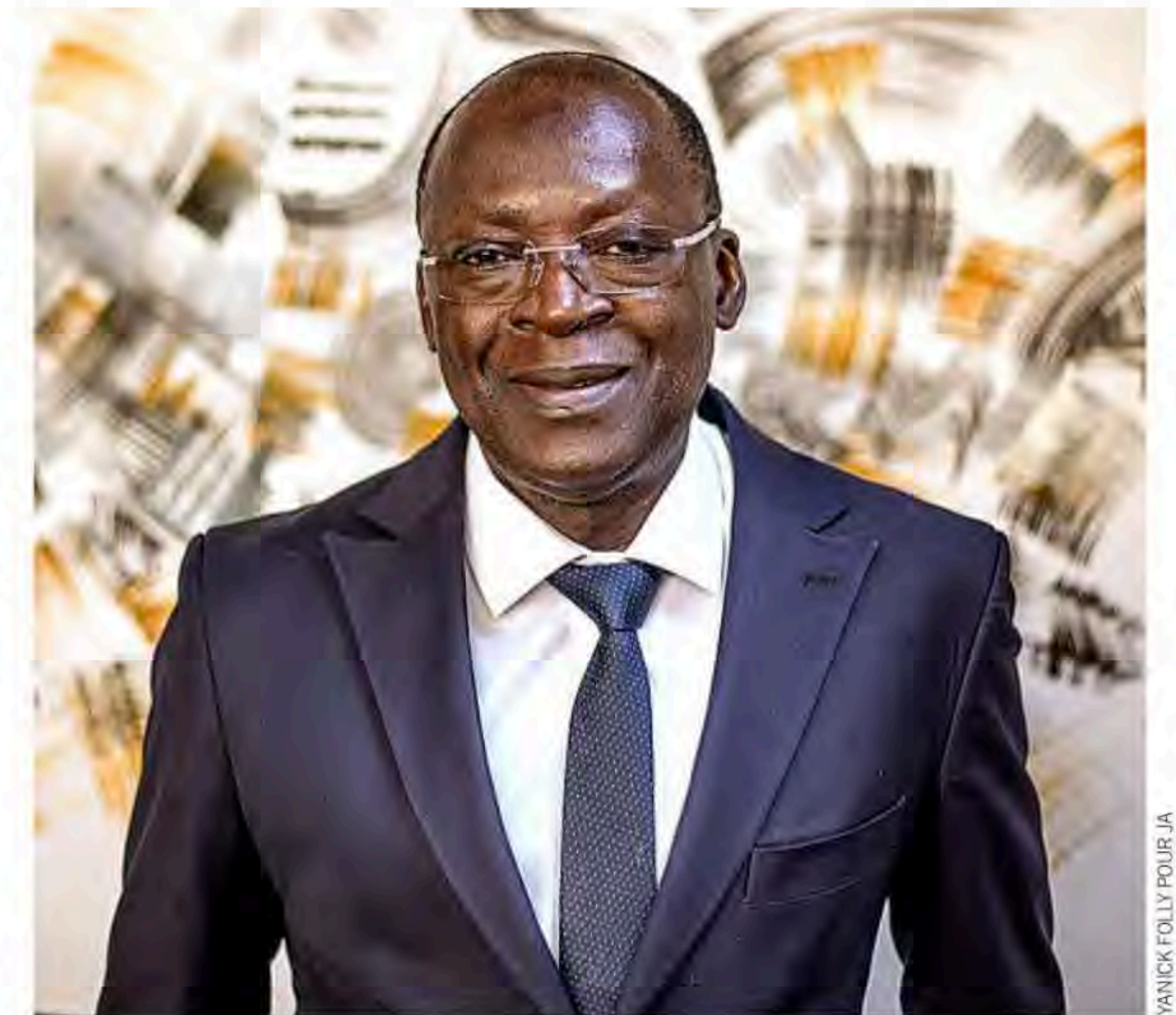
Que répondre à ceux qui dénoncent la méthode autoritaire de l'exécutif ?

Vous voulez parler d'un régime qui œuvre à promouvoir le respect des lois, surtout par ceux qui les font et doivent les respecter (politiques, haute administration…) ? En tant que journaliste, vous pouvez voir qu'il n'y a aucun filtre pour venir ici. Au Bénin, on publie ce qu'on veut. Les dirigeants se font d'ailleurs régulièrement insulter, le chef de l'État y compris. Quand vous dirigez une entreprise, c'est la moindre des choses qu'on vous demande des comptes. Tout le monde est obligatoirement redevable. Il est possible de changer les mentalités à condition de montrer l'exemple. Si certains soutiens de premier plan de notre action sont en prison, ce sont pour des faits de mauvaise gestion.

Selon vous, en quoi le Bénin a-t-il vraiment changé depuis 2016 ?

Ce qui a le plus changé est que nous sommes convaincus d'avoir notre destin en main. Nous pouvons transformer beaucoup de choses et générer des moyens pour financer des réformes. Tout le monde voit par exemple que nous sommes engagés contre la corruption, ce qui nous permet de générer des moyens financiers pour l'État. Cette transformation a des effets concrets dans notre vie quotidienne.

Mais il n'y a pas de baguette magique. Ces progrès sont générés par les Béninois eux-mêmes. Et notre meilleure réponse à ceux qui nous critiquent est de constater que le Bénin est redevenu un pays attractif. C'est cela notre plus grande fierté. ●



YANICK FOLLY POUR JA

VIE DES PARTIS

L'opposition peut-elle faire front commun ?

Nombre de leaders politiques reprochent à l'exécutif d'être omnipotent. Face à lui, ils devraient logiquement serrer les rangs. Et pourtant…

FRANÇOIS-XAVIER FRELAND, ENVOYÉ SPÉCIAL



MONTAGE JA : YOURI LENQUETTE POUR JA ; YANICK FOLLY/AFP ; SALAKOAID

De g. à dr., Léhady Soglo, Thomas Boni Yayi et Paul Hounkpè.

« C'est dans des périodes difficiles qu'on reconnaît les vrais amis », dit un vieux proverbe. C'est la question qu'on se pose au regard de l'opposition béninoise. Certes, le contexte n'est pas vraiment porteur. Rarement l'histoire du pays aura été marquée par autant d'affaires et de condamnations autour des principales figures de l'opposition. « Des détentions arbitraires qui prouvent la dérive autoritaire du chef de l'État », selon Éric Houndété, le président du parti Les Démocrates (LD).

On peut se demander si cette justice n'est pas dirigée en priorité vers un seul camp. On peut interroger « la régularité des procès », comme le fait régulièrement la presse locale. Quoi qu'il en soit, face à un exécutif auquel elle reproche de vouloir être tout-puissant, l'opposition devrait être unie, solidaire, or elle donne une impression de division et d'éclatement.

Cette dispersion des forces fait évidemment le jeu de l'exécutif. Elle est en partie liée à certaines réformes qui ont brouillé les pistes. « On disait Patrice Talon libéral conservateur, explique un homme d'affaires cotonois. C'est pourtant lui qui a apporté la couverture sociale, l'IVG, l'eau, l'électricité… Jamais un président de la République béninois n'aura semblé aussi réformateur et populaire. » Et de rappeler que Patrice Talon a été réélu en avril 2021 dès le premier tour avec plus de 86 % des suffrages exprimés, même si le taux de participation n'a été que d'à peine 50 %. Dans la rue, soit on se réclame bruyamment du président, soit on baisse le ton lorsqu'on prononce son nom. « Les téléphones sont sur écoute, mais ce n'est pas grave, on n'a rien à se reprocher », lâche un cadre de l'opposition.

Le paysage semble particulièrement uni, pour le moment, du côté de la majorité et exagérément fragmenté du côté de ses adversaires.

Quelles que soient les raisons de cette dispersion, le paysage politique semble particulièrement uni d'un côté – pour le moment – et exagérément fragmenté de l'autre. Aussi, à l'approche des élections législatives, prévues en mars 2023, l'opposition a du pain sur la planche si elle ne veut pas connaître le même sort qu'en 2021. Pour cela, il faudrait déjà commencer à s'unir. Un an suffira-t-il ?

Quatre tendances

Désormais, il y a les opposants frappés d'inéligibilité et sous le coup d'une condamnation, comme l'homme d'affaires Sébastien Ajavon, condamné à cinq ans de prison par la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet), et Léhady Soglo, le fils de l'ancien président Nicéphore Soglo, condamné à dix ans de prison par la Criet. Tous deux sont en exil en France.

Il y a les opposants emprisonnés depuis des mois, comme l'ex-garde des Sceaux Reckya Madougou (LD), condamnée le 11 décembre 2021 à vingt ans de prison ferme pour « financement du terrorisme », ou encore le constitutionnaliste Joël Aïvo, condamné le 7 décembre à dix ans de réclusion pour « blanchiment de capitaux » et « atteinte à la sûreté de l'État ». Sans oublier les cyberopposants et activistes de l'étranger, comme le très radical Léonce Houngbadji, exilé à Paris depuis 2018.

Il y a ceux qui se disent « opposants constructifs » – comprenez « modérés » –, comme Paul Hounkpè. Le secrétaire exécutif des Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE), qui prône l'apaisement et la voix « légaliste », a été désigné chef de file de l'opposition par décret du président Patrice Talon en mai 2021. Autre partisan d'une ligne médiane, Corentin Kohoué, candidat indépendant à la dernière présidentielle, est quant à lui régulièrement accusé par une partie de l'opposition d'être un « faire-valoir » de la majorité.

Enfin, il y a ceux qui sont déjà « passés de l'autre côté », comme Emmanuel Dégbèvi Golou, le président du parti social-démocrate (PSD), qui a rejoint depuis longtemps le camp de Patrice Talon en se diluant dans le groupe parlementaire Bloc républicain (BR, majorité présidentielle). « Je suis un militant de gauche qui défend les valeurs de la gauche : la liberté, la solidarité, la fraternité. Je suis toujours en communion avec les camarades socialistes comme Gbagbo ou Issoufou. Mais le président Talon a investi dans le domaine social. C'est un homme de droite avec le cœur à gauche. Il est vrai que le Bénin vit peut-être une parenthèse démocratique, que l'opposition a été décimée par la réélection toute impériale du président Talon, mais la voie de la réconciliation est celle qu'il faut privilégier. Tout le monde doit revenir dans le débat pour construire ensemble le pays. C'est la voie que j'ai toujours défendue. »

Boni Yayi, ex-allié toujours ennemi ?

C'est peut-être celle suivie aussi par Thomas Boni Yayi, lequel a quitté les FCBE en 2020, provoquant déjà un petit séisme politique. Il semble avoir enterré la hache de guerre, au moins temporairement, en rencontrant le chef de l'État au palais de la Marina, le 22 septembre dernier – même si, selon l'ancien président, ce tête-à-tête d'une heure était surtout organisé « pour évoquer la libération de détenus politiques ».

On se souvient qu'à la fin de 2012 Patrice Talon avait lui-même fait l'objet d'une procédure judiciaire en France, où il s'était exilé. L'homme d'affaires, qui avait pourtant été très proche de Boni Yayi, était alors tombé en disgrâce, accusé par la justice béninoise d'être l'instigateur d'une tentative d'empoisonnement du président Boni Yayi, son ex-allié devenu ennemi.

Paul Hounkpè a salué cette rencontre Talon-Boni Yayi, estimant qu'elle aurait dû « intervenir plus tôt », en soulignant que « la crise politique que traverse le Bénin est aussi due à la dégradation des relations personnelles entre l'ancien chef de l'État et l'actuel ». En 2020, leader de la frange légaliste des FCBE, Hounkpè avait défendu le principe de la participation aux élections et de l'ouverture d'un dialogue avec la majorité, ce qui avait conduit Boni Yayi à claquer la porte des FCBE.

Si le tête-à-tête Talon-Boni Yayi a été à juste titre qualifié d'« historique » et de « symbolique », au sein de la majorité comme au sein de l'opposition, peu nombreux sont ceux qui pensent que la suite donnée aux diverses demandes de Boni Yayi sera positive, ni que la rencontre aura une réelle portée politique, avec 2023 à l'horizon. ●

Justice

Reckya Madougou et Joël Aïvo espèrent une solution politique

En décembre, les deux opposants ont été condamnés respectivement à vingt ans et dix ans de prison. Ils ont choisi de ne pas faire appel. Quelles sont leurs perspectives ?


CLEMENT TARDIF


CESAR GABA POUR JA

L'ancienne garde des Sceaux, arrêtée le 3 mars 2021, et le professeur de droit, interpellé et incarcéré le 15 avril suivant.

Cela va bientôt faire un an que Reckya Madougou et Joël Aïvo sont derrière les barreaux. Le destin de la première, ancienne garde des Sceaux sous Boni Yayi, a basculé le 3 mars 2021, en pleine campagne électorale à quelques semaines de la présidentielle, à laquelle elle se présentait sous la bannière du parti Les Démocrates (LD). Le 11 décembre, à l'issue d'un procès au cours duquel elle a clamé son innocence, l'ex-ministre de la Justice a été reconnue coupable de « financement du terrorisme » et été condamnée à vingt ans de prison ferme. Quant à l'universitaire Joël Aïvo, interpellé et incarcéré depuis le 15 avril 2021, il a été condamné le 7 décembre à dix ans de réclusion pour « atteinte à la sûreté de l'État », bien que ses avocats aient dénoncé « un dossier vide dans le fond » et une « procédure approximative ».

Depuis ces condamnations, de nombreux regards se sont tournés vers Patrice Talon. Le président de la République est considéré comme le dernier recours pour changer le sort des deux opposants. Ainsi, pourrait-il décider de leur accorder une grâce présidentielle? Cette solution est de plus en plus souvent évoquée au sein de l'opinion publique, en particulier parmi certains proches de Reckya Madougou et de Joël Aïvo. À commencer par Me Renaud Agbodjo, l'un des avocats de l'ancienne ministre : « Sa détention étant politique, sa libération peut emprunter la même voie. Que ce soit par la grâce ou par l'amnistie. »

Hypothétique grâce

Du côté de l'exécutif, cette éventualité semble plausible, même si le porte-parole du gouvernement reste vague sur la question. Reckya Madougou et Joël Aïvo peuvent « être appelés à bénéficier [de la grâce présidentielle] suivant le fonctionnement des lois de la République », a ainsi commenté Wilfried Léandre Houngbédji.

Certains avaient espéré que Patrice Talon manifesterait sa clémence à l'égard des deux opposants lors de son traditionnel message sur l'état de la nation, en décembre 2021. Mais le sujet n'était pas à l'ordre du jour. L'autre fenêtre de tir pour ce type d'acte de grâce est encore loin, puisque c'est la célébration de la fête de l'indépendance, le 1er août...

En attendant une hypothétique grâce présidentielle, en accord avec sa cliente, Me Renaud Agbodjo prépare une saisine du groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire. Quant à Joël Aïvo, depuis qu'il a décidé de ne pas faire appel de sa condamnation, il reste discret sur sa stratégie de riposte. Son entourage est convaincu que seule une solution politique pourra régler le cas de l'ancien doyen de la faculté de droit de l'université d'Abomey-Calavi.

« Le combat que mène Joël Aïvo est tout sauf un combat judiciaire, c'est un combat politique », rappelle un de ses proches. À un an des prochaines élections législatives, prévues en avril 2023, les cas de Reckya Madougou et de Joël Aïvo n'ont pas fini d'agiter les débats. ●

Maurice Thantan





DEPUIS 45 ANS, LE FAGACE CONTRIBUE À LA CROISSANCE RESPONSABLE ET DURABLE DE SES ÉTATS MEMBRES



Créé le 10 février 1977 à Kigali (Rwanda), le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE) est la plus importante institution de garantie en Afrique. Elle offre le maximum de sécurité aux capitaux étrangers et domestiques désireux d'investir en Afrique.

L'idée de la création d'un Fonds de garantie est née de l'initiative des Chefs d'État et de Gouvernement de l'ancienne Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) et a été concrétisé par la signature le 10 février 1977, de la convention portant création et statuts du Fonds de garantie et de coopération de l'OCAM, devenu en 1985 le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE). Son siège social est à Cotonou au Bénin.

LEVIER DE FINANCEMENT DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS DES PAYS MEMBRES

Le FAGACE démarre ses premières opérations en 1981. Dès 1985, le Fonds s'engage dans la promotion du secteur privé en renforçant ses interventions en faveur des promoteurs privés permettant ainsi d'injecter dans les économies des pays membres d'importantes ressources financières.

Le FAGACE est un partenaire privilégié du Système bancaire et des marchés financiers régionaux et internationaux. Cette dernière participe activement au financement des économies nationales et régionales ainsi qu'à l'intégration des marchés par les garanties qu'elle octroie en couverture des emprunts et des crédits bancaires.

ADAPTATION PERMANENTE

Au fil des années, plusieurs réformes sont intervenues dans la vie de l'Institution qui lui ont permis d'évoluer positivement tout en s'adaptant à son environnement en perpétuelle mutation d'une part, et de renforcer sa capacité d'intervention, sa crédibilité et la qualité de sa signature, d'autre part. Au nombre de ces réformes, il faut noter, au plan institutionnel, des augmentations successives du capital qui a été porté de 5 milliards de F CFA en 1977 à 350 milliards de F CFA depuis 2014.

En 2020, l'arrivée à la tête de l'institution de Ngueto Tiraïna YAMBAYE marque un nouveau tournant dans l'histoire du Fonds. Conformément à sa vision, le Plan Stratégique 2021-2025 investit progressivement de nouveaux champs avec des perspectives ambitieuses pour les États membres.

UN BILAN POSITIF

Depuis sa création, le FAGACE a accompagné plus de 400 projets qui ont permis l'injection de plus de 2 700 milliards de F CFA dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, l'industrie, l'agro-industrie, l'agriculture, les infrastructures et la dynamique s'approfondit et s'accélère. En 2021, ce sont des projets d'une valeur de près de 200 milliards de F CFA qui ont été financés grâce à la garantie du Fonds.

14 États membres

Les interventions du Fonds couvrent les économies des quatorze États membres actuels que sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo.


Nguéto Tiraïna YAMBAYE, Directeur Général du FAGACE

JAMG - PHOTOS DR

298, BD CEN-SAD,rue 12 044, Cotonou - BÉNIN
Tél. : (+229) 97 97 97 30/94 01 37 20
Email : courriel.fagace@fagace.org


www.fagace.org

ÉCONOMIE

Un nouveau modèle ouest-africain ?

Une croissance solide, des investissements soutenus, un déficit et une dette maîtrisés… Le Programme d'action du gouvernement (PAG) et les mesures d'austérité ont permis de tenir le cap depuis 2020, et même d'enregistrer des résultats inattendus. Pourtant, la rue grogne. Décryptage.

ALAIN FAUJAS

C'est une performance tout à fait « honorable qu'a réalisée en 2020 le Bénin en obtenant une croissance de 3,8 %, l'une des plus fortes d'Afrique, au moment où l'Afrique subsaharienne reculait de 1,6 %. Nous tablons sur une croissance de 5,51 % en 2021 et de 6,49 % en moyenne à partir de 2022 », affirme Arthur Minsat, chef économiste pour l'Afrique à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La dette, le déficit budgétaire et l'inflation demeurent contenus, quoiqu'en hausse. « Cette croissance est tirée par le commerce et les projets infrastructurels, surtout dans les transports, qui sont dopés par la relative stabilité macroéconomique et politique du gouvernement, qui a fait preuve d'un grand volontarisme avec son plan national de développement des infrastructures. »

Effectivement, comment ne pas rendre à celui-ci l'hommage qui lui revient, car, en ce début d'année 2022, son palmarès est impressionnant.

En janvier 2021, le ministre béninois des Finances, Romuald Wadagni, bouclait une levée de 1 milliard d'euros sous la forme de deux émissions obligataires. L'une d'une durée de onze ans au taux de 4,875 % pour 700 millions d'euros, et l'autre d'une durée de trente et un ans au taux de 6,875 % pour 300 millions d'euros. Cette gestion proactive de la dette publique est la ligne de conduite du ministre, qui n'a jamais voulu financer son économie par un moratoire de la dette du pays, mais grâce à la crédibilité acquise en honorant les engagements pour pouvoir emprunter à très long terme et à des taux avantageux.

Comme en 2019, cette deuxième émission d'eurobonds a permis, en novembre 2021, un reprofilage de la dette béninoise, c'est-à-dire un remboursement anticipé des dettes contractées antérieurement à des conditions moins favorables, ce qui permettra de réaliser une économie de 36 milliards de F CFA (54,9 millions d'euros), somme qui sera réinjectée dans les programmes du gouvernement en matière d'eau, de santé, d'énergie et d'éducation pour atteindre les Objectifs du développement (ODD) visés par les Nations unies.

Près de 36 milliards de F CFA seront réinjectés dans les actions de l'État en matière d'eau, de santé, d'énergie et d'éducation.

L'assainissement a aussi concerné les PME, le gouvernement ayant décidé de raccourcir le délai de paiement de leurs créances de soixante à trente jours. De son côté, le 8 décembre, l'Assemblée nationale a adopté un nouveau code général des impôts séparant pour la première fois dans l'histoire du pays les règles d'assiette et les procédures fiscales. Ce nouveau code améliorera les relations entre l'administration fiscale et les contribuables, et introduira des mesures incitatives en faveur de PME, en particulier celles qui se développent dans le secteur du numérique.

Perspective stable

Ce volontarisme a valu au Bénin l'approbation de l'agence de notation Fitch, qui a relevé par deux fois la note du pays, désormais à B+ avec perspective stable. Le taux de croissance de 3,8 %, la bonne récolte cotonnière et la poursuite du programme d'investissements du gouvernement laissent bien augurer du futur. La Commission des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) l'a applaudi pour avoir permis aux entreprises de se créer en quelques heures par voie électronique. Ajoutez à cela que le réseau des Solutions de développement durable des Nations unies (SDSN) classe le pays à la 86e place, juste derrière la Côte d'Ivoire, alors qu'il était classé 153e en 2017.

On comprend que le Fonds monétaire international (FMI) ait accepté d'envoyer une mission à Cotonou à la demande du gouvernement, à la fin de novembre, pour préparer un nouveau programme d'aide. « Depuis 2016, les moteurs de la croissance béninoise ont été les services et surtout l'agriculture. Du côté de la demande agrégée, l'investissement privé a pris de l'élan », analyse Nathalie Picarelli, économiste principale de la Banque mondiale pour le Bénin. Les nombreuses réformes réalisées par le gouvernement dans la mobilisation des recettes fiscales, la maîtrise du déficit budgétaire ont permis au pays d'aborder la crise sanitaire en bonne position pour rebondir.

Reste le grand défi de la productivité. « La productivité du travail a progressé lentement au rythme de 1,2 % par an depuis une décennie, compte tenu de la taille de l'économie informelle. Le gouvernement est conscient de l'importance de développer le secteur privé pour y remédier, et il s'est focalisé sur le développement de certaines filières en amont, comme celle du numérique et de l'électricité, mais aussi sur l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre avec des nouveaux programmes de l'EFTP [enseignement et formation techniques et professionnels proposés par l'Unesco] », ajoute Nathalie Picarelli.

Dépendant du Nigeria

L'informalité massive qui plombe l'économie béninoise a eu tout de même pour avantage de permettre à celle-ci de surmonter en grande partie la fermeture de la frontière avec le Nigeria en 2020. En effet, l'analyse des déplacements transfrontaliers à l'aide du bornage des téléphones portables a permis de constater que le trafic commercial de contrebande, que le blocus était censé combattre, s'était poursuivi en se déplaçant à l'écart des postes de contrôle. Le grand perdant a été l'État béninois, dont les revenus douaniers se sont effondrés avec l'arrêt du trafic officiel.

La signature d'un accord entre le gouvernement béninois et l'Association des producteurs de riz du Nigeria (Rifan), le 24 novembre 2021, pourra-t-elle aider le Bénin à porter sa production de riz à 1 million de tonnes à l'horizon 2024, à la transformer et à la commercialiser ? De la réponse à cette question dépend la fin du conflit entre les deux pays à propos de la concurrence plus ou moins déloyale que les exportations béninoises de riz infligent aux riziculteurs nigérians.

« Il faut reconnaître que notre président a plus réformé que ses prédécesseurs. Il a une vision claire de ce qu'il veut faire pour le pays. Nos villes se sont embellies. De ce point de vue, les progrès sont incontestables, analyse John Igué, ancien ministre de l'Industrie et des PME, professeur émérite de géographie à l'université Abomey-Calavi et fondateur du Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares). Le président Talon a voulu mettre de l'ordre dans l'informel et contrôler la corruption, poursuit-il. Ce faisant, cela a privé les fonctionnaires des activités parallèles qui complétaient leurs revenus. Il a tout verrouillé. Les gens ne sont pas heureux et la rue se plaint. » ●



YANICK FOLLY/AFP

Premier contributeur au PIB : l'agriculture. Ici, Jean-Xavier Satola, président de l'Association nationale des exportateurs d'ananas.



BIIC

Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce

DEVENIR LA PREMIÈRE BANQUE AU BÉNIN

Née de la fusion entre les deux anciennes banques BAIC et BIBE, en juin 2020, la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC) s'est imposée, en moins d'un an et demi, comme un acteur majeur dans le développement économique du Bénin. Elle affiche des indicateurs au vert, grâce à son professionnalisme, sa résilience et son poids financier.

Forte de son capital de 82,5 milliards de FCFA, la BIIC offre à sa clientèle une gamme variée de produits et services. Il s'agit, entre autres, des comptes aux personnes morales et physiques, des comptes d'épargne et des comptes de dépôt à terme.

La BIIC offre aux entrepreneurs des solutions de financement de l'industrie et du commerce, deux secteurs touchés de plein fouet par la crise sanitaire. En cela, elle constitue une précieuse bouffée d'oxygène notamment pour les PMI/PME avec des solutions innovantes adaptées à leurs besoins. Piliers majeurs de la croissance économique, les entreprises bénéficient auprès de la BIIC d'une écoute confiante afin de mieux prendre en charge leur vocation de créateurs de richesses et de moteur de la production nationale.

En tant que banque universelle, elle finance tous les secteurs vitaux de l'économie nationale : les projets gouvernementaux, l'agriculture, le commerce international, le BTP, l'industrie et les services. Elle offre aussi divers produits d'assurance et d'autres produits électroniques à valeur ajoutée.

Rizwan Haider, Président du conseil d'administration

UNE BANQUE À VOCATION DIGITALE

Avec la crise sanitaire, la BIIC a réussi en 2020 à s'organiser pour préserver en agence une présence physique de proximité et surtout à développer une capacité à traiter les opérations à distance. Le développement de stratégies digitales s'impose désormais comme un élément de résilience totale. Au cœur de l'action de la BIIC se trouve un déploiement important de la technologie la plus adaptée pour servir les clients en vue de s'imposer très rapidement comme une banque digitale qui intègre le ebanking, la monétique, le mobile money et les systèmes de paiements en ligne. La BIIC, en mettant la digitalisation au cœur de son offre, veut relever le défi de la modernité pour permettre aux entreprises et aux particuliers de performer à tous égards.

UN MAILLAGE TERRITORIAL ÉTENDU

En 2021, la BIIC a travaillé à densifier son réseau d'agences qui maillent plusieurs départements du pays (Borgou, Collines, Littoral, Ouémé, et Zou). En partenariat avec l'association PADME (institution de microfinance) et La Poste, elle a ouvert quatre agences dans la zone septentrionale (département de l'Alibori) : Bembèrèkè, Banikoara, Kandi et Malanville. Cette forme de partenariat vise la couverture progressive du territoire national afin de bancariser davantage les activités de la population béninoise. Cet accord constitue une réelle opportunité de contribuer à l'inclusion financière et à la fidélisation des clients.

Forte de ce maillage territorial et à un crédit confiance nourri aux valeurs de l'éthique, du professionnalisme et de l'innovation, la BIIC s'est installée, depuis peu, dans une dynamique de croissance à tous points de vue.

UNE ÉTHIQUE DE LA RELATION HUMAINE

Déjà riche du parcours des deux anciennes banques qui se sont fusionnées pour lui donner naissance, la BIIC capitalise les expériences de ses équipes, faites de femmes et d'hommes pétris de compétences et de valeurs pour accompagner particuliers et entreprises dans des conditions optimales de performance. Leur fine connaissance de l'environnement local, de ses attentes et de ses contraintes ainsi que leur capacité d'écoute et de rigueur professionnelle les prédisposent à appuyer efficacement les apporteurs d'affaires, à transformer leurs idées en projets structurants et à leur donner constamment l'envie d'agir et de réussir dans des domaines aussi divers que l'agro-industrie, le tourisme, les infrastructures, les énergies renouvelables, etc. Ayant une forte croyance en la qualité du service comme seul gage de réussite, ils conseillent avec transparence, loyauté, pédagogie et avec un sens incroyable de l'éthique de la relation humaine.

UN ACTEUR MAJEUR DE LA PLACE

Fin octobre, le bilan de la BIIC a connu un accroissement soutenu, passant de 530,6 milliards de F CFA en août à 580,5 milliards de F CFA, selon les chiffres publiés par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Bénin (APBEF). Elle occupe ainsi la deuxième place sur l'échiquier des banques au Bénin en matière de taille de bilan et de fonds propres. Ceux-ci sont passés de 54,9 milliards de F CFA à 56 milliards de F CFA sur la même période. En termes de niveau de titres d'État détenus, la BIIC est en tête des banques béninoises depuis septembre 2021.

La collecte des ressources clientèles a également connu une progression à fin octobre 2021, passant de 363,7 milliards en août à 388 milliards de F CFA et plaçant la BIIC au troisième rang national. Encouragée par ses performances indéniables, la BIIC compte optimiser davantage sa politique de collecte des ressources et son PNB à travers le développement de produits structurants. Sur le plan commercial, la BIIC travaille à adapter sa structure organisationnelle aux exigences du marché pour une satisfaction optimale de sa clientèle. Elle entend atteindre les standards internationaux et optimiser la satisfaction des clients.

Lot 374 parcelle C, Bd Saint Michel
01BP 7744 Cotonoun - République du Bénin
Tél. : +229 21 31 22 00
www.biic-bank.com
@biicbank



Didier Ayibatin, directeur général

UNE AGENCE ÉLITE POUR UNE CLIENTÈLE DE PLUS EN PLUS EXIGEANTE

La BIIC s'est très tôt mobilisée pour la création d'une agence Élite au profit d'une clientèle sélectionnée. Elle offre des produits hauts de gamme conçus pour répondre aux standards internationaux.

Pour cette clientèle privilégiée, la BIIC propose de nombreux avantages avec une palette de garanties, pensées pour tous les besoins premium et une offre de produits d'investissement performants. Le département Élite de la BIIC propose un service personnalisé de qualité, un cadre plus agréable, des opérations en toute discrétion et un gain de temps.

JAMG - PHOTOS DR

Aurélie Adam Soulé Zoumarou
Première de cordée

Depuis bientôt cinq ans, cette ingénieure spécialiste des TIC est la ministre du Numérique et de la Digitalisation. Un secteur éminemment stratégique dans le plan de développement du gouvernement.


FRANÇOIS-XAVIER FRELAND POUR JA

Issue d'une famille d'enseignants (« depuis plusieurs générations »), Aurélie Adam Soulé Zoumarou a conservé de son éducation le sens de la discipline et du travail bien fait. Dans ses mots résonnent la voix du maître et le caractère de la bonne élève concentrée sur les résultats : « Sous l'impulsion du président, je m'évertue à créer, un peu plus chaque jour, une économie numérique de référence au Bénin, qui fasse école en Afrique. »

Chez elle, pas de superflu. Madame la ministre, 38 ans, est élégante, mais sans bijoux ni accessoires ostentatoires. Réservée et discrète sur sa vie personnelle, elle n'hésite pas en revanche à occuper le terrain et à monter au créneau dès qu'il s'agit de faire progresser le digital. En cela, elle aime la comparaison avec les amazones, ces guerrières du Dahomey qui contribuèrent à défendre et à porter haut les couleurs du Bénin en Afrique.

« Il y avait beaucoup d'émulation sur le plan intellectuel et structurel dans ma famille, avec une grande ouverture d'esprit vers les autres, confie Aurélie Adam Soulé. Quand j'étais petite, mon arrière-grand-mère maternelle me disait des contes africains. Il y avait aussi beaucoup d'activités manuelles, comme la vente à l'étalage, et des manifestations culturelles, telle que la Gaani, qui ont développé mon sens pratique dans la vie quotidienne. » Avec son père, ingénieur agronome, elle apprend le nom des plantes, la valeur de la terre. C'est peut-être cette jeunesse ancrée dans le réel qui a très tôt donné à Aurélie Adam Soulé l'envie d'horizons plus lointains, voire franchement virtuels.

Après un bac scientifique et une brève expérience d'animatrice radio, la jeune femme bénéficie d'une bourse d'excellence d'État qui lui permet de poursuivre ses études en France. Ingénieure brillamment diplômée (en 2007) de l'Institut national des télécommunications d'Évry (aujourd'hui Télécom SudParis), elle commence sa carrière en France, mais avec une certitude : « le devoir de rentrer ». « Les efforts qu'a fournis pour moi mon pays en m'offrant cette bourse d'excellence m'obligeaient moralement à y revenir dès que possible avec mes compétences. » Sans compter l'éloignement et le froid qui lui pèsent.



> **« En tant que femme, je vis ma fonction de ministre comme une responsabilité, non comme une fierté. »**

Un avion pour bureau

Spécialiste des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TIC), elle travaille un temps chez l'opérateur mobile SFR avant de rejoindre le cabinet Accenture en tant que consultante en systèmes d'information. Dès 2009, elle décide de rentrer au Bénin, où elle est aussitôt embauchée au sein de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (Arcep). Six ans plus tard, elle rejoint l'Association mondiale des opérateurs mobiles (GSMA) en tant que responsable des politiques publiques de l'Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest. « J'étais à Abidjan, mais mon véritable lieu de travail c'était l'avion, se souvient-elle. J'interagissais beaucoup avec les ministres des Télécoms et les parlementaires de la sous-région. » Jusqu'à ce jour d'octobre 2017, quand son portable sonne : on lui propose d'être ministre.

« Même si j'en avais les capacités, je n'en avais jamais fait un objectif. Le président Patrice Talon, que j'admirais déjà, avait une vision claire : "Faire du Bénin la plateforme de services numériques de l'Afrique de l'Ouest" et développer les infrastructures numériques pour rapprocher les populations. » La dorsale nord-sud de la fibre optique a en effet été réhabilitée et permet de démocratiser l'accès à internet. « Nous allons désormais concentrer nos efforts sur la boucle ouest et nous pencher sur l'aménagement numérique concomitant avec les grands travaux d'infrastructures routières », précise la ministre. Depuis 2017, le Bénin s'est aussi doté d'un datacenter national, il a mis en place les infrastructures de diffusion de la télévision numérique terrestre, le réseau béninois d'éducation et de recherche, et créé l'École des métiers du numérique. Plusieurs start-up et antennes de grandes écoles internationales se sont par ailleurs implantées sur le campus de Sèmè City. Surtout, depuis la mise en place du portail national des services publics, tous les Béninois peuvent accéder en quelques clics à des informations complètes sur plus de 560 services publics et obtenir en ligne plus de 72 prestations de l'État, dont 10 e-services.

À armes égales

« Grâce à ces efforts, l'écosystème numérique est en plein essor. Le pays collabore sur le plan des compétences avec d'autres partenaires, comme l'Estonie, par exemple. Nous mettons l'accent sur la cybersécurité. » Et les bonnes notes sont arrivées : entre 2017 et 2021, le Bénin a progressé de 92 places dans le classement de l'indice global de cybersécurité édité par l'Union internationale des télécommunications.

Avec le soutien de Smart Africa, entre autres, Aurélie Adam Soulé veut rapprocher davantage les femmes des métiers du numérique pour participer à leur autonomisation. En 2020, à travers le Bénin Digital Tour, elles ont été plus de 5 000 à avoir été formées dans les douze départements du pays. « En tant que femme, je vis ma fonction de ministre comme une responsabilité plus que comme une fierté. Plus que jamais, les Africaines et les Africains doivent et peuvent concourir à armes égales avec tous les jeunes de la planète. La barrière qu'il y avait autrefois avec le monde industriel n'existe plus. Les jeunes Béninois font des choses formidables, et c'est une grande opportunité pour notre pays. » ●

François-Xavier Freland

DSi CLUB
BÉNIN AWARDS 2021
LEADER DU SERVICE IT AU BÉNIN
ISOCEL telecom
L'internet pour tous
+229 21 31 20 11
Rendez-vous sur www.isoceltelecom.com

ENTREPRENEURIAT

Innovateurs engagés

Actifs dans des secteurs porteurs – technologies, architecture, mode –, ces patrons ont créé leurs sociétés avec le souci de servir l'intérêt général et de donner l'image d'un pays moderne. Portraits.

GILLES KOUNOU

Lucky Luke du numérique

Dans son bureau, on passe facilement du calme plat à l'avis de tempête. Gilles Kounou est un chef d'entreprise bouillonnant d'idées et perfectionniste version XXL. Quand quelque chose ne va pas, il convoque sur-le-champ les responsables. Toujours pressé par le temps, plus rapide que le numérique, le directeur général d'Open Si est aussi exigeant avec lui-même qu'avec ses employés. Et c'est pour ça qu'on le respecte. À 33 ans, l'ingénieur en système d'information et génie logiciel, qui fut un temps militaire, est à la tête d'une start-up techno à laquelle tout semble réussir et a déjà une longue expérience professionnelle.

Né à Porto-Novo, fils de fonctionnaires d'État, Gilles Kounou est l'aîné d'une famille recomposée de quatre enfants. Il a passé son adolescence à encadrer et à protéger ses frères, lorsqu'il ne tapait pas sur le clavier d'un ordinateur ou sur son ballon de basket. Après son bac et un diplôme d'avionique militaire à l'École royale de l'air de Marrakech, le jeune ingénieur commence sa carrière dans l'armée béninoise.

Après l'obtention d'un master en génie logiciel des systèmes d'information à l'Institut de mathématiques et de sciences physiques (IMSP) de Porto-Novo, il est repéré et embauché en France, à Marseille, par l'éditeur de logiciel Cocktail-Office, pour travailler à la diffusion du principal progiciel *open source* de gestion des universités au sein de la sous-région ouest-africaine.

À la fin de 2013, après un accident cardiovasculaire, il démissionne. « Cet épisode m'a fait prendre conscience des lacunes du système de santé au Bénin, qui ne disposait d'aucune information sanitaire sur moi. J'ai donc décidé de créer un dossier médical centralisé et partagé. C'est comme cela qu'est née Open Si, puis goMediCAL, une application pour smartphones qui permet aux patients de prendre rendez-vous avec le professionnel de leur choix. »



FRANÇOIS-XAVIER FRELAND POUR JA

Plateforme privilégiée

Quatre ans plus tard, Open Si développe et lance la plateforme d'encaissement en ligne KKiaPay, une solution de paiement digital pour e-commerçants, qui devient rapidement le produit phare de son entreprise. Aujourd'hui, 3000 marchands d'e-commerce l'utilisent et 400 autres en points de vente. Et KKiaPay s'est imposée comme l'une des solutions d'encaissement privilégiée par l'État dans la digitalisation des services publics : les Béninois l'utilisent pour recharger leur compteur prépayé, pour obtenir un casier judiciaire en ligne, pour régler le coût de leur test de Covid, etc.

« Ce qui me passionne c'est de travailler à faciliter la vie de mes compatriotes ; je crois à l'utilité du numérique dans ce sens, explique Gilles Kounou. Chez Open Si, on développe des produits altruistes, on n'est pas là que pour gagner de l'argent. Je ne crois pas à l'entrepreneuriat social solidaire, je suis adepte d'une entreprise à l'américaine qui règle des problèmes sociaux. »

En 2021, après avoir intégré pour la deuxième année consécutive le prestigieux classement indépendant Choiseul 100 Africa, ce Lucky Luke du numérique, qui pense plus vite que son ombre, envisage de lancer son propre *wallet*. Et après avoir ouvert en 2021 des bureaux Open Si à Abidjan, il compte se développer dans l'espace économique francophone ouest-africain. ●

François-Xavier Freland

OBJECTIF **BÉNIN**

NADIA ADANLÉ

Indigo girl

Au milieu d'un vaste jardin où les oiseaux chantent, une villa luxueuse. Nous sommes à Ouidah, dans un petit éden au cœur de la ville. Au rez-de-chaussée, la boutique Couleur Indigo. Les chemises et les robes sur des cintres ; les pagnes bien repassés et pliés devant une cliente japonaise. À côté, dans les ateliers, des femmes cousent en riant autour d'une table en bois ; certaines fabriquent des objets de déco à partir de chutes textiles. Sur la terrasse du haut, des tissus indigo sèchent au soleil.

« La couleur naturelle vient de la feuille d'indigotier. J'ai voulu redonner vie à l'indigo qui existait dans le vestiaire de nos grands-mères depuis des siècles. Les femmes de rang social élevé se sont longtemps drapées d'indigo, avant de l'abandonner car il était trop utilisé lors des obsèques, du fait de sa teinte foncée », explique Nadia Adanlé, elle-même longue silhouette bleutée. La maîtresse de maison a passé son enfance à coudre des petites robes pour ses poupées. Aujourd'hui, à 47 ans, la styliste a déjà une longue vie derrière elle – des boulots qui ne duraient jamais longtemps, un divorce...

Pièces authentiques et élégance

Ingénieure agronome diplômée de Montpellier SupAgro en 1999, Nadia Adanlé a d'abord travaillé au Sénégal, à Dakar, dans le milieu des ONG, puis au Bénin à Carrefour, Bolloré, British American Tobaco, Coca-Cola. Entre-temps, elle a collaboré au projet Songhaï, le célèbre centre béninois des fermiers entrepreneurs. C'est au milieu des années 2000 que la jeune femme ose créer enfin ses premiers vêtements et sa marque en 2007.

« Je voyageais beaucoup et recherchais toujours des pièces authentiques. Je me suis demandé ce qui était typique du Bénin, je trouvais l'indigo élégant et voulais une couleur qui marque les esprits. J'ai donc lancé Couleur Indigo. » Alors qu'elle est chargée de la promotion qualité dans l'espace Uemoa au siège de l'institution, à Ouagadougou, Nadia Adanlé ouvre parallèlement une première boutique dans la capitale burkinabè, puis un show-room à Ouidah.

Dans le bureau de la directrice générale de Couleur Indigo trônent désormais une dizaine de trophées, dont le prix du stylisme du Festival de la mode et du mannequinat africain (Fesmma) de Cotonou, édition 2021. « L'éco-fashionista » emploie désormais 33 personnes – dont plusieurs femmes handicapées. Elle dessine, coupe, crée, elle organise aussi chaque année à Ouidah la grande nuit de l'indigo pour célébrer le pagne au bleu si béninois. Nadia Andalé s'est aussi lancée dans la décoration intérieure pour « mettre partout du bleu dans les yeux ». En plus de ses magasins de Ouidah et de Ouaga, elle espère ouvrir prochainement des boutiques à Lomé, à Abidjan et à Dakar. ●

François-Xavier Freland



YANICK FOLLY POUR JA


FRANÇOIS-XAVIER FRELAND POUR JA

OLA OLAYIMIKA FALADÉ

Architecte du bonheur

Ola Olayimika (« le bonheur m'entoure », en yoruba) porte bien son prénom. Ce trentenaire souriant, calme et pondéré est né à Porto-Novo dans une famille d'intellectuels – père architecte célèbre, frère aîné écrivain à Chicago, tante psychanalyste à Paris… « Mon père m'emmenait souvent au cabinet, où il travaillait beaucoup. Très vite, j'ai été attiré par l'envie de dessiner et de comprendre comment fonctionnaient les choses. J'ouvrais les radios et les montres pour mieux les étudier, parfois sans arriver à les remonter », se souvient-il.

C'est dans la maison de son père – un immense cube en béton brut, aux couleurs vives à l'intérieur, inspiré du style Le Corbusier – située près de l'hôpital militaire, à Cotonou, qu'Ola Olayimika Faladé et sa compagne Clarisse Krause ont installé leurs bureaux en 2017. Ils se sont connus à l'École d'architecture Paris Val-de-Seine, avant de travailler dans divers cabinets. En 2014, ils créent le leur, Cobloc, avec des bureaux à Cotonou et à Paris. « Au Bénin, on veut développer une architecture africaine, dans un esprit d'écologie urbaine, avec des matériaux adaptés : nous essayons d'en importer le moins possible, en jouant au maximum sur le potentiel local. La problématique de l'écologie est également prise en compte dans nos conceptions, à travers l'utilisation de la double peau, mais aussi la création de fenêtres indirectes et de courants d'air pour éviter l'utilisation exagérée de la climatisation », précise Faladé.

Lab innovant, style éclectique

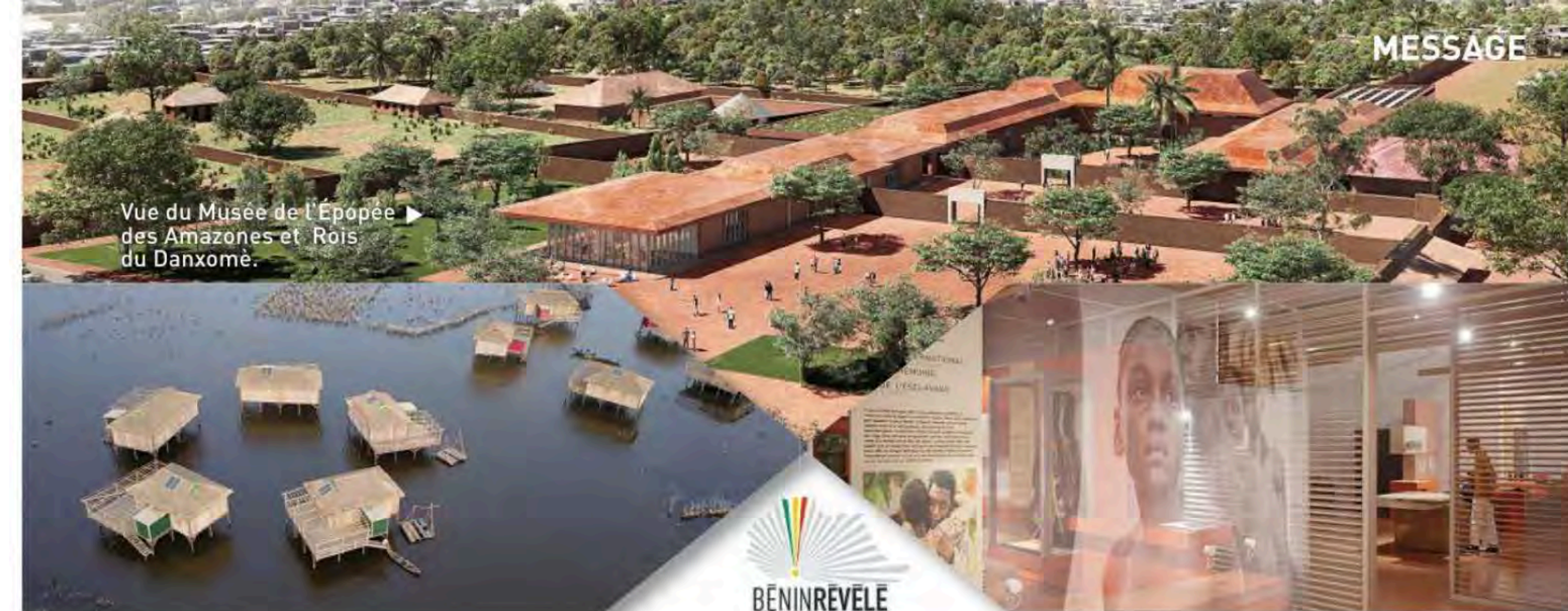
Parmi les plus gros projets de Cobloc à Cotonou : l'immeuble aux couleurs chatoyantes de Sèmè-One, un incubateur de start-up aux ambitions régionales. Et, au cœur de Paris, la réhabilitation du Musée en herbe, un lieu d'expositions, de parcours et de jeux sur des thèmes artistiques, scientifiques et civiques, conçus pour les enfants.

Aujourd'hui, le cabinet essaime ses projets aux quatre coins du Bénin. Influencé par un style architectural éclectique qui va de Shigeru Ban à Rem Koolhaas, en passant par Peter Zumthor, le duo Ola Olayimika Faladé-Clarisse Krause, épaulé désormais par sept collaborateurs, commence à se faire un nom sur la place de Cotonou.

Ses ambitions ? « Devenir un lab » : une entreprise innovante, entreprenante et performante, qui permet de tout concevoir, depuis l'habitat jusqu'au mobilier, de faire le lien avec de grandes agences extérieures (sans être des architectes de signatures de permis) et, surtout, de s'imposer parmi les néobâtisseurs du Bénin. ●

François-Xavier Freland

MESSAGE



Vue du Musée de l'Épopée des Amazones et Rois du Danxomè. ▶

▲ Cité lacustre de Ganvié

▲ Musée International de la Mémoire et de l'Esclavage.

Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT)

« Notre ambition est de faire du Bénin une destination touristique majeure en Afrique »

Le secteur du tourisme, de la culture et des arts est en passe de gagner le pari de révéler les atouts et le potentiel du Bénin et de devenir une filière source de création d'emplois et de développement économique. Plus de onze projets phares devraient permettre de concrétiser cette ambition.

Placée sous la tutelle de la Présidence de la République et du ministère sectoriel du tourisme, de la culture et des arts, l'Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT) a pour mission de faire du Bénin une des destinations phares en Afrique de l'Ouest. Son rôle est de mettre en valeur le patrimoine naturel, historique et culturel.

L'ANPT, partenaire de choix pour le développement et les investissements touristiques

Cette ambition passe par la création et le développement de projets touristiques innovants, qui offriront une expérience unique aux futurs visiteurs du Bénin. Le secteur privé jouera un rôle central dans le développement de ces projets. Guichet unique à caractère opérationnel et transversal, l'ANPT accompagne et appuie ces investisseurs privés.

Des projets structurants

Onze projets phares qui s'articulent autour des différents atouts dont dispose le Bénin du nord au sud.

- Un littoral de rêve avec de belles plages prêt à accueillir une station balnéaire d'exception à Avlékété. L'aménagement de ce coin de paradis avec une double exposition lagune et océan a déjà séduit plusieurs grandes marques hôtelières dont Banyan Tree et Club Med avec qui un accord signé en octobre 2021 lance la construction d'un complexe de 330 logements 4 tridents et « exclusive collection ». Le site naturel de 350 hectares offre plusieurs opportunités de projets privés divers : hôtels, résidences de luxe, club de golf, activités balnéaires et nautiques.

- Un tourisme mémoriel avec la reconstruction à l'identique de la Cité historique de Ouidah. La réhabilitation de lieux historiques importants comme le Fort Portugais et la Route de l'Esclave fera de Ouidah la destination phare du tourisme mémoriel en Afrique et préservera la mémoire de l'esclavage. L'ouverture du Musée International de la Mémoire et de l'Esclavage (MIME) est prévue le 2nd semestre 2022.

- La richesse patrimoniale et culturelle sera mise en valeur grâce à des infrastructures muséales aux standards internationaux. Le Musée de l'Épopée des Amazones et des Rois du Danxomè et la réhabilitation du site palatial environnant à Abomey retracera l'histoire des rois d'Abomey et du royaume de Danxomè sur un site d'exception, patrimoine mondial de l'Unesco. Il accueillera in fine les 26 œuvres rendues par la France dans le cadre des Restitutions, le Bénin étant le premier pays à obtenir cette réparation historique. Le Musée du Vodun à Porto-Novo et l'aménagement de la « Route des couvents Vodun » permettront quant à eux de valoriser le patrimoine culturel lié à la pratique du Vodun, de proposer des éléments de compréhension de cet héritage désormais universel.

- Des sites naturels exceptionnels à découvrir : plusieurs investissements sont en cours pour réinventer la Cité Lacustre de Ganvié, faire de la Pendjari, un parc naturel de référence en Afrique de l'Ouest et permettre d'explorer les authentiques habitats (« Tata ») de la chaine de l'Atacora.

JAMG - PHOTOS DR


secretariat-anpt@presidence.bj

SANTÉ

L'AMU en observation

Après une expérience pilote de deux ans, la réforme de l'assurance maladie universelle est entrée en vigueur le 1er janvier. Désormais, toute la population est concernée. Les uns sont soulagés, les autres déçus, certains s'inquiètent… Reportage.

FIACRE VIDJINGNINOU, À COTONOU

Alors que seulement 8 % d'entre eux sont couverts par une assurance maladie, les Béninois ont du mal à faire face à leurs dépenses de santé. Jusqu'à présent, 60 % de la population était contrainte de recourir à la pharmacopée traditionnelle ou à l'automédication. Régulièrement, le pays était agité par le phénomène des « otages sanitaires », des personnes démunies qui, faute de pouvoir solder leur facture de soins dans les hôpitaux publics, étaient retenues, voire séquestrées.

« Le 31 décembre 2020, le gouvernement a dû dépêcher une importante délégation ministérielle au Centre hospitalier et universitaire de la mère et de l'enfant de Cotonou pour demander la libération de plusieurs patients indigents qui n'avaient pas payé leur facture. L'État a ordonné le paiement des factures de tous les malades "détenus", qui ont ainsi pu passer le Nouvel An chez eux », se souvient la journaliste Hortense Adjagba, qui a régulièrement écrit sur le sujet. « Avec l'assurance maladie universelle [AMU], nous ne devrions plus connaître ce genre de drame », assure Venant Célestin Quenum, le directeur général de l'Agence nationale de protection sociale (ANPS), chargée de rendre la réforme opérationnelle.

Rendue obligatoire par une loi votée en février 2021, l'AMU est la composante majeure du projet « Assurance pour le renforcement du capital humain » que le gouvernement de Patrice Talon présente comme « le principal outil de mise en œuvre de la stratégie de protection sociale au Bénin ».

Elle concerne toutes les personnes résidant sur le territoire national et inclut un panier de base donnant droit à la prise en charge d'actes médicaux, d'analyses biomédicales, et à la fourniture des médicaments nécessaires au traitement efficace de 22 affections qui, selon l'ANPS, constituent 75 % des pathologies les plus courantes au Bénin.

Enthousiasme et déception

L'État prend en charge les primes d'assurance maladie des fonctionnaires, des élus, des membres des institutions de la République et des retraités de la fonction publique. Il subventionne par ailleurs les primes des plus démunis : 100 % des primes pour les « pauvres extrêmes » (2,4 millions de personnes) et 40 % des primes pour les « pauvres non extrêmes » (1,8 million de personnes).

Les autres, principalement les travailleurs indépendants, les employeurs du secteur privé et les « non-pauvres » du secteur informel, vont devoir souscrire leur assurance maladie et celle de leur personnel auprès d'une compagnie d'assurances de leur choix et payer les primes correspondantes… dont les montants n'ont pas encore été fixés.

La phase pilote de l'AMU, engagée en août 2019, a d'abord concerné quelque 105 000 personnes dans sept communes (Abomey-Calavi, Sô-Ava, Dassa-Zoumè, Glazoué, Djougou, Copargo et Ouaké), avant d'être généralisée à quatorze communes en 2021, touchant 180 000 nouveaux bénéficiaires.

Laure (58 ans), vendeuse d'eau à la sauvette et mère de quatre enfants, à sa charge, fait partie des 21 800 bénéficiaires de la subvention de l'État dans la ville de Cotonou. Terrassée par une crise de paludisme en novembre 2021, elle confie son soulagement d'avoir été prise en charge « gratuitement » : « Je n'ai jamais vu ça… Même pour les médicaments je n'ai pas dépensé 1 franc. » Gontran est tout aussi enthousiaste, même s'il a dû payer lui-même certains médicaments parce que le centre n'en avait pas. « Je suis satisfait, si j'avais dû payer tous les soins qu'on m'a donnés, je n'aurais pas pu. »

> **Jusqu'à présent, 60 % des Béninois étaient contraints de recourir à la pharmacopée traditionnelle ou à l'automédication.**

Quant à Yacoubou (47 ans), sa joie d'être bénéficiaire de l'AMU a été de courte durée lorsqu'elle a découvert récemment que sa carte ne lui donne pas droit aux soins et traitements relatifs à son diabète. « C'est pourtant →

COMMUNIQUÉ



Un puissant levier de financement des investissements du Programme d'Actions du Gouvernement

La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin), mise en place par le gouvernement du Président Patrice TALON, au terme de la Loi N° 2018-38 du 17 octobre 2018, est devenue en moins de deux ans, une véritable alternative et même la pierre angulaire du financement des investissements de long terme au Bénin. La CDC Bénin, investie d'une mission d'intérêt général vient en appui aux politiques publiques conduites par l'État et les collectivités territoriales, notamment en matière de développement économique et social. Elle est une institution financière publique chargée d'apporter des solutions novatrices à la problématique de financement des investissements au Bénin. Elle assure également la mobilisation et la gestion sécurisée de l'épargne et de tous les fonds réglementés, qu'elle fructifie et canalise pour financer le développement accéléré des secteurs public et privé, en vue de l'atteinte rapide des objectifs économiques et sociaux du Bénin, à travers des opérations à effet de levier.

Cette institution financière publique spéciale au capital autorisé de 250 milliards de F CFA et opérationnelle seulement, depuis juillet 2020, a déjà mobilisé près de 700 milliards de F CFA, qu'elle met ingénieusement au profit de l'économie béninoise et notamment, des projets structurants de l'État, des collectivités territoriales et des entreprises, tout en consolidant dans une approche de complémentarité et de subsidiarité, les acteurs du système financier classique (banques, sociétés de gestion d'intermédiation, et structures du système financier décentralisé). À cet effet, en 2021, elle a mis à la disposition des banques plus de 300 milliards de F CFA à des taux d'intérêt convenables afin de leur permettre de conforter leurs différentes interventions.

> **Bras opérationnel et financier du gouvernement, la CDC Bénin soutient l'État dans la réindustrialisation de l'économie béninoise**

Acteur majeur du marché financier régional, la CDC Bénin détient plus de 350 milliards de F CFA de titres et a effectué en 2021, la plus importante transaction jamais réalisée par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières en 25 ans d'existence, propulsant ainsi trois Sociétés de Gestion et d'Intermédiation du Bénin, dans le Top 5.

À travers la mise en œuvre de son premier plan stratégique 2021-2025 « l'Envol », la CDC Bénin contribuera à hauteur de 1 000 milliards d'engagements directs, au financement des différentes mesures de politiques, inscrites dans le Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026. L'effet levier attendu de cette contribution directe est d'environ 3 000 milliards de F CFA sur les cinq prochaines années. En prélude au démarrage de ses opérations de financement, la CDC Bénin a lancé en 2021, le processus de création de divers fonds, notamment un fonds hypothécaire, fonds d'infrastructures et un fonds d'amorçage pour les entreprises et projets à forte valeur ajoutée.

Afin de renforcer son potentiel de mobilisation de ressources, la CDC Bénin a commencé la mise en place du dispositif qui lui permettra à terme de lever des ressources sur le marché international pour financer, à moindre coût, l'économie béninoise.

Ses interventions portent prioritairement sur :
- **les infrastructures** (transports, énergie, numérique, eau, éducation, gestion des déchets, etc..) ;
- **le renforcement du tissu industriel** en vue de la transformation des produits agricoles et des cultures de rente ;
- **l'immobilier** à caractère économique et social ;
- **le développement des territoires et des villes** durables ; etc.

Sous l'orientation de la Commission de Surveillance et le leadership de son président, Monsieur Romuald WADAGNI, Ministre d'État, chargé de l'Économie et des Finances, la CDC Bénin a enregistré en moins de deux années d'opérationnalisation, un total bilan avoisinant 800 milliards de FCFA et va à cette allure, très certainement se positionner comme une institution financière nationale, d'envergure internationale.



Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin

2e étage de l'immeuble « LE JATOBA » · Avenue Jean-Paul II
Lot 20 · Zone résidentielle · 01 BP 1689 · Cotonou
République du Bénin · Tél.: (+229) 21 31 00 52/53
E-mail : contact@cdcb.bj · www.cdcb.bj

DIFCOM/DF · PHOTO : © DR.



DUPUY/ANDIA

Lors d'une campagne de vérification de la vue, organisée auprès des populations défavorisées par l'association M'akako et l'ONG Idées.

→ mon principal problème de santé. Si cela ne peut pas être pris en charge, il ne faut plus me considérer parmi les bénéficiaires de cette assurance », s'emporte-t-elle. « Effectivement, c'est embêtant pour les assurés hypertendus ou diabétiques, dont les affections ne sont pas dans le panier de base. Or, au Bénin comme dans de nombreux pays, le diabète et l'hypertension constituent les deux maladies non transmissibles les plus fréquentes », reconnaît un cardiologue.

Quel coût pour les assurés ?

L'entrée en application de la réforme subit aussi quelques retards par rapport à l'échéance fixée pour sa généralisation à toute la population, le 1er janvier 2022. Le décret devant définir le panier de soins de base et celui relatif aux modalités de mise en œuvre de l'assurance des pauvres « extrêmes » et « non extrêmes » par l'État est en effet toujours en cours d'adoption. Et le montant des primes dont les assurés devront obligatoirement s'acquitter n'a pas non plus été fixé. Or cette préoccupation est dans tous les esprits. « La réussite de la réforme dépendra du coût que les assurés seront appelés à payer », tranche Hervé Tossou, spécialiste en santé communautaire. Mais le directeur général de l'ANPS rassure : « Ce prix sera sans commune mesure avec tout ce qui se fait en matière de primes d'assurance maladie dans le pays ou même dans la sous-région. Ce sera un tarif très concurrentiel. »

Un médecin généraliste à Cotonou craint « que le nouveau système ne soit encore infiltré par des personnes qui ne sont pas pauvres ».

Ce n'est pas la première fois que le Bénin expérimente une réforme de l'assurance maladie. De 2011 jusqu'au début du premier mandat de Patrice Talon, en 2016, les Béninois ont connu le régime d'assurance maladie universelle (Ramu). « Le problème a toujours été le paiement des cotisations. Par exemple, en 2015, sur 48 817 affiliés, seulement 3 076 avaient réellement payé leur cotisation, soit un faible taux de 6 % », rappelle Hervé Tossou.

D'autre part, le pays a depuis longtemps mis en place des dispositifs pour faciliter l'accès des personnes démunies aux soins de santé, comme à travers le Fonds sanitaire des indigents. « Mais, au lieu de profiter à ceux auxquels il est destiné, ce dispositif a été pris d'assaut par des fonctionnaires et d'autres personnes ayant les moyens, explique le docteur Roger Tobada, généraliste à Cotonou. J'ai peur que le nouveau système ne soit encore infiltré par des personnes qui ne sont pas pauvres. » ●



GCITT BÉNIN, L'EMPREINTE DES BÂTISSEURS

Créée en 2008, la Générale du Commerce, de l'Industrie, du Transport et des Travaux (GCITT BÉNIN SA) est une Société anonyme de droit Béninois, avec Conseil d'Administration. Son capital social est de 330 millions de F CFA.

La GCITT BÉNIN SA a pour vocation la construction à grandes échelles de logements sociaux et économiques, adaptés aux conditions climatiques locales. Elle s'est spécialisée dans la technologie HYDRAFORM d'origine sud-africaine qui a fait ses preuves dans le monde entier, depuis plus de 30 ans ! Cette technologie basée sur l'utilisation de la terre stabilisée est écologique, créatrice d'emploi, rapide, efficace et peu coûteuse.

Dotée d'importants moyens de productions et de ressources humaines de qualité, la GCITT BÉNIN propose ses logements à un rapport qualité/prix incomparable ! Chaque jour un peu plus, la GCITT BÉNIN s'impose dans le paysage de la construction et de la vente de logements sociaux au Bénin.

Les cités « GCITT Béthel » de Ouèdo, près de Calavi avec ses 500 villas et duplex et la coquette cité «COEUR-JOIE» de 70 villas, toujours près de Calavi. s'intègrent parfaitement au Programme d'Action du Gouvernement (PAG) qui prévoie d'ici les toutes prochaines années la construction de Vingt mille logements sociaux.

Grâce à la GCITT BéNIN des centaines de béninois de la diaspora ont acquis une villa confortable et à leur goût en toute sécurité et simplicité au pays. Et ils sont de plus en plus nombreux à nous solliciter pour la réalisation de leur rêve d'avoir un « pied à terre » ici.

Notre mission est de réaliser des maisons confortables et des cités attrayantes afin de contribuer remarquablement à la satisfaction des besoins de logements partout au Bénin dans une logique de professionnalisme, de respect de l'environnement, en garantissant le meilleur rapport qualité-prix.

Enfin, notre ambition est de devenir le leader dans la construction d'habitations à coûts modérés au Bénin et dans la région.



PHOTOS : DR - JAMG

C/875 Aïdjèdo 1, Rue 7050 Cotonou - République du Bénin - Tél. : (+229) 96 60 05 85 / 64 61 61 56 / 67 21 21 28 - Email : contact@gcitt.com / mailgcitt@gmail.com

www.gcitt.com

CULTURE

Calixte Biah, passeur de témoin et de mémoire

Le conservateur du Musée d'histoire de Ouidah est l'un de ceux qui ont préparé et supervisé la restitution, au début de novembre, des 26 œuvres pillées par les troupes coloniales françaises dans les palais royaux d'Abomey. Parcours d'un passionné.

FRANÇOIS-XAVIER FRELAND

Le professeur Bertin Calixte Biah semble encore exténué. Pendant des semaines, le conservateur du Musée d'histoire de Ouidah a été l'homme-orchestre, plutôt taiseux, chargé à Paris – avec Abdoulaye Imorou, le gestionnaire du site des palais royaux d'Abomey, et leurs alter ego français – de répertorier puis d'organiser l'emballage méticuleux des trésors royaux restitués par la France au Bénin. Il a ensuite supervisé et accompagné leur transfert depuis le Musée du Quai-Branly, à Paris, jusqu'au palais de la Marina, à Cotonou, le 9 novembre 2021.



Le professeur Calixte Biah, à Ouidah

YANICK FOLLY POUR JA

« J'ai été très honoré d'être celui désigné par le président Talon pour rentrer au pays avec les œuvres dans l'avion-cargo, reconnaît Calixte Biah. Avant le départ, le président Macron m'a dit : "Êtes-vous prêt ?" Je lui ai répondu que oui, même si c'était une grande responsabilité… ! Et il y avait un monde fou à l'aéroport et à la présidence. Mais nous n'avons pas failli dans notre mission. C'est une grande fierté. »

Littérature coloniale et contes africains

Dans son petit bureau provisoire, tout en bois, de la maison du Brésil, à Ouidah – en attendant de retrouver le sien, toujours en travaux au Musée d'histoire, futur Musée international de la mémoire et de l'esclavage (Mime) –, « le simple cadre technique », comme il aime à se qualifier, a un petit côté maître d'école.

Né au lendemain de l'indépendance, en 1962, à Sokponta, dans le département des Collines, Calixte Biah évolue dans un milieu catholique modeste mais cultivé, où règne la tolérance religieuse. Éduqué entre la tradition vaudoue et le catéchisme du mercredi, il va à la messe tous les dimanches, tout en fréquentant discrètement les couvents. « J'ai baigné dans la littérature coloniale autant que dans les contes africains susurrés au clair de lune, dit-il. Mes grands-parents maternels me racontaient les rois d'Abomey, la traite négrière, l'esclavage. La fin de la colonisation avait suscité beaucoup d'espoir chez nous. Selon ma tante, c'était la fin de toutes sortes d'humiliations. »

Calixte Biah suit une scolarité normale : collège et lycée à Cotonou, bac littéraire-philo, puis inscription au département histoire et archéologie de l'université de Calavi, où il obtient une licence en histoire-géographie doublée d'une maîtrise de philosophie. « J'ai hérité d'un solide bagage et compris très tôt que les chercheurs occidentaux avaient toujours nié l'existence de l'histoire orale. »

Une humilité toute jésuitique

De cette époque, il garde profondément ancré en lui une certaine pudeur, une humilité toute jésuitique et, surtout, le sens du secret et du sacré. « À l'université, il y avait trois enseignants archéologues, et l'on organisait des fouilles ponctuelles.

Mais c'était très compliqué, car au Bénin on n'aime pas ceux qui remuent la terre. On a horreur de ceux qui creusent un peu partout : en creusant, on peut tomber sur des secrets, des choses protégées. L'idée de la profanation était forte. »

En 2001, Calixte Biah soutient son mémoire : « Problématiques historiques et musées en République du Bénin : de Porto-Novo, Ouidah et Abomey », qui sera déterminant pour la suite de son parcours. Dix ans plus tard, il abandonne sa carrière d'enseignant pour devenir responsable du service de la promotion des musées et de l'action éducative à la direction du ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts. En 2015, il est nommé conservateur du Musée d'histoire de Ouidah, installé dans l'ancien fort portugais.

En humble passeur de témoin, le professeur Biah n'a cependant rien perdu de son sens inné de la pédagogie. « J'ai commencé ma carrière en tant qu'enseignant d'histoire-géographie. C'est un métier passionnant que de transmettre ce que l'on a appris. C'est d'ailleurs pourquoi j'enseigne toujours à l'université de Calavi la gestion du musée, l'animation et le guidage. « Avant les travaux de rénovation, le conservateur accueillait parfois lui-même les groupes d'enfants venus voir les différentes expositions.

Confiance absolue du président

Depuis le début du processus de restitution des 26 pièces pillées par le colonel Dodds dans les palais royaux d'Abomey en 1892, le conservateur du musée de Ouidah a la confiance absolue du président Patrice Talon, avec qui il a d'abord fait avancer le projet dans le plus grand secret. C'est une opération de reconstruction de la mémoire « symbolique du retour au Bénin de notre âme, de notre identité », selon les mots du chef de l'État béninois lors de la retransmission en direct par la télévision nationale de la cérémonie de retour, le 10 novembre.

Calixte Biah n'a pas été choisi par hasard : outre sa parfaite maîtrise de l'histoire du royaume d'Abomey, il connaît l'importance de la charge émotionnelle et sacrée de telles œuvres. À la réouverture du musée, Calixte Biah sera bien là pour accueillir les 26 trésors royaux. Exposés du 20 février au 22 mai au Palais de la marina, ils seront temporairement présentés au musée de Ouidah, avant de rejoindre la collection permanente du Musée d'histoire d'Abomey.

« C'est un événement majeur pour les Béninois ! Cela nous réconcilie avec notre passé. Et les Béninois veulent connaître leur histoire. Pour ma part, je n'ai jamais connu chez moi un quelconque sentiment de revanche envers les Français, tient à ajouter l'historien. Mes parents disaient qu'un tel sentiment était un poison pour soi-même. D'ailleurs, il y

« Ici, on a horreur de ceux qui remuent la terre, qui creusent un peu partout. En creusant, on peut tomber sur des secrets. »

a au Bénin un mélange socioculturel qui fonctionne bien… Le racisme, je l'ai surtout découvert dans les livres. » Calixte Biah ressemble ainsi un peu au héros de son roman préféré, *Un piège sans fin*, d'Olympe Bhêly-Quenum. L'histoire d'un garçon qui coule une enfance simple et heureuse, mais se réveille un jour en s'apercevant que le monde peut être mauvais. ●



Cérémonie de réception des trésors royaux d'Abomey, au palais présidentiel de Cotonou, le 10 novembre 2021.

VALENTIN SALAKO/AID

OBJECTIF BÉNIN

COULEUR LOCALE

Le mystère de la couronne du roi Toffa Ier

Les 26 œuvres restituées au début de novembre par la France au Bénin avaient toutes été pillées dans les palais d'Abomey, où elles vont bientôt trôner à nouveau. Le royaume voisin, celui de Porto-Novo, espère lui aussi récupérer les pièces sacrées qui lui ont été volées.

Le 9 novembre, la France a officiellement restitué au Bénin 26 pièces d'art sacré pillées dans des palais royaux en 1892. Ces trésors royaux appartenaient tous au royaume d'Abomey, qui combattit sans relâche les Français au XIXe siècle. Aussi, un autre royaume, celui de Porto-Novo – qui avait pourtant choisi le camp de la France –, déplore avoir été un peu oublié. Parmi les trésors disparus à jamais, un trône et, surtout, une couronne, devenue légendaire et source de bien des mystères.

Porto-Novo aujourd'hui. Devant le palais royal, la sculpture presque grandeur nature d'un éléphant trône en hommage à Toffa Ier, l'ancêtre de la dynastie. L'animal symbolise l'unité et la loyauté. Ce jour-là, assit sur son trône, sa majesté le roi Gbeze Ayontinmè Toffa IX reçoit une délégation de notables de Ouidah. Au menu des discussions : le retour des 26 trésors royaux d'Abomey, exposés au palais présidentiel de février à mai, puis au Musée d'histoire de Ouidah, avant de retourner à Abomey.

Aux pieds du roi, devant l'assistance agenouillée, des femmes dansent en chantant. « Et moi, quand est-ce qu'on va me rendre mes trésors ? », s'amuse Toffa IX. Il porte un calot serti d'or. Aucune couronne sur sa tête ni sur les portraits des glorieux ancêtres accrochés derrière lui. Peut-être sur l'une des gravures, une mauvaise photocopie encadrée, où l'on distingue le roi Toffa Ier coiffé de ce qui ressemble en effet à une couronne, mais que l'on discerne difficilement. S'agit-il d'une copie du dessin au fusain attribué à un certain Abel Tynaire et publié dans *Le Monde illustré* daté du 3 décembre 1892 ? Au royaume de Porto-Novo, on a oublié cette couronne. On parle surtout d'un trône, de plusieurs fétiches et de masques dérobés. On se souvient aussi du traité de protectorat signé avec la France en 1863 pour mettre le royaume à l'abri des razzias de son voisin et rival d'Abomey, ainsi que de l'appétit des colons britanniques, déjà présents au Nigeria. « Mon ancêtre, sa majesté Toffa Ier, est monté sur le trône en 1874. Son père, Sodj, a signé le premier traité avec les Français en 1863. C'est lui qui a ouvert son pays au monde entier. En réclamant que ses enfants, que ses sujets soient éduqués, il a accepté le brassage des civilisations. Mais ensuite la France l'a trahi en limitant ses prérogatives. » En effet, la France utilisera les petites rivalités et les loyaux services de Toffa Ier pour mettre à genoux son voisin, le roi d'Abomey, et fonder la colonie du Dahomey. Ainsi, les Français, censés protéger le roi de Toffa, vont petit à petit limiter ses pouvoirs et prendre possession de son territoire… Et c'est peut-être à ce moment-là que sa couronne aurait disparu.



L'hypothèse Béhanzin

Marie-Cécile Zinsou, qui dirige la fondation du même nom, a d'abord pensé que la fameuse couronne appartenait au roi Béhanzin, le souverain du royaume d'Abomey. Une hypothèse confortée par un texte retrouvé dans une biographie sur ce dernier intitulée *Le Roi Béhanzin. Du Dahomey à la Martinique*. Son auteur, Patrice Louis, y écrit : « L'objet est impressionnant : le précieux couvre-chef est à six branches, serties de morceaux de verre taillé, jaunes, verts et rouges. La couronne est supportée par des chevaux et des lions, et surmontée d'un autre lion tenant entre ses pattes un morceau de verre violet. » Problème : la majorité des objets ayant appartenu à Béhanzin sont généralement ornés de son emblème, le requin. Le lion est l'emblème de son père, le roi Glélé. On ne trouve par ailleurs aucune trace de cette couronne sur la tête du roi Béhanzin. L'objet ne fait pas partie des attributs royaux dahoméens. Jamais il n'est mentionné comme ayant été porté par un des rois d'Abomey, chaussés généralement de sandales et paré d'un bonnet – en soie, dans le cas de Béhanzin.

« L'enquête a été relancée, précise Marie-Cécile Zinsou, lorsque j'ai retrouvé, dans un article du *Figaro* sur le roi Toffa – paru au moment de l'Exposition universelle de 1900 –, une description de la fameuse couronne au lion d'argent. Le journaliste du *Figaro* dépeint alors longuement la couronne exposée dans une vitrine. Elle avait été apparemment collectée par un administrateur colonial, Jean-Baptiste Fonssagrives, qui travaillait à Porto-Novo. C'est probablement lui qui l'a envoyée à l'Exposition universelle. À partir de ce moment-là on perd de nouveau sa trace. Elle n'est inventoriée dans aucun musée français. Et, là, toutes les hypothèses sont possibles ! » D'autres représentations de la couronne de Toffa apparaissent sur une pièce de 10 centimes du royaume de Porto-Novo datée de 1892, sans doute fabriquée par la Monnaie de Paris. On y voit également le lion dans l'écusson qui porte la couronne.

Calixte Biah, le conservateur du Musée d'histoire de Ouidah – chargé par le président Talon d'accompagner le retour des 26 œuvres des palais royaux d'Abomey à Cotonou, en novembre 2021 –, n'a pour sa part jamais entendu parler de cette couronne. Il lève les yeux au ciel. « Vous connaissez les collectionneurs privés ! Ce ne sont pas des gens qui s'exposent au grand jour. Ça sera un travail de fourmi, assez délicat et difficile, pour la retrouver. Ce qui est sûr, c'est que vous ne pouvez pas détenir indéfiniment quelque chose qui ne vous appartient pas ou un objet que vous avez eu de façon frauduleuse. Vous finirez par le dire, ou des proches le feront, et ceux qui le cherchent iront à vous. »



YANICK FOLLY POUR JA

Sa Majesté Gbeze Ayontinmè Toffa IX dans son palais, à Porto-Novo.

« Charge spirituelle »

Au palais royal de Porto-Novo, le roi Toffa IX aimerait en savoir plus sur cette couronne. En attendant, il est bien déçu de n'avoir vu revenir que les 26 œuvres des palais royaux d'Abomey. « Au Bénin, chaque objet sacré a une charge spirituelle qui peut se retourner contre ses voleurs », conclut-il, un sourire au coin des lèvres.

Malgré ses fétiches et le pouvoir « magique » dont il est doté, Toffa IX en appelle à la raison, ainsi qu'à la loyauté, cet éléphant qui scella l'amitié franco-béninoise, pour espérer récupérer la mystérieuse couronne de son ancêtre, mais aussi les autres trésors royaux de Porto-Novo. Et il émet un vœu : « Au vu de tous les renseignements réunis, moi, Sa Majesté le docteur Gbeze Ayontinmè Toffa IX, aimerait rencontrer le président de la France. » ●

François-Xavier Freland



LA DOUANE BÉNINOISE SUR DE NOUVEAUX RAILS...



Alain Hinkati, Directeur Général des Douanes béninoises

Ces cinq dernières années, le gouvernement du Bénin a résolument engagé l'Administration douanière dans des réformes qui visent la digitalisation des services et l'adoption de normes de gestion conformes aux meilleures pratiques observées sur le plan international. La principale innovation apportée en septembre 2021 pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de collecte et de sécurisation des recettes est la nomination d'une personnalité civile au poste de Directeur Général des Douanes et l'option de privilégier la compétence dans la nomination des agents. Le but ultime des actions engagées est de faire du Bénin une porte d'entrée en Afrique de l'Ouest avec des infrastructures portuaires et aéroportuaires aux normes internationales, dans un écosystème où tous les acteurs des secteurs public et privé nouent un partenariat dynamique et disposent d'outils performants d'aide à la transaction commerciale et à l'accomplissement des formalités de dédouanement.

Sur ce chemin emprunté par la Direction générale des Douanes sous l'impulsion du Ministre de l'Économie et des Finances, les résultats enregistrés sont encourageants. De plus, la mise en œuvre de la plupart des nouvelles mesures de la loi de Finances de 2022 incombe à la Douane, ce qui en fait un artisan des performances économiques.

Une consolidation des performances en 2021

Le niveau global de **réalisation des recettes douanières** à fin décembre 2021 s'est s'est affiché à **440,514 milliards de F CFA** pour une **prévision annuelle de 436,014 milliards de F CFA**, soit un **taux de réalisation de 101,02 %**.

L'évolution des réalisations totales de recettes qui a été croissante depuis 2017 a été rompue en 2020. Mais en 2021, une belle remontée est notée en dépit de la persistance de la double crise de la pandémie et de la fermeture des frontières avec le Nigeria.

Les **écarts des réalisations des recettes de 2021** sont donc **positifs** par rapport aux années 2017 à 2020. Cependant, ils ont évolué de façon décroissante de 2017 à 2019, passant de **112,967 milliards de F CFA à 55,689 milliards de F CFA**. Une remontée à 84,891 milliards de F CFA, traduisant une reprise, a été enregistrée en comparaison à 2020. Les réalisations de recettes de 2021 sont nettement meilleures aux années citées supra en dépit du contexte de réalisation des recettes douanières.

Pour 2022, l'**objectif de recettes est de 503,514 milliards de F CFA, en hausse de 67,500 milliards de F CFA**.

En vue de maintenir la tendance observée au niveau des recettes et garantir la réalisation des objectifs annuels de recettes, il est envisagé :

- la poursuite de la mise en œuvre des actions de réformes entreprises depuis 2016 pour la transformation numérique de la douane ;
- la relecture des procédures à l'exportation ;
- la poursuite de la lutte contre la fraude douanière avec une réorganisation de la surveillance douanière;
- la poursuite des recouvrements sur les « Reste à recouvrer » ;
- la poursuite de la régularisation des régimes suspensifs ;
- la mise à la disposition de la brigade maritime des moyens adéquats pour son fonctionnement optimal ;
- le renforcement des fonctions de renseignement et des enquêtes douanières;
- le renforcement du cadre de partenariat Douane-Secteur Privé;
- la dotation en infrastructure moderne pour sécuriser et élargir la base taxable ;
- le renforcement de la synergie Douane-Impôt dans le cadre des contrôles en entreprise ;
- la réorganisation et le renforcement du personnel par la promotion au mérite.

En somme, l'Administration des douanes béninoises s'active pour la mise en œuvre des réformes sous l'impulsion du Ministère de l'Économie et des Finances.

Ainsi, avec la nouvelle réorganisation de la DGD en cours avec le décret n°2021-455 du 15 septembre 2021 portant Attribution, Organisation et Fonctionnement de la Direction Générale des Douanes et sa gouvernance actuelle, les efforts iront dans le sens de la levée de toutes les difficultés liées à la mobilisation et à la sécurisation des recettes.

Des mesures nouvelles pour encourager des secteurs porteurs de croissance

Ces mesures portent sur un allègement fiscal substantiel pour les matériels et équipements neufs importés par les petites et moyennes entreprises, les voitures de tourisme et autres véhicules neufs et les motocyclettes électriques et hybrides.

Les allègements portent également sur les machines et matériels agricoles, les machines et matériels destinés à l'élevage, à l'aquaculture et à la pêche ainsi que leurs parties, accessoires et pièces de détachées

La ferraille et les sous-produits ferreux, l'aménagement urbain, la sécurisation des corridors, les équipements neufs et les matériaux locaux destinés à la construction des stations-service, des stations-trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil tombent également sous le champ d'application des mesures nouvelles.

Cette batterie de mesures vient s'ajouter aux efforts reconduits sur les camions neufs, les véhicules à 4 roues destinés à la mise en place d'une flotte de taxis, les autobus, les autocars et minibus neufs, les aéronefs et les aérostats et leurs pièces de rechange, les récipients pour gaz comprimés ou liquéfié, les produits pétroliers en régime de réexportation, les équipements de santé, matériels et autres intrants sanitaires entrant dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19.

Un partenariat fécond avec des prestataires de qualité pour parfaire les réformes en cours

Dans l'atteinte de ces objectifs, l'Administration des douanes béninoises, a amorcé depuis bientôt 5 ans, une batterie de réformes en parfaite intelligence avec les partenaires techniques BENIN CONTROL et WEBB FONTAINE. Grâce à ses ambitieuses initiatives de numérisation, la modernisation de l'écosystème douanier du Bénin est devenue une référence dans la sous-région ouest-africaine.

BENIN CONTROL fournit la solution technique et assiste à cet effet la DOUANE dans l'évaluation et la classification des marchandises, la maîtrise de la Valeur en Douane, le Tracking des marchandises en transit via un système de géolocalisation et le Scanning des marchandises.

WEBB FONTAINE assiste la Douane, depuis 2017, sur le plan institutionnel et informatique. Le groupe apporte une solution informatique.

Pour rappel, le Groupe Webb fontaine qui est leader mondial dans les domaines de facilitation du commerce et de sécurisation des recettes de l'État. Il s'est spécialisé dans le développement et l'utilisation de technologies de pointe (l'intelligence artificielle) en vue de fluidifier les échanges commerciaux et de moderniser les administrations en l'occurrence les administrations douanières.

Le facteur clé de succès de cette révolution notée au niveau des douanes béninoises est l'excellent relationnel qui s'est instauré entre l'Administration des douanes béninoises et ses deux partenaires techniques.

Il est par ailleurs important de souligner l'accompagnement et la franche collaboration dont ont fait preuve les Opérateurs Économiques, les Commissionnaires Agréés en Douane et les autres acteurs du commerce extérieur dans la mise en œuvre des différentes réformes.

Par le biais de cette remarquable collaboration avec ses partenaires, les douanes béninoises envisagent continuer dans cette dynamique, afin de construire une économie forte, fondée sur une culture douanière innovante et efficace.

Une orientation irréversible pour la digitalisation.

En phase avec les orientations de l'Organisation mondiale des Douanes et épousant parfaitement les options du Gouvernement, la Douane béninoise s'est lancée sur les rails de la digitalisation avec une modernisation en cours de l'outil de dédouanement, l'optimisation des guichets à la disposition des partenaires de la douane.

Un schéma global d'une meilleure intégration des scanners dans le dispositif du contrôle douanier est également bien avancé.

Direction Générale des Douanes



01 BP 400 - Cotonou, République du Bénin
Tél. : (+229) 21 31 55 48 - Fax : (+229) 21 31 67 86
E-mail : douanes_béninoises@yahoo.fr

www.douanes.gouv.bj

JAMG - PHOTOS : D.R. SAUF ILLUSTRATION : ©SAKURA - STOCK.ADOBE.COM

SOCIÉTÉ

Quartier libre à « Cotonou-Novo »

Ces cinq dernières années, la capitale économique s'est totalement métamorphosée. Sculptures de rue, concept stores, restaurants… Qui en font aujourd'hui une ville pleine de charme et de vie. Reportage.

FRANÇOIS-XAVIER FRELAND

Juste à côté du port, sur le boulevard de la Marina, entre le Palais des congrès de Cotonou et la présidence de la République, face à la mer, le tout nouveau monument Amazone sera inauguré en mars. Réalisé par l'artiste chinois Li Xiangqun, il rend hommage aux mères de la nation, à l'histoire de ces guerrières royales qui a pris tout son sens lors des combats du roi Béhanzin d'Abomey face aux envahisseurs.

La place des Amazones, où est édifiée la nouvelle sculpture, est le symbole d'un Bénin fort et égalitaire, la fierté d'un pays qui a toujours su donner une place particulière aux femmes. Bienvenue à Cotonou ! Avec sa multitude de bâtiments en construction, ses grues élancées, sa nouvelle route des plages parfaitement goudronnée.



Farniente et pique-nique sur le sable, le long de la route des Pêches.

FRANÇOIS-XAVIER FRELAND POUR JA

Cocotiers et vue sur mer

« Cotonou n'est plus le village d'autrefois, c'est devenu une vraie ville », reconnaît Pascal Lou, directeur de La Cabane du pêcheur. Avec ses spécialités de poissons et de fruits de mer, son restaurant les pieds dans le sable est l'une des bonnes adresses de la capitale économique.

Car les habitants de cette « vraie ville » se sont réappropriés le littoral. Le week-end, les familles des quartiers populaires viennent désormais pique-niquer au pied des cocotiers plantés ici et là sur la plage, le long de la route des sables. Les voyageurs de passage en profitent aussi. L'auberge-pizzeria Le Hublot, avec sa vue dégagée sur la mer, offre aux touristes un service impeccable et de belles chambres, simples, bien décorées et peu chères. Son gérant, le Français Jimmy Nival, a suivi son amazone béninoise à Cotonou pour relancer l'affaire.

À quelques pas de là, sur le boulevard de la Marina, La Maison rouge accueille quelques privilégiés : cet insolite hôtel de charme se cache derrière un grand mur d'enceinte, telle une villa d'oasis, dont la subtile décoration mêle toiles de maîtres et objets artisanaux, dans des pièces illuminées par les tons ocre et rouges de la terre africaine. « J'ai rarement vu un hôtel aussi beau, avec une décoration si raffinée, remarque une banquière séjournant au Bénin pour un séminaire. Même si la piscine extérieure est un peu trop petite. »

En s'enfonçant un peu dans le vieux Cotonou, agité ces derniers temps par le vacarme des marteaux-piqueurs, le Vestiaire Original (VO) offre un havre de paix d'un autre genre. Ce concept store est situé juste à côté de l'hôpital militaire, derrière une rangée de motos-taxis. Il suffit de sonner et de pousser la porte pour découvrir un jardin et, au fond, une villa des années 1950. Dans la véranda, une rangée de vêtements bien pliés, des chaussures et sandales en cuir des stylistes Florianne Ahouanmenou et Jean Luciani, des chapeaux de paille et des objets de déco de toutes sortes. Sur les étagères de l'ancienne cuisine s'alignent des produits cosmétiques, du thé, du miel, des jus de fruits et du tchapalo (bière de mil fermenté) estampillé de la marque VO.

« On est un pays de coton et de couturiers, alors j'essaie de travailler avec les meilleurs », explique la directrice du très chic Vestiaire Original.

Passé un escalier tout en petits carreaux multicolores très fifties, à l'étage, une ancienne chambre accueille des collections de tissus et de pagnes. « On est un pays de coton et un pays de couturiers, alors j'essaie de travailler avec les meilleurs », explique la directrice des lieux, Stéphanie Ossé, amazone élégante. « Pour ma part, je suis plus proche d'un business social que d'un business pur. Tout est équitable ici. Ma démarche, c'est être sûre de ne pas exploiter le producteur. Je source et trace mes produits, je ne vends que du made in Bénin, et, demain, je veux exporter ces produits naturels 100 % béninois vers l'Europe. »

VO est le lieu dont tout le monde parle dans la capitale économique. On s'y arrête entre midi et deux pour un jus de fruit naturel dans le jardin, on essaie quelques vêtements des marques Kozo ou Awam… « Ici tout est beau et bien présenté, tout donne envie », résume Narech, une cliente.

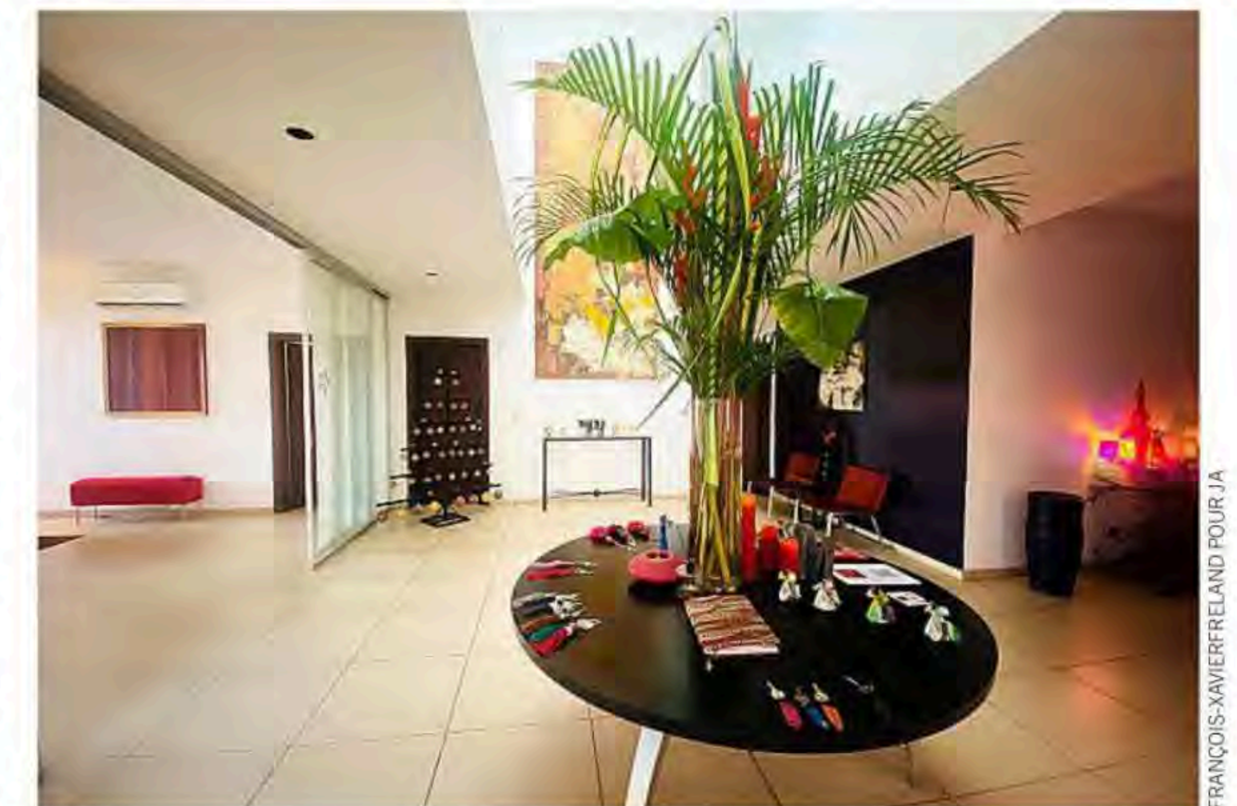
Dans le centre-ville, à Ganhi, non loin du célèbre restaurant gastronomique Les Trois Mousquetaires – que fréquente régulièrement le président Talon –, avec son ambiance feutrée, ses viandes grillées et son foie gras, on trouve aussi l'un des meilleurs maquis de Cotonou, tenu par une perle, la cuisinière ivoiro-béninoise Amy.

Un exceptionnel foutou banane

À l'heure des repas, il n'y a généralement pas une table de libre. On y croise autant de commerçantes du coin que de fonctionnaires des ambassades et des ministères tout proches. Parmi les stars du menu (délicieux et pas cher), un exceptionnel foutou banane, sauce graine ou arachide. La patronne vient elle-même prendre la commande et aime à discuter avec les clients à la fin du repas – lequel peut parfois s'éterniser, faute de personnel suffisant en salle et en cuisine.

Juste à côté du maquis Chez Amy, la nouvelle galerie d'art Borna Soglo a ouvert ses portes en novembre 2021. « La ville attire de plus en plus une clientèle de loisirs, et je veux contribuer à faire de Cotonou une nouvelle place du marché de l'art contemporain », souligne Adenile Borna Soglo. Mais s'il est une amazone de l'art à Cotonou qu'on ne présente plus, c'est évidemment Marie-Cécile Zinsou, à la tête de la célèbre fondation éponyme, située à Cotonou et à Ouidah. À Cotonou, son nouvel espace artistique est Le Lab. La première exposition capsule, *Dan Xomè*, faisait écho à la restitution des trésors royaux par la France à travers la présentation des œuvres de Cyprien Tokoudagba, artiste majeur du Bénin, qui a consacré sa vie à la transmission de l'histoire du royaume du Dan Xomè. Tout près du Lab, le très chic centre communautaire EYA, avec studio d'enregistrement et salle de yoga, qui appartient au fils du président, Lionel Talon. Ce dernier dit vouloir faire d'EYA « une plaque tournante pour les créatifs, dans une ville qui est sur le point d'être un nouveau hotspot de cette côte ouest ».

Il est vrai que Cotonou (qui signifie « estuaire du fleuve de la mort » en fongbe) respire plus que jamais la vie, y compris le soir, avec ses bars, ses animations… « Avant, on allait faire la fête au Togo, tout proche. Désormais, c'est le contraire, Lomé est devenue morne, et la fête, c'est ici ! » se réjouit Khaled Baklini, le dirigeant de plusieurs lieux à succès, dont le restaurant italien très branché L'Imprévu, dans le quartier des affaires, ou La Plage by Code Bar, sur le littoral. Les soirs de week-end, les cocktails sur fond de musique électronique, avec sets de DJ sur la plage, donnent à Cotonou un petit air de Rio de Janeiro… Après *The Girl From Ipanema* : The Amazon of Cotonou !



Puits de lumière et déco soignée dans le hall de La Maison rouge.

FRANÇOIS-XAVIERFRELAND POUR JA

MUSIQUE

Sept filles dans le vent

Dans un pays où la tradition des orchestres se perpétue depuis les indépendances, le Star Feminine Band fait bouger les lignes. Âgées de 11 à 18 ans, toutes musiciennes et chanteuses, elles ont un peps et un succès fous.

MAURICE THANTAN

Une calebasse flagellée façon batterie à laquelle répond en écho la complainte d'un talking drum, le rythme et la mesure battus par une grosse caisse. Et soudain tout fusionne dans une marinade acoustique, où grelots aux pieds et percussions traditionnelles s'accordent avec basse, guitare et piano dans un tempo ultra-rock. En bariba, en fon, en français, elles chantent contre l'excision, pour l'émancipation de la femme et pour promouvoir les droits de l'enfant. C'est l'univers du Star Feminine Band, une afro-pop mitonnée à la sauce béninoise par sept ados âgées de 11 à 18 ans, sept filles dans le vent pour lesquelles la musique est devenue « leur boulot », comme elles disent.



Aux Trans Musicales de Rennes, le 4 décembre 2021.

SEBASTIEN SALOM-GOMIS/AFP

C'est à Natitingou, à 450 km au nord-ouest de Cotonou, sur les contreforts de l'Atakora – la plus grande chaîne montagneuse du Bénin –, qu'il faut se rendre pour les voir répéter.

Désormais, Angélique, Anne, Dorcas, Grâce, Julienne, Sandrine et Urrice vivent toutes sous le même toit, chez le musicien André Baleguemon, le fondateur et directeur de l'orchestre. « C'est pour en finir avec les grossesses précoces, parce que plusieurs de mes élèves sont déjà tombées enceintes par le passé, la dernière pendant que nous préparions la tournée européenne. Nous avons dû la remplacer par Dorcas, explique le quinquagénaire. C'est un projet militant avant tout. »

Pour ce passionné de rock garage et de punk, il s'agissait de créer un groupe de filles, afin d'en faire « une tribune pour la défense des droits de la fille et de la femme », un sujet qui lui tient particulièrement à cœur. Et cela commence à porter ses fruits. Arte, BBC, Canal+, TV5Monde, France Inter... Les sept étoiles du Star Feminine Band ont séduit les plateaux télé et les antennes radio, dans le sillage d'une tournée sur les scènes de Suisse et de France, à Paris et aux Trans Musicales de Rennes notamment, en novembre et en décembre 2021.

Nouvelles stars

C'était le tout premier voyage hors de leur pays pour ces sept Béninoises, dont la plupart n'avaient même jamais quitté les flancs verdoyants de leur paisible Atakora natal.

Pour les sept filles, l'aventure commence en juillet 2016, quand elles répondent à l'appel à candidature lancé par André Baleguemon sur Nanto FM, une radio locale. Une vingtaine sont alors retenues pour participer à ses cours de musique et, à l'arrivée, seulement sept formeront l'orchestre. En février 2019, elles enregistrent leur premier album, tout naturellement intitulé *Star Feminine Band*.

La lumière dans laquelle leur constellation brille désormais, c'est à Jean-Baptiste Guillot, ex-directeur artistique chez EMI France, que ces nouvelles stars le doivent. Le fondateur du mythique label de rock Born Bad Records se souvient de leur première rencontre : « J'ai déboulé au Bénin en décembre 2019. Quand j'ai vu les filles jouer, c'était au-delà de mes espérances. J'étais émerveillé. Je savais qu'on allait sortir des disques et que j'allais tout faire pour qu'elles aient la récompense de leurs efforts. »

Après de nombreux concerts au Bénin et leur première tournée internationale en Europe en 2021, leur « objectif est désormais d'être célèbres et reconnues partout », confie Sandrine Ouei, l'aînée du groupe. Et de continuer à faire « leur boulot » de cette musique qui déménage, aussi forte et moderne qu'elle est nimbée d'influences traditionnelles, revisitées et orchestrées par des ados d'aujourd'hui qui ont désormais la tête dans les étoiles. ●

COMMUNIQUÉ



PN HOLDING GROUP ACTEUR DANS LA CONSTRUCTION DURABLE DES VILLES AFRICAINES

Un peu plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des villes. D'ici 2050, l'Afrique serait le seul contient avec un rythme de croissance démographique supérieur à 1% de la population par an en moyenne. Ces populations vivant dans les villes devraient grandir, pour atteindre 2,5 milliards de personnes supplémentaires.

Face à l'énorme défi posé par ce besoin exponentiel, PN Holding Group veut être un acteur procurant une solution durable pour la construction rapide de gros volumes de logements accessibles et de qualité pour tous.

LA CITÉ DE OUÈDO, UNE RÉPONSE À LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

L'Afrique se transforme rapidement et se réinvente pour relever les grands défis de demain. L'accessibilité au logement devient une problématique prioritaire intégré dans les objectifs stratégiques de nombreux pays de la sous-région. Pour y répondre à cet enjeu local, qui est à la fois global, les solutions doivent aller au-delà de leurs frontières.

Au Bénin, la Cité de Ouèdo est un modèle de ville nouvelle qui vise particulièrement à lutter contre la précarité urbaine et à améliorer les conditions de vie des populations. Cette opération fait partie du programme de construction de 20 000 logements lancé par le Président Patrice talon, et avec une maîtrise d'ouvrage déléguée sous la responsabilité de la Société Immobilière et d'Aménagent Urbain (SImAU) et la maîtrise d'œuvre réalisée par Koffi & Diabaté Architectes.

L'INDUSTRIALISATION, UNE GARANTIE DE QUALITÉ

La construction de ce projet emblématique a été confiée à notre filiale béninoise PN-BN. Pour relever le défi de construire en temps record plus de 8000 logements sociaux, PN Holding Group suit une logique d'industrialisation. Le système implémenté est un procédé de production du gros œuvre qui permet une construction rapide basée sur le principe de la rotation journalière. Il s'agit d'un système hautement productif qui garantit la réalisation d'un nombre élevé d'unités par jour et assure la qualité du travail. En effet, nous avons opté pour la technologie du coffrage tunnel pour la construction des immeubles collectifs. Une journée de travail est divisée dans une succession de tâches bien précises permettant ainsi de coffrer et de couler 374 de tunnel et cages par mois avec les 17 équipements. (Chaque équipement fait 22 coulages par mois). Pour les maisons individuelles, la technologie du coffrage en cage rétractiles a été introduite. Pour cela, un équipement a été conçu qui permet de couler l'ensemble des murs du la maison en une seule opération ce qui augmente considérablement notre productivité par rapport à la production conventionnelle.

L'objectif de cette construction industrielle peut non seulement aider à résoudre une crise du logement qui s'accentue, mais aussi réduire les coûts de construction, recycler les déchets et fournir à la main d'œuvre locale une formation faite de nouvelles compétences clés pour l'avenir.

PN Holding Group, acteur mondial des métiers de la construction et du développement immobilier. Le groupe espagnol est actif dans la construction, l'urbanisme et le développement immobilier avec plus de 20 ans d'expérience en Europe et 6 ans en Afrique avec des filiales au Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Togo et bientôt au Cameroun et au Sénégal. La valeur sociale et environnementale qui accompagne le développement de chaque projet est un aspect essentiel pour la société.

Légendes : 1 - La Cité de Ouèdo au Bénin, opération qui fait partie du programme de construction de 20 000 logements lancé par le gouvernement de la République du Bénin. 2 - Technologie du coffrage en cage rétractile pour la construction des maisons individuelles. 3 - Projet de construction de logement sociaux et économiques au Bénin.

JAMG - PHOTOS DR

PN Holding Group
Carrer de Suïssa, 9 - 08917 Badalona - Barcelona, Espagne
Tél. : +34 93 222 03 20 - Email : ceo@pn-hg.com

www.pn-hg.com

Ayôdélé, au nom de la mère

La chanteuse et percussionniste enchaîne les concerts et les singles, et prépare la sortie d'un premier album. À seulement 21 ans, elle a déjà un beau parcours derrière elle. Portrait.

FRANÇOIS-XAVIER FRELAND

On dirait une scène de *La Strada,* de Fellini. Dans la cour de la modeste maison familiale à Calavi, pas très loin de la célèbre université, une jeune femme, pieds nus, chante en frappant sur son tam-tam. Des poules passent en dodelinant de la tête. Gloria Jemima Lawson, alias Ayôdélé (« joie dans la maison », en yoruba), est une petite boule d'énergie, solaire. « Elle souriait déjà à la naissance », confirme son père.

Pourtant, la vie n'a pas toujours souri à Gloria Jemima Lawson. Elle n'est encore qu'une enfant quand sa mère meurt sous ses yeux en donnant le jour à sa sœur cadette. « Comme j'avais une belle voix, mon père m'a prise dans son orchestre. À l'âge de cinq ans, je partais déjà en tournée avec lui », raconte la jeune femme. « Les gens la réclamaient dès qu'on entrait sur scène », se souvient son père, guitariste et compositeur d'origine togolaise.

La jeune artiste, qui chante aussi à la messe le dimanche, n'a que 8 ans lorsqu'elle écrit ses propres textes, qui parlent d'enfants, d'amitié et d'amour du prochain. À 13 ans, elle compose un titre en hommage à sa mère et, deux ans plus tard, crée une ONG pour la promotion de l'art et de la culture afin de soutenir les personnes défavorisées. Elle la baptise Ayôdélé, qui devient son nom de scène. « L'an dernier, j'ai récolté des dons pour l'orphelinat où ma petite sœur a été accueillie après le décès de ma mère. Malheureusement il n'existait plus, mais j'ai offert les dons à un autre orphelinat. »

Ayôdélé ouvre la porte de son studio d'enregistrement aux murs tapissés de boîtes à œufs. Edison Konfo, son directeur artistique, qu'elle considère comme son grand frère, prépare le micro. « Il a rejoint l'orchestre de mon père en tant que bassiste, et, très tôt, c'est lui qui m'a coachée et incitée à continuer dans la musique. Il était très proche de ma mère, il m'a protégée », confie-t-elle. Ayôdélé s'assied et se met à chanter en frappant sur un ogbon, un instrument symbole de joie, dont la percussion provoque la transe chez les adeptes du vaudou. « C'est un *talking drum*, un tam-tam qui parle, explique-t-elle. Il est joué dans les couvents vaudous pour communiquer avec les morts. Normalement, les femmes ne doivent pas y toucher, mais moi j'ai été initiée très tôt, à Porto-Novo – certains disent que c'était dans le ventre de ma mère –, et, gamine, je faisais danser les esprits. »


YANICK FOLLY POUR JA

« Ne ressembler à personne »

Dans son panthéon musical intérieur, il y a surtout les divas de la chanson africaine : la frêle et touchante Togolaise Bella Bellow et la grande Miriam Makeba, bien sûr. « Toutes ces femmes ont influencé mon caractère et ma musique, mais je veux être moi-même, imposer mon style. Je ne veux ressembler à personne », prévient la jeune artiste, dont la musique est un mélange de rythmes yoruba et de sonorités plus urbaines.

Elle a reçu le deuxième prix Découvertes RFI, en 2017, pour son titre *Kpakpato,* et, depuis, sa carrière s'accélère. Elle enchaîne les spectacles et, après de nombreux singles et EP, à 21 ans, Ayôdélé prépare la sortie de son premier album. En raccompagnant *Jeune Afrique* au portail, elle ajoute : « Au fait, je n'ai encore jamais chanté en public la chanson dédiée à ma mère... La thérapie est longue. » ●

COMMUNIQUÉ

IMPACT plus
Consulting Group

« Nous apportons l'appui et l'encadrement nécessaires à la facilitation de l'accès au financement des PME/PMI »


© DANIEL ERNST - STOCK.ADOBE.COM

Pour Marcel Effon, Directeur Général d'Impact Plus, ici entouré de ses collaborateurs, le travail d'équipe est une véritable valeur ajoutée.

Impact Plus soutient le programme African Women's Entrepreneurship (AWE) GROW UP 2020 qui a eu à former plus de 1000 femmes.

Partenaire naturel des PME des pays de l'UEMOA, la société Impact Plus Holding propose un accompagnement complet aux entreprises qui souhaitent réaliser un projet d'investissement et, plus généralement, se développer dans une vision à moyen et long terme.

Notre approche personnalisée repose sur un diagnostic précis de la situation de l'entreprise, la réalisation d'études de faisabilité, le montage du business plan, l'identification et la recherche de financement et l'accompagnement tout au long du cycle du projet.

Un financement adapté

Nous sommes des spécialistes du financement qui est notre cœur de métier. Nous faisons profiter les PME des avantages liés à la diversification des instruments de financement des PME, y compris des actions de promotion du capital-investissement prévus par l'UEMOA au sein de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). Nous contribuons à la réduction du taux de mortalité des entreprises.

Nous fournissons également des services de formation et de coaching (à la carte, sur mesure, individuel collectif, etc.) ainsi que des solutions RH (placement, recrutement, externalisation).

En 2021, Impact Plus Consulting a monté et négocié des dossiers de financement de projets à l'endroit de 548 PME pour un montant de financement recherché de 9,2 milliards de F CFA. La levée de financements réalisée a représenté un montant de 2,1 milliards de F CFA.

Une logique de partenariat

Impact Plus Consulting bénéficie de l'agrément CISAE de la BCEAO dans le cadre du dispositif de soutien au financement des PME/PMI et du certificat de reconnaissance de l'Ambassade des États-Unis pour l'accompagnement des PME dans le cadre du programme African Women's Entrepreneurship (AWE) GROW UP 2020. Nous avons également l'habilitation du ministère du Travail et de la Fonction publique pour l'Offre de formations professionnelles continues au secteur public.

Par ailleurs, la société est partenaire des institutions suivantes :

- La multinationale allemande SUN-Farming pour un appui technique et financier du projet PRéDéA qui porte sur un investissement privé de 238 milliards de F CFA en vue de la création de 7 pôles régionaux de développement agricole dans chacun des 7 pôles agricoles du Bénin.
- Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à travers l'appui au financement des bénéficiaires du Projet de développement de l'agrobusiness au Bénin.
- Le Fonds national de développement agricole pour l'appui au financement des promoteurs exerçant dans le secteur de l'agrobusiness.
- La GIZ.

Une équipe jeune et dynamique

Ces différents agréments et certificat attestent de notre capacité à accompagner les PME. Mais notre véritable valeur ajoutée repose sur la qualité de notre équipe jeune, dynamique et engagée. Elle a à cœur de défendre notre vision et nos valeurs d'entreprise. Notre équipe se caractérise par son expertise, son intégrité, et son professionnalisme.

Impact Plus Consulting met en œuvre une méthodologie de travail structurée, documentée et fiable. Notre organisation technique et managériale est orientée vers l'obtention de résultats. Vous avez un problème ? Venez nous voir, nous trouverons la solution.

JAMG - PHOTOS D.R. SAUF MENTION

Nous contacter : 1er étage immeuble Deguenon carre 111 Avenue Van Vollen Hoven (Caboma) Cotonou Bénin - 10 BP : 714 Cotonou
Tél. : (+229) 97 26 38 48 - 97 50 07 18 - 90 30 41 45 - Email : contact@impactplusconsulting.com
www.impactplusconsulting.com



UA-UE

Enfin d'égal à égal ?

Initialement prévu en 2020, le 6e sommet Afrique-Europe se tient finalement en ce mois de février. L'occasion pour les deux partenaires de tirer un trait sur une asymétrie qu'ils assurent vouloir laisser derrière eux.

Cérémonie d'ouverture de l'édition précédente, à Abidjan, à la fin de 2017.

LYU SHUAI/XINHUA-REA

OLIVIER CASLIN

C’est avec près de deux ans de retard sur le calendrier initial qu’Europe et Afrique vont se retrouver, par l’intermédiaire de leurs institutions respectives – l’Union européenne (UE) et l’Union africaine (UA) –, la première recevant la seconde, les 17 et 18 février à Bruxelles, pour un 6e sommet dont la précédente édition s’était déroulée à Abidjan en novembre 2017.

Entre-temps, le contexte international a considérablement changé. En particulier depuis le début de la pandémie de Covid-19, qui, non contente de dérégler l’agenda diplomatique du partenariat européo-africain, a également considérablement bouleversé ses priorités.

Le rendez-vous bruxellois est donc très attendu des deux côtés de la Méditerranée. Ce sera notamment la première fois que les 27 chefs d’État et de gouvernement européens auront l’occasion de discuter physiquement avec leurs 55 homologues africains des contours larges de la stratégie qu’entend mettre en place l’UE en direction de son grand voisin du Sud.

La Commission européenne, dirigée par l’Allemande Ursula von der Leyen depuis le 1er décembre 2019, avait en effet dévoilé son nouveau plan d’action en mars 2020, soit quelques jours seulement avant l’irruption planétaire du virus. Les 19 pages de ce plan égrenaient les priorités définies lors du sommet de 2017, regroupées pour l’occasion en cinq axes de travail : transition verte, transition numérique, accords commerciaux, paix et bonne gouvernance, et, enfin, défi migratoire et mobilité des personnes. Une première version avait été reçue plutôt favorablement quelques semaines plus tôt à Addis-Abeba par les responsables de la Commission de l’UA.

Ursula von der Leyen pouvait alors annoncer avec assurance son objectif : « Faire passer le partenariat européen avec l’Afrique à une vitesse supérieure. » Ces propositions devaient même servir de base de discussion pour le sommet suivant, alors prévu pour octobre 2020. Avant que le Covid-19 ne vienne tout gripper. Depuis, « un certain élan a été perdu », estime Geert Laporte, directeur de l’European Think Tank Group (ETTG), installé à Bruxelles.

La nature ayant horreur du vide, et faute de pouvoir se rencontrer tous physiquement au même moment et au même endroit, ces deux dernières années, Européens et Africains ont multiplié les rencontres en comité restreint et sur des thèmes resserrés. « Au détriment des mécanismes institutionnels de concertation classique », regrette Carlos Lopes, conseiller auprès de la présidence de la Commission de l’UA.

« Résultat : les discussions de bloc à bloc ont disparu, et les quelques annonces qui ne manqueront pas d’être faites à l’issue du sommet n’auront fait l’objet d’aucune négociation formelle », craint déjà l’économiste. Pas plus que les initiatives Covax ou Global Gateway dans un passé récent. Une évolution qui, selon Geert Laporte, répond à des impératifs de résultat. « Plus il y a de monde autour de la table et plus les intérêts risquent de diverger. Une approche différente s’est donc mise en place pour pouvoir avancer sans forcément chercher le consensus. » Jusqu’alors accusée parfois d’unilatéralisme par l’Afrique, l’UE semble désormais s’appuyer sur les relations bilatérales de ses pays membres en Afrique, au détriment d’une vraie démarche multilatérale.

Si, sur la forme, les discussions ont évolué, sur le fond, des divergences persistent sur certains dossiers fondamentaux.

Impératifs de résultats

Si les discussions ont donc évolué au niveau de la forme, sur le fond, certaines divergences persistent. Elles concernent notamment des dossiers aussi fondamentaux que le futur cadre commercial à mettre en place entre les deux continents et ses conséquences sur l’industrialisation à venir de l’Afrique.

Concernant ce premier volet, « l’UA veut discuter à l’échelle continentale, dans la foulée de la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine [Zlecaf], alors que l’UE continue de réfléchir région par région, pour rester fidèle aux Accords de partenariat économique [APE], toujours en négociation depuis les années 2000 avec l’Afrique », explique Carlos Lopes. Une approche européenne qui provoquerait, selon plusieurs observateurs issus des deux camps, « une fracture » du côté africain, cette stratégie contredisant la résolution prise par l’UA de privilégier ses ambitions continentales. « Bruxelles soutient financièrement la Zlecaf mais estime qu’il faudra au moins dix ans pour qu’elle voie le jour », affirme Geert Laporte. Un scepticisme qui, jusqu’à présent, pousse l’UE à privilégier ses APE.

Le contenu des accords commerciaux à venir aura pourtant des répercussions sur le développement industriel de l’Afrique. Un point sur lequel les deux partenaires ne semblent pas être en symbiose. « Les deux bords sont d’accord sur la nécessité de cette industrialisation du continent, mais l’Europe craint de voir partir certaines de ses filières en Afrique », reprend ce spécialiste des relations extérieures de l’UE.

L’asymétrie perdure donc dans les relations tissées entre ces deux partenaires, dont les capacités financières et organisationnelles sont aux antipodes. En matière de paix et de sécurité, « l’architecture africaine n’existe pas, c’est donc l’UE qui impose ses vues », précise encore Carlos Lopes. Idem sur la question climatique. « Et l’arrivée, ces dernières années, de nouveaux concurrents sur le continent rend Bruxelles plus nerveux », observe un fin connaisseur de la politique communautaire.



LUDOVIC MARIN/AFP

Le chef de l’État français (à g.) accueillant la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l’UA, lors de l’ouverture du sommet sur le financement des économies africaines, à Paris, en mai 2021.

Convaincre

L’heure est donc plus que jamais à ce « changement de paradigme » dont on parle volontiers des deux côtés. Son objectif ? « La mise en place d’un partenariat d’égal à égal » qui n’existe donc toujours pas jusqu’à présent. Cependant, malgré la volonté affichée par Emmanuel Macron, il n’est pas certain que la présidence française de l’Union arrive à faire bouger les lignes. « Il va devoir pour cela convaincre les autres pays membres, dont certains sont parfois un peu sceptiques vis-à-vis de l’importance des liens avec l’Afrique », reprend notre expert européen.

Malgré la volonté affichée par Emmanuel Macron, il n’est pas certain que la présidence française de l’Union arrive à faire bouger les lignes.

La France jouissant ces derniers temps d’une image fortement dégradée dans les pays de son ancien pré carré, « il est peu probable qu’elle puisse permettre de restaurer la confiance de l’Afrique », prédit Geert Laporte. D’autant que, ces derniers temps, la relation entre les deux partenaires a encore été mise à mal par la position européenne concernant la réallocation des droits de tirage spéciaux ou la levée des brevets de certains vaccins anti-Covid.

Ce n’est pourtant qu’au prix d’une véritable écoute mutuelle que ce 6e sommet rencontrera le succès que cherche évidemment à obtenir la Commission européenne. Voilà certainement l’une des principales raisons pour lesquelles la déclaration finale ne devrait pas dépasser les trois pages. « Il est en effet plus facile d’obtenir un consensus sur un texte court », avance un expert bruxellois. Et de sauver ainsi, une nouvelle fois, les apparences. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT

PROPARCO GROUPE AFD

PROPARCO
151, rue Saint Honoré 75001 Paris
Tél. : (+33) 1 53 44 31 08
proparco@proparco.fr
www.proparco.fr

Avec l'UE, Proparco renforce l'accompagnement technique auprès du secteur privé

Instrument peu utilisé il y a dix ans, l'accompagnement technique (AT) est aujourd'hui un véritable levier d'action au service du développement mobilisé par l'ensemble des acteurs : organisations internationales, bailleurs de fonds, investisseurs d'impact, etc. Pour les institutions financières de développement, l'AT est un outil efficace pour encourager leurs partenaires et clients dans la prise en compte et la diffusion d'enjeux stratégiques, grâce au renforcement de leurs compétences par l'apport d'expertise externe.

On constate une montée en puissance de l'offre d'AT parmi les institutions européennes de financement du développement (IEFD – EDFI en anglais) : les volumes financiers consacrés à l'AT ont doublé depuis 2015 ! La collaboration entre l'Union européenne (UE) et les EDFI s'est renforcée sur ce plan : en leur déléguant des financements et des subventions d'AT, l'UE permet aux EDFI de rendre plus efficace l'appui qu'elles apportent au développement du secteur privé.

Grâce à ce soutien de l'UE, Proparco propose un volet d'AT pour l'ensemble de ses secteurs d'intervention couverts par des programmes bénéficiant de fonds européens.

Dans le secteur des énergies renouvelables, la garantie européenne « African Renewable Energy Scale-up » dont bénéficie Proparco pour investir dans des entreprises et start-up « ongrid » et « offgrid » contient une offre d'AT déployée auprès des clients pour les accompagner dans leur croissance et l'amélioration de leur impact. Dans le secteur de l'inclusion financière, le programme de garantie EURIZ, lancé en 2019 avec le soutien de l'UE et de l'Organisation des États Africains, des Caraïbes et du Pacifique (OACP), vise à faciliter l'accès au crédit pour les PME dans la zone Afrique, Caraïbe, Pacifique et dans les pays fragiles. Son volet d'AT vise à aider les institutions financières à développer une offre adaptée aux spécificités des PME, et à appuyer les TPME dans la structuration financière de leurs projets.

Initialement centrée sur le renforcement des capacités de ses institutions financières partenaires, l'offre d'AT a évolué vers un accompagnement plus large dont



Charles Hullot
Référent opérationnel
Union européenne
chez Proparco

bénéficient un ensemble d'acteurs qui interviennent dans l'environnement des affaires du secteur privé, et par extension les écosystèmes locaux. L'amélioration des pratiques des entreprises permet d'avoir un effet d'entraînement sur leur secteur ou leur filière, et de contribuer à leur structuration. L'AT est donc un véritable accélérateur de performance, de pratiques responsables et d'impact.



LE DERNIER NUMÉRO DE SP&D

La revue Secteur Privé & Développement de Proparco consacre son nouveau numéro à l'accompagnement technique, désormais levier d'action incontournable dans les projets en appui au secteur privé. Disponible sur demande : tiessenp.ext@proparco.fr

JAMG - PHOTOS DR



VINCENT FOURNIER POUR JA

L'ancien Premier ministre belge, successeur de Donald Tusk à la tête du Conseil des Vingt-Sept.

ENTRETIEN

Charles Michel

« Le 6e sommet UE-UA doit être le point de départ d'une nouvelle alliance »

Le président du Conseil européen s'apprête à accueillir les chefs d'État africains et leurs homologues européens. Avant leur arrivée, il détaille les principaux défis à relever durant cette rencontre.

OLIVIER CASLIN

Les 17 et 18 février, ce sera bel et bien en présentiel que se tiendra le prochain sommet UE-UA. Celui qui l'assure n'est autre que le président du Conseil européen, Charles Michel. Succédant au Polonais Donald Tusk, l'ancien Premier ministre belge, aujourd'hui âgé de 46 ans, a pris la tête de l'institution communautaire qui regroupe les chefs d'État et de gouvernement des vingt-sept pays membres de l'UE le 1er décembre 2019.

À ce titre, c'est à lui que revient de chapeauter l'organisation de ce rendez-vous ô combien important pour les deux partenaires. Mais pas à lui seul : à ses côtés, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, et Emmanuel Macron, chef de l'État français, qui occupe la présidence du Conseil de l'Union depuis le 1er janvier.

Jeune Afrique : Dans quelques semaines se tiendra le 6e sommet UE-UA, cinq ans après le précédent, organisé à Abidjan. L'Europe et l'Afrique parlent-elles toujours le même langage ?

Charles Michel : L'Afrique compte de nombreux partenaires dans le monde. Ce que les Européens lui offrent ? La possibilité d'établir un partenariat que nous écririons ensemble. Nous avons la conviction qu'un espace s'ouvre avec ce rendez-vous. Cela ne sera pas un point d'arrivée mais bien de départ pour une nouvelle approche. Un nouveau paradigme destiné à fonder une nouvelle alliance. Tout ne sera pas résolu en un sommet, mais celui à venir nous offre l'opportunité de mieux nous comprendre pour mieux définir nos priorités communes.

Quels seront les thèmes abordés ?

Cet événement doit être l'occasion de nous retrouver les yeux dans les yeux autour de trois grands sujets. Le premier concerne les principes fondamentaux d'une future alliance établie dans le respect et l'intérêt mutuels. Nous devons aller au-delà des déclarations généreuses pour, cette fois, les mettre en œuvre, dans le respect des engagements pris par chacun.

Le deuxième point porte sur la manière d'instituer un espace commun de prospérité, en lien avec l'ambition de créer une zone de libre-échange que nous souhaitons voir connectée au marché intérieur européen. Cette prospérité doit également prendre en considération la transition climatique, la transformation digitale, mais aussi l'importance de la santé, de l'éducation ou de la formation professionnelle.

Enfin, dernier sujet, la question de la sécurité et de la stabilité, sur laquelle l'UE doit apporter son soutien, en prenant en compte les solutions portées par les Africains. Nous avons intérêt à collaborer, à renforcer le dialogue afin de dégager ensemble des solutions opérationnelles.

Sept tables rondes thématiques seront organisées autour de ces trois thèmes, de sorte à impliquer les chefs d'État dans des discussions plus interactives et, justement, de les faire dialoguer. →

Les Africains ont-ils participé à la définition du contenu de ces tables rondes ?

Nous sommes actuellement en train de le faire ensemble. Pour bâtir cette alliance tournée vers l'avenir, Européens et Africains partagent la même conviction concernant l'importance de clarifier de concert les grands principes du futur partenariat sans craindre d'aborder les sujets qui peuvent fâcher. Pour rapprocher nos points de vue et les faire converger vers un intérêt partagé, encore faut-il nous écouter mutuellement.

Les Africains ont pourtant souvent l'impression que l'UE leur impose des solutions sans réelle concertation, comme avec les initiatives Covax ou Global Gateway…

Par le passé, les leaders locaux ont pu avoir l'impression d'une vision unilatérale, j'en suis bien conscient. Mais le regard européen concernant le partenariat à mettre en place avec le continent a évolué. La préparation de ce sommet montre d'ailleurs ce changement de modèle et de paradigme, avec la volonté affichée d'intégrer les attentes africaines vis-à-vis de l'UE et de proposer des actions concrètes sur la base des solutions proposées par nos partenaires.

> « **La pandémie a paradoxalement généré des échanges d'une intensité sans précédent entre Européens et Africains.** »

Pourquoi l'Europe continue-t-elle de renvoyer une image mitigée sur le continent, malgré ce changement ?

Il nous revient sans doute de mieux expliquer ce que nous faisons. Les lignes ont néanmoins beaucoup bougé ces derniers mois, notamment grâce à la conscience partagée que le changement climatique a un impact fondamental sur nos modèles de développement. Un déchet devient aujourd'hui une ressource dans le cadre d'une économie circulaire. Il faut donc revoir nos modèles de manière radicale.

La pandémie a également ébranlé nos repères. Paradoxalement, tout cela a généré des échanges entre leaders africains et européens d'une intensité sans précédent.

La pandémie aurait donc permis un rapprochement des deux continents ?

Je crois que oui, même si ce n'est pas un long fleuve tranquille. Il y a eu des impatiences africaines bien légitimes, comme il y en a eu en Europe, au début de la pandémie. L'initiative Covax a dû faire face à différents problèmes, mais, si nous regardons les chiffres, nous constatons une accélération spectaculaire de la livraison de vaccins ces dernières semaines.

Je rappelle également que l'UE reste le seul espace démocratique dans le monde à avoir toujours poursuivi ses exportations de vaccins. C'est un choix fort, qui montre à quel point l'Union croit dans un multilatéralisme fondé sur des règles communes et est persuadée que la stabilité des uns contribue à celle des autres.

La lenteur avec laquelle les Européens se sont engagés sur les droits de tirage spéciaux a été fustigée. Le refus de Bruxelles de lever les brevets sur les vaccins anti-Covid a, lui aussi, suscité des critiques. L'Europe est-elle véritablement une « bonne camarade » de l'Afrique ?

Ce sont les leaders africains qui, les premiers, ont attiré notre attention sur les droits de tirage spéciaux, et, convaincus de la pertinence de leur raisonnement, les leaders européens ont poussé pour une réallocation de ces droits vers les pays en développement. Sur le plan international, c'est l'UE qui a été le moteur de ce mouvement et qui a bousculé les lignes pour enregistrer des résultats encore insuffisants. Ce qui justifie que nous continuerons de nous mobiliser.

Concernant la vaccination, nous avons entendu certaines démocraties faire des déclarations très impressionnantes au sujet de la libéralisation des brevets, sans qu'elles ne soient suivies de propositions concrètes. Plutôt que de communiquer, les Européens ont mis sur la table des projets opérationnels afin de produire des vaccins et des produits pharmaceutiques au Rwanda, au Sénégal, au Ghana ou en Afrique du Sud. Et des pourparlers sont en cours avec d'autres pays.

Le débat sur la propriété intellectuelle de ces vaccins est légitime. Là encore, les Européens sont en première ligne, à l'OMC, pour la prise en compte, notamment, des questions de transfert de technologie.

D'importants points de divergence entre UE et UA semblent également apparaître autour du partenariat économique. On aurait ainsi, d'un côté, une approche européenne régionale, dans la foulée des Accords de partenariats économiques (APE) et, de l'autre, une approche africaine continentale, avec la naissance programmée de la Zlecaf. Pensez-vous que ce sommet permettra de définir une solution commune ?

Le sommet de Bruxelles se tiendra quelques jours après le sommet de l'UA, durant lequel doit être peaufinée la position de la région. Les Européens vont donc avoir l'occasion d'écouter et d'entendre les priorités que l'Afrique aura définies elle-même pour assurer sa prospérité et son développement. À charge pour nous, ensuite, de nous connecter à cette stratégie en toute cohérence. Je ne pense pas que la dimension régionale des APE s'oppose à la dimension continentale de la Zlecaf. Les deux approches vont au contraire se renforcer mutuellement. L'ancrage régional reste pertinent et peut tout à fait se synchroniser avec l'ambition continentale affichée par les Africains, que nous supportons et que nous saluons.

Au début de décembre 2021, l'UE a dévoilé son initiative Global Gateway, présentée par les médias comme une « alternative aux routes de la soie chinoises ». Que pouvez-vous nous en dire ? →

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement (BEI)
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg, Luxembourg
E-mail : press@eib.org
www.eib.org

EIB Global pour une coopération accrue et un impact démultiplié de nos actions

Tous les grands défis d'aujourd'hui que ce soit le changement climatique ou la pandémie de COVID-19 revêtent une dimension mondiale.

Opérationnel dès cette année, EIB Global qui réunit en une seule entité toute l'activité de la BEI en dehors de l'Union européenne a pour mission d'y amplifier l'impact de notre action. Les compétences et ressources de la Banque seront ainsi mobilisées pour agir au plus près des besoins des populations, en étroite collaboration avec Team Europe et l'ensemble de nos partenaires, les institutions de financement du développement et la société civile.

Dans la droite ligne de l'Accord de Paris sur le Climat et des objectifs de développement durable des Nations Unies, notre objectif est de financer des projets qui permettent de s'adapter aux changements climatiques tout en réduisant leurs conséquences, de mettre en place des solutions durables et innovantes. Des outils financiers spécifiques ainsi que des dispositifs d'accompagnement et d'assistance continueront à être déployés pour soutenir les projets plus risqués notamment dans le domaine climatique et aider les populations les plus vulnérables à avoir accès à l'eau, à l'électricité et aux soins de santé. Les femmes sont également au cœur de cette mobilisation afin qu'elles puissent être plus autonomes, participer sur un pied d'égalité à la vie en société comme à celle de l'entreprise.

Car les besoins sont là, encore plus importants aujourd'hui pour l'ensemble des pays en voie de développement : plus de 2 000 milliards d'euros d'investissements supplémentaires sont nécessaires chaque année pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies et ceux de l'accord de Paris. Il est nécessaire d'investir plus et mieux avec l'ensemble des partenaires !

La BEI est plus que jamais mobilisée, forte de son expertise et action dans ces pays depuis de nombreuses années : 70 milliards d'euros y ont d'ores et déjà été investis par la BEI depuis 2012, dans des secteurs clefs tels que l'énergie, l'agriculture, la formation des jeunes. Face à crise pandémique, la BEI a soutenu l'initiative COVAX et des organismes tels que l'Institut Pasteur de Dakar au Sénégal à devenir des centres régionaux de fabrication et de distribution de vaccins contre le COVID-19. Nous collaborons avec l'un des chefs de file du secteur des vaccins à ARN messager – BioNTech en Allemagne – pour établir davantage de réseaux de fabrication régionaux dans d'autres régions du continent.



Ambroise Fayolle,
Vice-Président de la Banque européenne d'investissement

Un premier pôle régional à Nairobi

EIB Global interviendra au plus près des populations, des entreprises et des institutions locales en Afrique. Nous mettons l'accent sur l'assistance technique afin de faciliter le repérage et la préparation de projets afin qu'ils bénéficient de nos financements. Nous continuerons notre soutien aux établissements de microfinance dans des régions où les habitants n'ont souvent pas accès à une banque.

EIB Global soutiendra les plus petits entrepreneurs comme les plus grandes industries. Nous créons de nouveaux pôles régionaux constitués d'experts locaux et internationaux pour faciliter le financement de projets et si possible en monnaies locales, accompagner les porteurs de projets. **Le premier pôle régional a d'ores et déjà créé à Nairobi, au Kenya.**

EIB Global s'attachera à démontrer que les prêts à l'appui du développement en collaboration avec nos partenariats financiers accélèrent la croissance, rendent les zones rurales plus prospères, transforment les villes en pôles d'innovation et renforcent les économies.

→ Global Gateway dresse un partenariat qui va au-delà de l'Afrique : il traduit le souhait de l'UE d'être une puissance mondiale qui cherche à nouer des alliances partout dans le monde, et ce dans l'intérêt général, autour des préoccupations climatiques, environnementales et digitales. Autant de points qui constituent des défis pour le monde entier, et sur lesquels nous sommes prêts à partager notre expertise avec nos partenaires internationaux.

Global Gateway a pour vocation d'apporter de la cohérence et de la simplification administrative dans le déploiement de capacités de financement publiques et privées innovantes. L'offre pour l'Afrique doit encore être ajustée et adaptée en fonction des attentes locales. Des attentes autour de projets emblématiques – les *flagships* – dans l'énergie, les infrastructures, les transports ou la santé, que le sommet doit justement permettre d'identifier afin de favoriser leur appropriation commune.

> « **Nous avons tous conscience que de beaux dossiers ont été montés par le passé… sans jamais être concrétisés.** »

La déclaration finale devrait être beaucoup plus courte que les précédentes. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Ce choix est le fruit des échanges directs que les leaders des deux parties ont eu tout au long des deux dernières années. Ces derniers ont abouti au constat que nous devrions nous concentrer sur l'essentiel, et une déclaration de quelques pages est la meilleure manière d'y parvenir. Déclaration qui sera complétée par une annexe présentant les fameux *flagships* sur lesquels il est important que nous soyons cohérents et conséquents, avec l'idée de devoir rendre des comptes afin de mesurer la concrétisation de ces projets.

En discutant avec nos partenaires africains, nous avons pu constater que nous partageons le même constat : de beaux dossiers ont été montés par le passé… sans jamais être concrétisés. « Ce que ma bouche dit, mon bras le fait », assure un proverbe africain : une formule que l'UE doit reprendre à son compte durant ce sommet. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT



ETC
Export Trading Cooperation
Email : info@etcgroup.it
www.etcgroup.it

« Effet de levier pour la Reprise »

Pandémie et situation subsaharienne

Selon Africa's Pulse de la Banque mondiale, la croissance devrait avoisiner les 4 % en 2022 et 2023, accusant un retard dans la relance par rapport aux économies avancées et aux marchés émergents. Bien que des solutions innovantes favorisant les financements et la production au niveau local aient émergé dans les pays dotés de systèmes financiers plus solides, les multilatérales, les agences de crédit à l'exportation et les autres assimilés devaient intervenir avec des mécanismes de garantie dans les pays ayant un système financier plus fragile dans le but de financer les entreprises.

La Garantie effet de levier pour la reprise

Pour les systèmes bancaires qui ont adopté les principes prudentiels du Comité de Bâle, la garantie devient de plus en plus un instrument indispensable, comme la Stand-by Letter of Credit (SBLC) matérialisée via message financier Swift MT760, selon le standard de la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Émise par les Institutions notées par des Organismes Externe d'Évaluation du Crédit (OEEC), permets aux banques de pondérer leurs risques en portefeuille, réduisant l'absorption de Fonds propres et le Risque de concentration ainsi libérant des ressources pour financer le commerce et les investissements.


Anco Marzio LENARDON, Président ETC, Président UNIAFRICA

Export Trading Cooperation

Groupe multinational italien noté A3 auprès de l'ESMA (Autorité européenne des marchés financiers), membre du Swift, actif dans les services financiers et la gestion technico-financière d'échanges et investissements internationaux, est spécialisé dans les mécanismes de garantie notamment la SBLC pour soutenir le commerce et les investissements en Afrique.

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT

KFW

KfW Banque de développement
Palmengartenstraße 5 - 9
60325 Frankfurt am Main - Allemagne
Tél. : +49 69 7431-4260
Email : info@kfw-entwicklungsbank.de
www.kfw-entwicklungsbank.de

La coopération allemande – mobilisation du capital privé avec la KfW

Selon le Fonds d'Équipement des Nations Unies, seulement 3,9 % du montant nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable, qui est estimé à 4,5 billions d'USD annuellement, peut être mobilisé dans le cadre de l'aide publique au développement. Pour la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement et en transition, la situation se présente pareillement. Une mobilisation de capital privé est donc élémentaire.

Heureusement, outre le rendement, les investisseurs privés prennent de plus en plus en considération l'impact de leur investissement ces dernières années et les « fonds à impact » gagnent en importance. Le volume total du marché s'élève à environ 715 milliards d'USD globalement, avec un taux de croissance annuelle de 17 % en moyenne entre 2015 et 2019. Ce développement est accompagné par l'Union Européenne avec l'élaboration de la nouvelle régulation « EU Taxonomy », un système de classification pour des investissements durables.

Selon la KfW, banque de développement allemande, la solution pour la mobilisation du capital privé est une structuration des fonds avec des tranches distinctes permettant d'attirer des investisseurs ayant des profils risque-rendement différents. Les bailleurs publics (pour la KfW généralement le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, BMZ) assument une partie importante du risque et réduisent ainsi le risque pour les investisseurs privés. Actuellement, le montant total du capital privé mobilisé dans le cadre des fonds à impact de la coopération allemande s'élève à environ 6 milliards d'EUR pour environ 2 milliards d'EUR de fonds budgétaires investis à cet effet.

Du point de vue de la rentabilité, une grande partie des fonds à impact devient économiquement viable dès les premières années qui suivent leur création, surtout si le fonds est caractérisé par une forte diversification des risques et dispose d'un volume d'investissement supérieur à 100 millions d'USD environ.


Jan Martin Witte,
KfW, Directeur, Global Equity and Funds

> **« Nos fonds à impact permettent d'attirer des investisseurs ayant des profils risque-rendement différents et donc, de mobiliser du capital privé pour atteindre les objectifs de développement durable. »**

Les fonds à impact de la coopération allemande couvrent de nombreux domaines. Par exemple, la « Climate Finance Partnership (CFP) » est un fonds structuré avec comme objectif d'investir directement dans des projets d'énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique. Grâce à une collaboration avec BlackRock et son réseau d'investisseurs institutionnels, la CFP a le potentiel de mobiliser encore plus de capital privé. Il est avisé un taux de mobilisation de 1 pour 4 (public/privé).

JAMG - PHOTOS DR

INFRASTRUCTURES

Quand l'Europe veut penser Global

L'UE a présenté, au début de décembre 2021, son initiative Global Gateway, destinée à fournir aux pays en développement, dont ceux du continent, des équipements de qualité.

OLIVIER CASLIN

Après la Chine et sa Belt and Road Initiative (BRI), lancée en 2013, et les États-Unis, qui le 5 octobre 2021 ont commencé à lever le voile sur leur projet Blue Dot Network (BDN), l'Union européenne (UE) a, à son tour, dévoilé sa propre stratégie mondiale en matière d'investissements dans les infrastructures destinées aux pays en développement. Le 1er décembre, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et Josep Borrell, le haut représentant pour les affaires étrangères, ont dévoilé les larges contours de l'initiative Global Gateway, destinée à mobiliser 300 milliards d'euros, d'origine publique et privée, d'ici à 2027. Son objectif est de répondre au déficit d'investissement dans les infrastructures mondiales, estimé par les experts de l'UE à 1 300 milliards d'euros par an sur les dix prochaines années.



VALERIA MONGELLI/HANS LUCAS VIA AFP

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, à Bruxelles, le 1er décembre 2021.

L'origine des fonds doit provenir des ressources propres de l'Union et de ses institutions financières – la Banque européenne d'investissements (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) – ainsi que des 27 pays membres et de leurs institutions nationales de développement respectives, le tout regroupé sous l'appellation Team Europa et complété selon les cas par les contributions du secteur privé européen. En cinq ans, l'UE prévoit donc de mettre sur la table une somme deux fois supérieure aux 140 milliards de dollars officiellement investis par les Chinois en près d'une décennie, alors que les Américains n'ont toujours pas véritablement chiffré leur BDN. « Une partie des montants promis par Bruxelles pourraient recycler des financements déjà accordés précédemment par l'UE », craint un proche conseiller auprès de la présidence de l'Union africaine (UA).

Respect des normes sociales

Le plus important selon la même personne, « reste que l'Afrique puisse disposer des infrastructures dont elle a besoin » et, en la matière, la Commission s'engage à promouvoir les meilleures pratiques. Destinée à répondre au manque d'équipements constaté, en Afrique et ailleurs, dans les secteurs numériques, climatiques, énergétiques, dans les transports, la santé, l'éducation ou encore la recherche, Global Gateway veut se concentrer sur la réalisation d'infrastructures physiques de qualité – câbles en fibre optique, corridors de transport, réseaux d'énergie propre. Mais l'UE entend le faire dans le respect des normes sociales et environnementales les plus élevées, conformément à ses valeurs démocratiques et en suivant les meilleurs standards internationaux. Bruxelles souhaite également garantir les conditions de concurrence les plus équitables lors des différents appels d'offres, tout en se concentrant sur des projets soutenant un développement durable des pays récepteurs sans provoquer leur endettement massif. « Nos projets seront mis en œuvre avec un haut niveau de transparence, de bonne gouvernance et de qualité », a résumé Ursula von der Leyen lors de la présentation de l'initiative européenne. Comme pour mieux la démarquer de sa concurrente chinoise.

L'UE souhaite également travailler à la mise en place d'un environnement propice aux investissements en offrant des conditions commerciales favorables aux entreprises, tout en accélérant la convergence réglementaire des pays où l'argent européen sera investi, ainsi que leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et auprès des services financiers internationaux. Pour parachever l'architecture de Global Gateway, Bruxelles étudie également la possibilité de créer un système européen de crédit à l'exportation pour compléter les accords déjà existants en la matière au niveau des États membres, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables pour les entreprises européennes souvent opposées sur les marchés tiers à des adversaires subventionnés par leurs gouvernements. La Commission souhaite enfin mettre en place, à court terme, un comité consultatif chargé de définir les grandes orientations de la stratégie ainsi que sa mise en œuvre, pendant que les projets seront sélectionnés par la Team Europa, auxquels seront associées les entreprises européennes. Dans sa documentation de présentation, l'UE affirme qu'elle collaborera également avec les gouvernements, les entreprises et la société civile des pays partenaires. Une façon peut-être de faire oublier que l'initiative Global Gateway va être présentée aux Africains, lors du sommet de Bruxelles, « sans avoir fait l'objet de la moindre concertation avec l'UA », rappelle notre conseiller. ●

QUESTIONS À…


PLAISIR MUTEGEYE

Chrysoula Zacharopoulou

Députée européenne et coprésidente de l'initiative Covax

« Bâtir la souveraineté sanitaire de l'Afrique est un objectif essentiel »

Jeune Afrique : Comment fonctionne l'initiative Covax et quelle est l'implication exacte de l'Union européenne ?

Chrysoula Zacharopoulou : Covax est un mécanisme de répartition équitable des vaccins à l'échelle mondiale. Le système monte en puissance. Il a d'ores et déjà permis la livraison de 1 milliard de doses à 144 pays. L'OMS et l'Union européenne ont créé ce mécanisme pour s'assurer que tous les pays, même les plus pauvres, aient accès à la vaccination. S'il n'avait pas été mis en place, la situation aurait été bien pire, et les États les plus pauvres auraient eu encore moins accès aux doses disponibles.

Quels sont les résultats de ce mécanisme en Afrique ?

Les livraisons s'accélèrent. L'enjeu est de poursuivre cette montée en puissance. Malgré nos efforts, nous sommes loin de nos objectifs. Le taux de vaccination reste en effet très faible sur place : de l'ordre de 10 % de la population. Il faut dire que l'initiative Covax a rencontré des obstacles. Les capacités de production à l'échelle mondiale étaient insuffisantes, et le programme s'est principalement appuyé sur un fournisseur – le Serum Institute of India – qui a dû interrompre ses exportations lorsque l'Inde a connu une très forte vague épidémique. C'est donc au compte-gouttes que l'Afrique a reçu des doses. Pour surmonter ce blocage, l'UE a mis en place des dons et, dès février 2021, le président français a appelé les pays riches à offrir 13 millions de doses afin de protéger les 6,5 millions de soignants africains. Depuis lors, l'Europe s'est engagée à faire don de 700 millions de doses d'ici à la mi-2022.

Qu'est-ce que la pandémie nous a enseigné en matière de coopération multilatérale ?

Notre partenariat avec l'Afrique est une chance. Les Européens doivent savoir que le multilatéralisme est dans l'intérêt de tous. Le prochain sommet UE-UA marquera l'ouverture d'un nouveau chapitre dans ce domaine.

Quels sont les principaux enjeux sanitaires ?

La pandémie a exposé l'intenable dépendance de l'Afrique à ce niveau. Le continent importe 96 % de ses médicaments et 99 % de ses vaccins. Le renforcement de ses capacités de production doit être une priorité. L'Europe va débloquer 1 milliard d'euros pour soutenir la production de doses sur le sol africain. Développer la coopération scientifique est un autre objectif important. Nous devons passer du narratif de l'aide au développement à celui de la construction d'un avenir partagé, où la santé et l'éducation seront au cœur de la relation entre nos continents. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin



Tribune

Étienne Davignon, Mo Ibrahim

Cofondateurs de la Fondation Afrique-Europe

Mieux définir les contours d'un avenir commun

Depuis le dernier sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), en 2017 à Abidjan, le monde a traversé une crise sans précédent dont il n'est pas encore sorti. Parmi les grands enseignements à tirer de cette période, il est impératif d'enfin faire de l'interconnexion – qui définit la nature de nos sociétés contemporaines – une force. Plus que jamais, les États membres de l'UE et de l'UA peuvent gagner à s'associer concrètement, pour répondre ensemble aux défis contemporains.

Au sein de la Fondation Afrique-Europe, nous sommes convaincus que chacun des deux continents peut contribuer à un partenariat fort et durable, en combinant les atouts et les ressources qui lui sont propres.

Au-delà des institutions

Le 6e sommet UE-UA, qui se tiendra les 17 et 18 février à Bruxelles, sera l'occasion de concrétiser ce changement de paradigme. L'objectif? Nouer un partenariat qui va au-delà des seules institutions, et touche également – voire en premier lieu – les pays et les habitants de nos deux continents. Que ce soit par le biais des diasporas, des échanges universitaires ou par le développement récent – nourri par la crise sanitaire – de lieux d'échanges virtuels, des passerelles essentielles ont été créées. Elles contribuent à renforcer notre compréhension de l'autre, de ses priorités et de ses contraintes. Ce qui permet de mieux définir les contours d'un avenir commun.

En amont de la conclusion de tout accord durable et constructif, il y a cette intuition d'un intérêt commun. Mais aussi la prise en compte de « bases préliminaires de négociation utilement divergentes ». Migrations, accès à l'énergie, crise climatique, équité vaccinale : voilà autant de thèmes



> **Le partenariat doit toucher les habitants des deux continents.**

qui peuvent susciter des désaccords parfois profonds.

Ces pierres d'achoppement surviennent au moment où le multilatéralisme est sous pression. Une collaboration bien acceptée entre nos deux continents sur la scène internationale peut être décisive pour défendre nos intérêts communs.

Depuis le sommet d'Abidjan, l'UA a mis en œuvre des chantiers colossaux, au premier rang desquels le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Avec un marché de plus de 1,2 milliard de personnes, la Zlecaf est en mesure de faire de l'Afrique la plus grande zone de libre-échange du monde.

Au-delà de favoriser le commerce intra-africain et l'intégration régionale, cet accord est de nature à augmenter l'autonomie et la résilience du continent.

L'Union européenne a toujours été le premier partenaire commercial de la région, et son soutien dans cette nouvelle étape – notamment via l'échange de bonnes pratiques comme d'erreurs à éviter – est crucial.

Intérêt majeur

La Fondation Afrique-Europe rassemble des acteurs d'origines diverses, réunis par la conviction que la relation entre ces deux partenaires que nous sommes revêt un intérêt majeur.

Dans un monde profondément ébranlé par la multiplication des crises et des incertitudes, le 6e sommet UE-UA de février sera – nous le croyons – l'occasion à ne pas manquer d'un partenariat profondément rénové, qui pourra déboucher sur des engagements transformateurs mais aussi réalistes. Des engagements assortis d'un suivi continu, associant l'ensemble des parties prenantes, afin de garantir leur mise en œuvre effective. ●

COMMUNIQUÉ

AVIS D'EXPERT





State of Israel
Ministry of Foreign Affairs

Ministry of Forein Affairs
Sderot Yitshak Rabin 9, Jerusalem, 9195022, Israël
Mail : Iddo.Moed@mfa.gov.il

Coopération Israël-Afrique : Nouvelle époque, nouveaux défis

La coopération à l'époque du Coronavirus

Depuis des décennies, Israël lance des projets de développement durable en Afrique. Ceux-ci sont fondés sur la confiance mutuelle, le partage d'expérience et de bonnes pratiques dans les domaines de l'agriculture, de la gestion de l'eau, de la santé, de l'éducation et de la sécurité et figurent tous dans l'Agenda 2063.

Nous nous appuyons sur notre vaste coopération bilatérale pour créer des opportunités et des plateformes permettant de relever des défis communs, qu'il s'agisse de la lutte contre le Coronavirus, le changement climatique ou le partage de connaissance dans le domaine de la sécurité. Notre coopération avec l'UA, par l'intermédiaire de notre ambassadeur à Addis-Abeba, en tant qu'observateur permanent, y contribuera.

En plus des tonnes de fournitures médicales apportées aux institutions médicales africaines, Israël fera don de 1,5 million doses de vaccins contre la Covid-19. Nous travaillons également avec les autorités médicales pour lutter contre cette pandémie en mettant en place des ateliers conjoints, physiques et virtuels, au niveau gouvernemental. Nous encourageons enfin le secteur privé à explorer et à étendre sa collaboration avec ses partenaires sur le continent.



Mme Sharon Bar-Li, directrice générale adjointe, chef de la division Afrique, ministère israélien des Affaires étrangères.

Innovation et technologie

L'Afrique dispose d'une économie en pleine croissance, d'une population parmi les plus jeunes au monde et fait face à de nombreux défis. Des ingrédients parfaits pour stimuler un environnement innovant. Il y a trois ans, au Nigeria, l'ambassadeur d'Israël et le bureau du vice-président ont lancé le projet iFair, qui facilite l'innovation technologique en fournissant aux entrepreneurs les conseils, la plateforme et les fonds nécessaires pour qu'ils réalisent leur vision. Intégrant les différents aspects de la chaîne de l'innovation, depuis l'idée jusqu'au prototype, et en développant un business plan équilibré et attractif, le projet a remporté un large succès et de nombreux éloges. Nous prévoyons de réitérer cette expérience dans d'autres pays africains, en initiant notamment le processus dans au moins deux pays cette année.

L'expérience d'Israël en matière de lutte contre les défis environnementaux, grâce à des technologies innovantes et efficaces à l'échelle locale, régionale et nationale, a été transposée avec succès en Afrique, tant sur le plan commercial qu'à travers la formation d'experts africains dans le cadre des programmes du MASHAV et des ONG, comme Innovation Africa de Mme Sivan Yaari. Que ce soit à travers la lutte contre les criquets en Éthiopie ou un projet de ville intelligente au Kenya, Israël continuera d'apporter sa valeur ajoutée aux initiatives de l'Afrique.

Les entreprises israéliennes, le MASHAV et l'Autorité nationale de l'eau participeront au Forum mondial de l'eau de Dakar en 2022 pour présenter les technologies israéliennes et travailleront ensuite avec le Sénégal à la création d'un centre d'excellence permanent sur la gestion de l'eau.

Une coopération renforcée pour l'avenir

Ces deux dernières années ont été riches en opportunités et en défis. Nous avons appris que nous n'avons pas besoin d'être d'accord sur toutes les questions politiques pour avoir une coopération étroite dans l'intérêt de nos peuples. Il n'y a pas de contradiction à être amis à la fois avec Israël et la Palestine, cela renforce même la compréhension mutuelle et le dialogue. Les pays de l'UA ont l'occasion rare de participer à ces temps de changement, en renouvelant leur partenariat avec Israël, qui est aujourd'hui une force qui agit en faveur du bien dans le monde.

JAMG - PHOTOS DR

Économie

La galaxie de Sifca, leader ivoirien de l'agro-industrie
Télécoms La partition africaine de Stéphane Richard
Finance Branle-bas de combat chez BGFIBank
Tech Mareme Dieng, la « Madame Afrique » de 500 Global
Interview Achim Steiner, administrateur du Pnud

AU SECOURS, L'INFLATION EST DE RETOUR !

CONSOMMATION

Surchauffe à tous les rayons

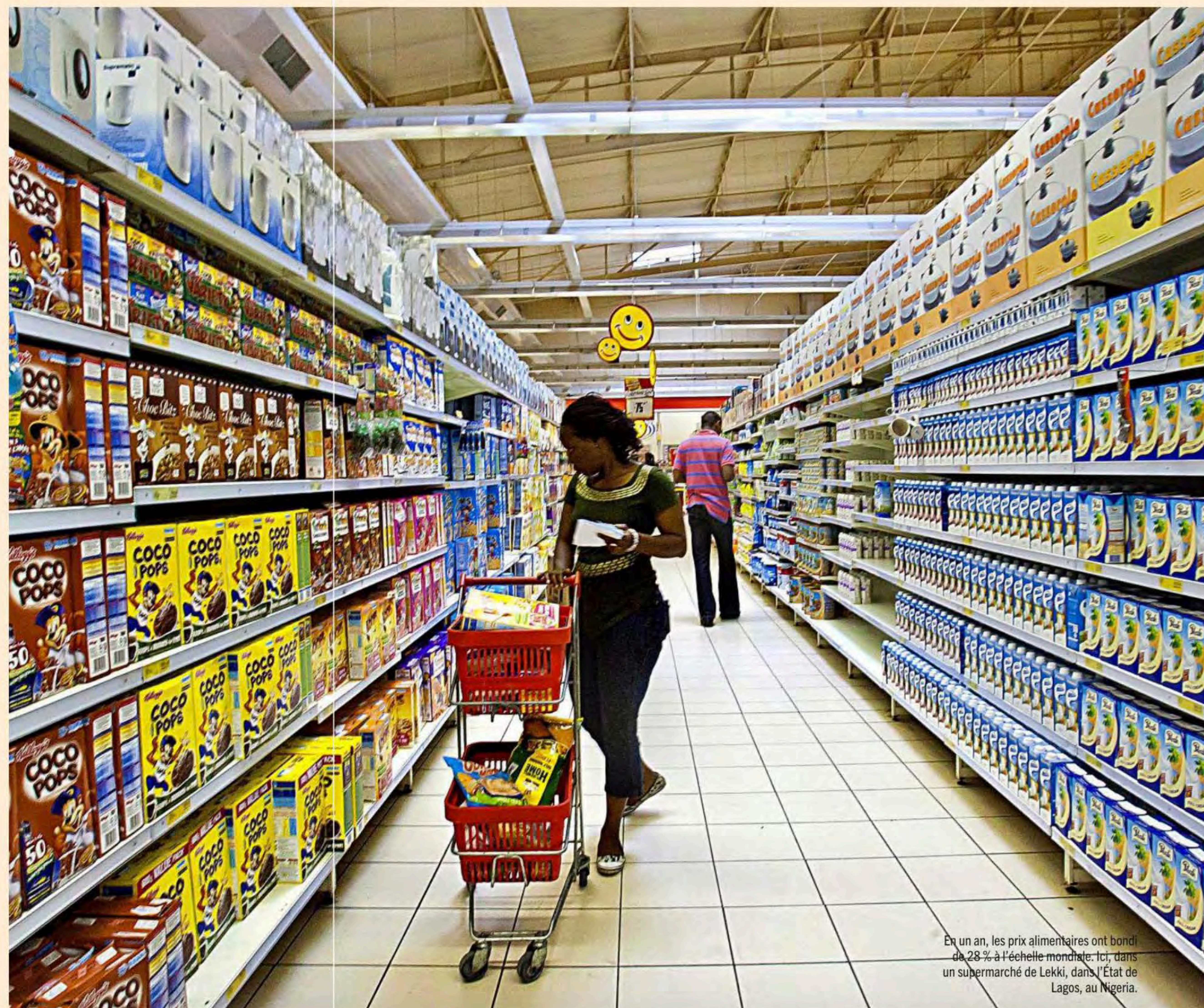
Les prix de la majorité des produits alimentaires de base flambent sur le continent, mettant les États, les populations et le secteur privé sous pression. Mais aucune parade, à court terme, ne semble satisfaisante.

ESTELLE MAUSSION

Le sac de farine de blé de 50 kg passé de 11 000 à 23 000 F CFA (35 euros) en Côte d'Ivoire, le prix du sucre à la hausse au Sénégal, au Mali et en Mauritanie, le litre d'huile et le kilo de pommes de terre qui voient leur prix flamber en Algérie... Sur les marchés traditionnels, où la majorité des consommateurs africains s'approvisionnent, comme dans les supermarchés, la facture des courses alimentaires ne cesse de s'alourdir, entraînant des protestations contre la vie chère. Particulièrement tendue en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, la situation a conduit plusieurs États – Côte d'Ivoire, Sénégal, RDC, Algérie – à prendre un certain nombre de mesures pour protéger le pouvoir d'achat : instauration de prix plafond, suspension des taxes à l'importation ou douanières, baisse de TVA, renforcement des contrôles des tarifs réglementés... Si cette poussée inflationniste s'inscrit dans une tendance mondiale (+ 28 % en un an pour les prix alimentaires, selon les dernières données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO), et si elle n'est pas la première à frapper le continent, elle intervient dans un contexte difficile de relance post-pandémie et devrait durer, selon les observateurs, une bonne partie de l'année 2022. De quoi compliquer la donne pour l'ensemble des acteurs économiques, ménages, entreprises et gouvernements.

Alerte en Afrique de l'Ouest

Premier constat, ce choc d'inflation n'est pas vécu de la même façon partout en Afrique. « Sur l'année 2021, seuls quatre pays – le Nigeria, l'Angola, la Zambie et l'Éthiopie – ont connu une hausse annuelle des prix à deux chiffres, largement portée par la flambée des produits alimentaires, souligne David Cowan, économiste en chef Afrique de Citi. En fin d'année, cette inflation alimentaire s'est étendue à la Côte d'Ivoire (avec un taux annuel de 12,2 % en novembre 2021) et au Ghana (12,8 % sur la même période), même si cela a eu un impact différencié sur l'inflation globale (5,6 % en Côte d'Ivoire, 12,6 % au →



En un an, les prix alimentaires ont bondi de 28 % à l'échelle mondiale. Ici, dans un supermarché de Lekki, dans l'État de Lagos, au Nigeria.

ANDREW ESIEBO/PANOS-REA

→ Ghana), reprend-il. Même situation différenciée en Afrique du Nord, avec une hausse des prix portée par une inflation alimentaire à 13,7 % en novembre 2021 en Algérie, niveau identique à celui de 2011-2012, contre 4,4 % au Maroc en décembre. » À gros traits, il est possible de diviser le continent en deux catégories : d'un côté, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est, relativement épargnées, avec une inflation se maintenant entre 3 et 6 % ; de l'autre, le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest, où l'inflation alimentaire n'est pas généralisée mais touche durement un certain nombre de pays. « Un impact d'autant plus douloureux qu'il intervient à un moment de stagnation voire de baisse des salaires, conséquences de la pandémie, et, dans le cas de la zone CFA, alors que les habitants sont peu habitués à la volatilité des prix », pointe l'économiste.

De fait, c'est en Afrique de l'Ouest que la situation est la plus préoccupante. « Nous avons eu un signal d'alerte à la fin de 2021 en constatant que la moyenne des prix alimentaires dans la région sur le dernier trimestre était en hausse de 39 % par rapport à la même période des cinq dernières années », explique Ollo Sib, analyste de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, qui se fonde sur les relevés mensuels réalisés dans 1500 points de vente (marchés traditionnels ruraux et urbains) pour un panier de produits de base (céréales, sucre, huile...).

Dans certains cas, les hausses sont spectaculaires : + 181 % par rapport à la moyenne quinquennale pour le maïs du bassin Ashanti consommé au Ghana mais aussi au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire ; + 108 % pour le mil de Kidal, au Mali ; entre + 20 % et + 40 % pour les céréales dans les autres pays de la région. Si l'inflation reste limitée pour le riz – sauf, par exemple, pour celui de Nzérékoré, en Guinée, dont le prix a bondi de 50 % par rapport à la moyenne quinquennale –, elle touche aussi l'huile (souvent le deuxième poste de dépenses après les céréales), le sucre, les légumes, la viande...

Inflation importée

Et, c'est le second constat, cette inflation risque de durer. « En 2008 comme en 2012, le pic de prix n'avait duré que quelques mois. La hausse actuelle est beaucoup plus structurelle. Elle devrait se prolonger au moins jusqu'à la prochaine période de soudure, en août-septembre », avance Pierre Ricau, analyste de marchés chez Nitidæ. Une prévision, largement partagée par les experts, qui s'explique par l'imbrication de multiples facteurs, internes et externes, à l'origine de l'inflation. Sur le plan international, la pandémie de Covid-19 a provoqué une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, une hausse du tarif du fret et des difficultés logistiques, tensions qui mettent du temps à se résorber et coûtent cher à des pays africains encore largement importateurs.

Cette pression est accrue par l'effet inflationniste global de la reprise de l'économie chinoise, des plans de relance occidentaux et de la flambée du coût de l'énergie, qui touche par ricochets le continent. « Produits alimentaires mais aussi intrants agricoles, fer, carton, plastique, câbles... Difficile de trouver un intrant dont le prix n'a pas augmenté, la hausse est quasi généralisée », pointe Célestin Tawamba, le patron des patrons camerounais à la tête du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), qui déplore « une inflation importée ». Sur le volet interne, l'état des lieux n'est guère plus reluisant. En Afrique de l'Ouest, les récoltes ne sont globalement pas bonnes, créant un déséquilibre entre l'offre et la demande synonyme de flambée des prix. Ces piètres performances sont dues à une accumulation de conditions défavorables : manque de pluie, cherté et rareté des engrais, difficulté à trouver de la main-d'œuvre à cause de la fermeture des frontières, tensions politico-sécuritaires qui entraînent des déplacements de population et la nonculture de terres, sans oublier des budgets étatiques serrés se soldant par un soutien a minima au secteur agricole.

« L'approvisionnement en engrais est le gros raté de cette période. En dehors du Bénin, du Nigeria et de la Côte d'Ivoire, qui s'en sont bien sortis, les autres pays, Mali, Sénégal, Ghana, Burkina Faso, Togo et Niger en particulier, ont peiné à mener leurs appels d'offres dans un contexte de hausse des prix, explique Pierre Ricau. Résultat, plus de 1 million de tonnes d'engrais n'ont pas été importées sur le continent, ce qui a réduit les récoltes de cette campagne et aura un impact sur celles de la prochaine. » Avec un fort risque de nouvelles tensions sur les prix. « La situation est à la fois plus grave et plus complexe qu'en 2007-2008 puisqu'une amélioration des facteurs exogènes à la région ne suffirait pas nécessairement à endiguer la hausse des prix », reprend Ollo Sib, pointant le « risque important que cela fait peser sur les progrès économiques et sociaux » de l'Afrique de l'Ouest. La surchauffe fait en effet bien peu de gagnants et beaucoup de perdants.

Position intenable

Les grands opérateurs du négoce de matières premières agricoles, les fameux ABCD – ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus – ainsi qu'Olam, figurent sans nul doute dans la première catégorie, bénéficiant à la fois de la hausse du prix des produits et de celle du fret. Même s'ils sont plus difficiles à identifier et à quantifier, les intermédiaires et les acteurs économiques (formels et informels) adeptes de la spéculation tirent aussi leur épingle du jeu. Enfin, les producteurs de culture d'exportation (hévéa, huile de palme, coton, arachide) ont eux aussi le sourire, la hausse des cours se traduisant par une croissance de leurs revenus. « La filière ivoirienne de l'hévéa, qui était en crise, a pu se relancer quand celles de l'arachide au Sénégal et en Gambie ont bien marché, note Pierre Ricau. Même chose avec le coton en Côte d'Ivoire et au Burkina. »

Mais, en dehors de ces acteurs, le constat est amer, et les tensions entre secteur privé, consommateurs et États sont croissantes. En témoignent le bras de fer entre autorités, meuniers et boulangers autour de la hausse du prix de la baguette au Cameroun ou encore les pressions de la société civile sur l'exécutif pour défendre le pouvoir d'achat en Côte d'Ivoire et au Sénégal. D'un côté, les industriels et entreprises, qui voient leurs coûts de production exploser, exhortent les pouvoirs publics à autoriser des hausses de prix, y compris sur les produits de base, sous peine de basculer dans l'informel ou de mettre la clé sous la porte. De l'autre, les consommateurs et citoyens, dont la bourse est mise à mal par la pandémie et ses conséquences, refusent de payer plus, certains menaçant de descendre dans la rue. Entre le marteau et l'enclume, les États choisissent, plus que jamais, de favoriser les derniers au détriment des premiers pour éviter tout nouveau mouvement de type Printemps arabe. Ce qui conduit le secteur privé, souligne le patron du Gicam, Célestin Tawamba, par ailleurs à la tête de Cadyst Invest, conglomérat actif dans l'agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique, à « procéder à des ajustements de survie face au silence des pouvoirs publics ou à l'insuffisance des mesures prises ».

In fine, ce que cette crise met en lumière de façon éclatante, c'est l'impasse de l'économie politique sur les prix alimentaires. Car, « si le prix de la farine a doublé, comment maintenir au même niveau celui de la baguette ? » interroge Ollo Sib, résumant la position intenable dans laquelle se trouve la majorité des gouvernements. Certains, comme les autorités maliennes, sont largement critiqués pour leur réaction contre-productive : la fermeture des frontières et l'interdiction des exportations de produits agricoles, en renforçant les contrôles officiels et officieux des marchandises, ont tendance à augmenter le coût du transport et donc le prix final sur le marché national.

Les consommateurs, dont la bourse est mise à mal par la pandémie et ses conséquences, refusent de payer plus.

« Ailleurs, les États ont généralement réduit les taxes à l'importation et/ou diminué la TVA sur les produits agricoles, des mesures qui fonctionnent à court terme mais ne jouent que sur environ 10 % du prix final, expose l'analyste Pierre Ricau. C'est la seule cartouche dont ils disposent. Donc, pour ceux qui l'ont déjà utilisée, que feront-ils à l'approche de la prochaine soudure ? » Cela fait dire à l'économiste de Citi David Cowan que, après une reprise de la croissance en 2021 à un niveau plus élevé que celui anticipé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le rythme devrait ralentir cette année. « Autrement dit, reprend-il, 2022 sera plus difficile que 2021 pour nombre de consommateurs africains. » ●

TROP LENTS PROGRÈS

Deux solutions ont été identifiées depuis longtemps pour contrer les poussées d'inflation de produits alimentaires en Afrique de l'Ouest. « Sur le temps long, il n'y a pas d'autre choix que de revenir à de vraies politiques agricoles », assure Jean-Marie Ackah, à la tête de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et président du groupe agro-alimentaire Avos. « Il faut produire le plus possible localement car, même si cette production demeure à court terme moins compétitive que celle venant de l'étranger, elle permettra, dans la durée, d'assurer un approvisionnement des marchés plus stable, réduisant la volatilité des prix », défend-il. Or, malgré les avancées, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Bénin, force est de constater que les progrès sont encore trop lents sur le plan de l'autosuffisance alimentaire dans la région. De même, l'Afrique de l'Ouest aurait tout intérêt à renforcer ses stocks de produits agricoles, moyen simple mais efficace de peser sur les marchés et de juguler les prix. Si la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a établi une stratégie en la matière (avec trois niveaux de stock : de proximité, national et régional), elle tarde à la mettre en œuvre alors que certains États membres ont déjà du mal, faute de budget, à renouveler leurs réserves nationales. En effet, lancée en 2013, la réserve régionale (utilisée par les pays membres) n'a, pour l'heure, atteint que 40 000 tonnes de céréales, soit 10 % du volume total visé... ●

Estelle Maussion

ÉCONOMIE

AU SECOURS, L'INFLATION EST DE RETOUR !



Au Cameroun, le conflit autour du prix de la baguette fait rage. Ici, dans la province de Kadiogo, au Burkina.

COMMERCE

Senchan trouve sa voie à Touba

Les consommateurs se tournent de plus en plus vers la grande et la moyenne distribution, jugées moins instables que les marchés informels. Sur ce créneau, un jeune acteur sénégalais a pu se faire une place dans la capitale spirituelle du pays, au cœur d'une région majoritairement rurale.

THÉO DU COUËDIC, À DAKAR

Au début de septembre, à l'approche du Magal (la plus importante fête religieuse de la confrérie mouride), la multinationale française Auchan a tenté de s'implanter à Touba. Un chapiteau de 1000 m² a été installé près du palais de Ndiouga Kébé. Des denrées halal ont été acheminées pour être vendues à l'occasion du pèlerinage qui réunit chaque année 3 à 4 millions de fidèles. L'équipe d'Auchan devait rester un mois sur place. Mais la mobilisation de commerçants et d'acteurs économiques de la ville – s'insurgeant contre des activités jugées non conformes à l'islam et contre une concurrence inopportune – l'a conduite à plier bagage. Le khalife général des mourides, Serigne Mountakha Mbacké, aura eu le dernier mot, sans toutefois prendre la parole publiquement. Implanté depuis 2015 au Sénégal, Auchan est le leader de la distribution alimentaire dans le pays, avec 35 magasins et 1 Drive disséminés à Dakar mais aussi à Thiès, Saint-Louis ou encore M'bour. Dirigée par Laurent Leclerc, l'enseigne – qui, sollicitée par *Jeune Afrique*, n'a pas souhaité s'exprimer – dispose d'un capital social de 35 milliards de F CFA (53,5 millions d'euros). Si elle n'est pas en odeur de sainteté à Touba, il en va tout autrement pour Senchan, qui joue à domicile.

En novembre 2020, cette enseigne a inauguré une première boutique dans la plus grande ville de l'intérieur du Sénégal, principale métropole de la deuxième région du pays, Diourbel (1,86 million d'habitants en 2020). Son logo, le nom Senchan en rouge et vert accompagné d'une tête de lion (qui rappelle l'emblème du Sénégal), n'est pas loin de celui d'acteur historique du marché sénégalais, à savoir Atac, lui aussi en rouge et vert, assorti du fameux oiseau d'Auchan. À l'entrée de la boutique Senchan, un portrait de Cheikh Ahmadou Bamba, fondateur de la confrérie des mourides, accueille les clients. Le slogan ? « Autant, sinon plus ! » Cette stratégie a été longuement mûrie. « Au lancement de notre première boutique, on a occupé tous les réseaux sociaux du Sénégal, en bien et en mal. En tout cas, l'objectif était atteint : les gens connaissaient la marque », explique Moctar Sarr, le PDG de Rijaal Holding SAS, une société d'investissement mouride qui finance l'enseigne et dont l'objectif est d'investir dans la ville sainte et de créer des emplois.

Un millier d'investisseurs locaux

Diplômé de l'ESLSCA Business School (Paris), cet entrepreneur sénégalais est passé par la BNP Paribas Banque privée ainsi que par sa succursale sénégalaise. En 2016, il a cofondé la société d'investissement M&A Capital, qui intervient dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dans les secteurs de l'agribusiness, des télécoms ou encore des nouvelles technologies. La société Rijaal Holding SAS a été constituée à la mi-2020. Elle regroupe 1081 investisseurs sénégalais résidant dans 26 pays. À ce jour, 525 000 euros ont été levés. La majeure partie a été injectée dans Senchan, dont les prix sont légèrement plus élevés que ceux d'Auchan, tout en restant moins chers que les tarifs pratiqués sur les marchés traditionnels. L'enseigne dispose aujourd'hui de quatre boutiques – dotées de rayons de fruits et légumes ainsi que d'un espace poissonnerie-boucherie – et ambitionne d'en ouvrir treize autres dans des points stratégiques de la ville. « Il y avait cette volonté de jouer un rôle local par rapport à l'arrivée d'Auchan, de Carrefour et des autres », relate Moctar Sarr. La société emploie 55 salariés. Ce nombre devrait évoluer avec le développement de Rijaal Money, une plateforme de transfert d'argent qui entend se frotter à Orange Money et à Wave, les leaders du secteur. Son déploiement est prévu pour la fin de 2022.

> « Tout dépendra de notre capacité à élargir notre réseau et à garder le rythme de notre approvisionnement. »
>
> Moctar Sarr, PDG de Rijaal Holding

Le conseil d'administration de la société est constitué d'un noyau dur d'une dizaine de personnes, avec des profils divers – un commercial installé à Abidjan, un ingénieur en télécoms de l'opérateur français Orange au Sénégal, un diplomate au Nigeria, un acteur routier en Italie, un ingénieur travaillant pour une multinationale française à Abou Dhabi... Ils ont en commun – comme la majeure partie des investisseurs – d'être profondément attachés aux valeurs de la ville sainte de Touba. Et de vouloir en développer les infrastructures. Senchan n'est pas la seule enseigne à moderniser le secteur de la grande distribution à Touba. Des enseignes 100 % sénégalaises comme Sen Teranga – déjà présente à Kaolack, Dakar, Diourbel et Saint-Louis – ou plus récemment Elydia s'y sont ancrées. Le groupe Elydia, de l'entrepreneur Elimane Dia, fondateur et PDG de Fortune Capital décédé en août 2021, est actif dans plusieurs secteurs dont l'agribusiness, la transformation, la logistique, le transit et la grande distribution. Elydia a ouvert un premier supermarché de 1000 m² en avril et compte en lancer trois autres dans un avenir proche, en donnant la part belle aux producteurs locaux. Senchan comme Elydia projettent ensuite de s'étendre à d'autres villes sénégalaises. Mais c'est à Touba, à l'abri de la concurrence du mastodonte, qu'ils ont choisi de démarrer leur activité.

Identité culturelle très forte

« Touba, c'est une forteresse. C'est une zone avec une identité culturelle très forte. L'autorité locale est sensible à ce qui peut amener de la cohésion et de la pérennité », estime Moctar Sarr. « Dans la ville, il est interdit de fumer, de vendre de l'alcool et de consommer de la viande de porc. Auchan, de par son ossature et son activité, se place en porte-à-faux. Cette brèche a été bien exploitée par les gens qui ne veulent pas qu'Auchan s'implante », ajoute-t-il, tout en assurant que son enseigne ne serait pas intervenue contre la venue du groupe français dans la ville sainte. Ce dernier serait vraiment indésirable à Touba ? « Nous n'avons pas fait campagne pour le départ d'Auchan », nuance Cheikh Bachir Diakhati, le secrétaire général de l'Association des commerçants et industriels du Sénégal (Acis) section Touba, qui estime probable que la marque s'installe dans la ville sainte à l'avenir, à condition qu'elle renforce son argumentaire auprès du khalife. « À Touba, l'économie est à plus de 90 % informelle. Nous n'avons pas la même stratégie qu'Auchan, qui propose des produits à des prix abordables. Il ne nous menace pas directement. Ce sont surtout les propriétaires des grandes surfaces qui se sont levés contre l'enseigne française », avance-t-il. Dans l'épisode survenu en septembre, chacun semble donc se renvoyer la balle… Pour se développer, la société Rijaal Holding SAS – qui projette de boucler l'année avec un chiffre d'affaires de 1 million d'euros, pour un résultat net négatif de 5 % – devra continuer à séduire des investisseurs. « On est un acteur insignifiant pour le moment. Tout dépendra de notre capacité à élargir notre réseau et à garder le rythme de notre approvisionnement ; c'est le nerf de la guerre », reconnaît Moctar Sarr. Sur place, des habitants font état de ruptures de stock régulières dans les magasins Senchan. N'a pas la force de frappe d'Auchan qui veut. ●

AU SECOURS, L'INFLATION EST DE RETOUR !



SENCHAN

L'enseigne, qui emploie 55 salariés, dispose de quatre boutiques et ambitionne d'en ouvrir treize autres dans des points stratégiques de la ville.

HAUSSE DES PRIX

Et si c'était une aubaine pour les banques ?

Si la brusque envolée du prix des produits alimentaires de base fait courir aux établissements du continent un risque de défaut de paiement, elle peut aussi, à bien des égards, leur profiter. Explications.

AURÉLIE M'BIDA

En Algérie, tout a commencé avec l'huile, après la flambée des cours à l'international entre octobre et novembre 2021 (+ 9,6 %). Puis la hausse des prix du sucre – dont le pays est le premier importateur en Afrique – a achevé de cristalliser les tensions. Du côté des ménages comme de celui des entreprises, l'incidence sur le pouvoir d'achat et donc sur la consommation s'est fait rapidement ressentir. Au cœur de la chaîne de valeur, les établissements bancaires. Détenteurs des comptes des particuliers, TPE, PME et grands groupes, ils seront tout autant ébranlés par le risque de défaut de leurs clients que dynamisés par l'opportunité d'accroître leurs revenus (plus de crédits octroyés, plus d'avances accordées…). Mais, dans les faits, dans un pays comme l'Algérie, où les produits de base sont subventionnés depuis six décennies, le schéma n'est pas aussi simple. Et ce même si la loi de finances pour 2022 devait sonner le glas de la subvention de ce type de marchandises qui pèse sur les réserves de devises du pays. L'inflation galopante, qui a dépassé les 10 % à la fin de 2021, le contexte macroéconomique difficile depuis le début de la pandémie de Covid-19 et l'incertitude – aggravée ces dernières années – autour des revenus tirés du pétrole ne jouent pas en faveur de ce grand importateur de matières premières alimentaires.


OUSSAMA AYOUB/TOROMORO/MAXPPP

En Algérie, l'inflation a dépassé les 10 % à la fin de 2021.

Sur la place d'Alger, le secteur bancaire scrute particulièrement le comportement des géants du négoce, dont – sans le nommer – Cevital. Rien que pour le sucre, que le groupe d'Issad Rebrab importe, raffine sur place, avant de le réexporter ou de le vendre localement, la pression est forte. « Une nouvelle TVA de 9 % a été instaurée sur ce produit, ce qui entraîne, pour un groupe soumis aux droits de douane et à la TVA pour ses importations, et exonéré de TVA à l'export, une forte pression sur sa trésorerie », explique un banquier algérien qui souhaite préserver son anonymat. En effet, l'entreprise décaisse de la TVA sur ses importations sans en collecter par ailleurs (ou trop peu) sur ses ventes. Toutefois, pour l'heure, la situation n'inquiète pas encore les banques pour ce type de grands opérateurs économiques. « Le risque de défaut n'est pas d'actualité, ils disposent d'une trésorerie encore confortable courant sur huit à dix mois pour supporter le différentiel de prix », poursuit notre financier. Quant à la tentation d'augmenter les taux d'intérêt en compensation des difficultés conjoncturelles de leurs clients : « Ce n'est pas au programme, et nous n'avons aucun intérêt à risquer de les perdre. »

Plus au sud, en Afrique de l'Ouest, la brusque montée des prix des céréales, notamment (blé, maïs), entraîne de longues séances de gymnastique entre les différentes lignes de crédit et de dépôt des clients des

AU SECOURS, L'INFLATION EST DE RETOUR !



OUSSAMA AYOUB/TOROMORO/MAXPPP

Le secteur bancaire observe spécifiquement le comportement des géants du négoce. Ici, une agence de la Société générale, à Alger.

banques. Au Sénégal, les céréales représentent les deuxièmes denrées les plus importées, derrière les hydrocarbures. En Côte d'Ivoire, elles arrivent en troisième position. Outre « les perturbations des circuits de production induites par la pandémie », la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pointe dans son dernier rapport annuel la baisse de la production céréalière notée ces dernières années. « Le renchérissement des produits alimentaires a été noté principalement pour les céréales locales au Burkina, au Mali et au Niger, et pour les légumes frais ainsi que les tubercules et plantains dans la plupart des pays », souligne l'institution ouest-africaine. À la fin de septembre 2021, les produits alimentaires et boissons représentaient 3,4 points de pourcentage de l'inflation constatée dans la zone Uemoa (+ 4,3 % en glissement annuel), contre 1,8 point en décembre 2020 et 2,6 points en août.

> **Les importateurs et les grossistes de produits locaux sont particulièrement surveillés.**

Multiplicateur de pauvreté

Pour les agriculteurs, les minotiers, les grands et petits négociants, tout comme pour le consommateur final, la forte hausse des prix de ces produits alimentaires peut être lourde de conséquences. « Elle agit comme un multiplicateur de pauvreté », expliquait en avril 2021 Chris Nikoi, le directeur régional du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique de l'Ouest. Selon les données de la BCEAO, le commerce de gros représentait, à la fin de 2020, le premier portefeuille de risques bancaires dans la zone Uemoa, avec 25,2 % des crédits recensés à la Centrale des risques, devant les services fournis à la collectivité (20,3 %), les industries manufacturières (14,5 %), les transports et les communications (11,5 %), les bâtiments et les travaux publics (11,3 %). Et des clients « pauvres », aucune banque n'a intérêt à en avoir. « Nous avons entièrement confiance en nos clients, mais la vigilance reste de mise car une hausse prolongée pourrait à terme dégrader le portefeuille des banques de façon générale », décrit Alexandre N'Dri, directeur central d'exploitation, chez NSIA Banque Côte d'Ivoire.

Comme ailleurs sur le continent, où l'inflation des produits agroalimentaires se fait durement sentir, les importateurs et les grossistes de marchandises locales, qui ont bénéficié de mesures de soutien de leur activité depuis le début de la crise sanitaire, sont particulièrement surveillés. « Du fait de la baisse de la demande, ils pourraient connaître des difficultés ou des retards d'écoulement sur le marché », poursuit le banquier ivoirien. Pour les établissements de crédit locaux, l'heure est donc au déploiement de solutions (délais de remboursement, produits de couverture, rééchelonnements). Un service qui n'est pas gratuit mais qui reste mesuré. ●

LA GALAXIE DE

Sifca

Alassane Doumbia, Pierre et David Billon

Ils sont à la tête d'un champion agro-industriel ouest-africain (830 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2020), premier employeur privé de Côte d'Ivoire. Le groupe compte des filiales au Nigeria, au Liberia, au Ghana, au Sénégal et en France, pour plus de 33 000 employés, dont plus de 17 000 salariés permanents.

Très discrets, les dirigeants de Sifca ont su cultiver un réseau efficace et des alliances stratégiques, notamment avec Michelin et Wilmar. Au sein du quatuor, c'est Alassane Doumbia, fils adoptif d'Yves Lambelin – ancien directeur général assassiné en 2011 – et président du conseil d'administration (PCA), qui prend les décisions. Mais il ne le fait pas sans l'aval des trois fils du fondateur : Pierre, DG du groupe, David, administrateur, et Jean-Louis, proche conseiller. Pour ces héritiers, les affaires se font en famille. ●

Estelle Maussion, Anna Sylvestre-Treiner, avec Baudelaire Mieu, à Abidjan



LE CAS JEAN-LOUIS BILLON



Ni dedans ni dehors. C'est la position de **Jean-Louis Billon**, candidat déjà déclaré à l'élection présidentielle de 2025 et ancien ministre du Commerce (2012-2017). L'aîné des fils Billon a pris soin de sortir de la gestion opérationnelle de Sifca lors de son entrée en politique pour préserver les intérêts familiaux, sans cesser pour autant de contribuer à l'élaboration de sa stratégie. Résultat, le quinquagénaire garde une influence importante sur la gestion de Sifca. Pour certains, la réussite du groupe passe par une symbiose de vues entre le PCA, Alassane Doumbia, et lui.

LES HOMMES DE CONFIANCE

Joël Cadier



DGA de Sifca de 2009 à 2013 – soit pendant la crise de gouvernance qu'a traversée le groupe après la disparition d'Yves Lambelin –, Joël Cadier est depuis resté proche d'Alassane Doumbia. Fondateur et associé gérant de la banque d'affaires KeysFinance Partners, active en Afrique subsaharienne, il est consulté sur tous les projets d'investissement et de développement du groupe.

Daniel Emir & Karim Fadiga

Ce sont les avocats de toujours des Billon et d'Alassane Doumbia. Très discret et exerçant à Paris depuis la fin des années 1980, le premier est à la tête du cabinet Bruguière & Emir (fondé avec Arnaud Bruguière et Sophie Koch), opérant dans le conseil et le contentieux. Le second, spécialiste du droit des affaires et inscrit au barreau de Côte d'Ivoire depuis plus de vingt ans, a créé en 2000 le cabinet FDKA, né de son association avec Colette Kacoutié et Mahoua Fadika Delafosse. Que ce soit pour Sifca ou ses filiales, ils sont au rendez-vous.

LES OPÉRATIONNELS

Nicolas Chabot



Il fait partie des dirigeants de Sifca appelés en sauveurs pour redresser la barre il y a plus de trois ans. Directeur général adjoint chargé des finances, le Français Nicolas Chabot, qui a été directeur financier de différentes entreprises, a mis en place avec Alassane Doumbia un plan pour réduire les coûts et le gaspillage. Autre bras droit du PCA avec Lucie Barry-Tannous, c'est un élément essentiel du dispositif.

Bertrand Vignes



Diplômé de l'École nationale supérieure agronomique de Rennes, le Français est directeur général de SIPH (Société internationale de plantations d'hévéas), la filiale dévolue au caoutchouc, depuis 2009. Ancien de Michelin, il a participé à la mise en œuvre du partenariat entre le groupe français et Sifca. Il a aussi joué un rôle crucial de stabilisation après la disparition d'Yves Lambelin, assurant la direction générale du groupe de 2011 à 2016, date à laquelle Pierre Billon lui a succédé.

Jean-Louis Kodo



Ancien directeur des filiales ivoiriennes d'huile de palme Sania et Palmci, il pilote aujourd'hui les activités du groupe dans ce secteur au Liberia, par le biais de la société Maryland Oil Palm Plantation (MOPP) et de la coentreprise Golden Sifca Inc, association entre le groupe ivoirien et l'indonésien Golden Agri-Resources (GAR). Un développement qui complète le partenariat avec Wilmar. Son ancienneté et son expérience lui ont valu, en 2017, d'être nommé conseiller spécial d'Alassane Doumbia.

LE VIP

Kuok Koon Hong



Administrateur de Sifca, le fondateur et président-directeur général de Wilmar suit de près les stratégies impulsées par Alassane Doumbia. Partenaire capitalistique de Sifca depuis 2008, à travers la société Nauvu, codétenue avec Olam jusqu'en 2018, Wilmar est désormais le deuxième actionnaire de Sifca (à hauteur de 27 %), revêtant une importance capitale dans la modernisation de la filière de l'huile de palme.

LE RÉSEAU FAMILIAL

Kada Billon

Actionnaire clé de Sifca, Kada Billon, la femme de Pierre Billon, l'un des fondateurs du groupe, est à l'origine de l'aventure entrepreneuriale. Très écoutée par Alassane Doumbia, elle demeure une figure morale. « L'entreprise est à elle avant d'être à nous », commente l'un des fils Billon.

Henriette Billon

L'épouse de Jean-Louis Billon est la seule « femme de » à travailler au sein de l'entreprise, où elle occupe un rôle important. Cette ancienne d'Orange Côte d'Ivoire, formée en partie aux États-Unis, a rejoint Sifca en 2014 pour reprendre en main la communication du groupe. Elle est également chargée de ses œuvres sociales (RSE) et assure le secrétariat général de la Fondation Sifca, qui agit dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du sport.

Lucie Barry-Tannous



Cette cousine des Billon, nièce de Kada Billon, fait partie des bras droits d'Alassane Doumbia en tant que secrétaire générale du groupe. Formée en droit des affaires à l'université Mohammed-V de Rabat et en économie du développement à Paris-I Panthéon-Sorbonne, elle a commencé sa carrière au Mali dans les années 1990 comme consultante auprès des Nations unies. Passée par Ecobank au Togo et par Paribas au Cameroun, elle a rejoint le groupe Sifca à la demande de sa tante au début des années 2000 via sa branche consacrée à l'importation et à la distribution de véhicules, Comafrique, devenue depuis une société à part, Sifcom.

Thierry Tanoh



S'il n'est pas impliqué dans la gestion du groupe, Thierry Tanoh a assisté, alors qu'il était ministre du Pétrole et de l'Énergie, à un moment important de son histoire : la signature en 2017 d'un accord entre la Côte d'Ivoire, la société Biokala (filiale de Sifca) et EDF marquant le lancement de la centrale biomasse Biovea, projet porté par David Billon et première incursion de Sifca dans le domaine énergétique. Sur un plan personnel, l'ancien directeur général d'Ecobank (2012-2014) et ex-secrétaire général adjoint du gouvernement (2014-2017) est lié de près aux Billon. Il est le beau-frère de Jean-Louis, marié à Sylvie Gomis, la sœur d'Henriette Billon. Si les deux hommes se connaissent bien, nombreux sont ceux qui prêtent des ambitions présidentielles au vice-président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) – qu'Henri Konan Bédié considère comme un fils –, ce qui pourrait aussi en faire des rivaux.

ERIC LARRAYADIEU POUR JEUNE AFRIQUE; DR; ISSAM ZEJLY-TRUTHBIRD MEDIAS POUR JA; KEYSFINANCE PARTNERS LTD; OLIVIER POUR JA; BRUNO LEVY POUR JEUNE AFRIQUE

TÉLÉCOMS

La partition africaine de Stéphane Richard

Celui qui vient de quitter Orange en a fait un groupe solidement implanté en Europe et en Afrique. En près de douze ans à la tête de l'opérateur français, le haut fonctionnaire et manager a été le témoin de l'essor de la téléphonie mobile et du digital sur le continent.

QUENTIN VELLUET



Inauguration du siège d'Orange en Côte d'Ivoire, avec le président Alassane Ouattara, le 14 janvier 2022.

Un standard de jazz plutôt qu'un classique de Chopin. Ce serait le choix de Stéphane Richard s'il devait dire au revoir en musique à ses équipes en Afrique. « Ce genre musical doit beaucoup au continent », confie ce pianiste confirmé à *Jeune Afrique*. Son bilan – que beaucoup considèrent comme positif – à la tête de l'opérateur Orange pendant près de douze ans doit, lui aussi, beaucoup à l'Afrique. Cette dernière ne lui est pourtant pas familier lorsqu'il intègre, en septembre 2009, ce qui est encore France Télécom. Tout juste se souvient-il d'une mission dans les années 1980. Le jeune Stéphane, 27 ans, inspecteur des finances diplômé de l'École nationale d'administration (ENA), est envoyé sur le continent pendant trois mois pour évaluer l'efficacité des systèmes d'aide aux entreprises, en particulier de la Caisse centrale des coopérations économiques, l'ancêtre de l'Agence française de développement (AFD). « J'ai notamment eu l'occasion de me rendre au Mali et en RD Congo – qui était alors le Zaïre », se rappelle celui qui, à la fin de janvier 2022, a rendu les clés d'un opérateur qui réalise 15 % de son chiffre d'affaires en Afrique – contre 7 % à son arrivée –, où Orange possède dix-huit filiales. Cette forte empreinte territoriale sera le legs de Stéphane Richard à Orange. « À son arrivée, il n'y avait pas de division Afrique », se rappelle Yves Gauthier, ex-directeur général d'Orange au Maroc. « L'Afrique, c'était la cinquième roue du carrosse. On en parlait en une ligne à l'occasion des résultats », cingle Stéphane Richard. Plus qu'une conviction, l'Afrique est aussi un choix bien réfléchi pour ce libéral : « J'étais convaincu dès le début que la verticale Europe-Afrique était un choix naturel, parce qu'il y a les langues, l'histoire, la géographie, peu de décalage horaire et des flux migratoires très importants. Nous avions là un continent où nous connaissions déjà un beau développement et qui allait enregistrer une forte croissance démographique et économique dans laquelle la téléphonie allait jouer un rôle important », explique-t-il.

Le règlement d'un litige avec Naguib Sawiris au sujet d'une reprise en main de la filiale en Égypte lui permet de conclure sa première prise de guerre : Meditel, au Maroc, racheté en 2010. Mais le patron regrette-t-il d'avoir laissé passer le fleuron chérifien, Maroc Telecom, racheté trois ans plus tard par l'émirati Etisalat ? « J'ai fait une offre à Vivendi [alors propriétaire de Maroc Telecom], sachant que, si la transaction se faisait, nous aurions revendu Meditel. Mais en bout de processus, un coup du sort a eu raison de l'accord », détaille Stéphane Richard. En pleine négociation, un redressement fiscal monstre de 2 milliards d'euros touche le groupe en France. La décision étant exécutoire, l'opérateur doit passer son tour et régler la somme. « Le comble est que cette décision a finalement été cassée à la fin de 2021, et nous avons récupéré la somme », en sourit, un brin amer, Stéphane Richard. Première frustration pour le directeur général, qui cumule la présidence du groupe à partir de mars 2011, période de tensions sur le continent. Les prémices des Printemps arabes se font sentir au Maghreb. À l'Ouest, la Côte d'Ivoire fait face à des tensions grandissantes à la suite du second tour de l'élection présidentielle de novembre 2010. Perçu comme un soutien d'Alassane Ouattara – auquel le président français Nicolas Sarkozy et le reste de la communauté internationale avaient manifesté leur soutien face à Laurent Gbagbo –, France Télécom fait face à de multiples destructions et actes de vandalisme contre ses équipements. « Stéphane Richard était informé quotidiennement et n'hésitait pas à se fendre de petits messages de soutien, se remémore Mamadou Bamba, directeur général d'Orange en Côte d'Ivoire. Il est venu nous féliciter une fois la crise passée. C'est sa particularité : il est accessible et à l'écoute. » Habitué des cabinets ministériels, l'énarque a tôt fait de comprendre que diriger un groupe dont 13 % de l'actionnariat sont détenus par l'État est un exercice qui ne le tiendrait jamais très éloigné des circonvolutions diplomatiques. « En Côte d'Ivoire, il a fallu suivre le mouvement. Ce que je n'ai pas eu de

> **L'énarque a tôt fait de comprendre que diriger Orange obligeait à certaines circonvolutions diplomatiques.**

ma
ren
Oua
qui
rac
site
rier

Lie

Bor
nai
pre
qua
ma
sid
être
la p
cet

relation de qualité », se défend-il. Au Sénégal, le président Macky Sall, avec lequel Stéphane Richard se sent « plus à l'aise qu'avec [Abdoulaye] Wade », est aussi un proche. « Nous pouvons avoir des désaccords sur des sujets propres à Orange, mais il y a du respect et du dialogue », insiste le haut fonctionnaire et manager français. À la tête de 150 000 salariés, dont près de 15 000 en Afrique, le dirigeant du CAC 40 parle donc à tout le monde. Et lorsqu'il s'agit de monter au créneau, le Girondin est prêt à donner de sa personne. À l'image d'Orange Bank, lancée en Côte d'Ivoire en 2020 et dont le bilan européen reste pour le moment moyen. « Tout le monde n'était pas favorable à l'idée de développer le service en Afrique, mais Stéphane Richard a poussé dans ce sens et nous a donné les moyens de le faire », reconnaît Mamadou Bamba. C'est également Stéphane Richard qui convainc au quotidien les investisseurs de l'importance de l'Afrique. Pas une année ne s'est passée sans qu'il voyage vers le continent. Outre la création d'Orange Middle East & Africa (OMEA), entité propre basée à Casablanca et dirigée par le Sénégalais Alioune Ndiaye, il crée un comité de pilotage africain qui se réunit toutes les six semaines. « Cela nous a permis d'avoir une vision plus large des grandes problématiques du groupe et d'avoir un canal d'échange régulier avec lui », détaille Mamadou Bamba. « J'ai eu la chance de l'avoir à mon conseil d'administration. C'est quelqu'un qui délègue beaucoup et qui répond présent quand on a besoin de lui. Il a par exemple poussé au développement de la fibre au Maroc », renchérit Yves Gauthier. Cette décision a permis à la filiale de faire sa place dans un marché dominé par Maroc Telecom.

MTN, le grand regret

En près de douze ans de mandat, le patron a pris langue avec de nombreux homologues, dont Vodafone (maison mère du panafricain Vodacom), Airtel, Glow au Nigeria ou Cell C en Afrique du Sud. Parmi eux, les dirigeants successifs de MTN ont été des interlocuteurs réguliers dans le cadre d'un projet qui s'est présenté plusieurs fois sur le bureau du patron d'Orange. Las, la fusion avec le groupe sud-africain n'a pas eu lieu et n'est pas près de voir le jour, si l'on en croit Stéphane Richard : « Sur le papier, MTN aurait été la plus belle fusion à accomplir, et ce n'est pas faute d'y avoir travaillé à plusieurs reprises. Les discussions étaient très avancées à Davos, il y a trois ou quatre ans, avec Phuthuma Nhleko [président du conseil d'administration du groupe sud-africain]. » Selon le dirigeant français, le portefeuille de MTN, qui compte notamment l'Iran, l'Afghanistan, la Syrie et le Soudan – le Yémen ayant été récemment cédé – pose des problèmes de « conformité et d'image » au groupe hexagonal. « Il aurait fallu effectuer un nettoyage du portefeuille avant de faire quoi que ce soit », résume-t-il. De surcroît, la classe politique sud-africaine ne semble pas voir d'un bon œil ce type de discussion : « Je n'ai jamais obtenu un feu vert clair de leur part sur cette opération. Le contexte politique local est très particulier, très nationaliste », déplore l'ex-directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn.

Après le retrait d'Orange de la course à une licence d'opérateur en Éthiopie, aucune acquisition africaine de grande ampleur n'a donc eu lieu sous le règne de Stéphane Richard, ce qui constitue l'un de ses grands regrets : « Soit les esprits n'étaient pas mûrs, comme avec Vodacom, soit le contexte politique était compliqué,

Outre l'africanisation du groupe, le dirigeant s'enorgueillit du travail accompli avec les fondations Orange.

comme avec MTN, soit le timing et les exigences étaient trop élevés, comme avec Airtel », confie celui qui rêvait de faire d'Orange un opérateur « incontestable » sur le continent. Les valeurs protestantes prennent-elles plus de place avec l'âge chez celui qui préside également la GSMA, le plus gros lobby des télécoms ? Outre l'africanisation du groupe, le dirigeant s'enorgueillit en effet du travail accompli avec les fondations Orange qu'il a contribué à installer dans toutes les filiales et qui assurent plusieurs actions sociales. Stéphane Richard quitte en tout cas Orange avec un carnet d'adresses continental bien rempli. Bien qu'évasif, celui qui ne connaissait rien à l'Afrique à ses débuts confirme que celle-ci restera une dominante de son activité à l'avenir. « Je le fais parce que j'ai des réseaux sur le continent qui me seront utiles, mais aussi parce que je suis convaincu qu'il y a beaucoup de choses à réaliser. Au niveau du business comme sur le plan social. » Le patron dit donc adieu à Orange mais pas à l'Afrique. ●



REUTERS/YOUSSEF BOUDLAL

Sous la direction de Stéphane Richard, Orange réalisait, en 2021, 15 % de son chiffre d'affaires en Afrique.

FINANCE

Branle-bas de combat chez BGFIBank

Le Gabonais Henri-Claude Oyima compte remettre la banque panafricaine en ordre de bataille en 2022, année pivot pour le groupe, qui a fêté ses 50 ans l'année dernière et dont le PDG veut faire un futur centenaire.

AURÉLIE M'BIDA

Trois ans à peine après avoir enclenché un vaste chantier de réforme de la gouvernance de BGFIBank, après des déboires qui ont entaché son image, son PDG vient de monter d'un cran le dispositif. L'objectif ? Montrer que le groupe bancaire privé, né à Libreville en 1971 et qui s'étend au travers de douze implantations aujourd'hui, est une institution résiliente, solide et vertueuse, « consacrée au financement des économies africaines », martèle Henri-Claude Oyima. Davantage de contrôle, de surveillance, de conformité… Et, surtout, cap sur la performance en 2022.

Dans son « discours de la méthode » à l'ensemble des collaborateurs du premier groupe bancaire d'Afrique centrale, présenté lors d'une cérémonie de vœux le 3 janvier dernier à Libreville, le PDG de BGFIBank est revenu sur les « facteurs externes qui peuvent [leur] être défavorables ». Nulle allusion spécifique, toutefois, aux récentes révélations de l'enquête « Congo Hold-up », au sujet de diverses opérations controversées impliquant sa filiale à Kinshasa. Pour le management du leader de la Cemac, cet épisode est à ranger dans les rayons du passé, comme l'a détaillé son PDG dans un récent entretien à *Jeune Afrique*. Pas de recours abusif non plus à la crise du Covid-19 pour justifier de mauvais résultats. De fait, l'ambiance est plutôt au satisfecit. Pour 2021, « nos réalisations, à date, sont conformes à notre budget prévisionnel. Et, alors que nous avions terminé l'année 2020 avec un total de bilan de plus de 3 500 milliards de F CFA (5,3 milliards d'euros), à la fin d'octobre 2021, nous atteignons près de 4 000 milliards de F CFA », s'est félicité Henri-Claude Oyima. Selon nos informations, 4 500 milliards sont visés d'ici à la fin de 2022, BGFIBank pouvant compter sur la solidité de son segment de niche – la clientèle haut de gamme et les PME à fort potentiel –, qui lui a permis jusque-là d'être relativement épargné par la crise sanitaire.

« Nous avons regroupé les activités en quatre responsabilités, et chacune sera pilotée de manière distincte. »

Le plan d'attaque comprend une restructuration opérationnelle de BGFIBank, « pour renforcer la gouvernance et les dispositifs de surveillance du groupe ». Ainsi, les fonctions de contrôle permanent et celles de gestion des risques ont été séparées. L'accent est porté sur les activités de conformité. Et la démarche de certification AML 30 000, de lutte antiblanchiment et contre le financement du terrorisme, va être généralisée à l'ensemble des filiales du groupe à partir de cette année. « Nous avons regroupé les activités en quatre responsabilités, et chacune sera pilotée de manière distincte », explique le dirigeant de BGFIBank.

Le « pilotage de la performance » revient aux directeurs régionaux : à Huguette Oyini, DG adjointe du groupe, qui vient d'être nommée à la tête de la région CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale), en remplacement de Narcisse Obiang-Ondo ; à Loukoumanou Waidi, directeur de la zone Gabon ; et à Malick Ndiaye, pour la région Uemoa-Europe-océan Indien. Le deuxième pilier, « l'efficacité opérationnelle », est aussi à la charge d'Huguette Oyini. Sa mission englobe la réglementation, la réputation et la fiabilité du groupe, ainsi que la sécurité et le contrôle.

Construire un nouveau modèle

Le « pilotage de la gouvernance » reviendra au secrétaire général du groupe, Ulrich Mengue. Il comprend la gestion de l'efficience de l'organisation, de la gouvernance et de la taille du groupe. Enfin, le quatrième volet, la « rentabilité du groupe », est pris en main par la directrice financière, Germaine Nanfa, avec pour périmètre la rentabilité des ressources et des investissements, ainsi que la productivité. « On ne change jamais les choses en combattant la réalité existante. Pour changer les choses, il faut construire un nouveau modèle », résume Henri-Claude Oyima. ●

TECH

Mareme Dieng, la « Madame Afrique » de 500 Global

Sous l'impulsion de cette Dakaroise recrutée il y a un an, le pionnier du capital-risque américain envisage de développer sa présence sur le continent. Rencontre avec une trentenaire visionnaire.

QUENTIN VELLUET

L'un des plus influents fonds de capital-risque de la Silicon Valley est en train d'intensifier son engagement en Afrique. Sous l'impulsion de la Sénégalaise Mareme Dieng, en poste depuis janvier 2021, l'investisseur 500 Global (ex-500 Startups) est bien décidé à tirer parti de l'engouement actuel pour la tech africaine. En 2021, les jeunes pousses locales ont levé un total de 4,9 milliards de dollars à travers 740 transactions (soit 2,5 fois plus qu'en 2020), selon de récentes estimations du cabinet de conseil Briter Bridges. Créé en 2010 par Christine Tsai, ex-cadre de Google, et Dave McClure, vétéran de l'investissement dans les start-up et ex-directeur marketing de Paypal, 500 Global investit des tickets compris entre 100 000 et 150 000 dollars dans de très jeunes entreprises. La société américaine revendique 1,8 milliard de dollars d'actifs sous gestion et estime que les entreprises dans lesquelles elle s'est engagée sont actuellement valorisées à 296 milliards de dollars. 500 Global déclare avoir « soutenu plus de 6 000 fondateurs représentant plus de 2 500 entreprises ». Parmi elles, une trentaine de firmes dont la valorisation a fini par dépasser 1 milliard de dollars (« licornes » dans le langage du secteur), et une centaine d'autres évaluées à plus de 100 millions de dollars.

« À rebours d'autres fonds d'investissement qui travaillent uniquement depuis San Francisco, 500 Global essaie de s'implanter localement en ouvrant de nouveaux fonds dans de nouvelles régions du monde », explique Mareme Dieng, rencontrée à la mi-décembre à Marseille en marge d'Emerging Valley, meeting de l'industrie. Passionnée d'arts et notamment de danse, de sculpture et de photographie, la jeune dirigeante n'était pas prédestinée au monde de l'investissement.

> **« J'ai passé 2021 au Rwanda, en Éthiopie et au Kenya pour y développer les relations avec les écosystèmes locaux. »**

Née à Dakar, elle déménage en Afrique du Sud pour ses études supérieures à l'African Leadership Academy de Johannesburg, dont elle sort diplômée en 2016. Durant les cinq années qui suivent, outre un bachelor en biologie et en psychologie sociale décroché au Bennington College (Vermont, États-Unis), réputé pour ses formations dans les arts, Mareme Dieng travaille notamment au sein de Draper University. Ce programme d'accélération, couplé à un fonds d'investissement, est la création de Timothy (« Tim ») Cook Draper, un « serial investisseur » californien (Hotmail, Skype, Tesla, SpaceX, Twitter...). Si elle admet ne pas avoir été « très enthousiaste au départ » pour le monde du capital-risque, Mareme Dieng se dit reconnaissante de l'expérience acquise à Draper University et des « mentors » qui l'ont accompagnée durant cette période.

Une organisation décentralisée

L'organisation décentralisée de son nouvel employeur – 500 Global dispose notamment de bureaux à Riyad, Istanbul ou encore Mexico et Bangkok – et son intérêt pour l'investissement dans un maximum de pays sont les arguments qui ont convaincu Mareme Dieng de tenter l'aventure. Depuis 2012, le capital-risqueur a déjà investi dans pas moins de 78 entreprises africaines, dont une poignée commencent à faire sérieusement parler d'elles. Outre la licorne ougando-ghanéenne Chipper Cash, qui a récemment levé 250 millions de dollars, 500 Global est aussi présent au capital du spécialiste égyptien d'e-commerce MaxAB depuis 2019. Ce dernier a récemment racheté son homologue marocain Waystocap, autre start-up présente au portefeuille de 500 Global.

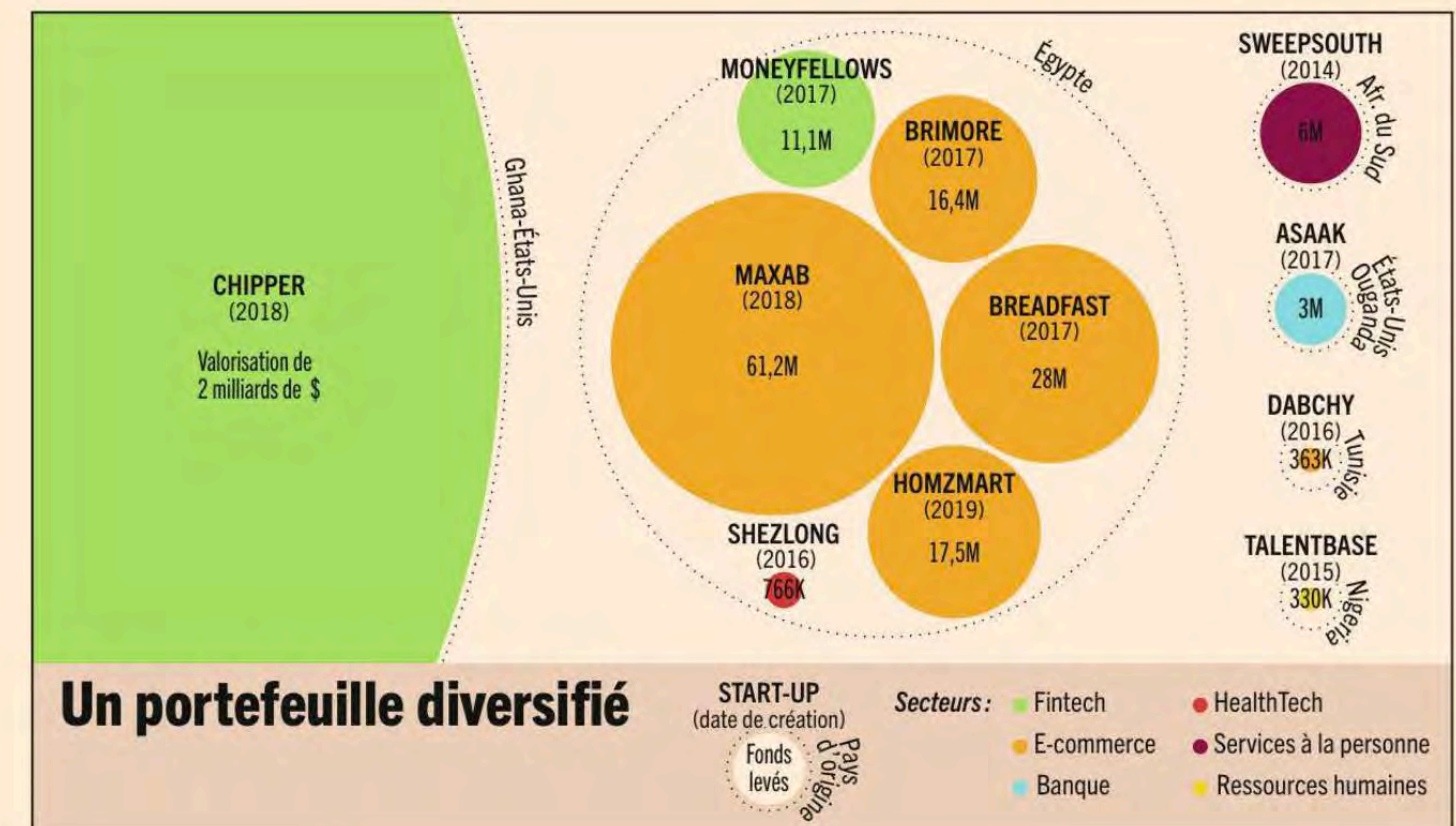
La société fait partie des premiers investisseurs de la plateforme cairote d'e-commerce Homzmart, qui a conclu un premier tour de table de 15 millions de dollars en mai 2021. L'entreprise aurait conclu entre 5 et 10 investissements en Afrique l'an dernier, selon Mareme Dieng, dont l'employeur revendique l'examen de « milliers de start-up par an » à travers le monde. « Nos fonds globaux ont la possibilité d'aller plus loin, en pré-série A [phase d'amorçage] ou en série A [première levée de fonds], en fonction des besoins et des entreprises. Le suivi peut donc aller au-delà des trois ou cinq années de présence habituelle au capital des jeunes pousses », explique Mareme Dieng. Au sud du Sahara, la structure investit pour l'heure à travers un fonds de 140 millions de dollars dénommé Global Flaghship Funds mais qui n'est pas spécifiquement consacré au continent. En Afrique du Nord, 500 Global intervient avec 500 Sanabil Accelerator (ex-500 Falcons), un fonds piloté depuis septembre 2020 par Bedy Yang, associée directrice de la société d'investissement. Il a ouvert en 2021, est doté de 30 millions de dollars et débloque des tickets d'amorçage compris entre 50 000 et 100 000 dollars. Il est également dédié aux entrepreneurs du Moyen-Orient.


DR

Selon Mareme Dieng, la société aurait conclu entre 5 et 10 investissements en Afrique l'an dernier.

Avantages compétitifs

Actif dans 77 pays et comptant 33 licornes internationales dans son portefeuille, l'investisseur américain songe à développer une présence en Afrique en 2022. « Cela fait partie de nos objectifs prioritaires. J'ai passé l'année 2021 à voyager au Sénégal, au Rwanda, en Éthiopie ou encore au Kenya pour développer les relations avec les écosystèmes locaux, comprendre ce qu'il se passe sur le terrain et comment 500 Global peut se positionner pertinemment sur la chaîne de valeur », détaille Mareme Dieng, qui a un temps travaillé au sein de l'incubateur Schoolab à Paris. Depuis la pandémie, 500 Global estime que son programme d'accélération – désormais 100 % digital – ne suffit plus à soutenir le rythme d'investissement souhaité. Mareme Dieng veut donc faire « l'effort de venir vers les start-up ». Pour 2022, l'entreprise américaine espère se faire connaître auprès des investisseurs locaux afin d'intensifier les transactions en co-investissement. Une présence en Afrique ferait de 500 Global le deuxième investisseur de la Silicon Valley établi sur le continent, après Partech International, présent à Dakar. Encore faut-il trouver la métropole qui répondra à ses besoins. « Chaque pays africain essaie de se positionner sur ses avantages compétitifs. Le Nigeria se repose sur son marché domestique avant d'internationaliser ses start-up. Le Rwanda tente de créer un système financier et des infrastructures facilitant l'implantation de nouvelles entreprises... Nous déciderons en fonction de notre stratégie », conclut Mareme Dieng. ●



INTERVIEW

Achim Steiner

Pnud

« Les politiques de développement expriment le type de nation qu'un pays veut être »

Alors que banquiers d'affaires et capital-investisseurs s'intéressent eux aussi à l'« émergence », que reste-t-il comme mission au Programme des Nations unies pour le développement ? Avec vigueur et optimisme, son administrateur précise les méthodes, apports et ambitions de l'institution.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO

Créé en novembre 1965 pour aider à éliminer la pauvreté et promouvoir la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) agit aujourd'hui dans un environnement radicalement différent. Institutions de financement (DFI) et acteurs privés ont « investi » les « sujets de développement ». Interrogé en marge de la Conférence économique africaine, organisée en décembre 2021 au Cap-Vert par la BAD, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Pnud, Achim Steiner, l'administrateur brésilien de l'institution des Nations unies, en poste depuis avril 2017, a répondu sans langue de bois à nos questions sur la place et la contribution du Pnud, qui a soutenu en 2021 près de 5 000 projets pour un budget de près de 7 milliards de dollars.

Jeune Afrique : Dans la galaxie actuelle d'institutions et d'acteurs qui sont impliqués dans les questions de développement – parmi lesquelles le colosse américain J.P. Morgan, qui a lancé sa propre DFI –, le Pnud a-t-il encore une place ?

Achim Steiner : Le Pnud constitue, à bien des égards, une promesse faite de longue date par l'ONU : celle d'être un partenaire et d'accompagner les pays du continent africain et les autres pays en développement dans leur propre articulation des voies et des choix de développement. Le développement étant avant tout une question de priorités et de choix souverains. La finance, qui est évidemment le nerf de la guerre pour toute économie, reste toutefois un moyen pour atteindre une fin. La première question est de savoir quel est le but de tout plan national de développement. Quels sont les rôles de la finance, des personnes et des institutions ? Comment développe-t-on les marchés et les filets de sécurité sociale ? Comment s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités ? Il ne s'agit pas seulement de s'industrialiser, de s'urbaniser ou d'exporter. Le développement est une entreprise complexe. C'est donc dans ces domaines que le Pnud reste extraordinairement fort et qu'il est un partenaire très demandé sur le continent africain.

Pour ce faire, nous apportons à la fois les meilleures pratiques que les pays du continent ont développées en réponse à des défis qui malgré leurs différences ont aussi des caractéristiques communes d'un État à l'autre. Le Pnud joue également un rôle en matière de gouvernance, notamment dans le cadre de l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable et dans celui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il s'agit autant d'un acteur international au sein du système des Nations unies que d'un partenaire de confiance et d'un conseiller pour les pays dans les différentes phases de leur développement.

Voyez-vous une alternative au modèle de développement suivi dans de nombreux pays d'Asie ? Il a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté mais est assez capitalistique et a des effets considérables sur l'environnement. Existe-t-il maintenant d'autres voies ?

Je suis toujours prudent en parlant de « modèles », mais il existe des choix et des priorités très différents dans le monde. Il y a des pays qui ont libéralisé leur économie en partant du principe que le secteur privé, les marchés et les investissements privés seraient le moteur de leur émergence. Certains sont parvenus par cette voie à un certain niveau de développement, mais ils restent confrontés à des niveaux d'inégalité remarquablement élevés. Le résultat est très inégal du point de vue social, avec des progrès concentrés sur les villes.

En fin de compte, les politiques de développement sont l'expression du type de nation qu'un pays veut être. S'agit-il d'une nation où de fortes inégalités sont le prix de l'essor ? Faut-il suivre nécessairement la modernisation fondée sur la construction d'infrastructures selon la pratique du XX^e siècle ?

Nous vivons par exemple à une époque où la dépendance aux combustibles fossiles est un fait. Mais l'avenir de l'économie mondiale et du commerce international comme la réponse au défi du changement climatique pointent clairement vers un avenir décarboné. Ainsi, sur le continent africain, une voie très différente s'est ouverte au cours des quinze dernières années. Il s'agit de passer à une économie reposant sur les énergies renouvelables et qui permettra à l'Afrique d'atteindre beaucoup plus rapidement les 570 millions de personnes qui n'ont toujours pas accès à l'électricité grâce à des solutions vertes hors réseau.

Plusieurs pays africains soulignent le coût, jugé excessif, de ces transitions. Que leur répondez-vous ?

L'Afrique du Sud a par exemple lancé une initiative majeure en faveur des énergies renouvelables, alors même que le charbon est toujours disponible. Tout simplement parce que le pays considère que l'empreinte carbone de ses produits fera partie de sa compétitivité sur les futurs marchés mondiaux.

Même s'il existe de nombreuses différences à travers le continent, aujourd'hui, pour de nombreux pays africains, la modernisation implique l'urbanisation, l'industrialisation, la construction d'infrastructures pour permettre à l'économie de produire et de générer des opportunités de développement. Il faut toutefois conserver le caractère écologique, car c'est encore la base sur laquelle la majorité des citoyens africains gagne sa vie, qu'il s'agisse de l'agriculture ou du tourisme. Bien que les gens aient tendance à considérer ces éléments comme des actifs dormants, au XXI^e siècle, ces ressources deviendront de plus en plus précieuses.

Revenons-en au rôle du Pnud. Peut-on dire qu'il est essentiellement consultatif ?

Oui, car nous fournissons un soutien technique et une expertise dans plusieurs domaines spécifiques allant de la gestion des ressources →



ASHRAF SHAZLY/AFP

Le Brésilien Achim Steiner est l'administrateur de l'institution des Nations unies depuis cinq ans.

ÉCONOMIE

→ naturelles à la numérisation. Nous aidons également les pays à mobiliser des ressources financières, notamment celles provenant de l'APD (aide publique au développement) et le financement climatique. Ainsi qu'à investir ces ressources dans des projets pilotes ou dans le renforcement de projets nationaux. Par exemple, nous avons un programme dans dix-huit pays africains pour développer des mini-réseaux solaires qui permettront à des millions de personnes d'avoir accès à l'électricité. Nous avons accompagné le Sénégal dans la mise en œuvre du « Programme d'urgence de développement communautaire en milieu rural ». L'institution est ainsi devenue partie prenante de cet investissement massif dans les zones rurales tout en construisant les systèmes et les capacités des institutions nationales pour maintenir et étendre ce programme.

Ces efforts passent-ils nécessairement par le secteur public ?

Chaque nation africaine cherche également à tirer parti des investissements du secteur privé. Quelle est la meilleure façon de procéder ? Quels sont les cadres réglementaires ? Nous fournissons des conseils pour répondre à ces défis. Nous renforçons les capacités institutionnelles. Nous investissons dans les compétences humaines. Là se trouve le vrai capital qu'un pays peut apporter au développement : le renforcement des institutions, l'introduction de nouvelles législations et politiques publiques, mais aussi la mise en place de systèmes de gouvernance.

Le Pnud a longtemps été associé aux questions de population. Sur le continent, la croissance de la population urbaine en particulier paraît un défi des plus urgents. Quelles réponses apporter ?

Le premier défi est le développement national par la création d'opportunités de façon plus décentralisée. Sans cela, les gens chercheront toujours des réponses dans les villes. Le taux actuel d'urbanisation en Afrique n'est pas si inhabituel, mais il soumet les capitales et les grandes villes à une pression énorme. Il crée également beaucoup d'inégalités. Si vous observez ce qui se passe dans les quartiers informels et les bidonvilles, la qualité de vie, à certains égards, peut paraître un « progrès » par rapport aux zones rurales. Mais, pour beaucoup, cela représente à peine une stratégie de survie. Le Pnud explore donc la question du renforcement des marchés locaux, dans les villes rurales et de province. Dans ce domaine, la numérisation représente un axe majeur.

Cette approche peut-elle vraiment fonctionner ?

Oui, et l'Histoire le prouve. La Suisse, qui, au début du XXe siècle était l'un des pays les plus pauvres d'Europe, en plus d'être montagneux, a décidé dans les années 1950 d'étendre les transports publics ainsi que les services postaux et sociaux à tous les villages de la Confédération. Cela a permis aux gens de rester dans leurs communautés rurales, de se déplacer facilement pour travailler en ville, mais également de créer et de gérer des entreprises là où ils vivent, au sein d'une économie nationale très décentralisée. C'était un choix délibéré. En Afrique, des pays comme le Kenya ou le Ghana sont déjà en train d'emprunter cette voie.

« L'IDH permet de sortir du cadre étroit de la définition de la réussite d'un pays à l'aune d'indicateurs purement monétaires et économiques. »

Le Pnud est connu pour l'indice de développement humain (IDH). Pensez-vous qu'il soit appelé à avoir un poids plus important, voire à devenir une ressource pour les investisseurs alors que le classement « Doing Business » de la Banque mondiale a été arrêté ?

Avec l'IDH, lancé il y a trente ans, il s'agissait d'apporter une réponse à la définition étroite de la réussite d'un pays mesurée par des indicateurs purement monétaires et économiques. L'IDH a constitué une nouvelle mesure, en introduisant des éléments relatifs à la santé, à l'éducation et au niveau de vie. Depuis 2020, nous avons fait évoluer cet indice en créant un « IDH ajusté aux pressions planétaires, ou IDHP » qui intègre toute la dimension de la « durabilité » ou « soutenabilité ». Autrement dit, nous en avons repoussé les frontières.

Il ne s'agit pas d'un équivalent de l'indice « Doing Business », qui part d'une vision très étroite centrée sur la facilité avec laquelle une entreprise peut s'installer dans un pays, les conditions opérationnelles existantes, etc. Les entreprises ne sont qu'une des parties prenantes du développement national. ●


VINCENT FOURNIER POUR JEUNE AFRIQUE

Siège de la BCEAO à Bamako, au Mali, en juin 2019.


DANIEL LEAL/AFP

Tribune

Patrick Smith

Journaliste à The Africa Report

En Afrique, la finance mondiale n'est pas à la hauteur

Pour reprendre le prince Hamlet, « il y a quelque chose de pourri » au royaume de la finance. Elle échoue lourdement en ces temps de crise climatique, de pandémie et d'autoritarisme galopant. Et ces échecs produisent des « révolutionnaires » inattendus. C'est le cas de la Zambie, où un expert-comptable a remporté l'élection présidentielle en défendant les droits humains et la liberté de la presse, tout en promettant de sauver l'économie de la corruption. Le vainqueur, Hakainde Hichilema, est trop diplomate pour dénoncer ouvertement les banques qui ont collaboré avec des politiciens véreux. Mais l'histoire récente du pays rappelle celle du scandale de la dette cachée au Mozambique. Des élites corrompues s'entendent pour siphonner les fonds publics, laissant au « *povo* » le règlement de la facture. Le FMI et les « restructurateurs » de dette entrent en scène, tandis que les aspirations des générations futures sont mises en veilleuse.

Le président de la Banque mondiale, David Malpass, partisan de la déréglementation et des économies à faible taux d'imposition, a il y a peu offert un aperçu de ce dysfonctionnement. Sous sa direction, la Banque a pris du retard sur le FMI concernant l'allègement de la dette et le financement de la transition vers les énergies renouvelables. En décembre dernier, lors d'une conversation avec le Premier ministre chinois, Li Keqiang, David Malpass semble avoir eu une révélation : « Une partie du problème des inégalités est due à la finance mondiale elle-même et à la structure inégale des stimuli [fiscaux]. Les politiques actuelles en matière de dette souveraine, de fiscalité et de monnaie aggravent les inégalités. »

Promesse non tenue

Pour mettre en œuvre des programmes de relance après la pandémie, les pays riches utilisent les fonds des banques centrales pour acheter des obligations à long terme ; c'est très rentable pour les grands groupes. Mais cela empêche les petites entreprises et les économies en développement d'accéder aux financements dont elles ont besoin. Lors de la COP26, l'ancien gouverneur de la Banque centrale britannique, Mark Carney, a réuni plus de 400 entreprises, dont les actifs cumulés dépassent 130 milliards de dollars, qui se sont engagées à réduire leurs émissions de carbone à zéro d'ici à 2050. Une excellente nouvelle pour la transition écologique. Mais de quelle transition s'agit-il ? Les pays riches ont augmenté leurs dépenses à hauteur de 20 000 milliards de dollars en réponse à la pandémie. Mais ces mêmes pays n'ont pas tenu leur promesse, vieille de douze ans, de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour financer la lutte contre le changement climatique dans les économies en développement. Selon Jason Bordoff, conseiller en matière de climat de l'ex-président américain Barack Obama, ces 100 milliards de dollars ne sont qu'une part infime des 1000 à 2000 milliards de dollars d'investissements annuels dans les énergies propres nécessaires aux pays en développement pour parvenir à des émissions nettes nulles. Mais « la bonne volonté » ne suffit pas dans notre système financier dysfonctionnel.

Taxons les pays riches et leurs 28 milliards de tonnes de CO_2 émises chaque année.

Le temps est venu d'imposer une taxe progressive sur les 28 milliards de tonnes de CO_2 émises chaque année par les pays riches et à revenus intermédiaires. Le FMI et la Banque mondiale pourraient collecter et distribuer ces revenus pour des projets d'énergie renouvelable dans les économies en développement. Il s'agirait là d'une première étape vers un financement plus équitable. ●

BMS S.A.
BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE

UN HOMME D'EXPÉRIENCE ET DE COMPÉTENCE AUX COMMANDES DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ

La mission principale assignée à la BMS-SA par les plus hautes autorités lors de sa création en 2002 est de bancariser le plus grand nombre d'acteurs économiques, de participer à leur développement et de contribuer à l'économie nationale en s'appuyant sur une équipe de collaborateurs déterminés. Tout en maintenant la banque au niveau de leader de la place économique, cette équipe doit efficacement s'appuyer sur les leviers de croissance de la BMS-SA

L'année 2022 doit être marquée pour la Banque Malienne de Solidarité par l'amorce d'une gouvernance obéissant aux normes définies par la réglementation en vigueur notamment le respect des normes prudentielles. Tout en conservant sa place de leader et banque d'importance systémique nationale, la nouvelle direction de la Banque Malienne de Solidarité se fixe comme tâche prioritaire, à court terme, une restauration rapide des grands équilibres financiers et renforcer son efficacité opérationnelle. Pour ce faire, dans un contexte de crise multiforme que vit le Mali depuis bientôt une décennie, le nouveau directeur général installé par le Conseil d'Administration le 30 Novembre 2021, M. Lanfia Koita devra user de toute son expérience de banquier chevronné pour réduire de manière drastique les goulots d'étranglement qui risquent de saborder le développement extraordinaire que connait l'établissement financier, premier contributeur au financement de l'économie nationale et acteur majeur dans la mobilisation des ressources des maliens établis à l'étranger.

DES TRAVAUX D'HERCULE ENVISAGÉS POUR LE MAINTIEN EN TÊTE DE PELOTON

Les actions de la nouvelle direction de la BMS-SA, comme annoncées dans la nouvelle feuille de route sont de consolider les acquis tout en réduisant les risques liés à des engagements, et renforcer la base clientèle en vue d'une mobilisation des ressources auprès des partenaires tout en s'appuyant sur une équipe de collaborateurs déterminés à aller en avant.

La Banque doit réduire assez rapidement et de manière substantielle, le niveau élevé des immeubles hors exploitation qui ampute la Banque d'environ quinze milliards de francs CFA de fonds propre. Elle doit revoir sans tarder sa politique de crédit volontaire et aussi imposer une adéquation avec le niveau des fonds propres. D'autre part, elle doit continuer d'entreprendre de gros efforts de maîtrise des coûts d'exploitation qui progressent moins vite que l'activité afin d'améliorer substantiellement le cœfficient d'exploitation de la banque.



MANUEL FAR-SLADOBESTOCK

Pour être en adéquation avec les attentes de ses clients, la BMS-SA poursuit sa modernisation par une digitalisation bancaire multiple : transfert d'argent, consultation de compte, …

Comme dans un conte de fées, on aurait dit qu'il était une fois au Mali en 2013, une institution financière à priori vouée à la gloire mais qui a peiné, à se relever, de ses cendres, mauvaise gestion aidant. Il s'agissait de la Banque de l'Habitat du Mali (BHM-SA). Et n'eut été l'arrivée à ses commandes du jeune, volontaire mais déjà expérimenté Lanfia Koita la banqueroute était assurée. Tenez-vous bien, par son génie créateur, ce directeur général travailla d'arrache-pied pour sortir la BHM-SA des trépas. Il l'a rendue liquide jusqu'à déclarer un bénéfice net de plus de deux milliards de francs CFA.

Cet incroyable résultat colla à M. Lanfia Koita, une réputation d'orfèvre par les cadres avec qui, la prouesse fut réalisée. Du coup les conditions étaient devenues idoines pour réaliser la fusion-absorption BMS-SA/BHM-SA. Une fusion qu'il pilotera harmonieusement sans heurt majeur, sans licenciement et surtout une migration informatique parfaite. Un des conseillers du directeur général d'alors, en l'occurrence Mahamady Kouyaté, diplômé de HEC Liège dira de lui « *Quoi que l'on dise, il n'est pas exagéré d'affirmer que M. Lanfia Koita croit en ses capacités et reste tenace pour les mettre au profit de l'institution qu'il dirige sans voir le temps passé et la réussite est au bout du compte. Dans sa fougue, il entraine avec lui toute son équipe sans tenir compte des horaires habituels de travail* ».



LANFIA KOITA,
directeur général de la BMS-SA

Ce sont ces vertus cardinales qui lui ont permis d'avoir un parcours exceptionnel dans sa riche carrière de banquier. À 49 ans, il vient d'être porté à la tête de la prestigieuse Banque Malienne de Solidarité, le 30 novembre 2021 par le Conseil d'Administration de l'établissement lors de sa 72ème session ordinaire. Un mois plus tard, la Commission bancaire de l'UEMOA (Union Monétaire Ouest-Africaine) confirma sa qualité es directeur général de la Banque Malienne de Solidarité.

Avant cette consécration, M. Lanfia Koita, haut cadre de banque de classe exceptionnelle a fait montre de ses capacités de management à la Banque de Développement du Mali aujourd'hui dans le giron du Groupe BMCE-Banque Marocaine du Commerce Extérieur, mais aussi à la Banque Malienne de Crédit et de Dépôts (BMCD), une ancienne filiale du Crédit Lyonnais et à la Banque Malienne de Solidarité (BMS), comme directeur commercial et de la clientèle, puis directeur général adjoint.

Convaincu que la réussite doit être soutenue par une formation scolaire et professionnelle adéquate, le passionné de football est doctorant en sciences économiques, option « *Économie bancaire et Financière* » à l'Université de Toulon Var-France. Il fait partie de la promotion 1991-1996 de l'École Nationale d'Administration du Mali puis Il obtiendra son DESS à l'Institut Technique de Banque, ITB, à Paris La Défense en France. M. Lanfia Koita est marié et père de quatre enfants.

DIFCOM/DF - PHOTOS : D.R. SAUF MENTION.



BMS S.A.
BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE
Hamdallaye, ACI 2000
BPE 1280 – Bamako, MALI
Tél. : (223) 20 29 54 16 / 12/ 08

Dossier
Assurances

CONCURRENCE

Quand les « petits » font de la résistance

Dans une période propice aux fusions-absorptions, une poignée d'irréductibles assureurs locaux, d'Abidjan à Douala, tient tête aux poids lourds panafricains et internationaux.

AURÉLIE M'BIDA

Il aurait fallu barrière plus infranchissable pour que Bertrand Casteres, le directeur général du groupe mauricien d'assurances MUA, rebrousse chemin. Rendez-vous était pris de longue date pour venir négocier, à Paris, les ultimes détails du partenariat censé donner un nouvel élan à son groupe, fondé en 1948. Alors, en ce mois de juillet 2021, même si le vaccin contre le Covid-19 qui lui a été administré à Port-Louis quelques mois auparavant n'est pas reconnu par les autorités européennes, qu'à cela ne tienne : le quadragénaire en fait un deuxième, reconnu celui-là, pour pouvoir prendre l'avion. La conclusion d'une affaire vaut bien une double injection…

Depuis près de dix-huit mois, Mauritius Union Assurance (MUA) émerge sur la scène continentale, notamment depuis qu'il a racheté, en juillet 2020, Saham Kenya, une filiale du géant sud-africain Sanlam (leader africain du secteur, avec un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards de dollars en 2020). Financée en totalité sur fonds propres par l'assureur mauricien (138 millions de dollars de revenus en 2020, + 13 % sur un an), l'opération représente plus de 12 millions de dollars. Elle a donné un coup d'accélérateur à la stratégie d'expansion du groupe, coté à la Bourse de Maurice *(lire p. 166)*.

Le groupe insulaire MUA n'est pas un cas isolé. D'autres « petits » acteurs du milieu, s'ils ne sont pas en phase de conquête, se sont enracinés dans leurs marchés respectifs au cours de ces deux dernières années. C'est le cas du sénégalais Sonam, toujours leader national dans le domaine de l'assurance-vie, avec 49 millions de dollars de primes émises sur un marché très fragmenté. Ce groupe croît, par ailleurs, en dehors de ses frontières depuis sa fusion, en 2020, avec Zenithe Afrik-Vie, au Cameroun. Il est également présent en Côte d'Ivoire, où, en 2021, ses filiales ont accueilli à leur tour de table le capital-investisseur Oasis Capital Ghana.

> **Sonam au Sénégal, Activa au Cameroun, ARC et AGC au Congo… Tous ces groupes locaux restent sur le podium.**

Consolidation des comptes

Même résistance au Congo, où l'assureur public Assurances et Réassurances du Congo (ARC) et son compatriote privé Assurances générales du Congo (AGC) se réservent les premières places du podium. Et ce en attendant la consolidation des comptes de l'ivoirien NSIA, qui, après sa fusion avec Sanlam Congo, annoncée en septembre, devrait devenir le leader à Brazzaville.

Au Cameroun, l'activité principale, l'assurance non-vie, est dominée par le français Axa. L'opérateur local Activa Assurance ne relâche pas la pression pour autant. En 2019, le chiffre d'affaires d'Axa Cameroun, la filiale locale d'Axa (géant mondial fortement implanté en Afrique), avoisinait 35 millions de dollars. Ce qui représente 14 % des parts d'un marché global de près de 250 millions de dollars (145 milliards de F CFA). Les primes émises au cours de la →



Siège d'Activa Assurance, à Douala. Les primes émises en 2019 s'élevaient à près de 30 millions de dollars.

ACTIVA

→ même année par Activa (fondé en 1998 par le Camerounais Richard Lowe) s'élevaient, elles, à près de 30 millions de dollars.

D'après les derniers résultats recueillis en 2020 par l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC), le peloton de tête reste ainsi constitué : Axa, suivi d'Activa et de la Société africaine d'assurance et de réassurances (SAAR) – un autre camerounais, détenu en majorité par Afriland First Bank, du tycoon camerounais Paul Fokam.

L'exemple du Cameroun, numéro deux de la zone Cima (Conférence interafricaine des marchés d'assurance) derrière la Côte d'Ivoire, illustre bien cette remarque d'un expert du secteur : « En Afrique, il n'y a pas deux marchés d'assurances qui se ressemblent. » Les leaders occidentaux (l'allemand Allianz, le français Axa et, dans une moindre mesure, le britannique Prudential) comme les acteurs panafricains disposant d'une empreinte étendue (Sanlam depuis le rachat du réseau marocain Saham, le sénégalais Sunu et l'ivoirien NSIA, etc.) ne règnent pas toujours en maîtres sur leurs terres. Au Maroc, au Cameroun, au Gabon, au Burkina Faso, au Sénégal, au Kenya, les groupes locaux trustent une place sur le podium ou, à défaut, résistent à l'harmonisation pure et simple du paysage africain de l'assurance. Derrière eux, une myriade de petits acteurs nationaux, disposant de moins de 5 % de part de marché, s'accroche.

Une reconfiguration du secteur est en vue pour les quelque 200 sociétés des 14 pays de la zone Cima.

Mais jusqu'à quand, et avec quels moyens? La réponse reste d'autant plus dans le flou que, la crise sanitaire ayant entraîné une récession historique en Afrique subsaharienne, la seconde phase de la réforme des sociétés d'assurances de la zone Cima, visant à porter leurs fonds propres de 3 à 5 milliards de F CFA (4,6 à 7,6 millions d'euros), a été reportée à (au moins) 2024. Cela laisse présager une période de latence, avant que s'engage une profonde reconfiguration du secteur pour les quelque 200 sociétés d'assurances et de réassurances sises dans les 14 pays concernés.

Outils stratégiques

Pourtant, avec le durcissement de la réglementation dans la zone Cima (la première phase de la réforme est entrée en vigueur en 2019) et la pandémie de Covid-19, la période aurait pu se dérouler sur une tout autre musique pour les « petits acteurs » du secteur. Dans cette période d'incertitude, les leaders disposent en effet d'une large variété d'outils stratégiques de « croissance non organique », tant défensifs qu'offensifs, « dont les traditionnelles fusions, les acquisitions et les désinvestissements », ainsi →



MIKE HUTCHINGS/REUTERS

Le siège du sud-africain Sanlam, au Cap. Le chiffre d'affaires du leader africain de l'assurance dépassait 9 milliards de dollars en 2020.

70 ans d'Afrique au cœur d'Ascoma



Solutions d'assurance sur mesure pour les entreprises et les particuliers

1er Courtier Indépendant En Afrique Subsaharienne

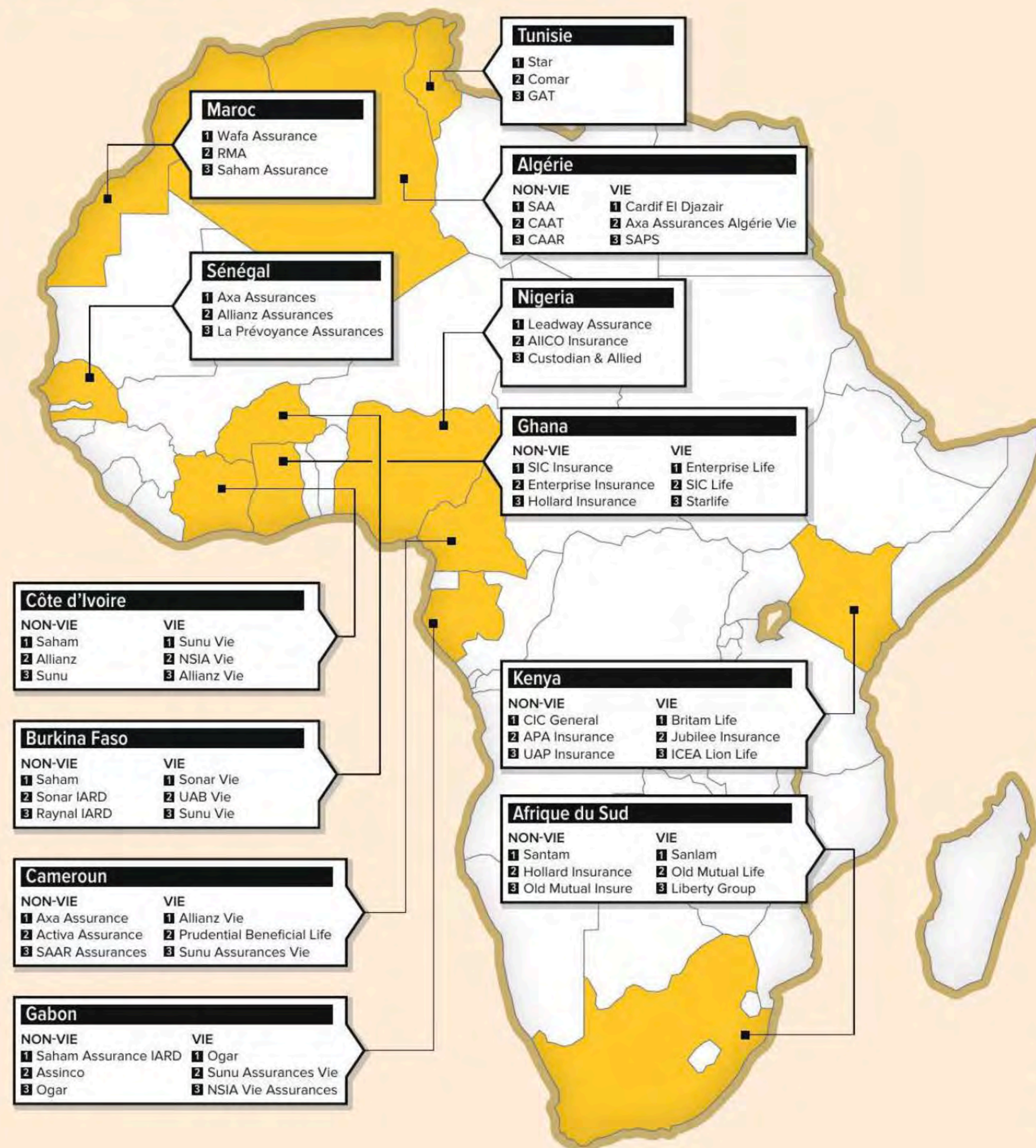

ASCOMA
Conseil & Courtier en Assurances
Groupe Chedid Capital

www.ascoma.com

→ que « les co-investissements, les coentreprises et les alliances intersectorielles », rappelaient les experts du cabinet Deloitte dans leur rapport sur « les perspectives de fusions-acquisitions dans les assurances », publié en décembre 2020.

De fait, opérations et projets se sont multipliés dernièrement : acquisitions croisées entre NSIA-Sanlam au Mali, au Togo et au Congo ; alliance stratégique en discussion entre ce même géant sud-africain et Allianz ; fusion-acquisition Atlanta-Sanad au sein du conglomérat marocain Holmarcom ; rachat, par Sunu, de la filiale d'Allianz Africa au Congo, conclu en novembre 2021, après la reprise des filiales du Bénin, du Burkina, du Mali et du Togo en 2019 ; arrivée, au début de janvier 2022, du colosse bancaire est-africain Equity, qui se lance dans l'assurance-vie au Kenya. Un regain d'effervescence qui ne semble pas encore affoler les acteurs de la « seconde partie du classement ». La sarabande du secteur africain des assurances semble devoir se poursuivre sur un rythme à deux temps. Pour l'instant… ●

Qui contrôle les marchés africains ?



Source : Fondé sur la publication du chiffre d'affaires annuel des compagnies en 2019, hors Sénégal (2018).



CONFÉRENCE INTERAFRICAINE
DES MARCHÉS D'ASSURANCES





La CIMA :

« Une Organisation de référence au service du développement de l'industrie des assurances au profit des populations et des économies africaines, arrimée aux meilleurs standards internationaux en matière de supervision financière et participant à l'intégration régionale et à l'inclusion financière dans la zone ».

Objectifs de la Conférence :

- **Renforcer** la coopération, dans le domaine des assurances, en instituant un marché élargi et intégré de l'industrie des assurances, réunissant les conditions d'un équilibre satisfaisant du point de vue technique, économique et Financier ;
- **Faciliter** les conditions de développement et d'assainissement des entreprises d'assurance et accroitre les capacités de conservation des primes au plan national et sous régional ;
- **Favoriser** l'investissement local des provisions techniques et mathématiques générées par les opérations d'assurances dans les conditions les meilleures, au profit des économies de la sous-région.
- **Poursuivre** la politique d'harmonisation et d'unification des dispositions légales et réglementaires relatives aux opérations d'assurance et de réassurances ainsi qu'au contrôle des entreprises d'assurances et de réassurances ;
- **Poursuivre** la politique de formation des cadres et techniciens d'assurances pour les besoins des entreprises et des administrations dans les États membres.



Blaise Abel EZO'O ENGOLO
Secrétaire Général



Mamadou TRAORÉ
Secrétaire Général Adjoint chargé du département administratif et financier



Adolphe OUÉDRAOGO
Secrétaire Général Adjoint chargé du département technique et du contrôle

Immeuble CIMA, Avenue de Kerelle - Centre Ville - B.P. 2750 - Libreville
République Gabonaise - Tél. (241) 11 72 43 18
E-mail : cima@cima-afrique.org - Site web : www.cima-afrique.org

Bons baisers de Port-Louis

Encore méconnu à l'échelle continentale, MUA, leader de son secteur à la Bourse de Maurice, grignote des parts de marché dans l'est du continent et lorgne l'Afrique francophone.



DR

Bertrand Casteres, directeur général de Mauritius Union Assurance.

« Notre principal enjeu, dans le cadre de cette opération, est de réussir l'intégration des deux entités d'ici à la fin de l'année », explique à *Jeune Afrique* Bertrand Casteres, le directeur général de Mauritius Union Assurance (MUA), à propos de l'un des accords majeurs de l'histoire de son groupe. Nous sommes alors un an tout juste après le rachat, en juillet 2020, de la branche dommages-IARD de Saham Kenya par MUA Insurance (Kenya), et le spécialiste mauricien des assurances, ingénieur en mathématiques appliquées, affiche de grandes ambitions pour la nouvelle filiale de Nairobi.

Dans ce secteur très fragmenté, où aucun des quelque 35 acteurs présents ne représente plus de 10 % du marché, les leaders UAP Insurance, Jubilee (contrôlé par Allianz), CIC General, Britam Insurance, APA Insurance et GA Insurance doivent chacun se contenter de parts allant de 5 % à 8 %. En 2018, MUA Kenya récupérait à peine 0,5 % des primes émises, pour un chiffre d'affaires de 6,5 millions de dollars. De son côté, avant son absorption par son rival mauricien, Saham Kenya captait environ 2 % des primes d'assurances, pour un chiffre d'affaires près de quatre fois supérieur.

Du côté de MUA, la manœuvre a été bien calculée. Le groupe, fondé en 1948, a percé en Afrique de l'Est en 2014 en acquérant Phoenix Insurance, dont l'implantation en Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Rwanda et Ouganda) remonte à plus de cent ans. MUA, qui contrôle 23 % du marché de l'assurance dommages à Maurice et 11 % de celui de l'assurance-vie, cible un seuil critique de 3 % pour chacune de ses implantations. En deçà, il agit. Et opte pour des acquisitions. Une stratégie que lui permettent ses capacités financières et son agilité à mobiliser rapidement des fonds grâce à ses 2 000 actionnaires, dont une poignée d'acteurs historiques, qui détiennent 40 % du capital et « ont de l'appétit ». D'autant que les investisseurs plébiscitent le titre à la Bourse de Port-Louis. Depuis le début d'octobre 2021, l'action MUA a gagné 75 %, s'établissant à 149 roupies mauriciennes (3,32 dollars) au début de janvier 2022.

Augmentation de capital

« Le groupe a démontré sa capacité à lever des fonds propres et des dettes, notamment ces dernières années, sous la forme de deux émissions obligataires [600 millions de roupies mauriciennes entre 2019 et 2021] et d'une augmentation de capital pour un total de 415,8 millions de roupies », confirment à *Jeune Afrique* les analystes de l'agence de notation locale Care Ratings. La branche non-vie de Saham Kenya (qui n'a pas été intégrée lors de l'acquisition, par le géant sud-africain Sanlam, de son ex-rival marocain Saham) semble la cible idéale pour MUA. « Cette opération [de fusion] nous permet d'atteindre la taille critique pour nous développer en Afrique de l'Est et, en outre, de mettre un pied dans le secteur de la santé dans cette région », ajoute Bertrand Casteres.

En 2020, selon les analystes de Care Ratings, MUA représentait 3 % du marché au Kenya, 5 % en Tanzanie, 15 % au Rwanda et 3 % en Ouganda. En matière d'actifs, l'opération fait mathématiquement passer la part de l'Afrique de l'Est dans les revenus de MUA (138 millions de dollars en 2020) de 25 % à 40 %. Une réussite sur laquelle le « petit » mauricien entend bien surfer pour cibler d'autres parts de marché, quelle que soit leur taille, en zone francophone cette fois. Mais, pour l'heure, le groupe, coté en Bourse depuis 1993, n'en dira pas plus. ●

Aurélie M'Bida



ED HARRIS/REUTERS

Installé à Port-Louis, MUA contrôle 23 % du marché national de l'assurance dommages.

Prévoyance éducation



Vous souhaitez garantir les études universitaires de vos enfants?

Prévoyance éducation est l'assurance qu'il vous faut. En effet, elle vous garantit la prise en charge des frais de scolarité de vos enfants en cas de vie ou de décès de l'assuré.



Epargne projets

Vous avez un rêve et vous souhaitez que celui-ci se réalise?

Epargnez pour votre projet immobilier, votre projet business ou encore votre mariage grâce à l'Epargne Projets. Vous, ou vos bénéficiaires, recevrez le capital quoi qu'il arrive.

Indemnités de fin de carrière



Vous souhaitez préparer la fin de carrière de vos collaborateurs?

En tant que chef d'entreprise, évitez de payer une somme élevée lors de leur départ en retraite. Les indemnités de fin de carrière vous aident à constituer une réserve financière. Afrissur vous décharge de la gestion fastidieuse en anticipant vos engagements tout en profitant pleinement de son expertise du marché.



Protection groupe entreprise

Vous souhaitez offrir plus de sérénité à vos salariés?

La Protection groupe entreprise est faite pour vous. Cette assurance permet en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive de vos salariés de garantir aux bénéficiaires le paiement d'un capital déterminé lors de la souscription.



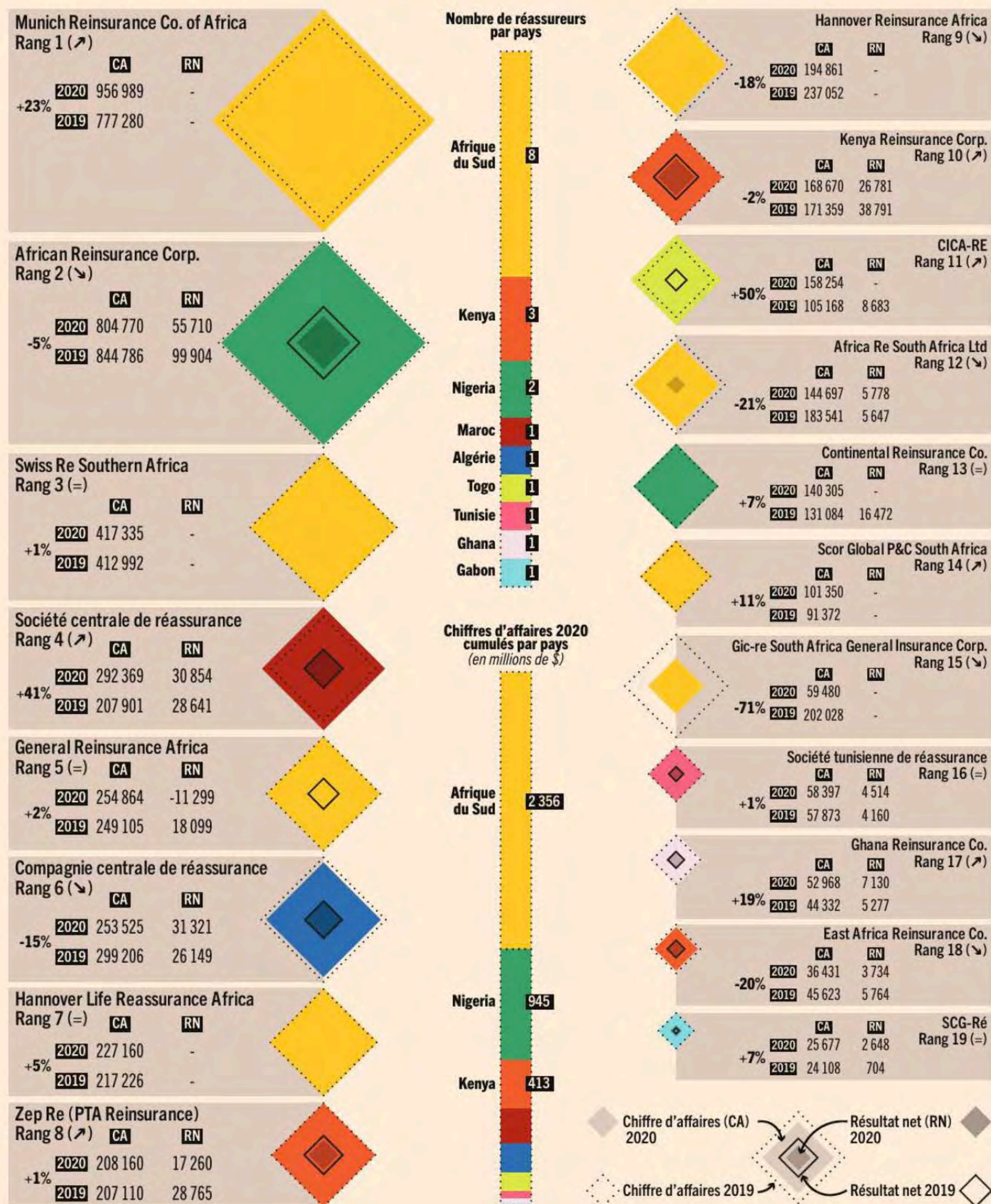
082 000 7454
49 77 77
INFO@AFRISSUR.CD
WWW.AFRISSUR.CD
/ AFRISSUR

ASSUREZ-VOUS !
AFRISSUR
S'OCCUPE DE TOUT

AFRISSUR

INFOGRAPHIE

Réassurance : une domination anglophone *(CA et RN en milliers de $)*



Si la crise du Covid-19 et le ralentissement économique sont venus grignoter le volume des primes collectées par les réassureurs en 2020, ils n'ont pas remis en question la forte prééminence des acteurs anglophones.

AVEC VOUS, À CHAQUE ÉTAPE

Avec nos **offres d'assurance**, vivez plus serein aujourd'hui et demain.

- **Assurance Vie**
- **Assurance Retraite**
- **Assurance Études**

cotedivoire.societe-generale@socgen.com

dentsu

C'EST VOUS L'AVENIR

SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE

SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE – Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital social de 15 555 555 000 FCFA – Siège social à Abidjan 5 et 7 avenue Joseph ANOMA - 01 BP 1355 Abidjan 01 - RCCM CI-ABJ-1962-B-2641 – Tél : 27 20 20 12 34 – Fax : 27 20 20 14 92 – Centre de relations clients : 27 20 20 10 10 – Site internet : www.societegenerale.ci

MANAGEMENT

Hassan El-Shabrawishi, l'atout innovation d'Axa en Afrique

De son Égypte natale aux arcanes de la direction générale de l'un des acteurs majeurs du secteur, le quadragénaire expérimente de nouveaux modèles et mène la transformation du groupe français sur le continent.

VALENTIN GRILLE

« À mon retour en Égypte, je suis allé chez Ikea pour acheter des fournitures de bureau. J'en suis reparti deux ans plus tard avec 150 millions d'euros de chiffre d'affaires et environ 800 employés. » En retraçant son parcours, Hassan El-Shabrawishi sourit de cette anecdote qui fait de lui, né en Égypte, un défricheur sur le continent. Mais, quand le géant français des assurances Axa lui donne la responsabilité de monter une filiale au Caire, entre 2014 et 2016, il n'est pas un éclaireur local qu'on envoie seulement pour sa connaissance du terrain. Il a dirigé la transformation des activités méditerranéennes et latino-américaines pendant deux ans, avant d'assister, entre 2013 et 2014, Denis Duverne, alors administrateur et directeur général délégué d'Axa chargé des finances, de la stratégie et des opérations. Un poste prestigieux au sein d'une équipe de jeunes loups qui peuvent y trouver un point d'observation global. « Axa ne me voit pas seulement comme un Africain mais comme un leader global. Et c'est aussi comme ça que je me définis dans le groupe », souligne-t-il. Hassan El-Shabrawishi se décrit de fait à l'anglo-saxonne (« marié, deux enfants ») et mêle dans son parcours des responsabilités mondiales et continentales. Entre 2016 et 2018, il dirige Axa Next, laboratoire en R&D de l'assureur. Un atout pour prendre ensuite le chemin de la direction Afrique du groupe, où l'affable quadragénaire doit vite faire ses preuves. Depuis 2018, il est DG d'Axa Africa Holding et siège au conseil d'administration de nombreuses filiales africaines (Maroc, Nigeria, Algérie, Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon et Sénégal).

Laboratoire

Car, à l'arrivée du nouveau CEO, Thomas Buberl, en 2016, Axa s'est interrogé sur la pertinence de ses filiales africaines, en dehors des marchés clés – comprendre l'Égypte, le Nigeria et le Maroc. Elles seront finalement toutes regroupées à la fin de 2017 dans un pôle, International et nouveaux marchés. Sous la houlette de Benoît Claveranne, directeur de la transformation et du développement, Hassan El-Shabrawishi mise alors sur l'innovation, une thématique que le dirigeant égyptien connaît bien. L'Afrique doit devenir le laboratoire des paris d'Axa, notamment la santé, priorité de la nouvelle direction. Sur place, le jeune dirigeant veut éviter d'opposer segments traditionnels et nouveaux modèles. « Ces deux piliers étaient identiquement importants, et je ne voulais pas trancher ce dilemme », défend El-Shabrawishi. D'un côté, Axa lance One Health, qui ouvre des cliniques sur le continent (5 aujourd'hui, et 30 prévues d'ici à la fin de 2023). Il investit dans deux jeunes pousses – Yodawy (distribution de médicaments) et DabaDoc, application marocaine qui met en relation patients et praticiens – qu'elle veut aujourd'hui développer en Afrique de l'Ouest. De l'autre, il modernise ses métiers traditionnels : grands risques et assurance de santé collective en tête. Dans la santé, Axa veut passer de « payeur » de sinistres à « partenaire », en remontant la chaîne de fourniture des soins. Le pari semble gagnant sur un créneau considéré comme peu rentable il y a quelques années et que la pandémie a mis en lumière, au point d'attiser la concurrence. Hassan El-Shabrawishi indique conserver durant cette séquence une obsession pour l'impact social, aiguisée lors d'un passage à IFC (2005-2011), où il planche sur les conséquences de la crise financière et notamment de la dégringolade soudaine du colosse américain de l'assurance AIG. « Nous sommes les premiers sur le créneau de la santé en Égypte et au Nigeria. Nous enregistrons la croissance la plus forte sur celui des risques-dommages au Maroc, et la progression la plus élevée dans la zone Cima (Conférence interafricaine des marchés d'assurances) pour les grands risques », détaille le manager égyptien. Environ 60 % de la croissance proviennent de nouveaux clients. Aussi, pour Axa, il n'est pas question d'affirmer que le continent sert uniquement de « poisson-pilote » aux futures orientations globales du groupe. « Je voulais développer l'Afrique comme un business en soi », insiste l'Égyptien.



AXA

Au Maroc, nous enregistrons la croissance la plus forte sur le créneau des risques-dommages.



LUDOVIC/REA

Le groupe d'assurance est présent dans huit pays du continent, dont cinq ouest-africains. Ici, à Dakar.

L'exemple asiatique

En dépit de ces performances, la notion de déclassement africain a fait son retour l'année passée, avec une nouvelle réorganisation. Dans sa nouvelle stratégie globale pour la période 2020-2023, la multinationale a scindé en deux son ancien pôle International et nouveaux marchés. Les filiales africaines sont placées sous la direction de Gordon Watson, désormais directeur général de la zone Asie et Afrique. Un mauvais signal ? « C'est une superbe opportunité pour l'Afrique, tranche Hassan El-Shabrawishi. Gordon Watson connaît l'Afrique, il y a vécu. Et la réorganisation nous a boostés sur de nombreux plans. » Axa veut s'inspirer de la croissance asiatique et accompagner ses clients asiatiques vers l'Afrique – le dirigeant promet que bientôt de grands noms venus d'Asie seront menés jusqu'au continent. Reste que, dans les analyses du manager d'Axa, aucun pays africain ou presque ne revient spontanément, hormis les trois pôles de revenus majeurs – Égypte, Nigeria et Maroc. Et l'investissement sur de nouveaux marchés n'est pas à l'ordre du jour, admet El-Shabrawishi. « Énorme potentiel » ou non, innovation ou pas, il semble clair au quadragénaire qu'il continuera l'aventure africaine de la multinationale dans les années à venir. « Je suis très heureux de faire partie de ce voyage avec Gordon, qui nous a beaucoup soutenus. Je me suis engagé à poursuivre sur ce chemin avec lui », assure-t-il dans un sourire. ●

Focus
Agrobusiness

AGRICULTURE

Produire plus pour… importer mieux ?

La production agricole subsaharienne connaît la plus forte croissance du monde depuis le début du millénaire. Pourtant, le continent achète à l'étranger la majorité des denrées alimentaires qu'il consomme. Une situation pour le moins paradoxale.

LOZA SELESHIE



Des agriculteurs dans une rizière de Mwea, dans le district de Kirinyaga, à environ 100 km au nord-est de Nairobi, au Kenya.

NOOR KHAMIS/REUTERS

En 2020, selon les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), plus de 80 % des importations des produits alimentaires de base consommés par les pays africains s'effectuaient à l'extérieur du continent, soit environ 60,5 milliards de dollars, contre à peine 13,2 milliards d'importations intracontinentales. Sur le continent américain, cette proportion est de 31,54 %, selon les estimations de *Jeune Afrique*, contre 65 % en Asie et seulement 26,2 % en Europe. Pourtant, cette dépendance criante cache une réalité beaucoup plus complexe. « L'augmentation des importations alimentaires observée en Afrique (de 7 milliards à 40 milliards de dollars entre 2000 et 2010) et les effets de la crise alimentaire mondiale de 2010-2011 avaient de quoi alarmer. Mais ce que nous n'avions pas perçu, c'est que le secteur agricole africain est celui qui connaît la croissance la plus forte du monde. Depuis les années 2000, la production agricole a augmenté à un taux annuel de + 4,3 % (net de l'inflation) ces dernières années, contre une moyenne mondiale de seulement + 2,75 % », explique à *Jeune Afrique*, depuis les États-Unis, Thomas Jayne, professeur d'économie spécialisé dans l'agriculture, l'alimentation et les ressources naturelles à l'université d'État du Michigan.

Quatre États « fragiles »

De fait, poursuit le chercheur, professeur associé à l'Institut de recherche sur les politiques agricoles Indaba de Lusaka, en Zambie, nombre de pays africains sont autosuffisants ou atteignent l'équilibre de leurs comptes extérieurs en ce qui concerne les produits agricoles *(lire l'encadré)*. « Au moins une douzaine de pays africains sont des exportateurs net de produits agricoles avec un solde alimentaire excédentaire », souligne Thomas Jayne, qui note que « quatre pays représentent la plus grosse part des importations agricoles africaines. Ce sont des "États fragiles", connaissant des "difficultés de gouvernance", ou de gros producteurs de pétrole : Nigeria, Angola, RD Congo et Somalie ». Dans le même temps, les pays africains continuent d'importer « du soja, du blé et du riz, [qui] sont des aliments de base [de leurs] régimes alimentaires », relève Michael Sudarkasa, patron de la société de consulting Africa Business Group, implantée en Afrique du Sud. « L'Afrique subsaharienne est historiquement un producteur important de cultures commerciales telles que le café, le cacao, le thé et le coton. Or les opportunités commerciales se trouvent [aujourd'hui] dans les fruits comestibles, les noix, les légumes », complète le consultant. Outre le déséquilibre engendré par la demande des pays pétroliers, qui sont aussi les plus grands importateurs agricoles, le continent souffre également d'investissements et de rendements qui rencontrent des limites structurelles, ainsi que d'une recherche agricole stagnante malgré une importante croissance démographique.

« Les opportunités commerciales se trouvent dans les fruits comestibles, les noix et les légumes. »

Si, en raison de la baisse des prix alimentaires mondiaux observée ces dernières années avant la remontée post-confinement, les importations africaines de nourriture ne coûtent plus aussi cher qu'en 2010, les perspectives à moyen terme et à long terme – sauf revirement stratégique majeur – ne sont guère reluisantes. D'ici à 2050, « plus de la moitié de la croissance démographique mondiale devrait se produire en Afrique », selon l'ONU, avec une accélération de l'urbanisation qui modifie les modes de vie et de consommation, consolidant une dichotomie entre les besoins alimentaires du continent et la production locale. « Dans vingt ans, plus de 50 % de la population africaine habitera dans les villes, ce qui aura un impact supplémentaire sur les besoins alimentaires », avertit le Kényan Quentin Rukingama, directeur associé de JBQ Africa, société de conseil en agrobusiness. « La population rurale du Kenya, par exemple, aura toujours le temps de cuisiner l'ugali [mets à base de maïs], mais les travailleurs urbains n'auront pas ce loisir et devront acheter sur place

DÉSÉQUILIBRES INSONDABLES

Il est difficile d'obtenir des données harmonisées du commerce agricole des pays africains en raison de différences de dénomination (aliments, produits alimentaires de base, marchandises agricoles…). Mais, selon les données de la Banque mondiale, les importations de « produits alimentaires » représentaient 17 % des importations de marchandises du Kenya, contre 48 % pour les exportations, en 2020. Cela représente 2,6 milliards de dollars d'achats pour 2,9 milliards de ventes, selon nos calculs. Les équilibres sont sensiblement similaires au Sénégal (1,9 milliard de dollars d'importations pour 1,22 milliard de dollars d'exportations), voire plus favorables dans pour une puissance agricole comme la Côte d'Ivoire (2,24 milliards de dollars d'achats/6,3 milliards de ventes).
À l'inverse, ces importations atteignaient 1,8 milliard de dollars en Angola, contre à peine 140 millions de dollars de ventes en 2019. La composition des biens échangés est aussi significative. En 2019, les principales exportations de « produits végétaux » du Sénégal étaient : l'arachide (192 millions de dollars), les noix de cajou (62 millions) et le riz (51 millions), selon l'Observatoire de la complexité économique. Pour ce qui est des importations, le trio de tête est composé du riz (350 millions de dollars), du blé (199 millions) et des oignons (61,5 millions). ●
Joël Té-Léssia Assoko

des préparations comme les chapatis [galettes de farine, transposées par la diaspora indienne en Afrique de l'Est], les saucisses ou encore des œufs. Or l'ugali est tiré de la farine de maïs produite localement, quand le chapati est à base de farine de blé importée », explique à *Jeune Afrique* Quentin Rukingama.

« Malgré le boom agricole, il y a eu des pertes inutiles durant la pandémie en raison d'un manque de structures de stockage, de problèmes logistiques et, plus globalement, d'infrastructures », explique Sand K. Mba, directeur exécutif du cabinet de conseil nigérian Africa International Trade & Commerce Research. Une approche plus intégrée – « holistique » – des difficultés du secteur agricole africain est nécessaire. Et l'Union africaine a fait un pas dans ce sens avec la déclaration de Maputo (2003), par laquelle les états africains sont convenus d'orienter 10 % des dépenses publiques vers l'agriculture. « La plupart des pays se situent entre 2 % et 3 % et ont limité leur propre recherche agricole. Cela explique pourquoi les rendements n'augmentent pas et pourquoi ces pays ne produisent pas suffisamment de céréales », regrette Thomas Jayne.

Certains « bons élèves » ont pu cependant augmenter leur production alimentaire. « L'Éthiopie, le Rwanda, la Zambie – laquelle a bénéficié de l'implantation de fermiers blancs venus du Zimbabwe –, le Nigeria, le Ghana, le Maroc et le Sénégal vont dans la bonne direction », selon Quentin Rukingama. « Il s'agit d'une stratégie à plusieurs niveaux qui implique de créer des marchés, de s'assurer que la production est alignée sur la demande, de créer les bonnes infrastructures pour acheminer les marchandises vers les zones de consommation, de se concentrer sur l'amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles : vulgarisation des connaissances sur l'agriculture, projets d'irrigation, apports d'engrais et atténuation des effets du changement climatique », détaille-t-il. Le commerce intra-africain peut représenter une stratégie d'importation alternative.

Potentiel encore inexploité

« La majeure partie de l'Afrique australe a des atouts pour la production de céréales. Il y a aussi d'importantes initiatives dans le riz. L'enjeu est d'impulser de plus larges économies d'échelle. Le continent compte essentiellement de petits exploitants agricoles, produisant pour leur propre sécurité alimentaire. Il faut désormais considérer cette agriculture à petite échelle comme un business plutôt que comme une agriculture de subsistance », complète le responsable de JBQ Africa. « Il faut se concentrer sur la production adaptée à notre sol, la capacité de nos terres et la météo, avec par exemple des investissements dans des cultures vivrières comme le maïs et les haricots, ainsi que la promotion de ces denrées, qui peuvent être produites dans une bonne partie des pays africains. Pour obtenir des entrées de devises étrangères plus significatives, d'autres cultures peuvent être exportées, comme l'avocat, les baies, les fruits exotiques, les légumes et même l'horticulture », conclut Quentin Rukingama.

« La Zlecaf encouragera les États africains à se fournir les uns auprès des autres et profitera aux producteurs locaux. »

De telles ambitions sont réalisables avec de meilleurs outils, dont l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), qui « encouragera les États africains à se fournir les uns auprès des autres, selon Thomas Jayne. Leurs propres producteurs en profiteront plutôt que ceux d'ailleurs dans le monde ». Le potentiel du continent – qui contient 60 % des terres arables non cultivées dans le monde – reste inexploité. Ce qui représente un atout non négligeable, si sa mise en valeur va de pair avec « le renforcement de la capacité nationale de production alimentaire et de produits de base pour les marchés régionaux », avance l'Éthiopien Abebe Haile-Gabriel, représentant régional pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce qui passe, selon lui, par des politiques publiques qui encouragent « le secteur privé à accroître les nouveaux investissements, à ajouter de la valeur aux produits, à concurrencer les biens importés et à créer des emplois ». ●



J. MICHEL CLAJOT/REPORTERS-REA

Récolte de coton au Bénin, premier producteur d'Afrique en la matière (728 000 tonnes en 2020-2021).

Tribune



Alioune Fall

Président du conseil d'administration du Forum pour la recherche agricole en Afrique

Élisabeth Claverie de Saint Martin

PDG du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)

Investissons dans l'agroécologie africaine !

La crise sanitaire du Covid-19 nous a rappelé à quel point le métier d'agricultrice et d'agriculteur, partout dans le monde, est essentiel à la vie humaine. En Europe, elles et ils sont pourtant de moins en moins nombreux à l'exercer. En Afrique subsaharienne, au contraire, presque deux tiers des emplois sont directement liés à l'activité agricole. D'ici à 2050, 60 % de la force de travail mondiale sera localisée en Afrique, avec la moitié de cette population active située en zone rurale. L'enjeu de la formation des prochaines générations en Afrique paraît ainsi fondamental. Mais former à quelle agriculture et à quel système de production alimentaire ?

L'agriculture est source de bien des maux de notre planète : émettrice de gaz à effet de serre, responsable de déforestation, utilisatrice de pesticides et d'engrais – sources de pollution et de perte de biodiversité. L'alimentation transformée par l'industrie a aussi ses défauts : trop de sucres, de sels et de conservateurs pouvant accélérer le développement de cas d'obésité et de diabète. Deux fléaux rendant les populations plus sensibles aux maladies infectieuses comme le Covid-19.

Alors que l'agriculture européenne est allée très loin dans la simplification des systèmes de culture et l'artificialisation des milieux, l'agriculture africaine, elle, a su préserver certaines traditions et des savoir-faire qui pourraient être des sources d'inspiration pour le reste du monde. Mais pour nourrir une population croissante et rémunérer dignement ses producteurs, elle devra augmenter ses rendements. Pour nos agronomes, cela passera notamment par un apport d'engrais (azote), même si les quantités nécessaires sont limitées. C'est l'une des diverses composantes, et l'un des défis, de l'intensification agroécologique sur le continent.

Chercheurs, techniciens, agriculteurs et institutions des deux continents doivent travailler ensemble.

Il est temps en effet de faire reconnaître et de valoriser les solutions qui tirent parti des processus écologiques au sein des systèmes agricoles. Le principe de l'agroécologie est de prendre les écosystèmes – autrement dit, la nature – comme modèles pour l'agriculture.

Intensifier les processus écologiques au sein de ces agrosystèmes nécessite de nombreuses observations et connaissances à la fois paysannes et scientifiques. Cela présuppose de la recherche, de la formation, beaucoup d'échanges et de partages pour innover et gagner en résilience. D'où la nécessité d'investir financièrement et de travailler ensemble, chercheurs, techniciens, agriculteurs, Union africaine et Union européenne.

Développement du numérique

Cette problématique est liée à d'autres sujets majeurs : la durabilité et la diversité des systèmes alimentaires, la gestion des biodiversités naturelle et cultivée, de l'eau et des inégalités foncières, l'attractivité des emplois ruraux avec le développement de l'agriculture numérique ainsi que le besoin de mieux financer les systèmes africains de recherche agronomique. Investissons ensemble dans la recherche, l'innovation et la formation pour assurer la transition de nos systèmes agricoles et alimentaires ! ●

AFRIQUE DE L'OUEST

Quatre milliards de dollars sous la terre

Mangues qui pourrissent en Côte d'Ivoire, au Mali, en Guinée, oignons du Sénégal mal conservés et invendables… Il existe pourtant des recettes pour améliorer le stockage et les circuits de distribution des produits agricoles. Tour d'horizon.

THÉO DU COUËDIC, À DAKAR

Elles s'appellent Ndéye Marie Aïda Ndiéguène et Aminata Sow Ndiaye. La première, une ingénieure en génie civil à la tête de l'entreprise Ecobuilders MS, construit des hangars de stockage écologiques qui gardent la fraîcheur de la terre pour assurer la conservation des récoltes. La seconde, une entrepreneuse diplômée en agroalimentaire, développe actuellement sa start-up Produits culinaires pour cuisine rapide (PCCR), pour transformer l'oignon local, à raison de 5 tonnes par semaine, via un processus industriel. Leur point commun? L'innovation de ces deux dirigeantes sénégalaises vise à réduire les pertes agricoles massives qui surviennent entre la récolte et le point de vente. Un phénomène qui dépasse les frontières de leur pays.

Au Sénégal, sur 450 000 t d'oignons cultivés chaque année, un tiers se perd du fait de mauvaises conditions de conservation des produits, ce qui contraint le secteur à en importer régulièrement d'Europe. En Côte d'Ivoire, ce sont 100 000 t de mangues qui pourrissent annuellement. Au Nigeria, 45 % environ des tomates récoltées durant l'année sont perdues, alors que, parallèlement, le géant Dangote peine, hors des périodes de récolte, à approvisionner son usine de transformation de tomates, et ce depuis le lancement de celle-ci à Kano, en mars 2016, pour 20 millions de dollars. « Dans les semaines qui suivent la récolte, l'Afrique subsaharienne perd à elle seule 20 millions de tonnes de nourriture par an, ce qui représente une valeur de plus de 4 milliards de dollars », avertit le Programme alimentaire mondial. En Afrique de l'Ouest, le maraîchage n'est souvent qu'un complément à des cultures plus rentables. Ce parent pauvre de l'agriculture manque de matériel de récolte, de stockage et de moyens de transport adéquats. Mais le cœur du problème se situe dans l'inadéquation entre l'offre et la demande : la surproduction saisonnière. « Les mangues, par exemple, on en trouve en abondance en mars et en avril. Tous les producteurs veulent alors les vendre en même temps, elles ne valent rien, et finalement une partie de la production est perdue. Quelques mois plus tard, elles sont rares et chères, explique Pierre Ricau, analyste de marchés chez Nitidæ. Ces problématiques sont amplifiées par le fait que les producteurs tentent de vendre leur production au même endroit, au même moment. »

À ce titre, les femmes gouros – comme elles sont appelées à Abidjan, du nom de leur groupe ethnique –, une communauté de commerçantes originaires de l'ouest de la Côte d'Ivoire, tiennent plusieurs marchés vivriers dans la capitale économique ivoirienne, notamment au sein de la plus grande commune commerciale de la ville, à Adjamé. Elles sont présentées comme un modèle de structuration. « Ces femmes sont originaires de Zuénoula, la principale zone de production du pays. En fixant des quotas et des jours de livraison dans la semaine, elles approvisionnent Abidjan en fruits et en légumes toute l'année sans qu'il y ait trop de variations de prix. C'est un bel exemple d'entente entre les commerçantes urbaines et les productrices dans les milieux ruraux », estime l'économiste agricole. Ces entrepreneuses sont à l'origine de la création de la Fédération nationale des coopératives de vivriers de Côte d'Ivoire (Fenascovici), qui compte 36 000 membres pour 2 000 coopératives implantées dans 33 régions du pays. Pour absorber les surplus saisonniers, nombre de petits ou de grands producteurs se tournent vers la transformation. Au Burkina Faso, l'Union des producteurs de mangues biologiques et équitables de la région des Hauts-Bassins (Upromabio-HBS) a mis en place une unité de transformation pour sécher la mangue (avec une capacité de 80 t) et la fleur d'hibiscus (22 t), pour un chiffre d'affaires, en 2019, de 114 millions de F CFA (174 000 euros). Une partie des produits est destinée à l'exportation vers l'Europe et les États-Unis, une autre est vendue localement, selon deux gammes de prix, pour toucher les populations à faible pouvoir d'achat.

> **« Le produit transformé coûte plus cher, il ne s'adresse donc pas à tout le monde, et le marché national reste limité. »**
> **Pierre Ricau,** économiste agricole

Le rôle croissant du numérique

Des initiatives similaires ont été menées en Côte d'Ivoire. En avril 2021, l'entreprise suisse HPW Fresh & Dry a inauguré une unité de transformation de fruits séchés à Assé, dans la commune de Bonoua, pour un coût de 3,28 milliards de F CFA. Elle dispose d'une capacité de transformation de 800 t de fruits séchés et emploie 450 personnes. Dans le sud du Mali, l'association Arcade accompagne une coopérative de femmes de Blendio, au nord-ouest de Sikasso, pour conserver et sécher l'échalote (dont la moitié de la production est perdue faute d'un stockage adéquat). Plusieurs de ces initiatives sont financées par le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. « Le produit transformé coûte plus cher, il ne s'adresse donc pas à tout le monde. Le marché au niveau national reste par conséquent limité », tempère l'économiste agricole Pierre Ricau. Outre la transformation, d'autres solutions existent, comme le système de crédit-stockage (ou *warrantage*), répandu au Burkina Faso, qui permet aux producteurs de denrées moins périssables (mil, sorgho, riz, maïs, arachide) de ne plus brader leur production à l'issue des récoltes, au moment où le produit est au plus bas de sa valeur marchande.

Le numérique joue également un rôle croissant dans la lutte contre les pertes agricoles. Au Nigeria, la plateforme en ligne Farmcrowdy Foods met en relation les agriculteurs et les consommateurs pour éviter, entre autres, le gaspillage pendant la saison des récoltes. La start-up, qui intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole, affirme avoir constitué un réseau de plus de 300 000 agriculteurs depuis son lancement, en 2016. Au Cameroun, l'application Agrixtech permet de lutter contre les ravageurs et les maladies de cultures qui menacent la productivité agricole. En Casamance, dans le sud du Sénégal, la GIE Casa Écologie permet d'acheter des fruits via un site internet. D'autres acteurs se positionnent sur des services agrométéorologiques, des mises en relation directes entre les producteurs et les cantines, des optimisations agricoles en intégrant des images satellitaires. Les gouvernements ont aussi leur rôle à jouer. « Le meilleur succès reste sûrement le soutien à l'implantation d'usines de transformation, comme celles qui traitent les tomates au Sénégal [via les entreprises nationales Socas, Agroline et Takamoul Foods]. Mais il n'y a pas de politique de lutte efficace contre le gaspillage dans la sous-région. Les gouvernements sont avant tout focalisés sur l'augmentation de la production des denrées importées ou de celles qui s'exportent bien », estime Pierre Ricau. La Côte d'Ivoire se démarque toutefois par sa forte politique d'industrialisation, notamment dans le cacao, dont le pays est le premier producteur mondial. Deux complexes industriels de transformation sont en cours de construction dans le pays. En juillet 2021, le gouvernement ivoirien a également inauguré une usine de transformation de fruits et légumes – Trafule – à N'Douci, dans le sud du pays, pour 6,3 milliards de F CFA. « Historiquement, le stockage des fruits et légumes, c'est avant tout une organisation des acteurs eux-mêmes », explique Pierre Ricau. Dans l'agriculture, l'union fait la force. Les femmes gouros l'ont bien compris. ●



Chaque année, au Sénégal, 150 000 tonnes d'oignons sont perdues. Ici au marché de Cambérène, à Dakar.

SEYLLOU/AFP


TBL

Tribune

Téguia Bogni

Chargé de recherche au Centre national d'éducation du Cameroun

L'Afrique doit faire certifier ses produits d'exception

À la fin de 2020, le Bénin s'est vu remettre, par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), le certificat d'enregistrement de sa première indication géographique protégée (IGP) pour son ananas pain de sucre du plateau d'Allada. Par cet acte, il est reconnu que ce fruit présente, en plus d'un potentiel économique, une qualité et une réputation avérées en rapport avec son territoire de production. Cette reconnaissance porte désormais à quatre le nombre d'IGP dans l'espace OAPI, aux côtés du café Ziama-Macenta de Guinée, du poivre de Penja et du miel d'Oku du Cameroun, tous labellisés en 2013 dans le cadre du Projet d'appui à la mise en place des indications géographiques (Pampig 1) dans les États africains. L'huile d'olive de Téboursouk (Tunisie) et le rooibos sud-africain, une plante d'infusion, reconnus appellation d'origine protégée (AOP) par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), s'ajoutent également à cette liste, respectivement depuis 2020 et 2021.

Cette succession de labellisation de produits alimentaires à haut potentiel stratégique, économique et culturel relève de « la géopolitique des terroirs », soit l'ensemble des politiques qui encadrent les produits originaires d'une aire géographique précise. Elle trouve sa source en France au début du XX^e siècle. Après l'ouverture de l'hôtel Savoy en 1889 à Londres, le Français Auguste Escoffier est appelé à en diriger les cuisines. Pour s'approvisionner en matières premières, il met en place un circuit court pour faire venir de son pays d'origine des produits du terroir presque quotidiennement.

Cette démarche aura comme impact, d'un côté, la valorisation et, de l'autre, malheureusement, la recrudescence de la fraude autour des produits français, notamment des vins. Une première loi sur les appellations d'origine est adoptée en 1905 pour lutter contre la concurrence déloyale. Puis, en 1919, le Parlement français vote en faveur d'une loi réglementant les limites géographiques de production du vin à la suite de la crise du phylloxéra, une maladie de la vigne. Rappelons au passage que la dénomination IGP n'a été créée qu'en 1992.

> **Le continent a tout à gagner de ces programmes d'aide et de soutien.**

Selon le Pampig 2, amorcé en novembre 2017 avec comme horizon septembre 2024, sept produits, dont cinq alimentaires, sont éligibles à une démarche d'indication géographique protégée auprès de l'OAPI : le cacao rouge du Cameroun, l'ananas de Friguiagbé (Guinée), le gari sohoui de Savalou et l'huile d'Agonlin (Bénin) et, enfin, l'attiéké des Lagunes (Côte d'Ivoire). Bien entendu, ces cinq produits restent marginaux au regard de la gastrodiversité de l'Afrique.

Droit de regard de Paris

Dans la foulée des Pampig, le Cirad a lancé le projet Facilité IG, qui a débuté le 1^er mars 2021 et se terminera le 31 décembre 2025. Il a pour but de soutenir techniquement et financièrement le développement des indications géographiques dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ces programmes d'aide et de soutien sont des instruments d'intelligence économique. La Facilité IG est financée par le ministère français de l'Économie et des Finances et par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, dans le cadre du Programme pour le renforcement des capacités commerciales (PRCC). À travers ses organismes et instituts de recherche, Paris garde un droit de regard sur les affaires économiques de son pré carré. Mais l'Afrique a également tout à y gagner : pour ses pays, les IGP sont des identités de marque. ●

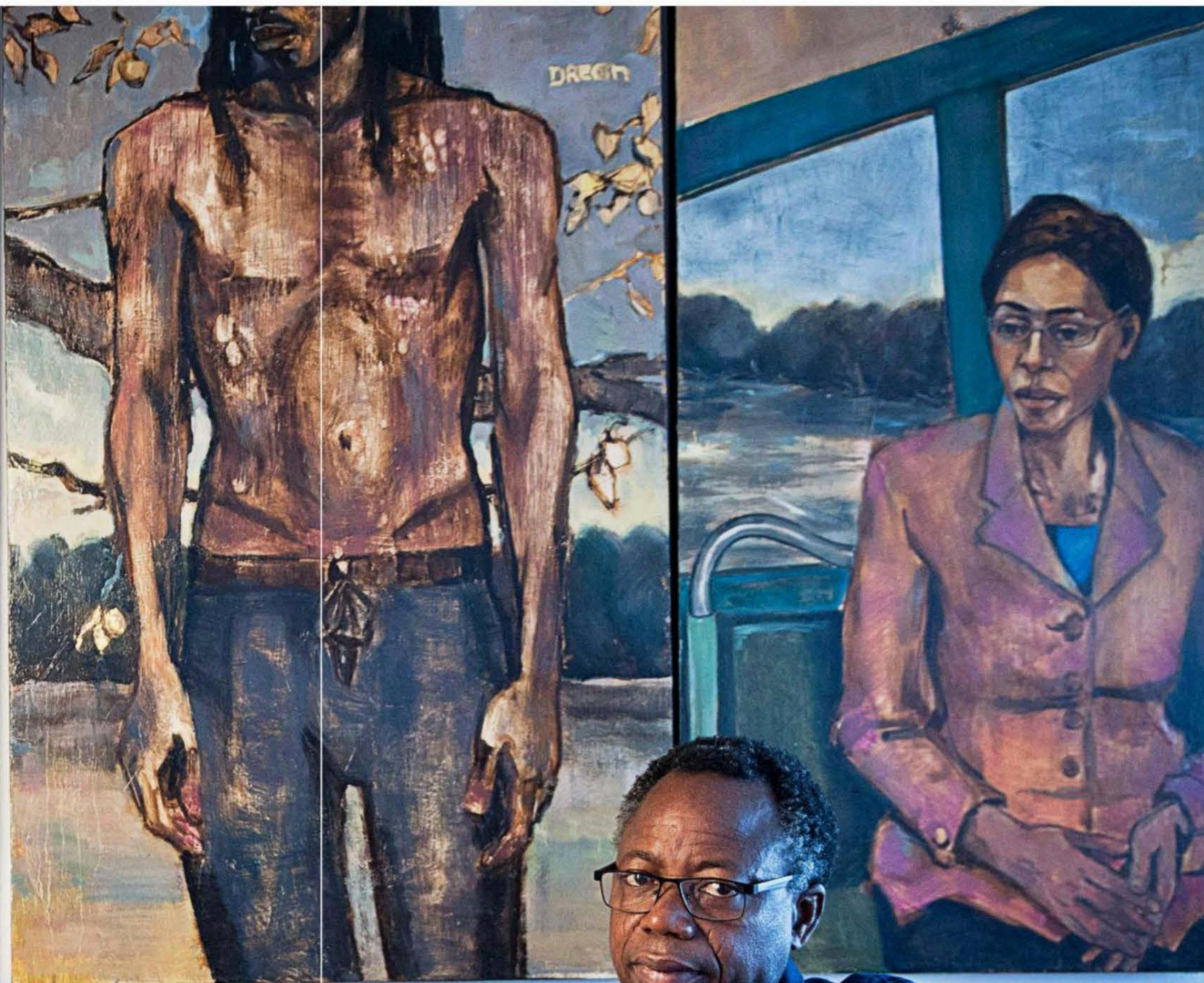
OCP
AFRICA

4 GÉNÉRATIONS ET 100 ANS DE VALEURS PARTAGÉES.

OCP fête ses 100 ans d'existence. Un siècle forgé par des femmes et des hommes d'exception.

Retrouvez leurs réalisations sur :
https://centenaire.ocpgroup.ma

100 Héritage et avenir 1920 - 2020 | OCP





À son domicile, à Bobigny.

VINCENT FOURNIER POUR JA

Sami Tchak

« L'Afrique est une réalité occidentale »

Avec *Le Continent du Tout et du presque Rien*, l'écrivain togolais mêle roman et essai pour mieux explorer une notion inventée par les puissances coloniales et dénuée de toute réelle unité.

NICOLAS MICHEL

D

Dans son nouveau livre, *Le Continent du Tout et du presque Rien,* le romancier togolais Sami Tchak met en scène l'ethnologue français fictif Maurice Boyer au soir de sa vie. De ses études en France à son expérience de terrain au Togo, de ses mésaventures personnelles à ses écrits théoriques, de ses premières émotions homosexuelles à ses derniers feux pour une jeune essayiste africaine, la vie de l'ethnologue raconte en creux une volonté de « penser l'Afrique » comme un tout uni, depuis l'extérieur. Mêlant fiction et réalité, essai et roman, Sami Tchak propose une approche originale et enlevée, où ses différents talents d'auteur nous permettent à la fois de sentir et de comprendre comment l'Afrique fut inventée. Rencontre à Paris avec l'un des écrivains les plus influents de sa génération.

Jeune Afrique : Dans votre nouveau livre, vous vous mettez dans la peau d'un ethnologue blanc, Maurice Boyer. Pourquoi ?

Sami Tchak : C'est la troisième fois que je me mets dans la peau d'un Blanc. La première, dans *Al Capone le Malien,* avec le jeune journaliste René Chérin, et deux fois avec l'ethnologue Maurice Boyer, d'abord dans *L'Ethnologue et le Sage,* paru en 2013 aux éditions Odem de Libreville, et maintenant dans *Le Continent du Tout et du presque Rien.* Je suis parti de la question suivante : « Si on le dépouille de la couleur de peau de son auteur, que signifie tout regard vertical porté sur autrui ? » Que pourrait-on penser, par exemple, du romancier René Maran ? Lorsqu'il a obtenu le Goncourt en 1921 pour son roman *Batouala,* on a parlé de « premier Goncourt noir ». Mais s'il avait été blanc, avec le même livre, comment aurait-on qualifié sa démarche ? René Maran était, comme son père avant lui, un fonctionnaire colonial français. Même s'il dénonce violemment la colonisation dans la préface de *Batouala,* il était un administrateur colonial et non, comme Frantz Fanon, un homme engagé auprès des colonisés. Lui représentait le système oppresseur, c'était un dominant chez les dominés, et sa situation lui a servi de poste d'observation. Sa démarche était proche de celle des ethnologues : c'était un ethnologue noir du système colonial blanc.

Il s'agit de mettre la couleur de côté pour mieux analyser les autres aspects de la domination ?

Certes, il y a une spécificité de la situation créée par la colonisation, avec la peau blanche associée à l'ordre dominant. Mais, quelle que soit notre couleur de peau, quand nous partons avec une position de privilège, notre regard est de surplomb. En me mettant dans la peau d'un ethnologue blanc, je n'ai pas eu à me forcer pour faire ressortir ce regard puisque j'ai la même formation, j'ai accompli mes recherches de terrain auprès de paysans au Burkina Faso, de prostituées à Cuba… J'ai été dans la situation de celui qui observe les autres.

> « Prix Goncourt en 1921, René Maran était, comme son père avant lui, un fonctionnaire colonial français. »

Sans négliger le poids de la couleur de peau, je pense qu'il y a des situations où elle ne suffit pas à épuiser la complexité des problèmes que nous abordons.

Maurice Boyer, c'est Sami Tchak ?

Je l'ai choisi de manière que nous ayons une relative connivence de pensées, sans être entièrement d'accord sur tout. Je l'ai envoyé dans mon village natal, au Togo. Tèdi s'appelle en réalité Kamonda-Bowounda, mais Tèdi, dans ma langue, signifie « la terre », « le village », « la ville ». C'est un lieu qui m'est familier, c'est d'ailleurs pour cela qu'y revient un petit garçon, Aboubakar Tcha-Koura, ma véritable identité. On y retrouve aussi mon père, Salifou Métchéri Tcha-Koura, le forgeron boiteux, déjà présent dans trois de mes livres précédents. Maurice Boyer partage avec moi des origines modestes et la trajectoire suivie pour la conquête du savoir. J'ai préparé ma thèse avec un ancien étudiant de Georges Balandier, j'ai connu ce dernier. Maurice Boyer c'est un peu moi, ou mon grand frère.

Pensez-vous que se focaliser sur la couleur de peau soit une erreur ?

Sans négliger le poids de la couleur de peau sur des millions de destins, je pense qu'il y a des situations où elle ne suffit pas à épuiser la complexité des problèmes que nous abordons. Quand on étudie les années dont je parle dans mon roman, on constate qu'une partie de la classe intellectuelle, blanche ou noire, s'associait pour les mêmes combats. Ainsi, autour de la négritude et de la revue *Présence africaine,* il y avait Michel Leiris, Georges Balandier, Jean-Paul Sartre aux côtés d'Alioune Diop, de Léopold Sédar Senghor, de James Baldwin, et ce en pleine période coloniale. Si nous ramenions tout à la couleur de peau, nous aurions du mal à nous fédérer autour de certaines causes humaines au-delà d'une « fraternité ethnique ».

Il s'agit donc plutôt d'une question de classe sociale ?

Peut-être pas seulement une question de classe sociale, mais ce n'est pas parce que nous sommes noirs que nous aurions les mêmes problèmes. Tout en vivant à Bobigny au milieu d'une population très modeste, je me considère comme un privilégié, au moins sur le plan culturel, position qui structure mon regard et ne fait pas d'emblée de moi une ressource évidente pour certaines causes communautaires. Quand on oublie ces nuances-là, on a alors tendance à considérer tous les Noirs comme un bloc homogène, ce qui revient à les exclure des complexités culturelles, sociales, économiques…

Aux États-Unis, il est désormais mal vu pour un auteur blanc d'écrire sur une problématique africaine-américaine.

Bien qu'il existe des raisons sérieuses pour qu'on en arrive là, cela ne me paraît pas une bonne chose. Si on poussait cette logique jusqu'au bout, l'idée qu'un Blanc ne pourrait plus écrire sur les Noirs, qu'un Noir ne pourrait plus écrire sur les Blancs ou sur les Juifs nous mènerait à déduire qu'au-delà de ce qui nous distingue à vue d'œil il n'y aurait plus l'essentiel de notre commune humanité. A-t-on eu besoin d'être noir pour s'indigner du meurtre de George Floyd ? Si on en arrive à l'idée que seuls les Noirs pourraient parler des Noirs, les Juifs, des Juifs, on risque de créer une diversion nuisible à des combats nobles.

La masse des écrits produits sur l'Afrique par des Occidentaux est importante et encore très influente…

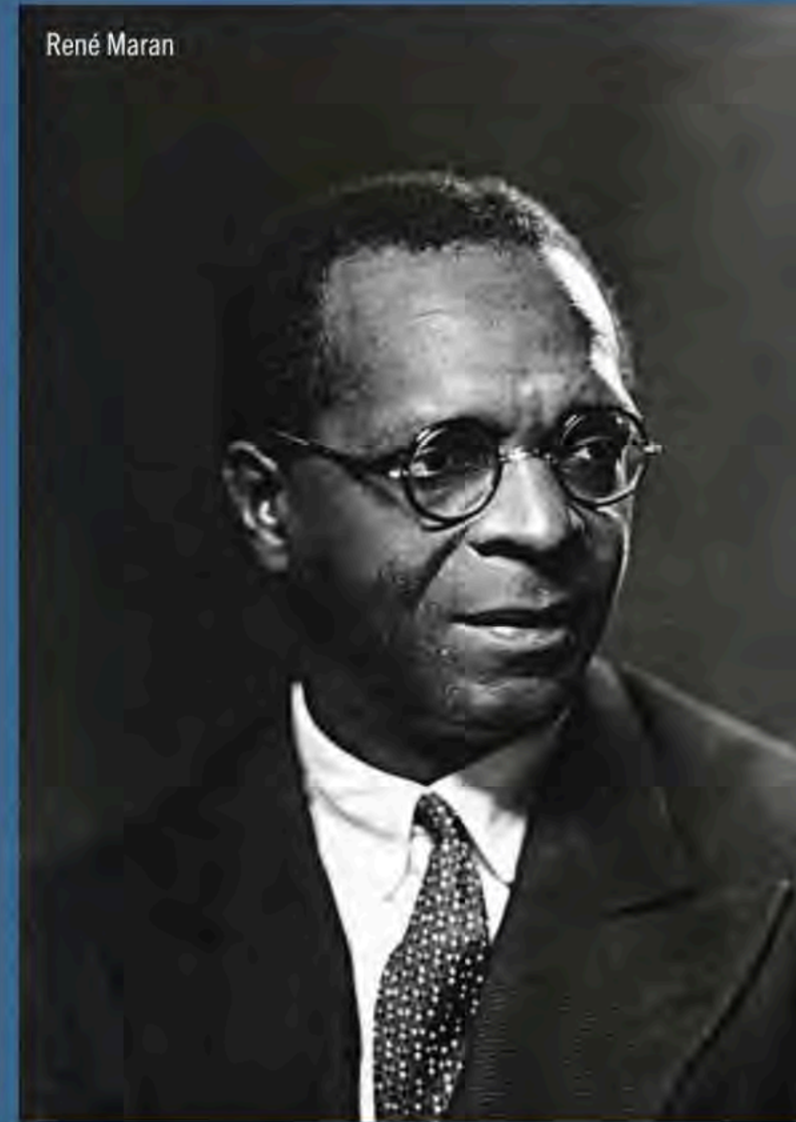
Beaucoup d'intellectuels africains ont acquis leur connaissance sur des peuples noirs en lisant des livres écrits par des Blancs. C'est une simple question d'antériorité. Ceux-ci avaient structuré des discours sur nos populations avant que nous ne nous mettions à écrire sur elles. Ce sont nos références premières. Est-ce que nous dirions aujourd'hui qu'il ne faudrait plus se référer à Michel Leiris ou à Georges Balandier parce qu'ils étaient Blancs ? Qu'on puisse critiquer le regard paternaliste, voire colonialiste ou raciste derrière certaines démarches dites scientifiques, c'est différent, cela relève même d'un devoir.

Vous avez choisi comme titre *Le Continent du Tout et du presque Rien,* mais vous évoquez surtout le regard porté de l'extérieur sur l'Afrique.

Le titre est un clin d'œil au livre de Vladimir Jankélévitch, *Le Je-ne-sais-quoi et le Presque-rien.* Mais il renvoie en effet à cette ambiguïté du regard, que je considère comme incurable, au cœur même de la relation entre humains. Structuré par les ethnologues blancs, le regard vertical s'est complexifié quand des Africains sont devenus sujets du discours à la fois sur eux et sur ceux qui les ont regardés, les regardent. Y a-t-il réellement, grâce à eux, un rééquilibrage du regard ou son inversion ? Je ne crois pas. Les anthropologues africains n'apportent pas vraiment un regard neuf. Même ceux d'entre eux qui parlent de déconstruction restent en général à l'intérieur des discours occidentaux. C'est ce que démontre Valentin-Yves Mudimbe dans son essai culte *L'Invention de l'Afrique,* que je cite en exergue. S'affranchir du regard de l'autre est une mission presque impossible.

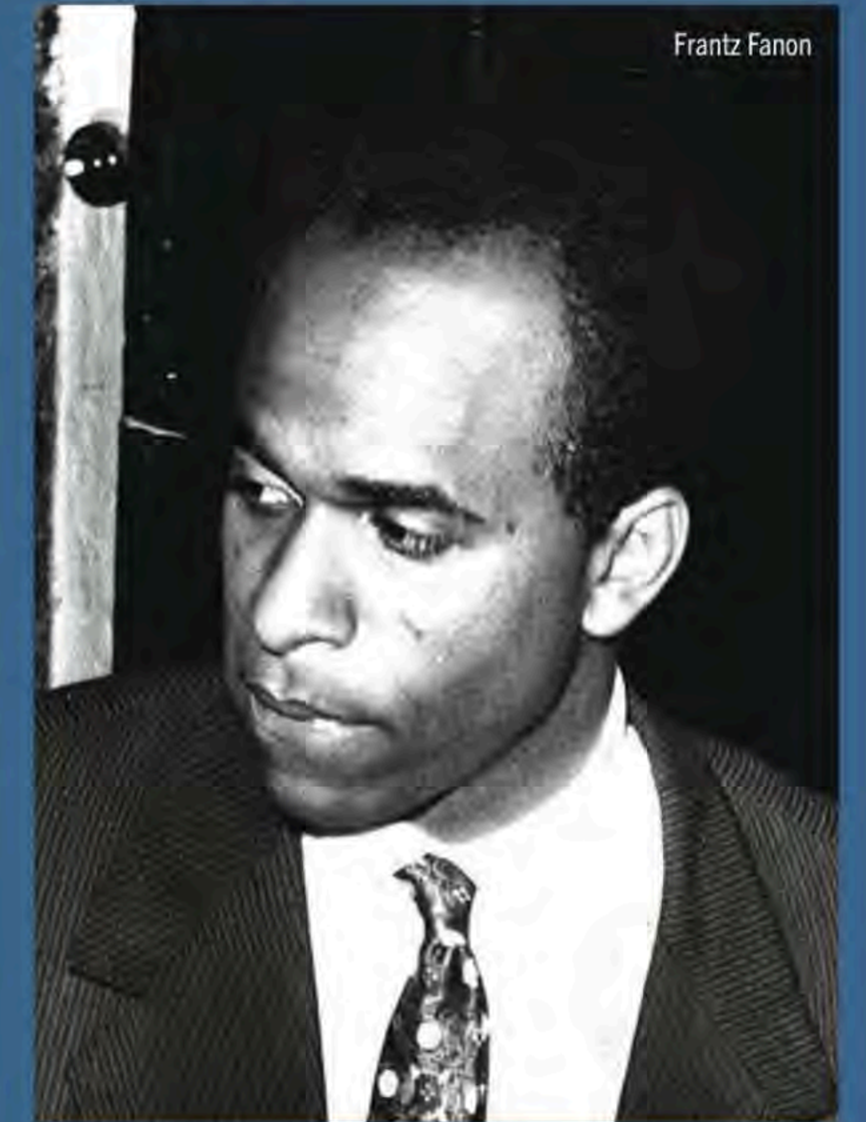
Pourquoi ?

Parce que nous sommes le produit de ce regard, nous en faisons intimement partie à cause des moules d'où nous sommes sortis. Pour déconstruire le regard vertical issu de la colonisation, nous sommes nombreux à partir d'un postulat occidental, l'existence de l'Afrique. Or ce continent tel que nous le concevons aujourd'hui est issu de sa structuration idéologique par la



René Maran

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO



Frantz Fanon

STUDIO KAHIA/JA

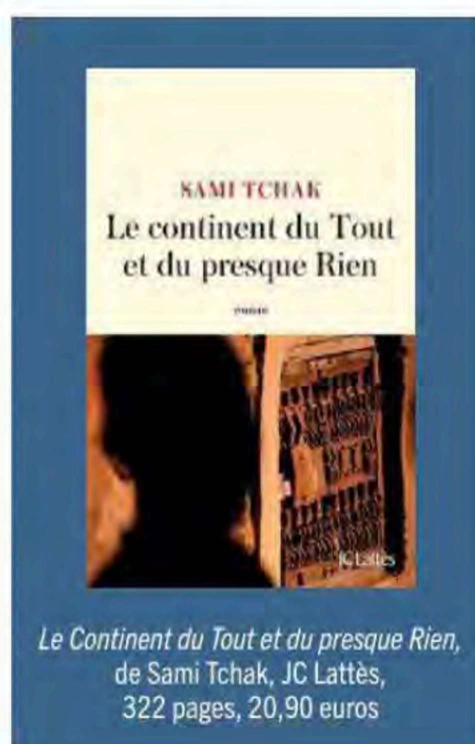
colonisation. Déconstruire des discours sur cette Afrique suppose d'accepter comme une réalité allant de soi cet objet occidental. Il semble évident pour certains d'entre nous de dire : « chez nous en Afrique » ou « nous, les Africains », « l'homme africain », « la mère africaine », « la solidarité africaine », « la sagesse africaine ». De quelle Afrique parlons-nous? En fait, nous tournons en rond à l'intérieur du même ventre, où nous avons d'abord été définis puis circonscrits, par l'Occident dominateur.

Avec ce point de vue, l'idée même de panafricanisme vole en éclats!
Mais que peut signifier le panafricanisme quand les États, des émanations coloniales, ont remplacé des royaumes qui n'avaient pas pour objectif de bâtir une fédération? C'est une très belle idée, mais d'où vient-elle? Je pense que, là encore, nous nous retrouvons avec l'ambiguïté de notre héritage colonial. Des intellectuels africains brillants écrivent sur l'Afrique comme entité évidente, mais quand un Achille Mbembe parle de l'Afrique, son objet est en partie structuré par des livres. Sa seule expérience ne lui permettrait pas de couvrir un continent à l'intérieur duquel se mélangent beaucoup de cultures, voire de civilisations. Le panafricanisme puise sa force théorique de la littérature sur un objet mal défini, à la fois réalité et fiction.

Votre livre apparaît aussi comme une charge finale contre l'ethnologie.
Nous n'avons pas eu accès aux carnets de bord des ethnologues. Leurs mésaventures sur le terrain sont moins connues que les conclusions qu'ils ont construites, avec lesquelles ils ont structuré un regard sur les peuples étudiés. Je pense qu'il faut retourner ce discours à l'intérieur de lui-même en le confrontant à la réalité du terrain pour tenter de faire la part de ce qui relève d'une certaine vérité et de ce qui appartient à des constructions intellectuelles où les concernés ne se seraient pas reconnus. Dans mon roman, le chef du village demande à Maurice Boyer : « Est-ce que tu reviendras pour nous lire tout ce que tu vas dire sur nous au reste du monde, puisque tu vas parler de nous sans que nous sachions ce que tu racontes? » Les ethnologues ont eu ce privilège étrange d'étudier les autres, mais pour qui les étudiaient-ils? L'ethnologie a fait émerger des spécialistes allant vers l'autre, mais pour se parler surtout entre eux.

Il n'y aurait donc aucun moyen de se comprendre?
Si! Par une littérature plus incarnée. Je pense aux grands auteurs russes, notamment. Mais on n'écrit pas du Dostoïevski ou du Tolstoï quand on n'a plus physiquement ou mentalement un lien fusionnel avec sa terre. Il faut que le cœur, l'esprit, la tête, le ventre soient en harmonie, en prise avec la terre, le peuple dont on est issu. Cette littérature-là permettrait de rendre compte finement du réel, à l'exemple de Chinua Achebe avec *Le monde s'effondre*.

La littérature devrait moins réfléchir sur elle-même pour s'aventurer plus dans les réalités terre à terre de l'humain?
Oui, partir de ces réalités pour les transfigurer, ce qui suppose un fort ancrage, sans lequel les littératures peuvent s'éloigner doublement de leur objet. J'ai parlé de l'éloignement créé par la langue dans *La Couleur de l'écrivain*. Ce n'est pas aussi banal qu'on voudrait parfois le faire croire : écrire à partir d'un peuple dans une langue qui n'est pas la sienne. Heureusement, cela n'empêche pas la naissance de grandes œuvres. Le deuxième éloignement est physique. Arrivé ici à 26 ans, cela fait trente-cinq ans que je vis en France. Même si je porte ma terre natale en moi, je vis dans une sorte d'entre-deux. Un univers ancré, à partir du Togo, exigerait donc de moi une réimmersion.



Le Continent du Tout et du presque Rien, de Sami Tchak, JC Lattès, 322 pages, 20,90 euros

Pensez-vous que beaucoup d'auteurs africains écrivent avec trop de distance?
Oui, avec la distance physique, et chez certains avec des textes manquant de chair, plutôt cérébraux. Cependant, il existe des grands livres à la fois très spirituels et suffisamment incarnés. Ainsi, *La Plus Secrète Mémoire des hommes*, de Mohamed Mbougar Sarr, intellectuel mais nourri d'existences humaines. Il y a des démarches qui excluent une certaine catégorie de lecteurs, ce qui n'est pas le cas avec *Le monde s'effondre*, d'Achebe, où des gens de niveaux divers peuvent entrer dans la spiritualité du peuple igbo sans que rien ne les bloque.

> « L'ethnologie a fait émerger des spécialistes allant vers l'autre, mais pour se parler surtout entre eux. »

C'est là le but de toute littérature?
« L'universel, c'est le local moins les murs », disait Miguel Torga. Un livre ancré dans le local nous permet d'être en relation presque physique avec une société, un milieu, tout en étant universel. Il y a peut-être de notre part ce travail à faire davantage, partir de notre ancrage pour mieux fouiller dans les troubles de l'âme humaine, écrire de grands romans sur la maladie, l'amour... à partir de gens ordinaires. Certains anglophones, Nigérians notamment, ont réussi cette démarche. Souvent, ils sont passés par des cours de création littéraire. Cela signifie peut-être que le système anglo-saxon est capable de « formater » des écrivains sans tuer leur part de singularité. ●



EN VENTE
DÈS MAINTENANT EN LIBRAIRIE
ISBN : 978-2-268-106 18-2
éditions du ROCHER

GASTRONOMIE

SENDA D. WAGUENA une autobiographie culinaire

Ce chef d'origine togolaise vient d'ouvrir son restaurant à Paris : Jujube. Il y propose un mélange subtil de saveurs africaines, italiennes et françaises. Des plats surprenants où se reflètent toutes ses tranches de vie.

NICOLAS MICHEL

Grandir sans oublier les saveurs de l'enfance, telle est la philosophie du jeune chef togolais Senda D. Waguena. Jujube, le nom du restaurant qu'il a ouvert en septembre 2021 au 4, rue Dancourt, dans le 18e arrondissement à Paris, résume bien cette approche : « J'ai choisi ce nom en souvenir des jujubes que je mangeais en sortant de l'école primaire, au Sénégal, et qui étaient vendus en petits sachets par des femmes, dans la rue, raconte-t-il. C'est un fruit à la fois goûtu, très riche et tout petit. J'ai pensé qu'il représentait bien mon histoire. » Et ce même s'il n'y a aucun jujube dans le savoureux cocktail maison nommé « Jujubiscus » (vodka, cointreau, citron, eau pétillante, hibiscus).

L'histoire de Senda D. Waguena commence à Lomé (Togo), où il est né le 16 juin 1984. Si ses deux parents sont journalistes de métier, sa mère est bonne cuisinière – elle maîtrise aussi bien le foufou que le cassoulet – et doit compter avec la présence permanente de son petit garçon autour des fourneaux. « J'étais tout le temps dans la cuisine, même si, à l'époque, c'était un peu considéré comme le "monde des femmes", explique-t-il. J'étais déjà très curieux. »

Alors qu'il n'a que 9 ans, les tensions politiques poussent ses parents à l'envoyer vivre chez un oncle à Dakar (Sénégal) – où il accomplira une partie de sa scolarité. De cet épisode, il retient surtout que l'épouse dudit oncle gardait les fiches de recettes offertes dans le magazine *Femme actuelle*. « Collectionner ces fiches était pour moi une façon de conserver ma passion intacte, et j'y apprenais beaucoup de choses sur le plan théorique, se souvient-il. Plus tard, cela m'a été vraiment utile car je maîtrisais les termes techniques. »

Alors qu'il est en terminale, son père l'invite à postuler pour une bourse d'étude dans une école hôtelière italienne.

À l'âge de 15 ans, Senda Waguena rentre au Togo et y achève sa scolarité. Alors qu'il est en terminale, son père l'invite à postuler pour une bourse d'étude dans une école hôtelière italienne. Il compte parmi les dix élèves sélectionnés en Afrique de l'Ouest et s'envole pour Bergame, où il intègre, pour deux ans, le Centro di formazione professionale di Clusone, un ancien monastère transformé en hôtel. Bardé de son « énorme curiosité », il profite là d'un enseignement de haut niveau, « très formateur » avec une véritable brigade et de nombreux étudiants.

Sur le plan personnel, la situation se révèle un peu plus compliquée : « Dans cette région, il y a peu d'étrangers. Les gens ne vous parlent pas tant que vous ne maîtrisez pas leur dialecte. Même parler italien ne suffit pas ! »

Touche-à-tout

Pour son premier stage, Waguena sera commis en pâtisserie pour six mois. Le jeune homme apprend vite, multiplie les stages et les « extras » dans les restaurants du coin. La liste est longue de ses rencontres et de ses expériences. « J'ai notamment fait un stage chez le chef Igles Corelli, à La Locanda della Tamerice, en Toscane, souligne-t-il. Une chouette expérience, dans un lieu en pleine nature où j'ai appris à cuisiner le gibier. »

Rentré un temps au Togo, il retourne bien vite en Italie grâce à l'aide d'un ami, Valentino, qui →



Dans la salle de son établissement, situé dans le 18e arrondissement de Paris.

FRANÇOIS GRIVELET POUR JA

→ se porte garant. Cette fois, c'est dans la province de Trévise, à l'Istituto Alberghiero Massimo Alberini, qu'il consolide ses bases et se perfectionne en cuisine traditionnelle de Vénétie. Pendant plus de deux ans, il officie dans les Dolomites, près de Cortina d'Ampezzo, station de ski prisée d'une clientèle fortunée, au restaurant Lagho Gedina. Il participe ensuite à l'ouverture du Baia Blu, « dans une ambiance plus festive », où il travaille plus spécifiquement les produits de la mer.

« Ensuite, je me suis posé en Vénétie, à Motta, où je suis devenu barman » : un professeur de l'association italienne des barmen lui a en effet proposé d'apprendre le métier. « Il savait que j'avais pour projet d'ouvrir un jour mon activité, et il me disait que c'était important d'avoir touché à tout, explique le jeune chef. Je suis resté avec lui pendant deux ans, on a créé des cocktails, et j'ai aussi commencé à voir l'envers du décor, la gestion, l'organisation. »

Après cette expérience, Waguena ouvre avec trois associés à Padoue Food/Drink, un bar à apéros. Et épouse une Italienne, avec qui il aura deux enfants.

En 2012, l'activité du bar commence à lui peser, et il prend des vacances en France, où vit sa sœur. Ou bien peut-être est-ce la curiosité qui, une fois de plus, le pousse à découvrir d'autres saveurs, d'autres manières de travailler les produits? Toujours est-il qu'il s'établit à Paris, officiant au restaurant du Wanderlust, boîte branchée de la Cité de la mode et du design, et au Silencio, club sélect du monde de l'art.

Soif d'apprendre

De ces faits d'armes, on s'attendrait à ce que Senda Waguena nous fasse tout un plat : il préfère pourtant parler du festival Omnivore, qui lui permet de rencontrer de nombreux collègues de toutes origines. « Imaginez, quarante chefs du monde entier ! s'enthousiasme-t-il. J'avais soif d'apprendre, envie de découvrir autre chose que la cuisine italienne. Et j'ai pu par la suite collaborer avec certains d'entre eux. » En particulier avec Jérôme Aubert, qui l'invite à travailler pour lui au Ratapoil, où il propose abats et vins naturels, ainsi qu'à La Grille (cuisine d'antan) et au Pélican (tapas).

À ces années fastes succède une période plus difficile, marquée par une séparation et par les attentats de 2015. « Je travaillais ce jour-là près du Bataclan, et nous avons dû éteindre les lumières car la grande baie vitrée était en première ligne... Quand je suis rentré chez moi, je ne voulais plus sortir », raconte pudiquement celui qui mettra du temps à se remettre du choc, et qui semble toujours avoir du mal à évoquer le drame.

Quand il reprend le travail, c'est à l'hôtel Bachaumont, dans le quartier piéton de Montorgueil. Et puis, pour quelques extras, au sein de la société Il Pazzo, un traiteur parisien. « C'est là que j'ai connu mes associés actuels, Dorone Seror et Alexis Cymerman, se souvient Senda. On s'est tout de suite bien entendus et ils m'ont confié tout ce qui concernait la cuisine. Je leur ai dit que je ne voulais pas forcément faire uniquement de la gastronomie italienne, et que je rêvais de monter mon restaurant. Ils m'ont répondu : "quand on est prêts, on lance le projet ensemble". »

Recherche d'un local, pandémie de Covid, confinement, travaux ralentis, le projet – d'un montant que les associés ne souhaitent pas dévoiler – a pris un peu plus de temps que prévu pour se concrétiser. Ce n'est qu'en septembre 2021 que Jujube a enfin pu ouvrir ses portes : une trentaine de couverts dans une pièce épurée aux murs de pierre et de brique, au fond de laquelle les clients peuvent voir le chef s'activer en cuisine. « J'avais envie de créer un endroit où l'on ne vienne pas uniquement pour dîner, mais où l'on vienne aussi pour partager une expérience, où je puisse faire goûter des choses que j'ai découvertes dans ma vie. » La cuisine comme une autobiographie gustative entre Togo, Italie et France?

« J'avais envie de créer un endroit où l'on ne vienne pas uniquement pour dîner, mais aussi pour partager une expérience. »

De l'Italie, Senda Waguena a gardé le goût d'un produit de qualité « que l'on travaille sans le dénaturer ». La carte de la semaine dépend ainsi des petits producteurs avec lesquels le chef est en contact tout au long de l'année. « La notion de respect est très importante dans tout ce que je fais, précise-t-il. L'humain a une valeur forte. » De la France, il a pris l'art des sauces et de la cuisson, et puis l'Opinel, couteau savoyard mythique indissociable de la tradition hexagonale, qui orne les tables. Du Togo, il a rapporté des ingrédients essentiels : l'igname, la banane plantain, le piment. « Mon préféré? Celui que l'on appelle le piment antillais, le habanero, très puissant, que l'on utilise surtout pour aromatiser. J'aime aussi les pimientos de padrón et les chipotle... En fait, je les aime tous ! » N'allez pas croire, néanmoins, que les plats du Jujube vont vous cramer le palais au lance-flammes : ici, tout est affaire d'équilibre et de subtilité.

Déflagration de textures

À la carte, on trouvera ainsi en entrée du poulpe frit avec hot sauce, carotte glacée et gel de citron (16 euros) ou un velouté d'oignon doux avec marrons, parmesan en copeaux et œuf parfait cuit à 64 °C (14 euros). En boisson, ce sera un Bel Milan Nestarec 2020, vin blanc tchèque. « J'adore le vin, il ne faut pas oublier que mes parents se sont rencontrés à Bordeaux! Mes choix personnels me portent vers les vins de Bourgogne, de Loire ou du Rhône, mais ce que j'affectionne le plus ce sont les cépages anciens qui se travaillent dans des petits coins reclus. » Riche, la carte des boissons fait la part belle aux cuvées militantes de Fleur Godart (collectif Vins et Volailles) aux noms suggestifs : (« Putes féministes », « Ne me libérez pas, je m'en charge », « Sorcières », etc.).

Comme plat principal, on hésitera entre gnocchi di zucca avec crème d'amande, feuilles de patates douces, chips multiples (24 euros) et foufou à la banane plantain, sauce graine aux gambas et coquillages (32 euros). « J'aime particulièrement le foufou, c'est un plat technique qui demande la participation d'autres personnes, soutient Senda Waguena. Ma mère aimait le préparer quand il y avait du monde, et, aujourd'hui, je revisite sa recette. »

Pour finir, hésitation encore entre le riz au lait avec ananas rôti au miel et gin Decroix – souvenir d'enfance togolaise – et le tiramisu, streusel et fleur de pensée. Outre son extrême beauté rappelant un paysage de terres volcaniques, ce dernier provoque une déflagration imprévue de saveurs et de textures. Et c'est peut-être là l'une des plus grandes réussites de Senda Waguena : réussir à nous surprendre sur un terrain que l'on croyait connaître. ●


Dans sa cuisine du Jubube, entouré de sa brigade.

FRANÇOIS GRIVELET POUR JA


Foufou à la banane plantain et sauce gambas.


Poulpe frit avec hot sauce et carotte glacée.


Tiramisu, streusel et fleur de pensée.


Vodka moringa sour et cocktail Jujubiscus.

PHOTOS : FRANÇOIS GRIVELET POUR JA

MAROC

Des étoiles dans les yeux des enfants

Grâce à Mahi Binebine, auteur du roman *Les Étoiles de Sidi Moumen,* et à Nabil Ayouch, qui l'a porté à l'écran, des centres culturels destinés aux plus jeunes ouvrent un peu partout à travers le pays.

JANE ROUSSEL

Aux abords de la place, dans la médina de Marrakech, un troupeau d'enfants emprunte une ruelle où trône un panneau « Les Étoiles de Jemaa el-Fna ». Après quelques virages au fil du labyrinthe, on découvre le cinquième centre culturel de la Fondation Zaoua, présidée par le réalisateur Nabil Ayouch, et par le peintre et écrivain Mahi Binebine. Ce dernier revient sur leur volonté commune de « ne pas laisser les gamins dehors », à l'origine de l'avalanche de projets culturels qui voient le jour depuis bientôt dix ans.

« L'histoire a vraiment commencé le 16 mai 2003, avec les attentats de Casablanca », commence Mahi Binebine. Douze jeunes kamikazes sortent du bidonville de Sidi Moumen et se font exploser en ville, tuant 33 personnes. « Juste après ça, je vais à Casa pour découvrir le quartier de Sidi Moumen. Je vais à la rencontre des associations, je fais un travail quasi anthropologique pour comprendre comment c'est arrivé, et je me mets à rédiger leur histoire », se souvient-il. L'écriture prend plusieurs années, parce que, selon lui, il est « sur une corde raide ». On a l'habitude de lire le récit de terroristes monstrueux à l'origine de ces crimes, mais Binebine ne veut pas raconter cette histoire-là. « Je veux les raconter aussi comme des victimes, même si ce qu'ils ont fait est terrible. Je veux parler des responsabilités autres que les leurs, celle de l'État par exemple, qui laisse 400 000 personnes vivre dans ce bidonville terrifiant sans électricité, avec ses égouts éventrés. Je veux parler de la responsabilité d'une mafia pseudo-religieuse qui conditionne, enrôle ces jeunes et leur vend un hypothétique paradis. » En 2010 paraît finalement le roman *Les Étoiles de Sidi Moumen,* rapidement adapté à l'écran par Nabil Ayouch. Les deux hommes collaborent, et le film *Les Chevaux de Dieu* sort en 2012.



DR

Les Étoiles de Jemaa el-Fna, au cœur de Marrakech, est le cinquième centre culturel de la Fondation Zaoua.

Séance de projection-catharsis

Ils décident d'aller le présenter aux habitants de Sidi Moumen. En cherchant un lieu pour le diffuser, ils tombent sur un bâtiment supposé être un centre culturel. À part des murs, il n'y a rien. La mairie le leur prête, et les deux hommes invitent à la projection les familles des terroristes, mais aussi celles des victimes. « On voulait les mettre dans une même salle et les inciter à se parler. C'était un sacré pari. À un moment, la mère d'un kamikaze monte sur scène et s'adresse à une femme qui a perdu son fils et son mari dans l'un des attentats. Elle lui demande pardon. La soirée est pleine d'émotions, on se croirait dans une *telenovela* brésilienne, tout le monde pleure. »

Si la projection est un succès, le livre et le film le sont bien davantage, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. « Ensemble, on se dit qu'on a gagné tellement d'argent sur la misère qu'il faut qu'on le leur rende, à ces gamins. On se lance dans l'idée d'ouvrir un centre culturel pour eux à Sidi Moumen. » Après des négociations avec le maire, le local de la projection est récupéré par la Fondation Zaoua et transformé en un centre dédié aux jeunes, en 2014. Salle de cinéma, de musique, de peinture, studio d'enregistrement y sont installés.

Un accueil mitigé

Des cours de langue y sont donnés par des professeurs venus d'autres associations. Ce dernier volet a pour but de « montrer aux gamins que l'autre n'est pas l'ennemi, de les encourager à apprendre des langues pour aller vers ce cousin qu'ils ne connaissent pas ». Le lieu n'est pas au goût de tout le monde, l'accueil est mitigé. D'un côté, on leur demande de partir, car venir éduquer les filles risquerait de les « pervertir », de l'autre, les mères se battent pour inscrire leurs enfants au centre. « On a eu une avalanche de jeunes, on s'est arrêtés au maximum de nos capacités : 1 000 enfants », se souvient Binebine, qui estime que, depuis, ils se sont fondus dans le paysage et sont acceptés.

Alors pourquoi ne pas voir plus grand ? « Évidemment, on a commencé à rêver, à se dire : on ne va pas s'arrêter là ! » Il raconte l'ouverture des centres de Tanger, Les Étoiles du détroit (2016), d'Agadir, Les Étoiles du Souss (2019), de Fès, Les Étoiles de la médina (2020), et finalement, en novembre 2021, celle du dernier-né, Les Étoiles de Jemaa el-Fna, à Marrakech. « C'est un peu comme les Instituts français, en fait, sauf qu'on les trouve souvent dans les quartiers bourgeois. Nos centres, eux, s'installent dans les coins populaires », illustre le peintre. Chaque fois, l'objectif et la structure sont les mêmes : occuper, éduquer, offrir un refuge artistique et culturel aux enfants. Le programme, lui, s'adapte à la région. « Par exemple, à Agadir, c'est axé sur la culture berbère, les chants locaux… » poursuit Binebine. À Marrakech, entre les enfants qui prennent un cours de danse et ceux qui pianotent sur un clavier à l'étage, on trouve une salle avec des ordinateurs. Du côté des intervenants artistiques, « on arrive toujours à jongler », précise l'artiste : « On a des accords avec des instituts étrangers. Quand ils ont un spectacle, ils paient une nuit d'hôtel de plus aux troupes, et on leur demande de venir jouer une fois de plus pour les pauvres. En général, ça marche ! » Il arrive aussi que des espaces de répétition soient prêtés en échange de cours bénévoles.

D'abord réticent, l'État contribue depuis peu aux frais de fonctionnement et commence à intensifier son soutien.

Pour en arriver à ouvrir ces cinq centres, Binebine rappelle en souriant que sa fondation a « mendié pendant très longtemps ». À Agadir, un mécène leur a donné le riad, celui de Marrakech a été obtenu après trois années « de séduction » auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports. Côté finances, la Société générale, la Fondation pour l'éducation et la santé Piou Redo, sous l'égide de la Fondation du Luxembourg, sont des soutiens de taille. Malgré cela, il arrive que ce soit dur de faire tourner de telles machines : il faut compter 150 000 euros par centre et par année, selon l'artiste. « Quand c'est la galère, on fait une expo, on vend des tableaux », poursuit-il. Les activités n'y sont pas complètement gratuites mais ne rapportent pas d'argent. « On fait payer 5 euros pour les cours de langue à l'année, 20 centimes le cinéma ; c'est symbolique, pour apprendre aux enfants que rien n'est gratuit, mais ceux qui n'ont pas d'argent peuvent avoir une dérogation », précise-t-il.

Depuis peu, l'État contribue aux frais de fonctionnement. « L'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) couvre un tiers des dépenses de tous les centres, continue Binebine. L'État ne nous aime pas, Nabil fait des films "tordus", et moi je suis soupçonné de donner une mauvaise image du royaume, fait-il remarquer en riant. Mais on commence à devenir incontournables, et ils ont décidé de nous venir en aide. » La collaboration devrait même s'intensifier, un nouveau projet est sur le feu : 17 centres culturels du même type, dispatchés partout dans le pays et commandés à la Fondation Zaoua par le ministère de la Culture. ●

DANSE SALVATRICE

« Notre grande réussite, c'est la danse. Les gosses adorent le hip-hop ! » se félicite Mahi Binebine. C'est d'ailleurs ce que raconte le dernier film de Nabil Ayouch, *Haut et fort (Casablanca Beats)*, en compétition lors du Festival de Cannes en 2021. Son sujet : l'arrivée d'un ancien rappeur dans un centre culturel des quartiers populaires de Casablanca, où il va enseigner le hip-hop mais aussi la liberté d'expression à travers des textes de rap… et comment il va susciter l'engouement des jeunes. Mais cette forme d'art est loin d'être du goût de tout le monde. Les parents y voient un bouleversement des traditions. Le film témoigne des combats de Mahi Binebine et de Nabil Ayouch au fil des années avec l'ouverture de leurs centres, ainsi que des succès dont ils se réjouissent aujourd'hui.

J.R.

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



AVEC JEUNE AFRIQUE DIGITAL, PROFITEZ :

+ de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
+ de nos newsletters et de nos alertes pour suivre toute l'actualité africaine en temps réel
+ de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Abonnez-vous
à Jeune Afrique Digital dès
9,99 €/mois
et profitez de toute l'actualité africaine décryptée pour vous.

Rendez-vous sur jeuneafrique.com/abonnements pour découvrir nos offres



GRAND FORMAT
CHINE

ENJEUX p. 196 | ÉCONOMIE p. 212 | SOCIÉTÉ p. 225



JASON LEE/REUTERS

Promesses africaines

Une diplomatie économique plus efficace, un secteur privé appelé à s'engager davantage, une communauté d'expatriés de plus en plus nombreuse… Pékin veut impulser un nouvel élan à ses relations avec le continent.





BRUNO FAURE

ÉCO D'ICI
ÉCO D'AILLEURS

SAMEDI À 10H10 TU

Chaque premier samedi du mois dans le **Grand invité de l'économie**, Éco d'Ici, Éco d'ailleurs reçoit une personnalité du monde politique ou économique pour décrypter les enjeux de l'économie du continent africain

En partenariat avec
jeuneafrique

À (ré)écouter en podcast sur rfi.fr





Édito
Olivier Marbot

Mariage de raison

La tradition est certes un peu désuète, mais elle garde ses adeptes. Lorsqu'un couple atteint son vingtième anniversaire de mariage, on a coutume de dire qu'il célèbre ses « noces de porcelaine » et, lors du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) organisé à la fin de novembre 2021 à Dakar, plusieurs responsables n'ont pas manqué de remarquer que, justement, le premier de ces Forums remontait à 2000.

La Chine et le continent fêtent donc les deux décennies d'un partenariat étroit et, comme l'ont fait remarquer certains représentants de Pékin, la porcelaine est, depuis des temps immémoriaux, une spécialité chinoise. La métaphore ayant ses limites – la porcelaine est belle et précieuse, mais elle est également fragile… –, les partenaires n'ont pas cherché à en abuser. Il n'empêche : ce vingtième anniversaire a un sens. Il démontre, au minimum, la pérennité d'une relation dont Chinois et Africains souhaitent maintenant remodeler les contours.

Jamais les choses ne seront présentées ainsi mais, à échanger avec les participants du Forum – qu'ils soient africains ou chinois –, l'impression se dégage d'une volonté de faire mieux. De donner, comme on dit, un peu plus de sens à la coopération. Durant deux décennies, la présence chinoise en Afrique a rimé avec chantiers et grands travaux, aides financières massives, prêts XXL… Une démonstration de force appuyée sur un discours parfaitement rodé – « la Chine est le plus grand des pays émergents, et l'Afrique est le continent qui regroupe le plus de pays émergents, nous sommes donc faits pour nous entendre » –, est généralement très bien perçue sur le continent.

Rien de tout cela n'est remis en question, mais le couple semble arrivé à maturité et désireux, après avoir en quelque sorte privilégié la quantité, d'améliorer la qualité de la relation.

Certes, la Chine apporte au continent une aide constante et indispensable. Aide que bien d'autres puissances mondiales se contentent le plus souvent de promettre. Mais les flux – de capitaux, de marchandises, de personnel qualifié… – ont encore trop tendance à circuler uniquement dans le sens Est-Ouest, et certaines voix africaines s'élèvent pour le déplorer. L'autre enjeu est celui de la dette qui s'accumule. La Chine prête et prête de nouveau, et, une fois encore, elle en est remerciée. Mais les sommes avancées doivent être remboursées, et c'est parfois là que tout se complique.

Un couple arrivé à maturité et désireux de remodeler les contours de sa relation.

« Le plus grand des petits »

De tout cela, Pékin dit avoir conscience. Jure qu'il n'a jamais été question de mettre la main sur les infrastructures des États africains qui peinent à honorer leurs remboursements. Et reconnaît qu'un effort doit être fait pour mieux comprendre la culture des partenaires et s'y adapter.

Ce changement promis verra-t-il le jour ? Le discours chinois continue à être bien accueilli, et on peut parier que tant que Pékin continuera à se présenter sur la scène internationale comme « le plus grand des petits », l'idylle se poursuivra. Savoir si cette posture est compatible avec la volonté de disputer aux États-Unis le leadership mondial ou les velléités parfois affichées de projeter sa puissance militaire au-delà de ses frontières est une autre question.

Pour l'heure, sur le continent, la Chine conserve son statut. Qui pourrait être, pour parodier une formule célèbre, celui de « pire partenaire à l'exception de tous les autres ». Ce qui en fait, in fine, le meilleur. ●

GRAND FORMAT **CHINE**



Le président Xi Jinping s'exprimant par visioconférence lors du Focac, réuni à Dakar le 29 novembre 2021.



SEYLLOU/AFP

DÉVELOPPEMENT

Les habits neufs de la diplomatie chinoise

Organisé à Dakar en novembre 2021, le Forum sur la coopération sino-africaine a marqué les 20 ans d'un partenariat que Pékin comme les pays du continent jugent solide. Leur objectif, désormais : approfondir et redynamiser cette relation.

OLIVIER MARBOT

Le Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), qui se tient tous les trois ans, se termine rituellement par une série de déclarations bilatérales par lesquelles Africains et Chinois, tout en renouvelant leurs vœux de fidèle amitié, tracent les grandes lignes de leur collaboration pour les années à venir.

Organisé quelques jours à peine après la COP26 de Glasgow, le Focac de Dakar a logiquement mis l'accent sur la lutte contre le changement climatique. L'un des quatre grands textes adoptés par l'ensemble des participants porte précisément sur ce sujet. Cette déclaration de quatre pages mérite d'être évoquée, car elle constitue un cas d'école pour qui veut comprendre le fonctionnement de la relation Chine-Afrique, sa logique, ses objectifs et les principes qui la sous-tendent.

« La Chine est le plus grand pays en développement, et l'Afrique est le continent qui regroupe le plus grand nombre de pays en développement », rappellent les signataires, comme pour expliquer que Pékin et ledit continent ont naturellement des intérêts communs mais, plus profondément, des vues convergentes sur bien des sujets d'intérêt mondial.

Rappelant que le réchauffement climatique constitue « un défi majeur » pour l'humanité tout entière, et plus particulièrement pour les pays du Sud, ils appellent à mettre « effectivement » en œuvre les engagements pris lors des grands sommets, de Kyoto à Paris. Manière sibylline de souligner que certaines grandes nations développées s'abstiennent depuis des années d'appliquer les décisions prises au nom des principes qu'elles prétendent défendre.

Les deux parties appellent aussi les pays riches à financer, comme ils s'y sont engagés, les efforts des pays pauvres en faveur de l'environnement. Montrant l'exemple, la Chine a profité du Focac pour annoncer de nouvelles aides financières dans ce domaine, ainsi que la formation de spécialistes africains de l'environnement. Pékin s'est également engagé à ne plus construire de centrales à charbon hors de son territoire. L'organisation d'un sommet Chine-Afrique entièrement consacré au réchauffement climatique a en outre été annoncée « dans le cadre de l'Initiative des nouvelles routes de la soie », d'où doit déboucher un plan d'action triennal.

Les partenaires concluent leur texte en rappelant que, pour parvenir à leurs fins, ils se placent sous l'égide de l'ONU (avec ses Objectifs de développement durable) et de l'Union africaine (avec son Agenda 2063). Ils soutiennent enfin la candidature de l'Égypte à l'organisation de la COP27, qui serait ainsi la première à se tenir en Afrique.

> **« Les Africains se sont rendu compte qu'il s'agissait d'un marché de dupes », estime Jean-Yves Le Drian.**

Quatre pages pour condenser la philosophie générale d'une alliance : solidarité entre pays émergents ou en développement, rappel à l'ordre pour les donneurs de leçons, allusion aux Nouvelles Routes de la soie et serment d'allégeance aux principes du multilatéralisme… Tout y est.

Mais le fait que tout y soit ne signifie pas pour autant que rien ne doive changer. Le sommet de Dakar, marquant le vingtième anniversaire de ces grands rendez-vous, était aussi censé marquer une évolution de la relation, dont les deux partenaires semblent estimer qu'elle est arrivée à une certaine maturité.

Une relation fondée sur quelques principes sans cesse réaffirmés : « harmonie », « sincérité », « égalité », « respect mutuel », « amitié et bonne foi ». L'idée selon laquelle, contrairement à beaucoup d'autres partenaires potentiels, la Chine offre son aide aux pays africains sans se mêler en aucune façon de leurs affaires intérieures est martelée.

Sur ces bases solides repose une action diplomatique conjointe sur le plan international. Saluant l'accession d'un nombre croissant de hauts responsables africains à des postes de direction au sein des instances de gouvernance mondiale – ONU, OMS, OMC… –, la Chine rappelle qu'elle appuie l'initiative visant à donner au continent un siège (tournant) au Conseil de sécurité des Nations unies. En miroir, les délégués africains réaffirment quant à eux leur adhésion au principe « d'une seule Chine » et, si cela ne semblait pas assez clair, soulignent qu'à leurs yeux Taïwan a vocation à revenir dans le giron de Pékin.

Une oreille attentive

Ces bases étant posées, les objectifs futurs sont définis. Augmenter les investissements croisés, transformer les « zones de coopération économique » chinoises en Afrique en « zones de démonstration de la coopération Chine-Afrique sur la chaîne industrielle et d'approvisionnement », doper les échanges commerciaux, aller vers une croissance verte, abaisser les droits de douane, promouvoir les produits africains en Chine, aider à la mise à niveau technologique du continent, tracer des routes logistiques efficaces et sûres…

L'idée de coopération militaire, si elle reste traditionnellement discrète dans la relation sino-africaine, n'est pas oubliée. En outre, Pékin aborde pour la première fois la question des secteurs sportif et culturel. Autant de petites touches qui, progressivement, semblent dessiner un nouveau type de relation. Les documents publiés à l'issue du forum de Dakar regorgent d'ailleurs de formules évoquant « une nouvelle marche », « un nouveau chapitre » ou « un nouveau palier ».

L'entente cordiale ainsi affichée est-elle réellement sans nuages ? Dans certaines chancelleries, on n'y croit guère. C'est sans doute Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères, qui s'est montré le plus offensif : « La nouveauté, en Afrique, c'est qu'il commence à y avoir une déception très claire à l'égard des Chinois. Les responsables africains se sont rendu →

HUAWEI, EN AFRIQUE, POUR L'AFRIQUE.




Plus de 100 000 km de fibres optiques déployés dans la région Northern Africa


5 millions de ménages desservis en haut débit dans la région Northern Africa


6 000 employés dans la région Northern Africa, dont 81% de locaux


Plus de 1 000 villages et 2 millions de personnes reliés dans les zones rurales africaines grâce à la solution RuralStar



→ compte qu'il s'agissait d'un marché de dupes », a-t-il déclaré lors d'une interview réalisée quelques jours avant le Focac. Cette sortie a provoqué une réplique sans appel de la diplomatie chinoise, qui, tout en exprimant sa « stupéfaction », a surtout invité la France à « prêter une oreille attentive à ce que disent les Africains ».

Plus finement peut-être, les Américains tentent quant à eux de regagner le terrain perdu lors de la présidence de Donald Trump. Une semaine avant le sommet Chine-Afrique, on a ainsi vu à Dakar le secrétaire d'État, Antony Blinken. En octobre, c'est Jon Finer, l'un des conseillers à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, qui était venu parler de défense et de sécurité en Mauritanie, au Nigeria et en Guinée équatoriale. Le choix de ce dernier pays était sans doute tout sauf un hasard : selon des rumeurs insistantes, Pékin et Malabo auraient signé un accord prévoyant la création d'une base navale militaire chinoise sur la côte équato-guinéenne.

Des initiatives dont on doute, pour l'heure, qu'elles soient susceptibles d'écorner sérieusement une relation sino-africaine qui, plus de vingt ans après la tenue du premier forum de coopération, semble singulièrement solide... ●

Test positif pour Pékin

Livraison de masques, promesse de fournir 1 milliard de doses de vaccin en 2022… À la faveur de la pandémie de Covid, et malgré quelques couacs, les Chinois ont renforcé leur aide en matière de santé.

On a d'abord parlé d'une « diplomatie du masque »... Au début de 2020, alors que le monde entier se confinait pour tenter d'enrayer la propagation du Covid-19, la plupart des pays s'apercevaient que les masques, blouses et gants dont ils imposaient le port n'étaient pas disponibles. Ou, sinon, en nombre très insuffisant.

C'est alors la Chine qui a envoyé en Afrique les premiers stocks de masques, d'abord à l'initiative du milliardaire Jack Ma. Depuis, le soutien que Pékin apporte au continent dans sa lutte contre le virus ne s'est pas démenti, même si le partenariat a connu quelques ratés.

Mais, à écouter les responsables politiques comme les professionnels de santé du continent, si l'aide chinoise n'a pas toujours été sans défaut, elle a été constante. Tandis que les États occidentaux, qui avaient juré de tout faire pour endiguer la pandémie partout dans le monde, se ruaient sur les premiers stocks et les confisquaient à leur profit, Pékin a, dès qu'il l'a pu, fourni des vaccins à l'Afrique.

Lors du sommet de Dakar, Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, dont le pays est le plus touché du continent, a clairement résumé le sentiment général : « Le Covid a montré que le fossé entre pays pauvres et pays riches pouvait se creuser. Il a mis en exergue nos divisions, mais nous a aussi rapprochés. La Chine a, dès le début, apporté un soutien sans faille à l'Afrique. »

Besoins immenses

Aujourd'hui, le partenariat va bien au-delà de la simple fourniture de masques ou de vaccins. Ainsi, le groupe chinois BGI a financé l'usine de tests du Covid qui s'est ouverte en septembre 2020 en Éthiopie, ou le laboratoire de tests de l'aéroport d'Addis-Abeba, pendant que Sinovac s'alliait avec le producteur local Vacsera pour faire de l'Égypte le premier État fabricant de vaccins anti-Covid du continent.

En annonçant que son pays allait fournir 1 milliard de doses à l'Afrique en 2022 – dont 40 % seront coproduites sur place –, le président Xi Jinping a amplifié le mouvement. « L'Afrique importe 80 % de ses produits de santé et ne représente que 3 % de la production pharmaceutique mondiale », a souligné Radia Houari Chmanti, la patronne de Spimaco Maroc, lors du Forum de Dakar. Les besoins restent donc immenses : en 2020, le cabinet McKinsey a estimé que le marché continental de la pharmacie s'élevait à 65 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter plus de 10 milliards depuis l'apparition du Covid. ●

Olivier Marbot



Sur un site de production de vaccins Sinovac, en Égypte.

AMR ABDALLAH DALSH/REUTERS

COMMUNIQUÉ

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'HIVER DE BEIJING 2022

Les Jeux Olympiques d'Hiver de Beijing 2022 se tiendront du 4 au 20 février. La capitale chinoise est en passe de devenir la première ville à accueillir à la fois les éditions estivale et hivernale des Jeux Olympiques. A l'approche de ce grand événement, nous vous présentons un aperçu général des Jeux.



Stade national

TORCHE DE BEIJING 2022

La torche de Beijing 2022 porte le nom « Flying ». L'emblème de Beijing 2022 se situe sur la partie centrale de la torche, alors que la ligne rouge tourbillonnant sur son corps représente autant la Grande Muraille, les pistes de ski que la quête incessante de l'humanité vers la lumière, la paix et l'excellence. Composée de fibres de carbone, la torche est légère, résistante aux hautes températures et alimentée par de l'hydrogène. Elle s'inscrit dans les efforts pour organiser des « Jeux verts et de haute technologie ».

MASCOTTE DE BEIJING 2022

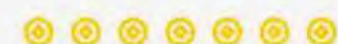
Bing Dwen Dwen et Shuey Rhon Rhon sont respectivement les mascottes des Jeux olympiques et paralympiques de Beijing 2022. La première est un panda alors que la deuxième est une Lanterne chinoise. Entièrement vêtu d'une « coquille » de glace, Bing Dwen Dwen représente la puissance physique et mentale des Olympiens. Ressemblant à un astronaute, il rend hommage à l'adoption des nouvelles technologies. La lanterne chinoise est un symbole culturel chinois évoquant les récoltes, la célébration, et la luminosité. La forme de Shuey Rhon Rhon est inspirée de l'artisanat des dentelles en papier découpé, des ornements Ruyi, et d'autres éléments traditionnels. Le tout exprimant le souhait d'une meilleure inclusion des personnes handicapées et de davantage de compréhension entre les cultures du monde.



SITES DE BEIJING 2022



Les sites des Jeux d'Hiver de 2022 ont été répartis sur trois zones : Beijing, Yanqing et Zhangjiakou.



La zone de Beijing

Ce pôle, situé dans le centre de Beijing, accueillera principalement les sports sur glace.

LE STADE NATIONAL

Également connu sous le nom de «Nid d'oiseau» en raison de sa conception unique, ce stade sera le théâtre des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux.



ANNEAU NATIONAL DE PATINAGE DE VITESSE

Ce site a reçu le surnom de «Ruban de Glace» et accueillera les compétitions de patinage de vitesse.



CENTRE AQUATIQUE NATIONAL

Vu sa structure en forme de boîte, ce centre porte le surnom de «Cube d'eau». Il accueillira les compétitions de curling.



BIG AIR DE SHOUGANG

Sans doute le site le plus unique des Jeux, il a été construit sur l'emplacement d'une ancienne aciérie et accueillera les compétitions de big air en ski acrobatique et en snowboard.

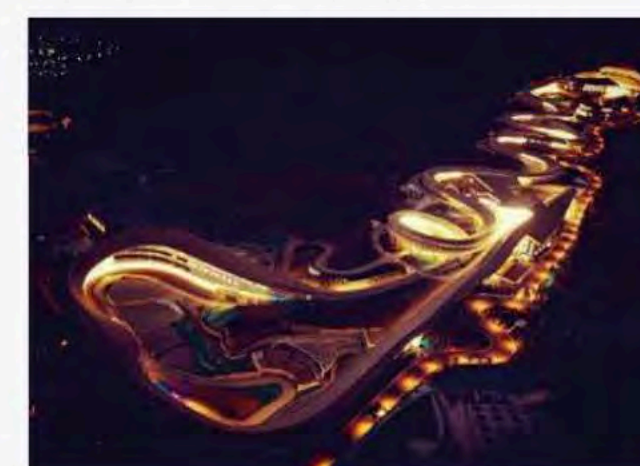



Centre aquatique national

La zone de Yanqing

Yanqing est une banlieue de Beijing qui regorge de sources thermales, de parcs nationaux et de stations de ski. Cette zone accueillera les épreuves de ski alpin ainsi que celles de glisse: bobsleigh, luge et skeleton.

CENTRE NATIONAL DE GLISSE



CENTRE NATIONAL DE SKI ALPIN





La zone de Zhangjiakou

Zhangjiakou est une destination de ski très prisée en Chine. Les sites seront le théâtre de la majorité des épreuves de ski et de snowboard.

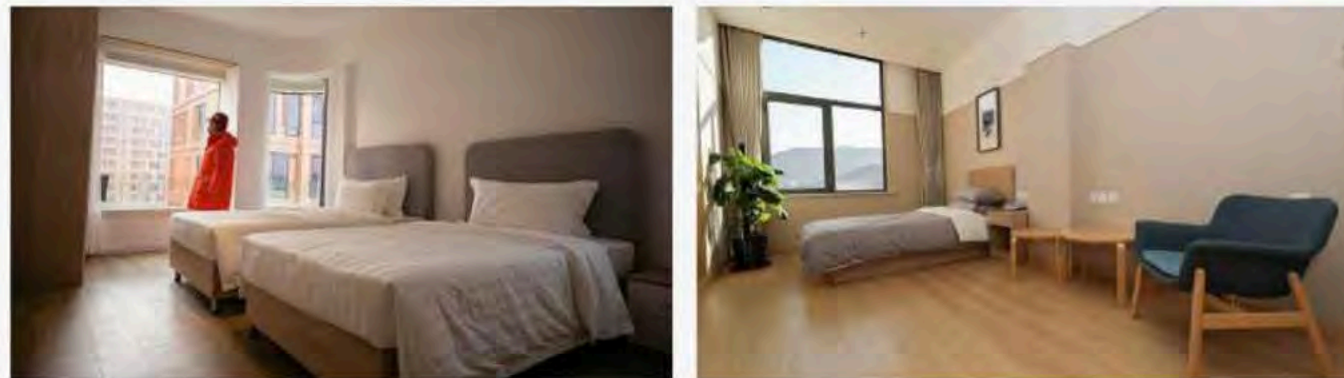
CENTRE NATIONAL DE SKI DE FOND



CENTRE NATIONAL DE SAUT À SKI



VILLAGE OLYMPIQUE DE BEIJING 2022





SLOGAN DE BEIJING 2022
«TOGETHER FOR A SHARED FUTURE»

La devise officielle des Jeux est « Ensemble pour un avenir commun». Ces mots reflètent la nécessité pour la communauté Internationale de s'unir en vue d'avancer ensemble vers de meilleurs lendemains, particulièrement pendant les difficultés que le monde traverse avec la pandémie de COVID-19.



MÉDAILLES DE BEIJING 2022

Les médailles des Jeux appelées « Tong Xin », signifiant « Ensemble nous ne formons qu'un », sont composées de cinq cercles et d'un centre. Ce design s'inspire des anciens pendentifs chinois en jade et les cinq cercles concentriques font écho à l'esprit olympique qui unifie les peuples et à la splendeur des Jeux qui sera partagée à travers le monde.



Pendentif de jade (à gauche) datant de la dynastie Han.

Pendentif de jade (à gauche) provenant du site archéologique de Lingjiatan, à Anhui, en Chine.

JAMG - PHOTOS DR



En février 2019, alors ambassadeur en Turquie, lors d'une interview organisée à Ankara.

ECE TOKSABAY/REUTERS

DIPLOMATIE

Deng Li

Vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine

« L'amitié sino-africaine est sortie consolidée de la crise sanitaire »

Accès au vaccin, engagements pris lors du Focac de Dakar, question de la dette, déséquilibre des échanges commerciaux… Le diplomate revient sur les grands enjeux qui sont au cœur de la relation entre son pays et le continent.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER MARBOT

Entré au ministère chinois des Affaires étrangères en 1987, Deng Li occupe depuis 2021 le poste de vice-ministre chargé de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique, de l'Europe, ainsi que des affaires consulaires et des archives. Ce diplomate de 56 ans a notamment été en poste en Mauritanie, en Algérie et en Turquie, mais aussi en Belgique et en France. Pour *Jeune Afrique*, il évoque les grands sujets au cœur de la relation sino-africaine et détaille les engagements pris par son pays lors du forum de coopération organisé à Dakar à la fin de novembre 2021.

Jeune Afrique : Trois ans après l'édition 2018 du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), qui s'était tenue à Pékin, comment la relation entre votre pays et le continent a-t-elle évolué, notamment dans le contexte du Covid-19 ?

Deng Li : Face à la pandémie de Covid-19, survenue avec une grande soudaineté, la Chine et l'Afrique se sont soutenues mutuellement et ont engagé un combat solidaire et vigoureux contre le virus. L'amitié sino-africaine en est sortie consolidée. Il s'agit d'une nouvelle illustration de l'essence même d'une « communauté d'avenir partagé Chine-Afrique ». En juin 2020, le sommet extraordinaire Chine-Afrique sur la solidarité contre le Covid-19 s'est tenu avec succès, faisant de la Chine le premier pays du monde à avoir organisé avec l'Afrique un sommet consacré à la réponse sanitaire. Une nouvelle impulsion a ainsi été injectée dans la lutte sanitaire africaine et dans la promotion de la coopération internationale contre l'épidémie.

Lorsque la Chine traversait des moments difficiles dans son combat contre le virus, les pays africains, l'Union africaine (UA) et d'autres organisations régionales ont exprimé par divers moyens une solidarité forte et apporté un soutien actif à la riposte sanitaire chinoise. Quand l'Afrique a été touchée par l'épidémie, la Chine, en mobilisant les ressources des collectivités locales, des entreprises et des associations populaires, a fourni à 53 pays africains et à l'UA 120 lots de matériel médical pour l'aide d'urgence, dont des kits de test, des combinaisons de protection, des masques, des lunettes de protection et des respirateurs. Elle a partagé activement ses expériences avec les pays africains, envoyé à 17 d'entre eux des groupes d'experts médicaux ou des équipes médicales en mission de courte durée, et œuvré afin que le projet du siège du CDC Afrique soit mis en chantier plus tôt que prévu.

En fournissant des aides anti-Covid-19 aux États africains et aux autres nations du monde, notre pays a réalisé l'opération d'aide humanitaire la plus vaste et la plus difficile à mettre en œuvre depuis la fondation de la Chine nouvelle.

Estimez-vous, comme beaucoup sur le continent, que les grands pays occidentaux ont fait preuve d'égoïsme ?

Le Covid-19 est une pierre de touche. Quand certains pays accaparent un nombre de doses de vaccin largement supérieur à leurs besoins réels, de nombreux pays africains se battent pour en acquérir le minimum nécessaire. C'est extrêmement injuste et totalement inacceptable. Dès la mise sur le marché de ses vaccins, la Chine, elle, a commencé à faire des dons de vaccins à l'Afrique, malgré les difficultés dans l'approvisionnement pour sa propre population, et appelé à faire des vaccins un bien public mondial. Jusqu'ici, elle a fourni à 45 pays africains et à la Commission de l'UA plus de 200 millions de doses de vaccin et développé avec l'Égypte, l'Algérie et le Maroc des projets de production conjointe.

Lors de la 8e conférence ministérielle du Focac, qui s'est tenue à la fin de novembre 2021, le président Xi Jinping a annoncé que la Chine fournirait à l'Afrique 1 milliard de doses de vaccin supplémentaires, dont 600 millions sous forme de don et 400 millions sous forme de production conjointe entre des entreprises chinoises et les pays africains concernés. Il s'agit du plus important projet d'assistance en vaccins destiné à l'Afrique, et il est assuré par un seul pays depuis l'apparition du Covid-19. Une façon de contribuer énergiquement à la réalisation de l'objectif fixé par l'UA de vacciner 60 % de la population africaine d'ici à la fin de 2022.

L'insécurité d'une région mettra en danger le monde entier. La lutte contre le Covid-19 met en jeu les intérêts de toute l'humanité. Aucun pays ne pourra s'en sortir seul, et l'égoïsme ne mènera nulle part. La Chine se battra côte à côte avec l'Afrique pour triompher de cette épreuve. La communauté internationale doit également renforcer la solidarité, soutenir et aider les pays aux systèmes de santé vulnérables à relever leurs défis, en vue de bâtir ensemble une communauté de santé pour tous.

> « **La Chine a été le premier pays du monde à organiser avec l'Afrique un sommet consacré à la réponse sanitaire à la pandémie de Covid-19.** »

De plus en plus de pays s'intéressent à l'Afrique et cherchent à y proposer leurs services, à y nouer des partenariats. Est-ce une forme de concurrence pour la Chine ?

Ces dernières années, l'Afrique a travaillé à accélérer son intégration et a réalisé d'importants progrès dans la construction de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Son potentiel de développement n'a cessé de se libérer, et son poids sur la scène internationale grandit chaque jour. Elle s'affirme aujourd'hui comme un « continent d'espoir » et une « terre de développement ». De plus en plus de pays tournent leur regard vers elle et y ont augmenté leurs investissements. C'est une bonne chose pour le développement local, et nous nous en félicitons.

Soutenir le développement de l'Afrique est une responsabilité commune de la communauté internationale. La coopération sino-africaine n'a jamais été une coopération fermée ni exclusive. Pékin considère depuis toujours que l'Afrique doit être le terrain d'une coopération internationale, et non le théâtre d'une bataille entre les grandes puissances. Nous adoptons une attitude d'ouverture et d'inclusion à l'égard de la coopération internationale avec l'Afrique, et nous rejetons le jeu à somme nulle et l'approche « gagnant-perdant ». En 2021, le président Xi Jinping a lancé l'initiative pour le développement mondial, et la Chine et l'Afrique ont lancé conjointement l'initiative sur le partenariat pour le développement de l'Afrique. L'un des objectifs est de consolider le consensus international sur la coopération avec l'Afrique et de former une synergie pour soutenir le continent.



Livraison de 200 000 doses de vaccin Sinopharm offertes au Zimbabwe, à l'aéroport de Harare, en février 2021.

TAFADZWA UFUMELI/GETTY IMAGES VIA AFP

La Chine, fidèle au principe de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié, de bonne foi et de recherche du plus grand bien et d'intérêts partagés, continuera de développer le dialogue et les échanges avec ses partenaires africains. Nous serons heureux de voir différents acteurs de la communauté internationale développer leur coopération avec le continent, en respectant sa souveraineté et en écoutant sa voix. Chacun a à valoriser ses atouts respectifs pour apporter des bénéfices réels aux peuples africains et aider la zone à vaincre rapidement l'épidémie tout en mettant en œuvre la reprise économique.

> « **Le continent doit être le terrain d'une coopération internationale, et non le théâtre d'une bataille entre grandes puissances.** »

L'initiative pour le développement mondial et celle sur le partenariat pour le développement de l'Afrique ont été chaleureusement saluées et soutenues par les pays concernés. Nous espérons que les différentes parties engagées dans la coopération internationale avec le continent pourront y prendre une part active afin de donner ensemble une forte impulsion au développement durable sur place.

La question de la dette est un point sensible entre certains pays africains et la Chine. Est-ce un sujet de préoccupation côté chinois, et voyez-vous des solutions afin d'améliorer la situation des pays concernés ?

Ces dernières années, l'Afrique a œuvré activement à son développement économique et social, mais l'insuffisance financière constitue le principal goulot d'étranglement qui freine son redressement.

En tant qu'amie et partenaire sincère de l'Afrique, la Chine attache une haute importance à la soutenabilité des dettes locales, et a développé avec

la partie africaine une coopération pragmatique et efficace sur l'investissement et le financement, selon le principe du développement intensif, dans le respect de la volonté des Africains et en fonction des besoins réels du continent. Ce qui a été salué unanimement par les pays africains.

Notre pays attache une grande importance à la question de la dette africaine et travaille avec la communauté internationale à mettre pleinement en œuvre l'initiative du G20 sur la suspension du service de la dette (ISSD). Elle a signé des accords ou trouvé des consensus successivement avec 19 pays africains sur la suspension du service de la dette, et participé activement au traitement des dettes du Tchad et de l'Éthiopie dans le Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette. Nous sommes le premier pays en matière de suspension des remboursements parmi les membres du G20, avec un montant s'élevant à 1,3 milliard de dollars américains jusqu'à la fin de 2020.

Lors de la 8e conférence ministérielle du Focac, le président Xi Jinping a annoncé que Pékin annulerait les dettes non remboursées liées aux prêts intergouvernementaux sans intérêts arrivant à échéance à la fin de 2021 des pays les moins avancés de l'Afrique, et serait prêt à réallouer aux pays africains 10 milliards de dollars américains de sa nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux émis par le FMI. Cela illustre pleinement la volonté sincère de la partie chinoise d'aider les pays africains à alléger la pression de la dette et à promouvoir leur reprise économique.

Au fond, la question de la dette africaine est une problématique du développement qui ne peut être

« **La Chine travaille avec la communauté internationale à mettre en œuvre l'initiative du G20 sur la suspension du service de la dette.** »

réglée qu'à travers ce dernier, avec l'accent mis sur le renforcement des capacités de développement autonome des pays concernés.

La Chine mettra activement en œuvre les acquis de la 8e conférence ministérielle du Focac et travaillera avec la communauté internationale, conformément au principe d'action commune et de partage équitable des charges, à bien gérer les dossiers africains dans le cadre de l'ISSD et du Cadre commun du G20. Mais aussi à pousser les institutions financières multilatérales et les créanciers privés à prendre des actions plus énergiques pour accroître leur soutien à l'Afrique. Nous appelons le FMI à mettre en place une procédure d'allocation de prêts plus flexible en faveur du continent et à promouvoir la réforme institutionnelle nécessaire pour aider les pays africains à réaliser au plus tôt un développement autonome et durable, et à éliminer les causes profondes de la question de la dette.

Le soutien financier à l'Afrique annoncé en 2018 était impressionnant. En 2021, à Dakar, de nombreuses mesures d'aide ont également été présentées, mais de façon plus éparse et selon des modalités plus variées. Comment l'interpréter ?

La conférence de Dakar a adopté quatre documents finaux, soit plus que lors de toutes les conférences précédentes, ce qui traduit la forte volonté de la Chine et de l'Afrique de travailler ensemble pour surmonter les défis, promouvoir le développement et bâtir un avenir meilleur. Cela montre également l'énorme potentiel et les vastes perspectives de la coopération sino-africaine. Les « neuf programmes » annoncés à Dakar s'inscrivent dans la continuité des « dix programmes de coopération » du sommet de Johannesburg et des « huit initiatives majeures » du sommet de Beijing, mais ils présentent aussi des dimensions nouvelles.

La Chine et l'Afrique continueront de renforcer la coopération dans les domaines traditionnels tels que le commerce, l'investissement, le développement vert, les échanges humains et culturels, la paix et la sécurité. Mais la priorité sera accordée aux domaines de la santé, de la réduction de la pauvreté et de l'agriculture. Quant à l'innovation numérique, elle constituera un nouveau pôle de croissance dans la coopération. Autant de mesures proposées qui répondent parfaitement au souhait ardent de l'Afrique de combler le fossé vaccinal et de réduire son déficit de développement, et qui correspondent tout à fait au besoin réel d'une montée en gamme de la coopération sino-africaine.



WANG SHENGWEI/XINHUA VIA AFP

Les produits issus de l'agriculture africaine bénéficieront d'une aide particulière en vue de l'exportation vers la Chine. Des agronomes vont être envoyés sur le continent, comme dans ce village kényan, en 2018.

Lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence de Dakar, l'annonce de mesures majeures par le président Xi Jinping, comme la fourniture de 1 milliard de doses de vaccin supplémentaires à l'Afrique, a été hautement appréciée par les délégués des membres africains du forum. L'une des meilleures preuves de notre volonté de nous engager pleinement dans la collaboration.

Dans le cadre de ces « neuf programmes », la Chine exécutera 80 projets d'aide. Elle mettra en place une plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés, encouragera ses entreprises à investir au moins 10 milliards de dollars américains sur le continent dans les trois ans à venir et accordera à l'Afrique une ligne de financement du commerce extérieur ainsi qu'une ligne de crédit, de 10 milliards de dollars américains chacune, pour soutenir le développement des exportations et des PME africaines.

Ces mesures concrètes répondent aux besoins les plus urgents des pays locaux en matière de développement, ainsi qu'à la tendance générale de la coopération internationale pour le développement. Elles traduisent la forte volonté de la Chine de maintenir l'intensité de ses investissements en Afrique et l'élan de sa coopération avec elle. Cela permettra certainement d'impulser une nouvelle dynamique à la reprise économique en Afrique dans l'après-Covid-19.

La Chine travaillera de concert avec l'Afrique à bien mettre en œuvre les acquis de la conférence de Dakar, pour apporter sa part de contribution au développement durable de la zone dans l'après-Covid-19. Voire pour

réaliser de nouveaux progrès encore plus importants dans le développement des relations sino-africaines.

Plusieurs pays africains demandent un meilleur équilibre des échanges commerciaux sino-africains. Comment répondre à cette attente ?

La Chine et l'Afrique sont des partenaires commerciaux importants. Pékin poursuit depuis toujours le principe du bénéfice mutuel dans le renforcement de sa coopération économique et commerciale avec le continent, et ne recherche jamais d'excédents commerciaux. Notre pays œuvre activement à importer plus de produits africains, notamment des produits en dehors des ressources naturelles, pour promouvoir un développement équilibré du commerce sino-africain.

Ces dernières années, la Chine a adopté bon nombre de mesures concrètes pour importer plus de produits africains en dehors des ressources naturelles. Première d'entre elles : l'élargissement des canaux d'importation. Tous les deux ans,

> « **Notre pays est le deuxième contributeur au budget des opérations onusiennes de maintien de la paix sur le continent.** »

nous organisons l'exposition économique et commerciale Chine-Afrique avec les pays africains, et nous avons mis en place un centre de distribution, d'échange et de transformation des produits africains en dehors des ressources naturelles à Changsha, au Hunan, ainsi qu'un centre d'exposition des produits africains à Yiwu, au Zhejiang.

Deuxième point, la facilitation des échanges commerciaux. Nous avons accordé un taux de tarif douanier nul à 97 % des produits des 33 pays africains les moins avancés, et, à l'avenir, nous élargirons la couverture de ce traitement. La Chine et l'Afrique ont coopéré activement en matière de normes, de contrôle de la qualité et de reconnaissance mutuelle. Grâce à la mise en place de « corridors verts », les procédures d'accès au marché chinois pour les produits agricoles africains seront encore accélérées.

Troisième mesure essentielle, la mobilisation des soutiens financiers. Dans le cadre des « huit initiatives majeures » annoncées au sommet de Beijing, nous avons créé un fonds spécial de 5 milliards de dollars américains pour le financement des importations en provenance de l'Afrique. Il apportera un soutien financier à toute entreprise désireuse d'importer des produits africains dans notre pays.

Beaucoup de producteurs du continent aimeraient pouvoir accéder plus simplement au marché chinois. Qu'est-ce qui peut être fait dans ce domaine ?

C'est le quatrième point que je voulais aborder : nous allons mettre en place de nouvelles plateformes d'e-commerce. Nous encourageons les producteurs africains à utiliser ces plateformes de vente en ligne pour vendre aux consommateurs chinois des produits locaux de qualité tels que café, fleurs, fruits et vin. Lors de la saison de promotion en ligne des produits africains, qui s'est tenue au second semestre de 2021 en Chine, de nombreux produits africains ont été vendus très vite, et le chiffre d'affaires a été de plus de 50 millions de yuans RMB [7 millions d'euros]. Quant au domaine des services, les exportations africaines vers la Chine ont connu une hausse annuelle de 20 % en moyenne depuis 2017.

La Chine adopte une attitude active quant à l'ouverture de son marché aux pays africains, afin de les aider à accroître la valeur ajoutée des produits exportés et à passer du rang de fournisseurs de matières premières à celui de fabricants dans la chaîne industrielle mondiale.

Lors de la cérémonie d'ouverture de la 8e conférence ministérielle du Focac, Xi Jinping a annoncé que la Chine et l'Afrique mettraient en œuvre ensemble un programme pour la promotion du commerce et un programme pour la promotion de l'investissement. Ces mesures concrètes répondent à la demande répétée de l'Afrique d'augmenter ses exportations vers la Chine et constituent une preuve éloquente des efforts chinois en vue d'un développement équilibré du commerce sino-africain. Je suis convaincu que, avec la mise en œuvre des mesures annoncées à Dakar, les échanges commerciaux sino-africains atteindront un niveau plus élevé et apporteront plus de bénéfices aux peuples africains.



Des Casques bleus chinois en poste à Djouba, au Soudan du Sud, en 2017.

SAMIR BOL/REUTERS

Comment évoluera la coopération sino-africaine dans les domaines de la sécurité et du militaire ? La poussée de la menace terroriste au Sahel peut-elle inciter la Chine à accroître sa coopération ?

La paix et la sécurité sont le préalable et la garantie pour le développement du continent. Dans le contexte épidémique, les instabilités s'accentuent en Afrique, et les menaces sécuritaires non conventionnelles comme le terrorisme et la piraterie pèsent lourd sur le Sahel et le golfe de Guinée.



Pékin souhaite poursuivre ses partenariats dans les domaines militaire et sécuritaire, à l'image de cette formation des forces kényanes aux arts martiaux. Mais toujours dans le cadre de missions internationales.

THOMAS MUKOYA/REUTERS

Depuis de longues années, la Chine soutient les efforts des pays africains pour promouvoir des solutions locales aux problèmes locaux. Elle a tenu la première édition du Forum Chine-Afrique sur la paix et la sécurité et le Dialogue sino-africain sur la mise en œuvre de l'initiative pour la paix et la sécurité, et travaillé activement à honorer son engagement de fournir à l'UA 100 millions de dollars américains d'aide militaire sans contrepartie, et 80 millions de dollars américains d'aide militaire supplémentaire, dont 300 millions de yuans RMB ont été alloués pour soutenir la force conjointe du G5 Sahel.

Dans le même temps, elle a appelé les Nations unies à fournir des soutiens financiers durables aux opérations autonomes de maintien de la paix dans les pays africains. Elle a ainsi joué un rôle unique et constructif pour la paix et la sécurité sur le continent.

Les dirigeants chinois insistent toujours sur le fait qu'ils ne veulent intervenir dans le domaine sécuritaire que dans un cadre multilatéral, généralement sous l'égide des Nations unies. Ce principe reste-t-il d'actualité ?

Lors du dernier Focac, le président Xi Jinping a annoncé les « neuf programmes » à mettre en œuvre dans la coopération avec l'Afrique pour les trois ans à venir, dont celui pour la paix et la sécurité. Dans le cadre de la mise en œuvre des acquis de la conférence, la Chine réalisera pour l'Afrique dix projets dans les domaines de la paix et de la sécurité, mènera des échanges et de la coopération dans des domaines tels que l'éducation, l'entraînement et la médecine militaires, ou encore la logistique ainsi que la sécurité en mer. Notre pays soutiendra aussi les efforts africains visant à réaliser l'initiative Faire taire les armes.

La Chine est le deuxième contributeur au budget des opérations onusiennes de maintien de la paix, et le premier pourvoyeur de Casques bleus en Afrique parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Elle continuera de participer aux opérations de maintien de la paix sur le continent, mais aussi de faire progresser la coopération en matière d'exercices conjoints et de formation sur place.

Par ailleurs, nous appelons la communauté internationale à travailler, dans la perspective d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et à la lumière de la vision d'une sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, à accompagner les pays africains dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Nous les appelons également à persévérer dans leurs efforts visant à développer l'économie, à éliminer la pauvreté et à améliorer le bien-être social, en vue d'établir une paix et une sécurité durables en Afrique, et d'éradiquer les causes profondes qui sous-tendent les questions de la paix et de la sécurité. ●

GRAND FORMAT **CHINE**



Construction d'une tour par China State Construction Engineering Corp, dans le cadre du mégaprojet de nouvelle capitale administrative, à 45 km à l'est du Caire.

MOHAMED ABD EL GHANY/REUTERS

COOPÉRATION

Mieux avec moins

Si les financements chinois restent indispensables pour nombre de pays, la dette de certains d'entre eux commence à poser problème. De son côté, le géant asiatique se montre plus prudent avant de consentir des prêts au continent.

ALAIN FAUJAS

Il y a eu les années 2010 un peu folles, où, désireuse de séduire les dirigeants des pays en développement du monde entier, la Chine vantait ses Nouvelles Routes de la soie, alias Belt and Road Initiative (BRI). Un cadre dans lequel elle proposait à ces États de financer, sans regarder de trop près leur gouvernance et leur respect des droits humains, des ouvertures de mines ou la construction d'infrastructures (ports, routes, barrages, lignes électriques, voies ferrées, gazoducs, aéroports).

De telles opérations « clés en main » ne se refusaient pas, d'autant que, à la différence des bailleurs de fonds multilatéraux et des donateurs bilatéraux, l'Exim Bank of China ou la China Development Bank débloquaient sans barguigner les fonds nécessaires à des chantiers qui glorifiaient les gouvernants africains signataires des contrats.

L'accumulation des dettes colossales ayant commencé à apparaître à la fin de la dernière décennie, sans

toutefois remettre en question le partenariat. Les accords passés ne sont pas toujours parfaits, entendait-on alors du côté africain, mais, concrètement, les Chinois sont les seuls ou presque à nous construire les infrastructures dont nous avons besoin et à nous proposer des solutions de financement. Discours qui reste d'ailleurs bien présent aujourd'hui. Mais qui s'accompagne d'un autre, plus critique, sur la soutenabilité d'une dette qui, globalement, a grimpé sur le continent d'une manière impressionnante.

Selon une étude coordonnée par l'université américaine Johns-Hopkins, les prêts consentis au continent par les institutions financières chinoises de 2007 à 2018 ont concerné plus de 5 000 projets et dépassé les 207 milliards de dollars. Officiellement. Les véritables montants pourraient en réalité être encore plus importants, en raison de ce qu'on appelle la « dette cachée ».

En effet, pour contourner les règles prudentielles du FMI et ne pas effrayer les marchés, certains prêteurs chinois et leurs obligés africains ont signé des clauses confidentielles, selon le rapport « How China Lends », publié en mars par le Peterson Institute for International Economics, AidData, le Center for Global Development et le Kiel Institute.

Interventions de la société civile

Entre clauses sécurisant les prêts par des collatéraux (adossement à des biens physiques ou à des fonds bloqués dans un compte spécial sans libre disposition des sommes) et mentions excluant la possibilité de restructurer le prêt, c'est-à-dire d'allonger sa durée de remboursement ou de réduire le capital restant dû, des difficultés ont été mises en avant, et, dans certains pays, la société civile est montée au créneau.

C'est le cas au Kenya, où deux activistes, Wanjiru Gikonyo et Khelef Khalifa, convaincus que le pays était dans l'incapacité de rembourser le chemin de fer Nairobi-Mombasa, que le géant asiatique lui avait livré en 2017, ont demandé en juin 2021 à consulter les études et les contrats relatifs à la construction et à l'exploitation du projet, pour s'assurer que le port de Mombasa ne serait pas utilisé comme garantie en cas de défaut kényan. Après avoir laissé planer le doute, le président Kenyatta faisait machine arrière. Un autre pays a emboîté le pas au Kenya : la Zambie, où la transparence des contrats de prêts est aussi devenue une revendication essentielle de la société civile.

D'autres pays, à l'image de la République du Congo, sont parvenus à négocier une restructuration de leur dette, et nombre de responsables africains présents au Forum de Dakar, à la fin de novembre 2021, continuaient à remercier leur partenaire chinois pour son aide. Hasard ou non : le Forum se tenait d'ailleurs dans le quartier, en pleine émergence, de Diamniadio où nombre de bâtiments flambant neufs sont l'œuvre d'entreprises chinoises.

Pékin a voulu remettre de l'ordre dans le monde du BTP et dans celui des transports. La prudence est désormais de mise.

Pékin, toutefois, semble avoir entendu le message et a accepté de rejoindre le Club de Paris, qui entend organiser les restructurations des dettes souveraines. Tout en prévenant que la majorité des prêteurs chinois sont bien « privés », ce qui exclut une restructuration de leurs créances. Autrement dit, Exim Bank est publique, mais pas la China Development Bank, qui tient à récupérer ses créances. La Chine met un pied dans le multilatéralisme tout en continuant dans bien des cas à négocier des arrangements financiers bilatéraux avec ses débiteurs à la peine.

Il faut dire, et cela aide à comprendre la complexité des interventions chinoises en Afrique, que les acteurs engagés sont très divers. « Certains sont compétents et bien organisés, analyse Benoît Chervalier, enseignant à Sciences-Po et à l'Essec. À l'évidence, Pékin a voulu remettre de l'ordre dans le monde du BTP et dans celui des transports. La Banque centrale et le ministère des Finances ont tiré la sonnette d'alarme devant certains excès. La prudence est de mise, car les moyens pour mener à bien des projets pharaoniques n'existent plus. La crise sanitaire a rendu tout le monde plus raisonnable. »

Recentrage financier

Tout le monde est plus raisonnable… Et les Chinois, moins focalisés sur les projets dispendieux. À Dakar, le projet des « nouvelles routes de la soie » était encore bien présent, mais de façon moins spectaculaire que trois ans plus tôt à Pékin, et beaucoup ont eu le sentiment d'un recentrage en matière de financement du développement africain. Xi Jinping a certes annoncé 80 projets d'aide, la mise en place d'une plateforme de promotion des investissements privés et des lignes de financement du commerce extérieur et de crédit, mais les initiatives annoncées paraissaient plus diverses et moins spectaculaires. « Le président chinois est resté dans le vague, promettant 10 milliards de dollars d'investissements privés dans le secteur productif au cours des prochaines années et une multitude de doses de vaccin, commente Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS. Il a annoncé que son pays effacerait la dette des pays les plus pauvres, ce qui ne devrait pas excéder quelques dizaines de millions de dollars. Un geste qui reste de l'ordre du symbole. »

Côté africain, les demandes et les attentes évoluent aussi. Certains, comme Amadou Hott, le ministre sénégalais de l'Économie, ne demandent pas de prêts mais des fonds propres infiniment moins coûteux. Le président congolais Tshisekedi et son homologue sud-africain Ramaphosa voudraient, eux, que la Chine renforce son aide. Quant au président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, il souhaite que les financements des futurs travaux d'infrastructures soient mieux encadrés. Au moment où la Chine met le pied sur la pédale de frein niveau prêts, l'Afrique lui demande de faire plus… et mieux. ●


Grues chargeant de la bauxite en provenance de Guinée, dans le port de Binzhou.

FU KUN/VISUAL CHINA GROUP VIA GETTY IMAGES

Échanges commerciaux À quand le rééquilibrage ?

C'est l'un des principaux reproches adressés par les pays africains à la Chine : elle exporte beaucoup sur le continent, mais ne lui achète ses produits qu'avec une extrême parcimonie. L'intéressée assure avoir entendu le message.

« Nous avons beaucoup travaillé à sens unique par le passé, maintenant il faut œuvrer dans les deux sens. » Wen Gang, l'auteur de cette sentence, est le vice-président de China Communications Construction Company Limited (CCCC), l'un des principaux groupes chinois de travaux publics actifs sur le continent. Un conglomérat coté en Bourse mais contrôlé par l'État, ce qui laisse à penser que lorsque M. Gang s'exprime en public ses propos n'engagent pas que lui. « Cela ne veut pas dire que les entreprises africaines doivent aller en Chine, poursuit-il, mais au moins que les bénéfices soient mutuels ou multilatéraux. »

Cette idée d'une relation économique et commerciale fonctionnant à sens unique revient beaucoup lorsqu'on évoque les relations sino-africaines, en particulier les échanges commerciaux. Et les chiffres confirment cette impression : si les flux d'importation et d'exportation ne cessent d'augmenter entre la Chine et le continent depuis vingt ans, la balance reste désespérément déséquilibrée.

En 2019, dernière année pour laquelle les chiffres sont connus, l'empire du Milieu a exporté pour 113 milliards de dollars de marchandises vers l'Afrique et importé pour 95 milliards. Étudiée pays par pays, la situation se révèle cependant très hétérogène. La RDC, l'Angola et l'Afrique du Sud, principaux exportateurs vers la Chine, affichent un ratio positif grâce à leurs matières premières et à leurs hydrocarbures. Mais pour d'autres nations moins riches en ressources naturelles le bilan est cruel : la balance entre exportations et importations approche 1 pour 5 (Côte d'Ivoire), et même 1 pour 7 (Nigeria et Maroc).

Lors du sommet de Dakar, les présidents congolais et sud-africain ainsi que le ministre kényan des Affaires étrangères ont appelé à corriger ce déséquilibre persistant. Félix Tshisekedi s'est montré le plus explicite en appelant « à la rectification des conditions [du] partenariat » et à « équilibrer tant soit peu les échanges commerciaux ».

Importations facilitées

Les partenaires chinois assurent qu'ils partagent cet objectif et ont même évoqué des projets précis visant à faciliter l'importation de produits africains en Chine – en particulier ceux issus de l'agriculture –, leur référencement sur les plateformes de l'e-commerce et leur présence dans les grandes foires internationales. Le nouveau document bilatéral censé fixer les grandes orientations du partenariat à l'horizon 2035 confirme la volonté d'« augmenter les importations de produits hors ressources naturelles », afin de corriger l'impression persistante selon laquelle Pékin s'intéresse avant tout à l'Afrique pour son pétrole et ses minerais. Quant au président Xi Jinping, il a lui-même annoncé la création de « corridors verts » : des routes logistiques, mêlant rail et transport maritime, supposées faciliter et accélérer l'exportation de produits agricoles africains vers son pays. ●

Olivier Marbot

GRAND FORMAT **CHINE**

INVESTISSEMENTS

Place au secteur privé

Les premières sociétés chinoises à s'être implantées sur le continent étaient directement contrôlées par Pékin. Il en va tout autrement aujourd'hui, à la faveur de la diversification de la coopération.

OLIVIER MARBOT



ZACHARIAS ABUBEKER/AFP

Usine de fabrication de chaussures du groupe Huajian, mêlant main-d'œuvre locale et main-d'œuvre chinoise, dans la banlieue d'Addis-Abeba.

Le *storytelling* de la Chine peut paraître simplificateur. Mais lorsqu'il s'agit de raconter vingt ans de présence de ses acteurs économiques en Afrique – et même quarante, si l'on veut remonter aux balbutiements –, les slogans et formules de Pékin résument assez bien l'évolution de la situation. La stratégie, expliquent les spécialistes du China-Africa Business Council (CABC), qui ont publié en 2021 un volumineux document sur le sujet*, a d'abord été d'« entrer sur le continent ». Puis est venu le temps de « s'y installer » et, enfin, plus récemment, celui de « s'y impliquer ». On appréciera la subtilité des nuances, tout en constatant que les termes ne sont pas choisis au hasard : comme sur les plans diplomatique, sanitaire ou culturel, la Chine entend donner une nouvelle dimension à son partenariat avec l'Afrique en gommant l'impression d'une relation fonctionnant à sens unique. Bref, en « s'impliquant ».

La suite logique d'une aventure commencée timidement dans les années 1980 lorsque, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, le pays a décidé de libérer son économie et de se projeter hors de ses frontières. En Afrique, les premières manifestations ont été restreintes, relevant souvent de l'initiative individuelle et se cantonnant à quelques secteurs d'activité particuliers comme le commerce ou la restauration.

Durant la décennie 1990, la présence chinoise a pris plus d'ampleur, s'élargissant à l'industrie, tandis que les quantités exportées augmentaient et que Pékin commençait à accorder des prêts à un nombre croissant de pays. Mais, au niveau des entreprises, le mouvement restait modeste, avec, pour l'ensemble du continent, une centaine de projets d'investissements d'un montant total de 50 millions de dollars (44 millions d'euros).

Marché intérieur saturé

C'est au début du XXI^e siècle, au moment de la constitution du Forum de coopération sino-africain, que les échanges ont réellement explosé. La décennie 2000, expliquent les Chinois, fut celle des « petits pas rapides », avec une augmentation annuelle moyenne de 25 % des investissements en Afrique et des incitations de plus en plus fortes pour que les entreprises du pays s'implantent sur le continent.

Mouvement encore accentué durant les années 2010, au cours desquelles Pékin a identifié une nouvelle liste de domaines d'activité clés : industrie, agriculture, finance, infrastructures, santé… « C'était devenu une nécessité, insiste un expert qui étudie depuis vingt ans la stratégie de Pékin en Afrique. L'économie chinoise est dimensionnée pour une croissance annuelle de 7 % à 10 %. Quand celle-ci a commencé à fléchir, il a bien fallu trouver de nouveaux débouchés, en particulier dans des secteurs comme les travaux publics. Si le pays s'est mis à construire toutes ces grandes infrastructures à l'étranger, c'est aussi parce que son marché intérieur était saturé. Même le projet des Nouvelles Routes de la soie est, d'une certaine façon, une réponse à cette contrainte. »

La Chine, d'ailleurs, ne le conteste pas, et, dans le document du CABC, les experts reconnaissent que s'implanter en Afrique, voire y développer une activité manufacturière, permet aussi d'économiser des droits de douane et des frais logistiques. Après avoir massivement exporté sur le continent des marchandises « made in China », l'étape suivante a donc consisté à les produire localement, avec une main-d'œuvre de plus en plus africaine. Un mouvement qui ne devrait aller qu'en s'amplifiant, dopé à la fois par la démographie du continent, l'urbanisation rapide qu'on y observe et l'exploitation croissante de ses ressources.

Durant les années 2010, la Chine a identifié de nouveaux domaines d'activité clés : industrie, agriculture, finance, infrastructures, santé…

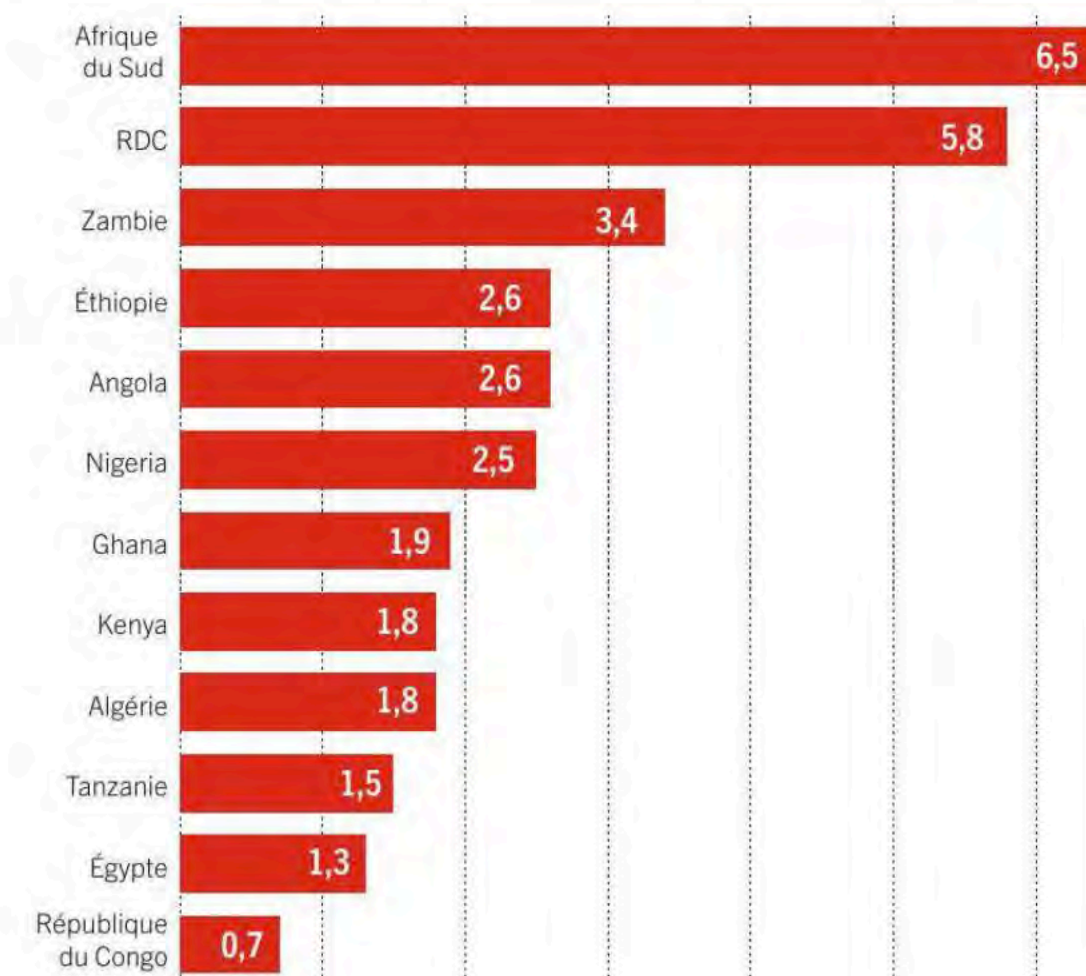
Le développement de cette présence sur place se retrouve dans les chiffres. En 2003, le stock total (qui se cumule année après année) des investissements chinois sur le continent était de 4,9 milliards de dollars. Il était de 130,4 milliards en 2010, de 346,9 milliards en 2015 et de 473,5 milliards en 2020.

Passage de témoin

Géographiquement, douze pays concentrent à eux seuls près de 70 % des investissements – l'Afrique du Sud et la RDC dominant le classement de très loin *(voir infographie ci-contre)*. Un fait bien établi. Ce qui change, en revanche, c'est la part croissante des entreprises privées, qui, au départ, étaient pratiquement absentes et qui, en 2020, représentaient 70 % des investissements réalisés. Un chiffre cohérent avec les données contenues dans le fameux rapport du cabinet de conseil McKinsey, « Dance of the lions and dragons », qui avait fait grand bruit lors de sa publication, en 2017. Les analystes anglo-saxons estimaient alors le nombre d'entreprises

L'Afrique du Sud, destination favorite

Montant des investissements (cumulés) des entreprises chinoises dans les principaux pays partenaires du continent (fin 2020), en milliards de dollars



SOURCE : MINISTÈRE CHINOIS DU COMMERCE

chinoises actives sur le continent à 10 000, dont 90 % à capitaux privés, et précisaient que 89 % de leurs salariés étaient des locaux.

Ce passage de témoin du public au privé est au cœur du discours de Pékin. Qui encourage les entreprises privées à investir le continent, leur facilite la tâche à travers la création de vastes parcs industriels leur permettant de prendre pied en Afrique de façon relativement simple et sécurisée. Une stratégie qui donne naissance à des écosystèmes complets avec, en aval de l'activité principale, une pépinière d'entreprises connexes et de sous-traitants censés s'implanter progressivement.

Plus-value supposée des sociétés chinoises : leur volonté affichée d'aller vers ce que les partenaires qualifient de « prospérité partagée ».

Les acteurs privés chinois, explique-t-on à Pékin, sont plus disposés à prendre des risques et pratiquent des coûts moins élevés que leurs concurrents occidentaux, tout en faisant preuve de plus de souplesse et en étant davantage à l'écoute des marchés que les grands groupes contrôlés par l'État. Ils seraient aussi les mieux placés pour permettre à l'Afrique de se mettre rapidement à niveau dans certains secteurs innovants tels que les télécoms et les nouvelles technologies en général, la pharmacie, l'aéronautique ou encore le spatial. Et, de fait, si les Chinois sont loin d'être les seuls à proposer leurs services dans ces différents domaines, ils y sont de plus en plus incontournables.

Pour preuve, à la fin de 2021, la China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC), déjà partenaire de l'Algérie, a lancé le tout premier satellite éthiopien, tandis que le Mozambique s'est doté de l'équipement permettant de traiter les données des satellites météorologiques Fengyun. « La connectivité numérique est une clé du développement de l'Afrique, expliquait Sékou Dramé, directeur général de Sonatel, lors du Forum de Dakar. Travailler avec ZTE et Huawei nous permet de bénéficier de transferts de technologies et de compétences, mais aussi de faire du benchmark : nous voyons ce qui existe en Chine et que nous pourrions développer sur le continent. »

Trois catégories de pays

L'autre plus-value supposée des entreprises chinoises – qu'elles soient privées ou publiques –, c'est leur volonté affichée de contribuer au développement, d'aller vers ce que les partenaires qualifient de « prospérité partagée ». Dans cette logique, Pékin a classé les pays africains en trois catégories, auxquelles correspondent trois stratégies distinctes.

Dans les « pays à revenu intermédiaire » – Afrique du Sud et Égypte en tête –, la Chine veut apporter son aide en capital et en technologie, soutenir la création d'industries qui réclament moins de main-d'œuvre mais plus d'investissements et de brevets. Dans les « pays riches en ressources » – en priorité le Nigeria, l'Angola, le Congo, la Zambie, le Ghana, l'Algérie et la RDC –, qui constituent la deuxième catégorie, les entreprises étrangères sont vite soupçonnées de se comporter comme des pillardes. L'objectif affiché dans ces régions est donc de contribuer à la diversification économique en fournissant financements et infrastructures logistiques.

La dernière catégorie, elle, est constituée de « pays moins avancés et moins bien dotés en ressources » – comme l'Éthiopie, le Kenya ou la Tanzanie. Sur place, le but est de « contribuer à l'industrialisation et à la modernisation », formulation vague dont personne ne songerait à contester le bien-fondé. Sur le terrain, toutefois, les entrepreneurs chinois ne cachent pas que ces grandes ambitions se heurtent à certaines difficultés.

L'une des principales, explique un cadre dirigeant ayant fait le voyage à Dakar à la fin de 2021, est l'incertitude quant au contexte réglementaire et au climat des affaires qui règne dans de nombreux pays. « Souvent, déplore-t-il, un contrat va être remis en question à la suite d'un changement de majorité politique alors qu'il a été signé et validé par les dirigeants sortants. » L'entrepreneur reconnaît cependant que ses compatriotes peuvent aussi avoir leurs torts : « Ça ne fait pas si longtemps que nous allons travailler à l'étranger et, souvent, nous ne maîtrisons pas toujours les codes en vigueur. Nous ne tenons pas assez compte des spécificités culturelles locales et nous peinons à nous adapter. Mais nous y arriverons, cela s'apprend », conclut-il avec optimisme. ●

* *« Les forces du marché et le rôle du secteur privé – Investissements de la Chine en Afrique », CABC.*

Travaux publics et mines restent dominants

Répartition des investissements chinois sur le continent par secteur (fin 2019), en milliards de dollars

Secteur	Montant
Construction	13,59
Exploitation minière	11,02
Finance	5,59
Fabrication	5,24
Bail et service aux entreprises	2,49
Autres	6,46

SOURCES : MINISTÈRE CHINOIS DU COMMERCE, BUREAU STATISTIQUE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CHINOIS À L'ÉTRANGER

OFFRE SPÉCIALE
jeune afrique
Bien s'informer, mieux décider
Offre Print + Digital 99€* au lieu de 129€
ABONNEZ-VOUS !
JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP
*Offre réservée aux particuliers
Pour les abonnements entreprises, merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 18 23
BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique - 235 avenue le Jour se Lève - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT - France
+ SIMPLE + RAPIDE abonnez-vous sur www.laboutiquejeuneafrique.com
❑ OUI, je m'abonne à Jeune Afrique
Je choisis ma formule en cochant la case correspondante
Offre spéciale rentrée Print+Digitale - 1 an
France ❑ 99€ | UE ❑ 134€ | Reste du monde ❑ 139€
Pour une licence digitale multi-utilisateurs, contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou par mail : mkt@jeuneafrique.com
Mes coordonnées : ❑ Mlle ❑ Mme ❑ M.
Nom* : Prénom* :
Société :
Adresse* :
Code Postal* : Ville* :
Pays* : Téléphone mobile* :
E-mail* : @
* Champs obligatoires.
Date et signature obligatoires
Mon règlement :
Je règle par :
❑ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA)
❑ Virement bancaire : CIC Paris Étoile Entreprises, 178, bd. de Courcelles, 75017 Paris - IBAN FR76 3006 6109 1300 0202 4790 231
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ❑ OUI ❑ NON
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ❑ OUI ❑ NON
www.jeuneafrique.com/abonnements/ +33(0)1 44 70 14 74 abonnement-ja@jeuneafrique.com
Service Abonnements Jeune Afrique Abonn'escient 235, avenue Le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt
CODE : JA3109

QUESTIONS À...

Eric Wang

Vice-président et secrétaire général du China-Africa Business Council (CABC)

« L'Afrique dispose de la main-d'œuvre ; la Chine, des technologies »

Jeune Afrique : Avez-vous noté une accélération de la présence du secteur privé chinois en Afrique ces dernières années ?

Eric Wang : À mesure que les entreprises chinoises apprennent à connaître le marché africain, leur modèle de coopération n'est plus essentiellement axé sur le commerce, mais de plus en plus sur l'investissement. Selon les chiffres du ministère du Commerce (Mofcom), elles détiennent près de 70 % de la valeur des investissements chinois en Afrique. Aujourd'hui, plus de 10 000 sociétés chinoises sont présentes sur le continent. Essentiellement des PME, mais nous constatons un intérêt grandissant des « 500 plus grandes entreprises » pour le continent. Compte tenu de leur expertise et de leur puissance financière, il y a fort à parier qu'elles joueront un rôle de premier plan dans la poursuite de l'industrialisation et du développement économique de l'Afrique.

Quels sont les secteurs d'activité les plus intéressants pour les sociétés chinoises ?

Les premiers investissements se sont concentrés sur les domaines traditionnels de la construction, de l'exploitation minière, des textiles et du cuir, sur lesquels la Chine possède une forte tradition, ainsi que sur la finance. À la fin de 2019, le total des investissements directs réalisés par les entreprises chinoises dans ces secteurs s'élevait à près de 38 milliards de dollars, soit 85,5 % des montants chinois investis en Afrique. Avec la croissance de l'économie locale, nos entreprises ont étendu leur intérêt à certains domaines émergents dans les services, les énergies nouvelles, l'environnement. Et nous constatons que cette diversification se poursuit aujourd'hui dans l'agriculture, l'industrie légère [automobile, médicaments, composants électroniques...], l'énergie et, surtout, le numérique, suivi de très près par nos entreprises.

Lors du Focac de Dakar, 10 milliards de dollars ont été promis pour accroître le développement industriel de l'Afrique. Quelle sera la contribution du secteur privé chinois dans ce domaine ?

Les entreprises jouent un rôle très positif dans le développement et la modernisation des parcs industriels à travers le continent. Je pense que nous allons assister à l'émergence d'un modèle fondé sur la multi-participation, avec des entreprises soutenues par les banques et les autorités publiques, et accordant de plus en plus d'attention aux projets de taille modeste. Les économies chinoise et africaine sont très complémentaires. L'Afrique dispose de la main-d'œuvre ; la Chine, des technologies. Et, avec l'augmentation progressive des coûts de production des entreprises chinoises, de plus en plus de produits manufacturiers de basse et de moyenne gamme, destinés à la Chine ou au reste du monde, seront fabriqués par des entreprises africaines. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin

Le modèle de coopération est de plus en plus axé sur l'investissement.


DR

COMMUNIQUÉ

LA CULTURE CHINOISE À LA RENCONTRE DES MAROCAINS

Le Maroc et la Chine sont deux pays amis de longue date. Les relations culturelles sino-marocaines se sont développées de manière satisfaisante pendant ces dernières années. Avec les efforts des institutions chinoises installées dans le Royaume et des actions qu'elles ont réalisées dans les domaines de la culture, du tourisme, de l'enseignement linguistique, etc., la Chine est désormais plus proche du Maroc et des Marocains.



L'ANNÉE SINO-MAROCAINE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

LE GRAND RENDEZ-VOUS EN 2022

Une décision conjointe prise en 2018 par les autorités chinoise et marocaine, l'Année sino-marocaine du tourisme et de la culture est visée à favoriser l'amitié Chine-Maroc en promouvant les échanges et la compréhension mutuelle entre les deux peuples. Cet événement, ayant été reporté à cause du Covid-19, est reprogrammé pour l'année 2022 et inclura une série de manifestations culturelles et touristiques, entre autres spectacles, expositions, conférences, et projections des documentaires.



中国文化中心 | 拉巴特
CENTRE CULTUREL DE CHINE | RABAT



Exterieur de l'immeuble du Centre culturel de Chine à Rabat.



Manifestation culturelle chinoise au Morocco mall ® à Casablanca.



Cours de peinture chinoise.



Démonstration de la gastronomie chinoise.

CENTRE CULTUREL DE CHINE À RABAT
UNE VITRINE INCLUSIVE DE LA CHINE



Le Centre Culturel de Chine à Rabat (CCCR) a été inauguré le 18 décembre 2018. Il est la seule institution culturelle officielle établie par le gouvernement chinois au Maroc et le 36e Centre Culturel de Chine dans le monde entier.

Avec une superficie de 2500 m², le CCCR est équipé des salles d'exposition, de conférence, de formation ainsi qu'une bibliothèque. Au cours des trois dernières années, le CCCR a organisé plus de 200 événements en ligne et en présentiel, touchant un public total de 320 000 personnes y compris les 6 700 abonnés sur les réseaux sociaux.



Mission du Centre Culturel de Chine à Rabat

La création du **CCCR** représente une illustration de l'enracinement des relations culturelles sino-marocaines et de leur ouverture sur différents domaines, notamment le tourisme et la culture. Il ouvre une fenêtre au public marocain désirant connaître la Chine.

Tout au long de l'année, le **CCCR** organise de diverses manifestations pour faire découvrir la Chine à travers son histoire, sa culture, son développement économique, ses ressources touristique, sa richesse artisanale, et ses traditions folkloriques. Avec la précieuse collaboration des partenaires marocaines, les manifestations du CCCR ont parcouru les principales villes du Royaume, entre autre Rabat, Casablanca, Tanger, Fès, Chefchaouen, pour que plus de Marocains puissent ressentir le charme de la culture chinoise.

Activités du Centre Culturel de Chine à Rabat

EXPOSITION ET SPECTACLE

À l'occasion des fêtes traditionnelles chinoises, le **CCCR** a l'habitude d'inviter des troupes chinoises de haut niveau à se produire au Maroc. En 2019, des concerts de musique et des spectacles de danse folklorique ont été organisés au Théâtre National Mohammed V et dans la médina de Chefchaouen à la veille du Nouvel An chinois. De nombreux marocains en ont profité pour avoir une expérience de la fête la plus importante pour les Chinois. Le CCCR organise également des expositions des thèmes très riches pour ceux qui souhaitent explorer davantage la culture chinoise à travers de différents angles.



Chefchaouen - décor pour le Nouvel An Chinois.

FORMATION CULTURELLE

Le **CCCR** propose des cours de peinture, de danse et de cuisine chinoise...pour faire appel à l'imagination, la créativité et l'aspect émotionnel. Parmi les activités les plus marquantes du **CCCR**, on compte l'Atelier du petit ZHUGE, dont l'objectif est de favoriser le développement de l'esprit et de faire connaître la culture chinoise en faveurs des enfants marocains, tout en leur apprenant les caractères chinois, le calcul à l'abaque, la calligraphie, les histoires fables, la danse, la poésie et les comptines etc.



Atelier du petit Zhuge.

CONFÉRENCE ET DIALOGUE

Le CCCR s'engage à explorer les ressources de tous les secteurs et à créer une série de conférences et dialogues pour favoriser les échanges intellectuels entre la Chine et le Maroc. Il a organisé entre autre la conférence de présentation et signature du livre « Histoire des relations entre la Chine et le Maroc 1958-2018 », « Conférence sur la mode vestimentaire de Chine », « Dialogue Informel » sur le sujet du coronavirus, l'atelier « Parlons ensemble la langue chinoise ».



Conférence de présentation et signature du livre « Histoire des relations entre a Chine et le Maroc 1958-2018 ».

MOMENTS FORTS DES ACTIVITÉS POST-PANDÉMIQUES

En raison de la situation sanitaire, la plupart des activités en présentiel ont été annulées. Pour garder un lien avec les amateurs, le **CCCR** a réalisés de nouvelles actions en lignes comme le Concours de court métrage « MA VIE EN CHINE », où 9 vidéos produites par les jeunes marocains ont été sélectionnées et publiées sur les réseaux sociaux du CCCR. A travers l'œil de caméra de ces jeunes, on témoigne de leurs parcours et réussites en Chine.

Dans une autre activité très appréciée par le jeune public, la « Rencontre avec le cycliste chinois Li Zimin », le **CCCR** a invité un globe-trotteur chinois qui a traversé le continent asiatique en vélo. Il n'a pas manqué la chance d'être au Maroc et de partager ses aventures avec les amoureux de cyclisme au Maroc.

PLATEFORME POUR LES ARTISTES MAROCAINS

Dans les 3 ans écoulés, le **CCCR** a travaillé avec beaucoup d'artistes locaux exceptionnels. En organisant des manifestations telles que « Exposition virtuel en arts visuels des artistes de Chine et du Maroc » et « Exposition sur le patrimoine culturel immatériel sino-marocain », le **CCCR** a l'honneur d'offrir une plate-forme aux artistes marocains pour mettre en valeur leurs talents.

Le **CCCR** continuera à se consacrer au développement de partenariats avec les institutions et les professionnels marocains dans tous les domaines et à bien jouer son rôle de pont de l'échange culturel entre la Chine et le Maroc, afin de renforcer davantage les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays.



9 Rue Jbel Moussa, Agdal, Rabat
Tél : +212 537670852
E-mail : cccrabatinfo@gmail.com
Facebook : Centre Culturel de Chine à Rabat
www.cccrabat.com









INSTITUT CONFUCIUS
POUR NE PAS RATER LA LANGUE CHINOISE



Le Maroc est le seul pays qui abrite 3 Instituts Confucius dans la région MENA. Depuis sa création, l'Institut Confucius s'efforce de fournir aux adultes et aux enfants marocains les meilleurs services éducatifs et culturels couvrant l'enseignement de la langue chinoise, la fourniture du matériel pédagogique pour la langue chinoise, l'organisation de diverses activités culturelles chinoises, la tenue d'examens HSK, l'octroi des bourses, la formation de professeurs marocains pour enseigner la langue chinoise, l'organisation des séminaires qui favorisent les échanges académiques et culturels entre la Chine et le Maroc.



Institut Confucius Rabat : étudiants Marocains de l'Institut Confucius dans le Campus d'été à Pékin.

Institut Confucius de l'Université Mohammed V–Rabat

Créé le 4 décembre 2009 suite à un accord de partenariat entre l'Université Mohammed V de Rabat et l'Université des Etudes Internationales de Pékin, l'Institut Confucius de l'Université Mohammed V-Rabat est le premier Institut Confucius au Maroc. Depuis 2015, 15 professeurs y travaillent, dont deux professeurs marocains qui sont considérés comme la première promotion de professeurs locaux pour enseigner la langue chinoise au Maroc. De 2009 à 2019, le nombre d'étudiants inscrits est passé de 60 à plus de 1600. Les Centres de langue chinoise se sont également multipliés à Rabat, Témara, Agadir, Kénitra et Fès. Sur la base de l'Institut Confucius de l'Université Mohammed V-Rabat, le premier Institut Confucius Modèle au Maroc devrait être inauguré en 2022 pour ouvrir de nouveaux horizons de coopération Maroc-Chine.

Présidence de l'université Mohammed V-Rabat, av. des Nations Unies, Agdal, Rabat
Tél : 212 5 37773698, 212 7 00486064
E-mail : l_19681998@163.com





Institut Confucius Casablanca.

Institut Confucius de l'Université Hassan II de Casablanca

L'Institut Confucius de l'Université Hassan II de Casablanca, fondé en 2012, est le plus grand Institut Confucius au Maroc au niveau des nombres d'étudiants et d'enseignants. Il est le fruit de coopération entre l'Université Hassan II de Casablanca et l'Université des Études Internationales de Shanghai. Dans ces dernières années, il a créé 10 Centres de langue chinoise au Maroc, et le nombre total d'étudiants s'est élevé à plus de 1600 avant la pandémie.

Angle Bd. Ghandi et Abdelmoumen, France Ville 2, Casablanca
Facebook : Confucius Institute at University Hassan II
E-mail : confuciuscasa@outlook.com





Institut Confucius Tanger.

Institut Confucius-UAE

L'Institut Confucius-UAE insatallé à l'Université Abdelmalek Essaadi Tanger/Tetouan a été inauguré le 22 septembre 2016. C'est le fruit du partenariat entre l'Université Abdelmalek Essaadi Tanger/Tetouan et l'Université Normale Scientifique et technologique du Jiangxi. Il est doté des équipements pédagogiques et des matériels audiovisuels nécessaires et compte des enseignants chinois «Native Speakers». Il offre une formation en langue et culture chinoises à toutes les personnes passionnées de la Chine et de sa culture.

Route du Charf, Tanger
Facebook : Institut Confucius Tanger
E-mail : iconfuciusinscription@gmail.com

JAMG - PHOTOS DR



SERGEY PONOMAREV/NYT-REDUX-REA

Bazar chinois où se vendent des bijoux de pacotille, dans le quartier entourant les allées du Centenaire, à Dakar.

SOCIÉTÉ

Des expatriés pas comme les autres

Environ 1 million de Chinois travaillent sur le continent. Certains n'y font qu'un bref passage, d'autres s'y installent durablement. Dans quels secteurs sont-ils présents ? Quelles sont leurs relations avec les nationaux ? Comment sont-ils perçus par ces derniers ? Enquête.



SERGEY PONOMAREV/NYT-REDUX-REA

Le responsable d'une boutique du quartier chinois de la capitale, adjacent à l'artère principale de la ville.

Sénégal Désenchantement et mal du pays

À Dakar, les expatriés chinois sont principalement des commerçants. Mais les affaires ne sont plus aussi florissantes…

MARIÈME SOUMARÉ

Il y a encore une vingtaine d'années, le boulevard du Général-de-Gaulle – également connu sous le nom des allées du Centenaire – était encore un quartier résidentiel où logeaient les hauts fonctionnaires de l'administration et des salariés du privé. C'est aussi l'endroit où se tient, chaque 4 avril, la fête de l'Indépendance sénégalaise.

Depuis le début des années 2000, le lieu est désormais connu des Dakarois comme le « quartier chinois ». Des deux côtés de l'artère principale, dans les ruelles parallèles converties en bazar, les échoppes des commerçants asiatiques sont légion. La zone, centrale, se situe à l'entrée du Port et du Plateau (centre-ville), non loin des quartiers résidentiels (Grand-Dakar, HLM et Sicap) ainsi que des grands marchés de la capitale.

« *Lo beugueu ?* "Qu'est-ce que tu veux" ? » D'une boutique à l'autre, la même question revient invariablement, toujours en wolof, teintée d'un accent chinois plus ou moins prononcé. À la différence de certains ressortissants étrangers, les commerçants arrivés de Chine sont réputés pour bien maîtriser la langue nationale. Une faculté indispensable pour commercer, négocier et discuter avec leurs employés sénégalais. En plus du langage, tous ont adopté un prénom musulman et refusent de communiquer leur nom chinois.

Youssouf, 32 ans, est arrivé à Dakar il y a deux ans. Comme la plupart des marchands du quartier, il réside à Gibraltar, le quartier résidentiel accolé aux allées du Centenaire. S'il passe la majorité de son temps parmi sa communauté, il lui arrive parfois d'inviter ses deux amis sénégalais chez lui, pour leur cuisiner un tiebou yapp (riz à la viande). Mais en général, le commerçant préfère la nourriture de son pays, qu'il cuisine lui-même ou achète dans l'un des restaurants du quartier.

Retour programmé

Le week-end, il lui arrive de se balader avec ses amis dans le quartier huppé des Almadies, proche de la mer, ou dans le centre commercial Sea Plaza, le long de la route de la Corniche. Rester longtemps au Sénégal ? Il ne l'envisage pas… D'ici un an ou deux, il prévoit de retourner dans son pays natal. « Faire du commerce ici est difficile, regrette-t-il. Il y a moins de clients qu'avant. Les affaires ne marchent pas aussi bien que je le pensais. »

Jusqu'aux années 2000, c'était encore les négociants sénégalais qui se rendaient en Chine pour s'y approvisionner en marchandises. Les Chinois ont par la suite effectué le trajet inverse, attirés par les opportunités, la facilité d'importation des produits et la sécurité du pays. Bien souvent, leur départ est facilité par leur réseau amical, familial ou professionnel. C'est notamment le cas de Daouda : à 27 ans, ce jeune homme originaire de Guangzhou – l'une des seules villes du pays à accueillir une petite communauté africaine – a repris le commerce de son frère en 2017. Dans sa petite boutique, où s'amoncellent les vêtements bon marché, il déplore lui aussi la raréfaction des clients.

À la différence des autres ressortissants étrangers, tous parlent le wolof. Et vont jusqu'à adopter un prénom musulman.

Beaucoup des propriétaires de commerce ont fait le choix de laisser leur famille en Chine. Arrivé au Sénégal en 2020, Issa, 24 ans, tente toujours de persuader sa petite amie de le rejoindre. Discret et « timide », le jeune homme originaire de Pékin sort peu et connaît mal la ville. « Je préfère rester chez moi et inviter quelques amis à dîner, ou à faire du karaoké », un loisir très populaire dans son pays d'origine. Le soir du 31 janvier, il prévoit d'organiser une petite fête chez lui, afin de célébrer le Nouvel An chinois. Pas question de manquer cette célébration traditionnelle, l'une des plus importantes dates de l'année… Et l'occasion de se sentir, pour une soirée, comme à la maison. ●

Maroc
Joindre l'utile à l'agréable

Ils sont environ 3 000, dont 1 000 à Casablanca, et apprécient la douceur de vivre locale. Au point de rester beaucoup plus longtemps qu'auparavant.

NINA KOZLOWSKI

Même si le Maroc a reconnu la République populaire de Chine dès 1952, ce n'est qu'à partir des années 2000 que des ressortissants du géant asiatique ont commencé à émigrer délibérément vers le royaume, où ils constituent actuellement une communauté d'environ 3 000 personnes. Auparavant, cette migration était encadrée, « principalement composée d'expatriés qui officient dans le cadre diplomatique, dans les projets de coopération bilatérale et, plus majoritairement, au sein des grandes sociétés chinoises qui œuvrent au Maroc et dont le développement est intimement corrélé à celui des relations sino-marocaines », selon Jean-Pierre Taing, enseignant-chercheur.

On songe en particulier à la fameuse « mission médicale chinoise », lancée depuis 1975, dans le cadre de laquelle 1 572 médecins chinois en tout ont exercé dans le royaume. La médecine traditionnelle du pays y connaît d'ailleurs un essor fulgurant. Selon certaines statistiques, plus de 1 million de Marocains sont ainsi adeptes de l'acupuncture.

Au début du XXI[e] siècle, c'est un autre profil qui a fait son apparition, essentiellement à Casablanca, la capitale économique : des petits entrepreneurs, des grossistes et des commerçants qui ne sont pas directement venus de Chine mais du Sénégal, où ils avaient émigré dans les années 1990. Le marché sénégalais ayant été peu à peu saturé, ces commerçants ont eu l'idée d'écouler leurs marchandises dans une autre métropole francophone.

Au sein de la Ville blanche, ces nouveaux arrivants ont opté pour Derb Omar, un quartier populaire niché au cœur de l'ancien « centre-ville européen » ; là où les immeubles Art déco de la ville côtoient des bars aux noms désuets : Le Marcel Cerdan, La Peau de vache, Le Marseille… Un quartier commerçant où s'alignent des dizaines de *kissaria* (galeries marchandes) proposant moult produits bon marché : théières, chaussettes, valises, linge de maison et amoncellement de bassines (entre autres). Si la population locale parle de « quartier chinois », le lieu compte pourtant un peu moins de 1 000 ressortissants originaires de l'empire du Milieu. Et seulement une poignée de restaurants chinois, dont raffolent de nombreux Marocains.

Darija mêlée de mandarin

Sur place, la plupart de ces commerçants venus d'ailleurs parlent un langage mêlant mandarin, darija (dialecte marocain) et français. « La langue constitue une vraie barrière, mais, à force de côtoyer les Marocains, on progresse. Ça fait quinze ans que je suis à Derb Omar, il fallait bien que je fasse un effort », raconte M. Lin depuis le perron de son magasin. Depuis son arrivée, et même si les choses ont changé après le début la pandémie, il fait en sorte de retourner en Chine tous les trois mois pour rendre visite à son épouse et à sa fille. « Je rentrerai définitivement au moment de la retraite, avec un bon pécule », annonce-t-il.

Accoudé à son comptoir, ce restaurateur qui, chose rare, a épousé une Marocaine, nous confie dans un murmure qu'il se sent « plus libre » ici.



NAOUFAL SBAOUI POUR JA

Dans le quartier Derb Omar, à Casablanca, où la communauté chinoise a élu domicile.

Il y a encore quelques années, les « Chinois du Maroc » étaient considérés comme des « séjourneurs », des migrants de courte durée se sacrifiant pour amasser de l'argent avant de rentrer au pays. « Le Covid a entravé leur mobilité, mais le turnover avait déjà beaucoup diminué. Auparavant, un commerçant chinois restait deux ans, avant d'être remplacé par son frère, et ainsi de suite. Je pense que la majorité de ces ressortissants comptent rentrer chez eux un jour, mais force est de constater qu'ils restent beaucoup plus longtemps qu'avant. Certains investissent dans des dépôts, des restaurants… Mine de rien, ils accèdent vite à un certain confort », estime Anouar, un habitant de Casablanca.

Personne n'ose le dire ouvertement, mais certains ressortissants chinois apprécient la qualité de vie qu'offre le royaume : une certaine souplesse, des relations humaines moins rigides que dans leur pays d'origine, du soleil quasiment toute l'année, des produits alimentaires de qualité… Propriétaire d'un restaurant depuis bientôt vingt ans à quelques encablures de Derb Omar, Liang a même épousé une Marocaine – ce qui demeure rarissime – et a eu trois enfants.

Accoudé à son comptoir, il confie dans un murmure qu'il se sent « plus libre » ici. Même si la pandémie a un impact terrible sur son activité, il dit avoir « la chance que [son] établissement – où [il sert] de l'alcool – soit une institution auprès des Casablancais. Ce qui n'est pas le cas de plusieurs restaurants chinois du quartier, qui tournaient principalement grâce aux voyages organisés pour les Chinois », témoigne-t-il.

Ce que leur offre le pays : une certaine souplesse, des relations humaines moins rigides que dans leur patrie, du soleil quasiment toute l'année…

Des touristes dont le nombre avait considérablement augmenté avant la pandémie. En 2019, ils étaient ainsi 200 000 à avoir visité le royaume, contre 10 000 en 2015. Une manne qui n'a pourtant pas réellement profité aux professionnels locaux du tourisme, « car les Chinois ont verrouillé le marché en devenant agents de voyages, propriétaires de riads et de restaurants », se désole un acteur du secteur.

Au Maroc, les clichés sur la communauté ont la peau dure. Depuis 2013, les médias mettent régulièrement en avant des faits divers mettant en cause certains de ses membres. De quoi briser le mythe d'une communauté « discrète ».

La pandémie de Covid-19, qui a démarré en Chine, n'a pas arrangé les choses. Quand on est Asiatique dans le royaume, il est courant de se faire traiter de « corona » dans la rue. Pourtant, la nation dont ils sont originaires attire les jeunes Marocains : ils sont plus de 28 000 à étudier sur place et à apprendre la langue chinoise. Et, à leur retour, nombreux sont ceux qui rejoignent des sociétés chinoises implantées sur le territoire marocain. ●

the africa report

Understand Africa's tomorrow… today



Accédez en illimité à tous les contenus du site TheAfricaReport.com

Découvrez une sélection quotidienne des articles favoris de l'éditeur grâce à des newsletters exclusives

Consultez le magazine en version digitale 2 semaines avant sa parution en kiosque



OFFRES D'ABONNEMENT

ABONNEMENT STANDARD
Découvrez nos offres exclusives sur :
www.theafricareport.com/subscribe/

OFFRE ENTREPRISE – NOUVELLE OFFRE
Vos collaborateurs souhaitent lire *The Africa Report* ?
Contactez-nous : corporate@theafricareport.com

Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre
Tél. : 01 44 30 18 76 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère de l'Économie et des Finances

AAOI n°01/MEF-DFM-2021

Suite à la publication dans le journal JEUNE AFRIQUE n°3108 du mois de janvier 2022, les modifications suivantes ont été apportées au dossier d'appel d'offres ouvert international relatif à la **fourniture et installation de quatre (04) nouveaux systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal) au profit de la Direction Générale des Douanes (sites de Kayes ou à Diboli, Sikasso, Mahinamine et Koury) en lot unique.**

1. Le Directeur des Finances et du Matériel sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises : **Acquisition de quatre (04) nouveaux systèmes d'inspection non-intrusifs (Portal) au profit de la Direction Générale des Douanes (sites de Kayes ou à Diboli, Sikasso, Mahinamine et Koury) en lot unique.**
2. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Economie et des Finances sis à l'Hôtel des Finances à Hamdallaye ACI 2000, Tél : 20 22 57 26 – 20 22 58 58, email : f.yalcouye@finances.ml, tous les jours ouvrables de 7 h 30 à 16 h.
3. Les exigences en matière de qualifications sont : avoir un chiffre d'affaires moyen des années **2018, 2019 et 2020** au moins égal à **10 000 000 000 F CFA** de fourniture de systèmes d'inspection non-intrusifs, prouvé par les états financiers (bilans, extrait des bilans et comptes d'exploitation) certifiés par un expert-comptable agréé ou attestés par un comptable agréé inscrit à l'Ordre, desquels on peut tirer les chiffres d'affaires considérés. Sur ces bilans doit figurer la mention suivante apposée par le service compétant des Imports « Bilans ou extrait de bilans conformes aux déclarations souscrites au service des Impôts ».

Avoir réalisé cinq **(05)** marchés similaires (Portal) dont les montants cumulés atteignent un minimum de **10 000 000 000 de F CFA** au cours des cinq dernières années **(2016-2020)**. Le marché similaire est constitué par la page de garde et la page de signature comportant le montant du marché, accompagnées du PV ou attestation de bonne exécution du marché correspondant, émanant d'institutions publiques ou parapubliques ou internationales. Les sociétés nouvellement créées dont la date d'établissement du premier bilan n'est pas arrivée à la date de dépôt des offres, doivent fournir une attestation délivrée par une banque attestant que le candidat dispose de fonds d'un montant au moins égal à **10 000 000 000 F CFA,** ou un engagement bancaire à financer entièrement le marché. Voir les DPAO pour les informations détaillées.

4. Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'Appel d'offres complet et le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **250 000 FCFA** à l'adresse mentionnée ci-après : Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000, tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58. La méthode de paiement sera en espèce contre remise d'un reçu. Le Dossier d'Appel d'offres après paiement sera remis sur place en copie dure avec la version électronique sur clé du soumissionnaire après sa demande.
5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Division Approvisionnement et Marchés Publics de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000, tél. : 20 22 57 26 – 20 22 58 58. Le dépôt des offres initialement prévu pour le **jeudi 17 février 2022 à 10h00** est reporté au **mardi 15 mars 2022 à 10h00.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
6. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission, d'un montant de cent trente-deux millions **(132 000 000) de FCFA,** conformément à l'article 69 du Code des marchés publics.
7. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifiées au point 19.1 des IC et aux DPAO.
8. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **mardi 15 mars 2022 à 10h30 mn** à l'adresse suivante : Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Économie et des Finances, Hôtel des Finances, Hamdallaye ACI 2000.
9. Le calendrier de la visite des sites est défini comme suit :
   - Mahinamine le 10 février 2022 de 10 heures à 14 heures ;
   - Kayes le 14 février 2022 de 10 heures à 14 heures ;
   - Diboli le 15 février 2022 de 10 heures à 14 heures ;
   - Sikasso le 18 février 2022 de 10 heures à 14 heures ;
   - Koury le 19 février 2022 de 10 heures à 14 heures.

Avis d'Appel d'Offres – Cas sans pré qualification

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE



PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT

Appel d'Offres International : F_SAMPE_018/2022 « ARV- PNA n° 7/2022 »

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le quotidien « le Soleil » du 24 décembre 2021.
2. La Pharmacie Nationale d'Approvisionnement « PNA » a obtenu dans le cadre de son budget de fonctionnement pour l'exercice budgétaire 2022 des fonds, afin de financer l'acquisition de médicaments antirétroviraux, antituberculeux, réactifs et consommables de laboratoire, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché « F_SAMPE_ 018/2022 » en deux cent dix-sept (217) lots, conclu sous forme d'accord-cadre.
3. La PNA sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des médicaments génériques et produits essentiels sous Dénomination Commune Internationale (DCI), en deux cent dix-sept (217) lots qui peuvent être attribués séparément ; des variantes ne pourront pas être prises en considération.
4. L'accord-cadre sera *accord-cadre **fermé** avec une mise en concurrence lors de la deuxième étape.* L'accord-cadre sera passé avec un nombre de *cinq (05) titulaires au maximum par lot,* sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres conformes. La durée de l'accord cadre sera de *trois (03) années.*
5. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres international ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.
6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la PNA; Service Acquisition de Médicament et Produits essentiels (SAMPE), aux adresses électroniques suivantes : **appelsdoffres@pna.sn / cpm@pna.sn** ou par téléphone au 33 859 50 50 ou 33 859 50 74; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Route du Service Géographique, Dakar-Hann, Sénégal, de 8 heures à 17 heures, heures locales.
7. Les exigences en matière de qualification sont :

Capacité financière : le Candidat doit fournir les états financiers certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONECCA ou un organisme assimilé sur les trois dernières années (2018, 2019 et 2020) ;

Capacité technique et expérience

Être une personne morale habilitée à fabriquer, distribuer, importer ou exporter des médicaments et des réactifs de laboratoire, destinés à l'usage de la médecine humaine, le candidat devra fournir la **licence d'Exploitation du pays d'origine délivrées par l'autorité compétente.**

Le candidat devra respecter la réglementation pharmaceutique du pays d'origine en fournissant obligatoirement les copies de l'Agrément (BPF, BPD) donné par l'autorité compétente.

Le candidat doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci-après : avoir exécuté au moins un marché similaire au cours des trois dernières années (2018, 2019, 2020); fournir au moins une attestation de service fait ou un procès-verbal de réception.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : Route du Service Géographique, BP 4015, Dakar Hann, Sénégal, contre un paiement non remboursable de **deux cent mille (200 000) FCFA.** La méthode de paiement sera soit en espèces déposées à l'ordre de la PNA contre reçu dans le compte bancaire de la PNA ouvert dans les livres du CRÉDIT DU SÉNÉGAL, sis Boulevard Djily Mbaye, BP 56, Dakar Sénégal, sous le numéro RIB : SN060 01030 608 71 054 000 40, soit par chèque au niveau de l'Agence comptable de la PNA. Sur demande, le document d'Appel d'offres sera adressé par courrier express contre le versement d'une somme complémentaire non remboursable de vingt Cinq Mille (25000) FCFA.
9. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Pharmacie Nationale d'Approvisionnement, Route du Service Géographique, Hann, Dakar-Sénégal,** au plus tard le **mercredi 23 mars 2022 à 10 heures 00 minute-TU (Temps universel).** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après : **Pharmacie Nationale d'Approvisionnement, Route du service Géographique, Hann, Dakar Sénégal, le mercredi 23 mars 2022** à 10 heures 00 minute-TU.

Les offres demeureront valides pendant une durée de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de soumission.

Le Directeur
Docteur Annette SECK NDIAYE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

CABINET

WURI

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

Avis d'Appel d'offres
Services physiques

Pays : Togo

Nom du Projet : WURI - Togo

N° Prêt/Crédit/Don : IDA V 3240 du Projet WURI - Togo

Nom du Marché : Marché de services physiques du fournisseur de services d'enregistrement biométrique au Togo

AO N° : 002-2022/MENTD/CAB/PRMP/WURI-Togo

Emis le : 10/01/2022

1. Le Gouvernement de la République Togolaise a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet d'Identification Unique de l'Afrique de l'Ouest pour l'Intégration et l'Inclusion Régionales - Phase 2 (traduction anglaise : West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion) dénommé WURI - Togo, et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du marché de services physiques du fournisseur de services d'enregistrement biométrique au Togo.

2. L'Agence Nationale de l'identification (ANID) du Togo sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour assurer l'enregistrement de masse de la population togolaise dans le cadre du projet e-ID Togo. Le projet s'étendra sur une période de douze (12) mois et se déroulera sur l'ensemble du territoire togolais. Il consistera, dans une première phase de sept (7 mois), lors d'une campagne d'enregistrement national, à collecter les données démographiques, biométriques et socioéconomiques de toutes les personnes vivant sur le territoire national et dans une seconde phase de cinq (05) mois, d'assurer l'enregistrement continu des personnes.
   Au terme de cette mission, 7.5 millions de résidents sur le territoire national devront être enregistrés dans l'e-ID Togo et devront disposer de leur Numéro d'Identification Unique (NIU).

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » de juillet 2016, révisé novembre 2017 et Août 2018 de la Banque Mondiale (« les Règles de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de
   Monsieur Silété DEVO
   Directeur Général de l'Agence Nationale d'Identification
   4638, Boulevard Général Gnassingbe Eyadema – Immeuble ARCEP – 4ème étage
   Ville : Lomé
   Pays : Togo.
   Courriel : silete.devo@anid.gouv.tg avec copie à kodzo.tsogbe@numerique.gouv.tg; marches.publics@anid.gouv.tg; et projet.wuri@anid.gouv.tg ; mp.dncmp2011@gmail.com
   et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous de 8h00 à 12h00 le matin et de 15h00 à 17h00 (TU) 4638, Boulevard Général Gnassingbe Eyadema – Immeuble ARCREP – 4e étage – Lomé – 01 BP 4908-Lomé - e-mail : secretariat.anid@anid.gouv.tg.

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de cinquante mille (50 000) F CFA.
   Le paiement sera effectué en espèces pour les soumissionnaires localement représentés. Pour ceux qui n'ont pas de représentation locale, il leur est demandé de prendre attache avec le secrétariat du Projet WURI aux coordonnées ci-dessous, pour les modalités de paiement du DAOI :
   E-mail : assistante.ugp@wuri.anid.gouv.tg :
   Tél. : (+228) 92497174
   E-mail : kodzo.tsogbe@numerique.gouv.tg :
   Tél. : (+228) 90044134
   E-mail : kodjovi.santos@wuri.anid.gouv.tg:
   Tél. : (+228) 90147572

   Le dossier d'appel d'offres leur sera envoyé par courriel.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **11 mars 2022 à 9H00** (TU). :
   Secrétariat de l'ANID.
   Bureau N° 403
   4638, Boulevard Général Gnassingbe Eyadema – Immeuble ARCEP – 4ème étage
   E-mail : secretariat.anid@anid.gouv.tg
   Ville : Lomé
   Pays : Togo

En raison de situation d'urgence du COVID 19, le Soumissionnaire a la possibilité de faire sa soumission par voie électronique.
A cet effet, les copies de certains documents devant faire l'objet de signature tels que la procuration, la garantie de soumission et les formulaires de soumission, etc. et les documents devant faire l'objet de paraphe seront traités comme s'il s'agissait d'originaux durant la situation d'urgence du COVID-19.

La procédure de soumission par voie électronique est décrite dans le dossier d'appel d'offres

Les soumissions présentées hors délais seront rejetées. Les Soumissions seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister à l'adresse ci-dessous le **11 mars 2022 à 10H00** (TU).
Salle de réunion de l'ANID
4638, Boulevard Général Gnassingbe Eyadema – Immeuble ARCEP 4ème étage
E-mail : secretariat.anid@anid.gouv.tg
Ville : Lomé
Pays : Togo.

7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre, pour un montant de **cent cinquante millions (150 000 000)** F CFA.

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution du Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

Cina LAWSON



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT





SOCIÉTÉ NATIONALE
DES EAUX DU SÉNÉGAL (SONES)

PROJET DE DESSALEMENT DE L'EAU
DE MER DES MAMELLES



AGENCE JAPONAISE DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE (JICA)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Nom du Projet : Projet de Dessalement de l'eau de mer des Mamelles.

Financement : Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA).

Référence de publication : Appel d'Offres International (AOI) N° T_UCP_066 (RELANCE) limité aux candidats ayant participé à la première procédure.

Identification du marché : Travaux de Conception-Construction et Exploitation de l'usine de dessalement de l'eau de mer des Mamelles.

Date de publication : Lettres d'invitation transmises à tous les candidats en date du 18 novembre 2020.

Nombre de candidats retenus à la phase de manifestation d'intérêt : Quatre (04).

Nombre d'offres reçues à la phase de l'appel d'offres : Deux (02).

Nom des soumissionnaires :
1- GROUPEMENT METITO/BESIX/INCATEMA
2- GROUPEMENT TOYOTA TSUSHO /EIFFAGE /WABAG1

Nom de l'attributaire provisoire :

N°	Nom de l'attributaire	Adresse	Montant total du marché	Délai d'exécution des travaux
1	GROUPEMENT TOYOTA TSUSHO /EIFFAGE /WABAG	3/7 place de l'Europe, 78140, Vélizy-Villacoublay Tél. : + 33 1 71 59 15 80	Composante 1 - Conception – construction : 81 536 528 876 F CFA HT soit 98 046 122 459 F CFA TTC	Trente (30) mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage
			Composante 2 - Exploitation : 14 720 471 482 F CFA HT soit 17 370 156 349 F CFA TTC	Deux (02) ans à compter de la fin du délai de la composante 1

La publication du présent avis effectuée en application de l'Article 84, alinéa 3 du Code des Marchés publics du Sénégal, ouvre le délai de recours gracieux auprès de la SONES en vertu de l'Article 89 dudit Code, puis d'un recours au Comité de Règlement des Différends en matière de passation des marchés publics, placé auprès de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics, en vertu de l'Article 90 dudit Code.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
M. CHARLES FALL



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) – AVIS DE PRESSE

CONTRAT D'INGÉNIERIE ET DE CONSTRUCTION POUR LE RACCORDEMENT EN FIBRE OPTIQUE DU NOUVEL AÉROPORT DE OUAGADOUGOU-DONSIN

BURKINA FASO

1. En application des directives de la stratégie nationale de développement du secteur des transports et dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de réforme du secteur de l'aviation civile, l'État du Burkina Faso (« l'Etat ») a décidé de créer un nouvel aéroport à Donsin, à une distance d'environ trente kilomètres de Ouagadougou (le « Nouvel Aéroport ») afin de remplacer à terme l'aéroport existant de Ouagadougou.

2. Dans ce contexte, l'Etat et la Société AÉRIO (le « Concessionnaire ») ont signé le 12 octobre 2021 une convention de concession portant sur le développement, le financement, la construction ainsi que l'exploitation et la maintenance de l'intégralité du Nouvel Aéroport (la « Convention de Concession »).

3. Dans la Convention de Concession, le Concessionnaire a notamment en charge de financer, de réaliser (ou de faire réaliser) et d'exploiter (ou de faire exploiter) une boucle de fibre optique pour raccorder en fibre optique le nouvel aéroport de Ouagadougou-Donsin au réseau public existant (le « Projet »).

4. Le Concessionnaire informe tous les candidats potentiels qu'une procédure de mise en concurrence est organisée afin de sélectionner l'entreprise avec lequel il signera un contrat d'ingénierie et de construction pour la réalisation « clé en main » (et le cas échéant également la maintenance-exploitation) dudit raccordement en fibre optique.

5. La procédure s'articule autour de deux étapes : (i) une étape d'avis à manifestation d'intérêt en vue de choisir les candidats présélectionnés et (ii) une étape de dossier d'appel d'offres en vue du choix de l'entreprise pressentie. Seuls les candidats présélectionnés lors de l'étape d'avis à manifestation d'intérêt seront invités à déposer une offre lors de la seconde étape.

6. **En conséquence, tout candidat potentiel est invité à manifester son intérêt pour le Projet.**

7. Les candidats potentiels intéressés peuvent obtenir l'AMI dans son intégralité, ses annexes, et poser toute question sur la procédure en faisant une demande écrite, en langue française, à l'adresse électronique suivante : **aeroportouagadougou@meridiam.com.** Les documents et réponses seront envoyés uniquement sous format électronique, via courriel.

8. Le dossier de pré-sélection devra être transmis à AERIO par courriel avec accusé de réception aux **points de contact mentionnés** dans l'AMI dans sa version intégrale (communiqué sur demande des candidats intéressés), portant l'objet **« Pré-sélections : Contrat d'Ingénierie et de Construction – Raccordement en fibre optique du Nouvel Aéroport de Ouagadougou-Donsin au réseau public existant », au plus tard le 7 mars 2022, 18h00 GMT.**

RÉPUBLIQUE DU TCHAD
CONSEIL MILITAIRE DE TRANSITION
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
PRIMATURE
MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES MÉTIERS
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

UNITÉ - TRAVAIL - PROGRÈS
وحدة عمل تقدم



جمهورية تشاد
رئاسة المجلس العسكري الانتقالي
رئاسة الوزراء
وزارة التكوين المهني والحرف
الأمانة العامة

UNITÉ DE COORDINATION

Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité des Jeunes (PDCEJ)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°001 / MFPM/DG/ PDCEJ/ 2022 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DU DIMENSIONNEMENT DES BESOINS DE RÉHABILITATION DE QUATRE (04) ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE INDUSTRIEL

I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement de la République du Tchad a reçu un don de l'Association Internationale pour le Développement (AID/IDA) pour la mise en œuvre du Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité des Jeunes (PDCEJ).

Le PDCEJ a pour objectif de renforcer le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et améliorer la qualité des compétences et l'employabilité et les résultats sur le marché du travail. Plus spécifiquement, il est question de : (i) améliorer l'accès aux formations et la qualité des compétences pour les bénéficiaires du Projet ; (ii) renforcer le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ; (iii) améliorer les résultats sur le marché du travail.

L'analyse de l'état actuel du capital humain dans l'économie du Tchad, l'évaluation des besoins des entreprises en main d'œuvre qualifiée, la réalisation des objectifs de croissance, la pression de la demande sur le marché du travail, impose à l'évidence la mise en œuvre d'une politique de formation professionnelle et de l'enseignement technique qui tienne compte des défis et des enjeux futurs.

Les établissements d'Enseignement Technique et la formation professionnelle fonctionnent actuellement sur un mode purement scolaire privilégiant les enseignements théoriques aux dépens de la formation pratique, par manque d'équipements et de partenariat avec le milieu professionnel (entreprises).

Au regard de cette situation, il est prévu la mise à niveau de quatre lycées d'enseignement technique industriel pour répondre aux besoins en qualifications et d'insertion des jeunes au Tchad.

Dans cette optique, le PDCEJ se propose de recruter un Cabinet qui aura pour mission de réaliser une étude du dimensionnement des besoins de réhabilitation / mise à niveau de quatre lycées techniques industriels.

II. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Elaborer un dossier technique portant sur la rénovation/ mise à niveau de quatre (04) Lycée-Collèges d'Enseignement Technique industriel sélectionnés sur la base des critères objectifs établis par le MENPC.

Les quatre Lycées-Collèges d'Enseignement Technique industriel (LETINS) sont :

i) Lycée-Collège d'Enseignement Technique industriel de N'Djamena ;
ii) Lycée-Collège d'Enseignement Technique industriel d'Abéché ;
iii) Lycée-Collège d'Enseignement Technique industriel de Sarh ;
iv) Lycée-Collège d'Enseignement Technique industriel de Moundou

III. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

L'étude doit permettre de dresser un état des lieux des 4 établissements d'Enseignement Technique industriel englobant :

- **Le diagnostic de la formation technique dans les quatre Lycées techniques industriels ;**
- **Le lien entre diagnostic et dimensionnement des établissements.**

IV. RÉSULTATS ATTENDUS

Il est attendu du Cabinet de consultants un rapport détaillé portant sur les activités indiquées ci-dessus et comprenant notamment les éléments ci-après :

- Un document de diagnostic des 4 quatre Lycées techniques industriels,
- Un document provisoire de projet (DPP) décrivant l'ensemble des besoins indiqués dans la partie B des activités, en particulier un descriptif des infrastructures pédagogiques à construire/réhabiliter, des équipements des référentiels et modules de formation suivant l'APC ainsi qu'un plan d'affectation et de formation des personnels ;

L'étude devra donner lieu à des recommandations spécifiques en vue d'améliorer l'offre qualitative et quantitative, ainsi qu'un plan d'action qui distinguera entre les actions à mener à court, à moyen et à long termes pour contribuer à l'adéquation de l'offre et de la demande en matière de formation.

V. PROFIL DU PRESTATAIRE :

Ces missions doivent être réalisées par un cabinet international, spécialisé dans le domaine de l'ingénierie de formation.

Pour la conduite de cette étude, le cabinet mettra à disposition les expertises suivantes :

- Un Expert de niveau international - Chef de mission : spécialiste en ingénierie de formation pour l'enseignement technique et professionnel, de niveau Bac +5 au moins. Il justifiera d'au moins dix (10) années d'expériences générale et au moins cinq (5) dans les domaines de dimensionnement et de mise en place des dispositifs de formation à un niveau international et de préférence dans les pays en développement.
- Un expert de niveau international spécialiste en ingénierie des métiers et de la formation technique et professionnelle possédant des compétences avérées dans les différents métiers du BTP et du secteur industriel tels que. Mécanique générale, Electrotechnique et Mécanique automobile, textile-habillement.
- Un expert national, de niveau de formation Bac + 4, ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de formation dans les filières de l'industrie et du BTP au Tchad.
- Un Expert Génie civil, diplômé, de niveau minimum Bac+5, ayant au moins 10 ans d'expérience générale en matière de maîtrise d'œuvre dans le domaine de la construction, réhabilitation et équipements d'infrastructures scolaires et universitaires.

Le prestataire peut mobiliser d'autres techniciens. Les coûts sont intégrés dans la proposition technique et financière

VI-DÉLAI ET DURÉE DES PRESTATIONS : Quatre (04) mois .

Le Ministère de la Formation Professionnelle et des Métiers, à travers la Coordination du PARSET 2 invite les candidats admissibles ayant le profil exigé ci- dessus à manifester leur intérêt à effectuer les prestations décrites.

Le Cabinet sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le **Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale du 1er Juillet 2016 et révisés en novembre 2017 et août 2018.**

Les Cabinets doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations susmentionnées. Ils soumettront leurs références concernant l'exécution des contrats analogues.

Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci – dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci – dessous au plus tard le **24 février 2022 à 12 heures (heure Locale). Les réponses à l'avis à manifestation d'intérêt peuvent être envoyées sur support papier ou par voie électronique.**

Coordination du PARSET2 sise Building de Moursal B.P. 1174 N'Djaména – Tchad
Tél. 00 235 22 51 58 32 / Tél. : 00 235 66 22 16 02 Email : Barka_adams@yahoo.fr / maladjone@yahoo.fr

LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
Mme Damaris ADEGUELAYE NODJIGOTO

Economic Community
Of West African States



Communauté Économique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL
SYSTÈME D'ÉCHANGES D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE OUEST AFRICAIN
North Core Project - Projet Dorsale Nord

AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Date : 20 décembre 2021

Projet : WAPP Dorsale Nord, Projet Régional d'Interconnexion Nigeria, Niger, Benin and Burkina Faso
Plot N° 1285, Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, Nigeria
Courriel : procurement@wappnorthcore.org, info@wappnorthcore.org

Références-Intitulés des marchés : Travaux de construction « clé en mains » (EPC) d'une ligne de transport d'énergie électrique haute tension 225 kV au Burkina Faso (Lot 5-TL).

Méthode de Passation : Appel d'Offres International sans Préqualification

Financement : Agence Française de Développement (AFD)
Le Projet WAPP Dorsale Nord a relancé le 29 mars 2021, l'appel d'offres international pour la réalisation des travaux de construction « clé en mains » (EPC) d'une ligne de transport d'énergie électrique haute tension 225 kV au Burkina Faso (Lot 5-TL).

Noms des soumissionnaires : Les 7 Entreprises/Groupements d'entreprises suivants ont soumis leurs offres :

- ASSOCIATED POWER STRUCTURES (APSPVT)
- CHINA MACHINERY ENGINEERING AND SERVICES CORPORATION (CMEC)
- GIZA CÂBLE INDUSTRIES (GIZA-IS)
- GE ALPHA TND LIMITED ET SKIPPER LIMITED
- GE CEGELEC / VINCI ÉNERGIES CÔTE D'IVOIRE
- EIFFAGE ENERGIE SYSTÈMES TRANSPORT ET DISTRIBUTION (EIFFAGE)
- CEYLEX ENGINEERING (Pvt) Ltd (CEYLEX)

1. Prix lus à l'ouverture et montants évalués.

Nom du soumissionnaire	Prix de l'Offre à l'ouverture		Prix évalué de l'Offre (si applicable) en FCFA
	Monnaies	Montants	
ASSOCIATED POWER STRUCTURES (APSPVT)	Euro	4 126 702,00	5 542 832 894,81
	CFA	2 835 893 831,00	
CHINA MACHINERY ENGINEERING AND SERVICES CORPORATION (CMEC)	Euro	5 175 272,07	3 394 755 291,82
GIZA CÂBLE INDUSTRIES (GIZA-IS)	USD	9 765 000,00	5 405 415 750
GE ALPHA TND LIMITED ET SKIPPER LIMITED	Euros	5 460 276,06	3 581 706 303,49
GE CEGELEC / VINCI ÉNERGIES CÔTE D'IVOIRE	USD	6 462 045,00	6 774 132 737,55
	CFA	3 197 047 800,00	
EIFFAGE ENERGIE SYSTÈMES TRANSPORT ET DISTRIBUTION (EIFFAGE)	EURO	6 968 730,90	-
	FCFA	2 165 657 507,00	
CEYLEX ENGINEERING (Pvt) Ltd (CEYLEX)	EURO	12 690 576,96	11 153 747 438,65
	FCFA	2 829 274 183,48	

2. Soumissionnaires non conformes et motifs de rejet :

- ASSOCIATED POWER STRUCTURES (APSPVT) :
  L'offre du soumissionnaire n'est pas évaluée la moins disante.
- CHINA MACHINERY ENGINEERING AND SERVICES CORPORATION (CMEC):
  L'offre du soumissionnaire n'est pas évaluée la moins disante.
- GIZA CÂBLE INDUSTRIES (GIZA-IS) :
  L'offre du soumissionnaire n'est pas évaluée la moins disante.
- GE CEGELEC / VINCI ÉNERGIES CÔTE D'IVOIRE :
  L'offre du soumissionnaire n'est pas évaluée la moins disante.
- EIFFAGE ENERGIE SYSTÈMES TRANSPORT ET DISTRIBUTION (EIFFAGE) :
  . Non déclaration des accidents mortels survenus sur des chantiers antérieurs.
- CEYLEX ENGINEERING (Pvt) Ltd (CEYLEX) :
  L'offre du soumissionnaire n'est pas évaluée la moins disante.

3. Attribution des Marchés :

Le Contrat est attribué, pour l'exécution des travaux de construction « clé en mains » (EPC) d'une ligne de transport d'énergie électrique haute tension 225 kV au Burkina Faso (Lot 5-TL) au groupement d'Entreprises **ALPHA TND LIMITED ET SKIPPER LIMITED** pour un montant de **Cinq millions quatre cent soixante mille deux cent soixante-seize Euros et six centime (5 460 276,06 Euros)** et pour un délai d'exécution de quinze (15) mois.

Le Directeur du Projet,
Djibril Amadou MAILELE



LIS 64_Acquisition de drones de pulvérisation

Les Plantations du Haut Penja (PHP) envisagent d'attribuer un marché pour l'acquisition de (04) quatre drones de pulvérisation financé par les Mesures d'accompagnement aux pays ACP fournisseurs de bananes (MAB). Le dossier d'appel d'offres sera publié sur le site internet de l'ASSOBACAM **www.assobacam.com.** La date limite de remise des offres est fixée au **vendredi 18 février 2022 à 18h.**

Des informations supplémentaires éventuelles ou des éclaircissements/questions au dossier d'appel d'offres seront, le cas échéant, publiés sur le site internet de l'ASSOBACAM.

+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

batimentsmoinschers.com

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT

+ DE 400 000 M² VENDUS EN AFRIQUE

~1 000m² $44 532* 1 Conteneur 40'OT

~1 730m² $113 724* 2 Conteneurs 40'OT

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com

Tél 00352 20 20 10 12 afrique.batimentsmoinschers.com

HTG INDUSTRY SAS FRANCE

A MEMBER OF STM GROUP

HTG STM GROUP INDUSTRY un souffle d'avance

LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE ET DE REMPLISSAGE POUR BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET BOUTEILLES EN VERRE

APPLICATION

Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE

1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE

Machines tropicalisées garanties 3 ans

Service après-vente local assuré

Adresse 42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations www.htgindustry.com

Téléphone +33 (0) 344 265 893

Contact contact@htgindustry.com

Le tour de la question

Sanctions de la Cedeao contre le Mali Néocolonialisme ou défense de la démocratie ?



Partisans du colonel Assimi Goïta, après les sanctions de la Cedeao, à Bamako, le 14 janvier 2022.

PAUL LORGERIE/REUTERS

Jusqu'au bout, la junte malienne a tenté un coup de poker. Cela faisait des semaines que tous les observateurs avaient compris qu'elle n'organiserait pas d'élections le 27 février 2022, contrairement à ce qu'elle avait promis. Mais s'attendaient-ils à pareille proposition d'Assimi Goïta ? Après les Assises nationales de la refondation, organisées pour faire émerger le choix du peuple malgré un boycott de plusieurs partis politiques, le président de la transition a déclaré souhaiter rester cinq années de plus au pouvoir. Soit plus d'un mandat présidentiel. « Une plaisanterie », a affirmé Alassane Ouattara, reflétant l'avis général des chefs d'État de la Cedeao. À Accra, le 9 janvier, l'organisation ouest-africaine a donc opté pour un durcissement des sanctions contre le Mali.

Une décision appuyée par de nombreux acteurs internationaux, comme l'Union européenne. Mais impopulaire chez certains lecteurs, qui voient derrière cette sentence la main de la France. Comme l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, le leader de la société civile et chanteur Smockey ou encore l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, beaucoup dénoncent la position de la Cedeao et applaudissent Assimi Goïta, en qui ils voient un héros panafricaniste.

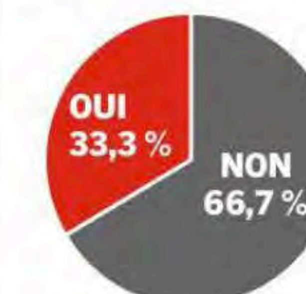
Discours souverainiste

Le 19 janvier, un lecteur, Djirone Boskâla, écrivait : « On est avec les véritables enfants d'Afrique libre, pas les esclaves assujettis à l'Occident. » Suivi en cela par Amadou Abdoul Aziz, qui estimait qu'« aucun patriote n'a[vait] eu autant de soutien qu'Assimi Goïta » et s'exclamait dans un discours souverainiste : « Un nouveau vent souffle en Afrique. » Et qu'importent les principes démocratiques. ●

Anna Sylvestre-Treiner

Paroles d'abonnés

Faut-il instaurer une taxe sur le mobile money ?



OUI. *Les transactions mobile money sont particulièrement adaptées à l'environnement économique africain, lequel est dominé par l'activité informelle des petits commerces et les PME. Le secteur du mobile money draine une masse monétaire égale à celle des banques classiques. Pour garder sa neutralité et son rôle d'arbitre, l'État doit donc appliquer des taxes à tous.*
Mamadou Djimé DIALLO
CÔTE D'IVOIRE

NON. *Cette taxe est très injuste car elle s'applique indifféremment à toute la population, les plus riches comme les plus pauvres.*
Michel BARRUÉ
FRANCE

NOTRE RÉPONSE

L'application d'une telle taxe sur les transactions financières pèsera directement sur les utilisateurs. Pour ses détracteurs, notamment au Cameroun et au Ghana, cela reviendrait à taxer un mode de paiement classique – par chèque, cash ou virement – plutôt que l'activité économique elle-même. Autrement dit, il apparaît plus « facile » d'appliquer un tel impôt que de formaliser l'économie informelle. Un défi peut-être plus urgent à relever.

OFFRE SPÉCIALE

jeune afrique

Bien s'informer, mieux décider



Offre Print + Digital 99€* au lieu de 129€



*Offre réservée aux particuliers

ABONNEZ-VOUS !

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

Pour les abonnements entreprises, merci de nous contacter au + 33 (0)1 44 30 18 23

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements Jeune Afrique - 235 avenue le Jour se Lève - 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT - France

+ SIMPLE + RAPIDE
abonnez-vous sur
www.laboutiquejeuneafrique.com

❏ OUI, je m'abonne à Jeune Afrique

Je choisis ma formule en cochant la case correspondante

Offre spéciale rentrée Print+Digitale - 1 an

France	UE	Reste du monde
❏ 99€	❏ 134€	❏ 139€

Pour une licence digitale multi-utilisateurs, contactez-nous au 01 44 30 18 23 ou par mail : mkt@jeuneafrique.com

Mes coordonnées : ❏ Mlle ❏ Mme ❏ M.
Nom* : .... Prénom* : ....
Société : ....
Adresse* : ....
Code Postal* : .... Ville* : ....
Pays* : .... Téléphone mobile* : ....
E-mail* : .... @ ....
* Champs obligatoires.

Date et signature obligatoires

Mon règlement :
Je règle par :
❏ Chèque (joint à l'ordre de SIFIJA)
❏ Virement bancaire : CIC Paris Étoile Entreprises, 178, bd. de Courcelles, 75017 Paris - IBAN FR76 3006 6109 1300 0202 4790 231
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part de Jeune Afrique Media Group : ❏ OUI ❏ NON
Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires de Jeune Afrique Media Group : ❏ OUI ❏ NON

www.jeuneafrique.com/abonnements/ — +33(0)1 44 70 14 74 — abonnement-ja@jeuneafrique.com — Service Abonnements Jeune Afrique Abonn'escient 235, avenue Le Jour se Lève 92100 Boulogne Billancourt

Ce jour-là…

5 février 2005
La mort dans les nuages

Il y a dix-sept ans, Gnassingbé Eyadéma, le président togolais, s'éteignait à bord de l'avion qui devait le mener en Israël. Un périple macabre raconté, à l'époque, par **François Soudan.**

Lorsque, minés par l'âge et les orages, les termites et la sécheresse, les baobabs s'écroulent dans la savane, le bruit qu'ils font réveille les morts et glace le sang des vivants. Le Grand Baobab de Pya, lui, s'est éteint en silence et en apesanteur, à dix mille mètres au-dessus de la terre des hommes, sur un lit d'avion, entouré de bouteilles d'oxygène, si loin de son village, de ses parfums et de ses sortilèges…

Avant ce 5 février 2005, Gnassingbé Eyadéma était déjà mort une fois, en septembre 2003, quand, après un très sérieux accident médical, une folle rumeur, relayée par internet, l'avait fait basculer de vie à trépas. Pendant plus d'un an, cette force de la nature, qui fut un lutteur émérite aux évalas et un sous-off crapahuteur de djebels et de rizières, alternera les hauts et les bas.

Le 3 janvier 2005, le décès de son frère aîné lui porte un nouveau coup. « Il est parti là-haut préparer ma venue », confie-t-il, les yeux embués de larmes. Le 15 janvier, le général est hospitalisé à Zurich, pour un check-up. Les résultats sont inquiétants, ce qui n'empêche pas cet infatigable coureur de sommets de participer à celui d'Abuja, quinze jours plus tard. À son retour, alors qu'il perd lentement conscience, ses proches décident de tenter le tout pour le tout : une hospitalisation à Tel-Aviv, où il a l'habitude d'aller se faire soigner les yeux.

Le Boeing 707 Togo 01, que pilote le Français Michel Restout, est mis en état d'alerte. Le 5 février, vers 4 heures du matin, le président est hissé sur une civière. À bord de l'appareil, la première dame, les fils, Faure et Kpatcha, le chef de la sécurité présidentielle, et cinq médecins, italiens et togolais.

À dix mille mètres au-dessus de la terre des hommes.

Huit heures du matin. Togo 01 survole la région de Tamanrasset lorsque le contrôle aérien algérien appelle Restout : la Libye interdit son espace aérien ! Aucune explication ne sera donnée à ce geste peu fraternel, incompréhensible quand on connaît l'état, excellent, des relations entre Eyadéma et Kadhafi. Seule piste plausible : l'excès de zèle de fonctionnaires locaux, qui ont pris sur eux de refuser le passage d'un appareil à destination d'Israël.

Stupeur dans la cabine

Restout improvise un autre itinéraire. Vers 9 heures, alors que l'avion est à 250 km au sud de Tunis, les médecins annoncent à la famille qu'une crise cardiaque vient d'emporter le Vieux. À 69 ans, dont trente-huit au pouvoir, Eyadéma a rejoint la demeure de ses ancêtres.

Dans la cabine, passé le moment de stupeur, la décision est prise de retourner au Togo, après une escale à Tunis pour refaire le plein. Les autorités tunisiennes préparent une ambulance. « Inutile, répondent les Togolais, le malade est la première dame, mais elle n'est que légèrement souffrante ; ni elle ni le président ne souhaitent sortir de l'avion. »

Pourquoi ce pieux mensonge ? Parce que tout appareil est tenu de déclarer un décès à bord et de faire débarquer le cadavre à la première escale afin qu'il soit placé dans un cercueil. Or la garde rapprochée du défunt a besoin d'une absolue discrétion jusqu'à son retour.

Le protocole tunisien se contente de faire monter un superbe bouquet de fleurs pour la première dame, et l'avion redécolle. Vers 16 h 30, Togo 01 atterrit non loin de Pya, là où plongent les racines du Vieux. ●



Post-scriptum
Fouad Laroui

Le lion et le cœlacanthe

Vendredi 14 janvier dernier, 17 heures : comme beaucoup de mordus de foot – j'avoue, un peu honteux, que j'en suis un –, je me trouve vissé devant mon poste de télévision pour assister au match Maroc-Comores, dans le cadre du groupe C de la Coupe d'Afrique des nations.

Pendant le blabla d'avant-match, le présentateur et son invité m'apprennent que la valeureuse équipe des Comores a adopté comme nom collectif les Cœlacanthes, avec une majuscule. Voilà de quoi faire dresser l'oreille à tous les férus de science et de darwinisme.

Le cœlacanthe, avec une minuscule, se prononce « cela, Kant ! », comme si quelqu'un admonestait l'illustre philosophe. C'est – je ne vous apprends rien – un poisson dit « fossile » parce qu'il n'a pas évolué depuis 350 millions d'années. Allez dire ça aux benêts pro-Trump ou aux prédicateurs youtubiques qui affirment que la Terre a 6 000 ans d'âge… Lorsque l'on pêcha ce poisson au large de la côte est africaine, en 1938, ce fut la stupeur générale et le ravissement chez les scientifiques. Le groupe le plus important de l'espèce vit dans les eaux territoriales de l'archipel, et il n'est que justice que nos amis des îles de la Lune – c'est la signification en arabe du mot Comores – se le soient approprié.

Ces considérations d'avant-match me plongèrent dans une profonde rêverie. Ainsi, le match Maroc-Comores opposait les Lions de l'Atlas – le surnom de l'équipe nationale chérifienne – aux Cœlacanthes… Comme c'est étonnant… Qui est le plus fort, le lion ou le cœlacanthe ? Sur une pelouse, la réponse semble évidente. Mais que se passerait-il si les deux équipes s'affrontaient en water-polo ?

Vous me dites : « Arrête tes élucubrations. Ce ne sont que des noms. Ça ne veut rien dire. »

Comment ça, des élucubrations ? Relisez le *Cratyle* de Platon ! Vous n'êtes quand même pas plus futé·e que Socrate ? Pour le sage athénien, les noms sont plus que des sons arbitraires, ils influent sur les choses qu'ils désignent. Quand on vous nomme lion, vous en devenez plus courageux ; éléphant, vous avez tendance à tout écraser sur votre passage ; renard, vous rusez, vous finassez, etc.

Le déroulé du match fut conforme à ce que Socrate avait prédit – c'est lui qu'on devrait embaucher pour commenter les matchs de foot au lieu de rémunérer grassement des « consultants » qui ne font que nous raconter ce que nous voyons de visu, comme dirait La Palice. Parce que la rencontre se déroulait sur la terre ferme, les Lions dominèrent outrageusement les vaillants Cœlacanthes, qui firent preuve de résilience – c'est normal, ils sont là depuis 350 millions d'années…

Les noms sont plus que des sons arbitraires, ils influent sur les choses qu'ils désignent.

Science et religion

Pendant la mi-temps, l'interrogation – qui est le plus fort, le lion ou le cœlacanthe ? – m'obséda de nouveau, prenant un tour philosophique. Le poisson-fossile est une sorte d'icône de la science. Quant au roi des animaux (image de Dieu ?), il fut l'un des premiers à pénétrer dans l'arche de Noé. Ce match reflète donc une certaine façon de concevoir les rapports entre science et religion. Si la question est : qui dit la vérité ?, eh bien, c'est simple : chacun dit la vérité de son domaine, dans son domaine. Et les deux n'ont aucune raison de se rencontrer, ni de se faire la guerre, puisqu'on n'a jamais vu un lion rugir dans les fonds marins ni un cœlacanthe frétiller dans la savane.

Retour sur le terrain. Les Marocains ont gagné assez facilement. En water-polo, les Comoriens ne feraient d'eux qu'une bouchée. Et c'est très bien ainsi. ●

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



AVEC JEUNE AFRIQUE DIGITAL, PROFITEZ :

- de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- de nos newsletters et de nos alertes pour suivre toute l'actualité africaine en temps réel
- de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Abonnez-vous
à Jeune Afrique Digital dès
9,99 €/mois
et profitez de toute l'actualité africaine décryptée pour vous.

Rendez-vous sur jeuneafrique.com/abonnements pour découvrir nos offres

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP



AVEC VOUS, NOUS IRONS
ENCORE PLUS LOIN !



INTERNATIONAL BUSINESS BANK

www.ib-bank.com

Partenaire de votre succès

er